

LES

Relations de la France

AVEC

LE HAINAUT

depuis l'avènement de Jean II d'Avesnes, comte de Hainaut,
jusqu'à la conclusion de l'alliance franco-hennuyère
(1280-1297)

Thèse pour le doctorat présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ÉTIENNE DELCAMBRE

Archiviste de la Haute Loire

MONS ET FRAMERIES
UNION DES IMPRIMERIES, S. A.

Dir. : J. Ruellé

1929

LES RELATIONS DE LA FRANCE

AVEC

LE HAINAUT

LES
Relations de la France
AVEC
LE HAINAUT

depuis l'avènement de Jean II d'Avesnes, comte de Hainaut,
jusqu'à la conclusion de l'alliance franco-hennuyère
(1280-1297)

Thèse pour le doctorat présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR
ÉTIENNE DELCAMBRE

Archiviste de la Haute Loire

MONS ET FRAMERIES
UNION DES IMPRIMERIES, S. A.

Dir. : J. Ruelle

1929

LES
Relations de la France
AVEC
LE HAÏNAUT

Par M. L. D'ARVILLE, avocat, cours de Haïnaut
présenté à la commission de l'Alliance France-Haïnaut
(1880-1881)

Thèse pour le doctorat présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

ÉTIENNE DELCAMBRE

Imprimé chez M. L. D'ARVILLE



UNION DES IMPRIMERIES S. A.
DE L'ÉCLAIR

1882

TABLE DES MATIÈRES

<i>Table des matières</i>	5
<i>Bibliographie</i>	7
<i>Table des abréviations</i>	15
<i>Préface</i>	17
 LE RÈGNE DE PHILIPPE III LE HARDI. 	
<i>La politique franco-hennuyère sous ce prince</i>	23
 LE RÈGNE DE PHILIPPE LE BEL. 	
<i>1^{re} Période. — Le conflit franco-hennuyer</i>	31
Chap. I. — L'information sur la mouvance de l'Ostrevent.	31
Chap. II. — Période d'attente dans le développement de la politique française en Hainaut	45
Chap. III. — La révolte de Valenciennes en 1290. Jean d'Avesnes prête à Philippe le Bel l'hommage pour l'Ostrevent.	59
Chap. IV. — Nouveau conflit entre le roi et le comte de Hainaut. La question des faubourgs de Tournai	79
Chap. V. — Préparatifs de la guerre franco-hennuyère. Les négociations avec le comte de Flandre et les bourgeois de Valenciennes.	93
Chap. VI. — La capitulation du comte de Hainaut.	115
<i>2^e Période. — Le roi médiateur</i>	129
Chap. I. — Les rapports de suzeraineté et de voisinage du roi et du comte de Hainaut de 1293 à 1295	129
Chap. II. — L'action médiatrice directe de Philippe le Bel auprès du comte de Hainaut	137
Chap. III. — L'échec de la médiation royale	155
Chap. IV. — La répercussion du conflit franco-flamand sur les rapports franco-hennuyers	161
Chap. V. — L'arbitrage de Godefroy de Brabant et de Jean de Dampierre. Philippe le Bel eut-il une part indirecte aux négociations ?	167
<i>3^e Période. — L'alliance franco-hennuyère</i>	173
Chap. I. — Les préparatifs de l'alliance franco-hennuyère	173
Chap. II. — L'alliance franco-hennuyère	195
<i>Conclusions</i>	207

BIBLIOGRAPHIE

A) SOURCES MANUSCRITES.

1) DOCUMENTS PROVENANT D'ARCHIVES :

a) Archives Nationales.

JJ22.

LL1172 (2^e cartulaire de l'abbaye de St-Denis).

b) Archives du Nord.

I) série B (fonds de la Chambre des Comptes).

B121. — B235 ; God. 2984, 2985, 3601, 14490bis. — B259 ; rouleau 5190bis. — B407 ; God. 3341. — B462 ; God. 2495, 2496, 2499. — B497 ; God. 3914, 3920. — B1162 ; roul. 944bis. — B1193 ; God. 3253 (n^{os} 4 et 4bis). — B1194 ; God. 3371, 3407, 3408, 3409. — B1195 ; God. 3859, 3932. — B1196 ; God. 3889, 3890, 18999. — B1215 ; God. 6129bis. — B1221 ; God. 7756^c. — B1223 ; God. 15875, 15875⁴, 15875⁸, 15875¹⁹, 15875⁵¹. — B1263 ; God. 3667, 3673, 3673ter, 3702. — B1397 ; God. 2812, 2825, 2836, 2881. — B1411 ; roul. 1. — B1564. — B1580. — B1588 ; pièce 5. — B1590. — B3268. — B4054 ; God. 3587.

II) série H (fonds du clergé régulier).

fonds de Vicoigne, H21191.

fonds de St. Jean de Valenciennes, carton II, pièce 93.

c) Archives de l'État à Mons.

Trésor des Chartes des comtes de Hainaut ; années 1286, 1294, 1297 et 1299.

d) Archives communales de Tournai.

1^{er} cartulaire de la ville de Tournai.

2) DOCUMENTS PROVENANT DE BIBLIOTHÈQUES :

a) Bibliothèque Nationale.

Fragments des Comptes du Trésor de Philippe le Bel. Ms. Fr. 20.683 et 21.856.

Journal du Trésor de Philippe le Bel. Ms. Lat. 9.783.

Recueil de documents concernant le Hainaut. Ms. Fr. 23.186.

b) Bibliothèque municipale de Douai. François de Bar : Histoire de l'Abbaye d'Anchin. Ms. 821.

c) Bibliothèque municipale de Valenciennes.

Livre Noir. Ms. 535-716.

Histoire de Jean Coquiau (2^e volume). Ms. 534-715.

Histoire de Louis Wicart. Ms. 529-708.

Cartulaire du Hainaut. Ms. 584-784.

B) SOURCES IMPRIMÉES ET OUVRAGES DE SECONDE MAIN (1) :

- P. — *Annales du Cercle Archéologique de Mons* ; Mons, depuis 1857, in-8°.
- ANSELME (Pierre de Guibours). — *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France...* etc. ; 3^e édition, Paris, 1726-1733, t. II, p. 783.
- BERGENGRÜN (Alex.). — *Die politischen Beziehungen Deutschlands zu Frankreich während der Regierung Adolfs von Nassau (1292-1298)* ; Strasbourg, 1884, gr. in-8°, IV-114 p.
- BERTHOLET (Jean). — HISTOIRE : *Histoire ecclésiastique et civile du duché du Luxembourg et du comté de Chiny* ; Luxembourg, 1742-43, 4 parties en 8 vol. in-4°.
- * BEUGNOT (Arth.-Aug.). — OLIM : *Les Olim ou registres des arrêts rendus par la cour du roi sous les règnes de St. Louis, Philippe le Hardi, Philippe le Bel, de Louis le Hutin, et de Philippe le Long (1254-1318)*, publié dans la *Collection des Documents inédits sur l'Histoire de France*. A. Paris, 1839-1848, 3 tomes en 4 vol. in-4°.
- BLAEV (Joan). — TOONNEEL : *Toonneel der stedèn van 's konings Nederlanden* ; Amsterdam, 1649, 2 vol. in-fol°.
- BOUTARIC (Edg.). — LA FRANCE : *La France sous Philippe le Bel ; étude sur les institutions politiques et administratives du moyen âge* ; Paris, 1861, in-8°.
- P. — BULLETINS DE LA C. R. H. : *Bulletins de la Commission Royale d'Histoire [de Belgique]* ; Bruxelles, depuis 1834, in-8°.
- CATTIER (F.). — ÉVOLUTION : *Évolution du droit pénal germanique en Hainaut jusqu'au XV^e siècle* ; dans *Mémoires et Publications de la Société des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut* (1894), t. 47, p. 1 à 240.
- CHALON (Renier). — RECHERCHES : *Recherches sur les monnaies des comtes de Hainaut* ; Bruxelles, 1848, 1 vol. et 3 suppléments, in-4°.
- DU CHESNE (And.). — HISTOIRE : *Histoire généalogique de la maison de Chastillon sur Marne contenant les actions les plus mémorables des comtes de Blois et de Chartres, de Pentheure, de St. Paul et de Porcean, la vie de St. Charles de Blois, duc de Bretagne... justifiée par chartes, tiltres, arrests et auctoritez des plus fideles historiens* ; Paris, 1621, in-fol°.
- * DE COUSSEMAKER (Edm.). — FLANDRE MARITIME : *Documents historiques sur la Flandre Maritime* ; Lille, 1872, in-4°.
- DELCAMBRE (E.). — OSTREVENT : *L'Ostrevent du IX^e au XIII^e siècle* ; dans *Le Moyen Age*, 1927, 3^e fascicule, p. 241 à 279.
- * DELCAMBRE (E.). — RECUEIL : *Recueil de documents inédits relatifs aux relations du Hainaut et de la France de 1280 à 1297* ; dans *Bulletins de la C. R. H.* (1928), tome XCII, p. 1 à 163.
- * DELCAMBRE (E.). — CHRONIQUE : *Une chronique Valenciennaise inédite* (ouvrage à paraître).

(1) Pour les sources imprimées et ouvrages de seconde main, nous indiquons d'abord, s'il y a lieu, et en lettres capitales, la forme abrégée sous laquelle chaque ouvrage sera désigné au cours de notre travail, puis en italiques le titre complet du dit ouvrage. — Nous aurions voulu séparer, suivant l'usage, les sources imprimées, des ouvrages de seconde main et aussi des périodiques ; mais cette distinction eût été parfois difficile, car bon nombre d'ouvrages de seconde main cités dans cette bibliographie n'ont été utilisés par nous que pour leurs pièces justificatives. Toutefois nous avons fait précéder d'un astérisque les recueils proprement dits de documents, et d'un P les périodiques.

- DE LE COURT (Jules). — *Introduction aux « Coutumes du pays et comté de Hainaut »*, publiées par Charles FAIDER ; Bruxelles, 1883, 1 vol. in-4°, CLXXXVI pages.
- DEVILLERS (Léop.). — *Notice sur un cartulaire de la trésorerie des comtes de Hainaut (1143-1314)* ; dans *Bulletins de la C. R. H.* (1871), 3^e série, t. XII, p. 339 à 468.
- * DEVILLERS (Léop.). — *CARTULAIRE DES RENTES : Cartulaire des rentes et cens dus au comte de Hainaut (1265-1286)* ; édité par la Société des Bibliophiles belges séant à Mons, publication n° 23 ; Mons, 1873-1875, 2 vol. in-8°, XI-254 et XV-478 p.
- DEVILLERS (Léop.). — *NOTICE : Notice sur un cartulaire concernant les terres dites des Débats (Hainaut et Flandre)* ; *Bulletins de la C. R. H.* (Bruxelles, 1876), 4^e série, t. III ; tirage à part : Bruxelles, 1876, in-8°.
- DEWEZ (J.). — *HISTOIRE : Histoire de l'Abbaye de St. Pierre de Hasnon* ; Lille, 1891, in-8°, XVI-583 p.
- DOUBLET (Jacq.). — *HISTOIRE : Histoire de l'Abbaye de Saint Denys en France, contenant les antiquités d'icelle, les fondations, prérogatives et privilèges... etc.* ; Paris, 1625, 2 vol. in-4°, 1378 p.
- DUBRULLE (H.). — *CAMBRAI : Cambrai à la fin du moyen âge (XIII^e au XVI^e siècle)* ; Lille, thèse de doctorat, 1904, in-8°, XXIX-461 p.
- * DUMONT (J.). — *CORPS DIPL. : Corps universel diplomatique du droit des gens (800-1731)* ; Amsterdam et La Haye, 1726-31, 8 vol. in-fol°.
- DUVIVIER (Ch.). — *RECHERCHES : Recherches sur le Hainaut ancien (pagus Hainoensis) du VII^e au XII^e siècle* ; dans *Mémoires et Publications de la Société des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut*, t. 19, p. 1-775 ; en tirage à part : Bruxelles, 1865, 2 vol. in-8°, XX-765 p., 3 cartes.
- DUVIVIER (Ch.). — *QUERELLE : Les influences française et germanique en Belgique au XIII^e siècle. La querelle des d'Avesnes et des Dampierre* ; Bruxelles, 1894, 2 vol. in-8°, 328 et 665 p.
- ESCALLIER (E.-A.). — *L'Abbaye d'Anchin, 1070-1792* ; Lille, L. Lefort, 1852, 1 vol. in-4°.
- EUBEL (P.-Conr.). — *HIERARCHIA : Hierarchia catholica medii aevi (1198-1431)* ; Munster, 1898, in-4°, 582 p.
- FOURNIER (Paul). — *La France et l'Empire au moyen. âge* ; dans *Bulletin critique*, 1895, p. 544-557
- FRANKE (Cl.). — *BEITRÄGE : Beiträge zur Geschichte Johannis II von Hennegau-Holland* ; Trente, 1889, in-8° ; dans *Westdeutschen Zeitschrift für Geschichte und Kunst* (Ergänzungsheft V), 1889.
- * FUNCK-BRENTANO. — *DOCUMENT : Document pour servir à l'histoire des relations de la France avec l'Angleterre et l'Allemagne sous le règne de Philippe le Bel* ; dans *Revue Historique*, 1889, t. XXXIX, fasc. II, p. 326 à 348.
- FUNCK-BRENTANO. — *PH. LE B. : Les origines de la guerre de Cent Ans : Philippe le Bel en Flandre* ; Paris, Champion, thèse de doctorat, 1897, in-8°, XXXIV-707 p.
- GALLIA CHRISTIANA : *Gallia Christiana in provincias distributa* ; Paris, 1716-1865, 16 vol. in-fol°.
- GALLIOT. — *HISTOIRE : Histoire Générale ecclésiastique et civile de la ville et province de Namur* ; Liège, Bruxelles, Lemaire, 1788-1789, 6 vol. in-12°.
- GAMS (R.-P. Bon.). — *SERIES : Series episcoporum Ecclesiae catholicae quotquot innotuerunt a beato Petro apostolo* ; Ratisbonne, 1873, in-4°, 963 p.
- GHESEQUIÈRE (Jos.). — *ACTA : Acta sanctorum Belgii selecta...* ; Bruxelles, 1783-1789, 6 vol. in-4°.

- LE GLAY. — GLOSSAIRE : *Glossaire topographique de l'ancien Cambrésis*.... ; dans *Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai* ; 1843-1849, XIX, II, p. III-XXII, I-LXIX et I-213 ; tirage à part : Cambrai, 1849, in-8°, 304 p.
- * LE GLAY. — OSTREVENT : *Documents pour servir à l'histoire du comté d'Ostrevent* ; dans *Mémoires de la Société des Sciences, des Lettres et des Arts de Lille*, 1851-1852, p. 531 et suiv., in-8°.
- GUIGNIES (V.-J.). — LESSINES : *Histoire de Lessines* ; dans *Mémoires et Publications de la Société des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut* ; 1842, t. 45, p. 1 à 358.
- * DE GUISE (Jacques). — *Histoire de Hainaut (jusqu'en 1253)* ; édition Fortia d'Urban ; Paris-Bruxelles, 1826-1838, 21 vol. in-8° (1).
- DEHAISNES (abbé C.). — HISTOIRE DE L'ART : *Histoire de l'Art dans la Flandre, l'Artois et le Hainaut avant le XV^e siècle* ; Lille, 1886, gr. in-4°, VIII-665 p.
- HELLER. — DEUTSCHLAND : *Deutschland und Frankreich in ihren politischen Beziehungen vom Ende des Interregnums bis zum Tode Rudolfs von Habsburg* ; Göttingen, 1874, in-8°, 168 p.
- D'HERBOMEZ (Arm.). — COMMENT LA COMMUNE : *Comment la commune de Tournai s'agrandit aux dépens du comté de Hainaut à la fin du XIII^e siècle* ; dans *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. XXIII, p. 397-445, une carte hors texte ; en tirage à part, Mons, 1892, in-8°, 50 p.
- D'HERBOMEZ (Arm.). — ANNEXION : *L'annexion de Mortagne à la France en 1314* ; dans *Revue des Questions Historiques*, t. 53, janvier-avril 1893, p. 27-55.
- D'HERBOMEZ (Arm.). — PH. LE B. : *Philippe le Bel et les Tournaisiens* ; Bruxelles, 1893-97, in-8° ; dans *Bulletins de la C. R. H.*, 5^e série, t. III, p. 19-197.
- * HISTOR. DE FRANCE : *Recueil des historiens des Gaules et de la France jusqu'en 1328* ; Paris, 1738-1833, 19 vol. in-fol° ; continué par l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres ; Paris, 1840-76, t. XX à XXIII, in-fol°.
- * HOCSEM. — GESTA : *Gesta episcoporum Leodiensium* ; dans CHAPEAUVILLE, *Gesta episcoporum Tungrensium... Leodiensium* ; Liège, 1612-1616, 3 vol. in-4°, II, 272-514.
- KERN (Fr.). — AUSDEHNUNG : *Die Anfänge der französischen Ausdehnungs Politik bis zum Jahr 1308* ; Tübingen, 1910, in-8°, xxxii-375 p. et carte.
- * KERN (Fr.). — ACTA : *Acta Imperii, Angliae et Franciae ab anno 1267 ad annum 1313* ; Tübingen, 1911, in-8°, xxx-347 p.
- KERVYN. HISTOIRE : KERVYN DE LETTENHOVE. *Histoire de Flandre* ; Bruxelles, 1847-55, 6 vol. gr. in-8°.
- * KERVYN. RÉCITS : KERVYN DE LETTENHOVE. *Récits d'un bourgeois de Valenciennes, XIV^e siècle* ; Louvain, 1877, in-8°.
- * KERVYN. ISTORE : KERVYN DE LETTENHOVE. *Istore et Croniques de Flandres* ; Bruxelles, 1879-1880, 2 vol. in-4°, 699 p.
- KLUIT (Adr.). — HISTORIA : *Historia critica comitatus Hollandiae et Zeelandiae ab antiquissimis inde deducta temporibus...* ; Middlebourg, 1777-1782, 2 t. en 4 vol. in-4°.
- LANGLOIS (Ch.-V.). — *Le règne de Philippe III le Hardi* ; Paris, 1887, in-8°, xiv-474 p.

(1) Les passages de Jacques de Guise utilisés par nous ne figurent pas dans l'édition Sackur (*M. G. SS.* XXX, 44-78, 78-334), beaucoup meilleure mais incomplète.

- LANGLOIS (Ch.-V.). — LAVISSE : *St. Louis, Philippe le Bel, les derniers Capétiens* ; dans l'*Histoire de France* de Lavis, t. III, fascicule 2, 434 p.
- LANGLOIS (Ch.-V.). — REGISTRES PERDUS : *Registres perdus des archives de la chambre des comptes de Paris* ; Paris, Picard, 1917, in-4°.
- * LANGLOIS (Ern.). — REGISTRES : *Les registres de Nicolas IV ; Recueil des bulles de ce pape...* 1288-1292 ; Paris, 1886-93, 7 fascicules in-4°, 1304 p. ; dans *Bibliothèque des Écoles françaises de Rome et d'Athènes*.
- LEBOUCQ (Sim.). — GUERRE : *La guerre de Jean d'Avesnes contre ses sujets de Valenciennes* (1290-1297), manuscrit de la Bibliothèque publique de Mons datant de 1648 ; édité par Lacroix (A.), publication n° 15 de la Société des bibliophiles belges séant à Mons, 1846, p. 1 à 118.
- LEROUX (Alf.). — RECHERCHES : *Recherches critiques sur les relations politiques de la France avec l'Allemagne de 1292 à 1378* ; Paris, 1882, in-8°, xi-289 p. ; dans *Bibliothèque des Hautes Études* (Sciences philologiques et historiques), 50^e fascicule.
- LEROUX (Alf.). — *La royauté française et le Saint Empire Romain au Moyen Age* ; dans *Revue Historique*, t. 49, livraison de juillet-août 1892, p. 241-288.
- LEROUX (Alf.). — *Les conflits entre la France et l'Empire pendant le Moyen Age* ; dans *Bibliothèque des bibliographies critiques*, publiée par la Société des Études Historiques ; Paris, Picard, 1902, in-8°, 73 p.
- LOT (Ferdin.). — *La royauté française et le Saint Empire au Moyen Age. Lettre à propos de l'article de M. Leroux* ; dans *Revue Historique*, t. 50, livraison de septembre-octobre 1892, p. 147-151.
- LOT (Ferdin.). — *La frontière de la France et de l'Empire sur le cours inférieur de l'Escaut du IX^e au XIII^e siècle* ; dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, LXXI (année 1910), p. 5-32.
- * LUNIG (Joh.-Christ.). — C. G. D. : *Codex Germaniae diplomaticus* ; Francfort-Leipzig, 1732-34, 2 vol. in-fol°.
- MARIAGE (Édouard). — FORTIFICATIONS : *Les fortifications de Valenciennes au point de vue archéologique et artistique* ; dans *Revue agricole, industrielle, littéraire et artistique du Nord* (1890), t. 51, p. 87-99 ; en tirage à part : Valenciennes, Giard, 1891-1895, in-4°.
- * MARTÈNE. THES. : MARTÈNE ET DURAND (doms). *Thesaurus anecdotorum novus in V tomos distributus* ; Paris, Delaulne-Foucault, 1717, 5 vol. in-fol°.
- P. — MÉM. DE LA S. D'ÉM. DE CAMBRAI : *Mémoires de la Société d'Émulation de Cambrai* ; Cambrai, depuis 1808, in-8°.
- * M. G. DIPL. : Pertz. *Monumenta Germaniae historica ; Diplomata* ; in-fol°.
- * M. G. LEGES : Pertz. *Monumenta Germaniae historica ; Leges* ; in-4°.
- * M. G. SS. : Pertz. *Monumenta Germaniae historica ; Scriptores* ; in-fol°.
- * MIRAEUS et FOPPENS. — OP. DIPL. : *Opera diplomatica* ; Louvain et Bruxelles, 1723-48, 2 vol. in-fol°.
- * MONUMENTS POUR SERVIR : *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, du Hainaut et du Luxembourg* ; t. I : Chartes de Namur et de Hainaut, par le baron de Reiffenberg ; Bruxelles, 1844, in 4° — t. III : Cartulaire du Hainaut par Devillers (Léop.) ; Bruxelles, 1874, in-4°.
- * LE MUISIT (Gilles). — *Cronica*, 1272-1352.
- 1) édition de Smet. *Corpus chronicorum Flandriae* (Chr. de Fl.), II, III-293 et 297-436 p. ;
 - 2) édition Lemaître (H.). *Chroniques et annales de Gilles le Muisit, abbé de St. Martin de Tournai* ; Paris, Laurens ; Société de l'Histoire de France, 1905, in-8°.

- * DE NANGIS (Guillaume). — CHRONICON ; fragment édité dans *M. G. SS.*, XXVI, 674-696.
- OBREEN (H.). — FLORIS V : *Floris V, graaf van Holland en Zeeland, heer van Friesland* ; 1256-1296 ; dans *Recueil des travaux publiés par la Faculté de Philosophie et de Lettres de l'Université de Gand* ; Gand, Van Goethen, 1907, in-8°, XLVII-179 p.
- * ORDONNANCES : *Ordonnances des rois de France de la troisième race (1051-1514), recueillies par ordre chronologique* ; Paris, 1723-1728-1849, 22 vol. in-fol°.
- D'OUTREMAN (Henry). — *Histoire de la ville et comté de Valenciennes* ; Douai, 1639, in-fol°, xx-588 p.
- * PERTZ. — *Monumenta Germaniae historica* ; Cf. *M. G. Dipl.*, *M. G. Leges et M. G. SS.*
- PETIT (Jos.). — *Charles de Valois, 1270-1325* ; Paris, Picard, 1900, in-8°, xxiv-423 p.
- PONCELET (Édouard). — *Guy de Hainaut, élu de Liège* ; dans *Bulletins de la C. R. H.* 5^e série, t. VIII, 501-552.
- * POTTHAST. — REGESTA PONTIFICUM : *Regesta pontificum romanorum inde ab a. post Christum natum 1198 ad a. 1304* ; Berlin, 1874, 4 vol. in-4°.
- POUTRAIN (N.). — HISTOIRE : *Histoire de la ville et cité de Tournai...* ; La Haye, 1750, 2 vol. in-4°.
- * PROU (Maur.). — REGISTRES : *Les registres d'Honorius IV ; Recueil des bulles de ce pape...* ; dans *Bibliothèque de l'École Française d'Athènes et de Rome*, B, VII. ; Paris, 1889, in-4°, cxv-942 p.
- * QUIX (Chr.). — CODEX : *Codex diplomaticus Aquensis, 779-1350* ; Aix-la-Chapelle, 1839-1840, in-4°, 272 p.
- * RICHARD. — INVENTAIRE P. DE C. : *Inventaire sommaire des archives départementales du Pas-de-Calais antérieures à 1790. Archives civiles, série A* ; Arras, 1878-1888, 2 vol. in-4°, 376-236 p.
- * ROISIN. — FRANCHISES : *Franchises, lois et coutumes de la ville de Lille ; ancien manuscrit à l'usage du siècle échevinal, publié par Brun-Lavainne* ; Lille et Paris, 1842, gr. in-8°.
- ROLLAND (Paul). — ÉTAPE : *Une étape de la vie communale de Tournai ; la fédération des seigneuries* ; dans *Revue historique de droit français et étranger*, 1925, p. 411 à 435.
- * ROUSSET. — SUPPLÉMENT : *Supplément au corps universel diplomatique du droit des gens, contenant... les titres qui ont échappé aux premières recherches de M. Dumont* ; Amsterdam et La Haye, 1739, 5 vol. in-fol°.
- * RYMER. — FOEDERA : RYMER ET SANDERSON. *Foedera, conventiones, litterae et cujuscumque generis acta publica inter reges Angliae et alios quosvis imperatores, reges, principes et communitates, ab ingressu Gulielmi I in Angliam a. D. 1066 ad nostra usque tempora habita aut tractata* ; Londres, 1816-1830, 4 vol. in-fol° en 7 parties.
- * DE SAINT-GENOIS (Jos.). — DROITS : *Droits primitifs des anciennes terres et seigneuries du pays et comté de Hainaut autrichien et français ; 1^{re} partie*, Paris, 1782, in-fol°.
- * DE SAINT-GENOIS (Jules). — *Inventaire analytique des chartes des comtes de Flandre avant l'avènement des princes de la maison de Bourgogne* ; Gand, 1843-46, in-4°, XLIV-579 p.
- * DE SMET (J.-J.). — *Cartulaire de l'abbaye de Cambron* ; dans *Monuments pour servir*, t. II ; Bruxelles, 1869, in-4°, XIX-1019 p.

- * VAN MIERIS. — CHARTERBOEK : *Groot Charterboek der graaven van Holland, van Zeeland en heeren van Vriesland* ; Leyde, 1853-1854, 2 vol. in-fol^o.
- * VIARD (Jules). — OSTREVANT. ENQUÊTE : *L'Ostrevant. Enquête au sujet de la frontière française sous Philippe VI de Valois* ; dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. 82, 1921, p. 316 à 329.
- VINCHANT (Franç.). — ANNALES : *Annales de la province et comté de Hainaut, contenant les choses les plus remarquables advenues dans ceste province depuis l'entrée de Jules César jusqu'à la mort de l'infante Isabelle* ; éditées par la *Société des Bibliophiles de Mons*, Publication n^o 16 ; Bruxelles, 1848-1853, 6 t. en 3 vol. ; grand in-8^o.
- VREDIUS (Oliv.). — GENEALOGIA : *Genealogia comitum Flandriae a Balduino Ferreo usque ad Philippum IV Hisp. regem variis sigillorum figuris repraesentata* ; Bruges, 1642-1643, 2 vol. in-fol., 412 et 496 p.
- WAQUET (H.). — BAILLIAGE : *Le bailliage de Vermandois au XIII^e et XIV^e siècle* ; dans *Bibliothèque des Hautes Études*, 1919, in-8^o.
- WARNKOENIG-GHELDOLF. — HISTOIRE : *Histoire de Flandre et de ses institutions civiles et politiques jusqu'à l'année 1305* ; Bruxelles, 1836-1864, 5 vol. in-8^o.
- WAUTERS (Alph.). — JEAN I : *Le duc Jean I et le Brabant sous le règne de ce prince, 1267-1294* ; dans *Mémoires de l'Académie Royale de Belgique*, série in-8^o, 1862, t. XIII, n^o 1 ; Bruxelles, 1862, in-8^o, 460 p.
- * WAUTERS (Alph.). — TABLES CHRONOL. : *Tables chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de Belgique* ; Bruxelles, Hayez, 1866-1889, 8 vol. in-4^o.
- WAUTERS (Alph.). — ORIGINE : *De l'origine et des premiers développements des libertés communales en Belgique, dans le Nord de la France, etc... preuves* ; Bruxelles, 1869, in-8^o.
- WAUTERS (Alph.). — HAINAUT : *Le Hainaut pendant la guerre du comte Jean d'Avesnes contre la ville de Valenciennes, 1290-1297* ; dans *Bulletins de la C. R. H.*, 4^e série, t. II, p. 295-342 ; tirage à part : Bruxelles, 1875, in-8^o.
- WELVERT (E.). — Philippe le Bel et la maison de Luxembourg ; dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. 45, 1884, p. 180-188.
- * WILLEMS (J. F.). — CHRONIQUE : *Rymkronyk van Jan van Heelu Bretrefende den slag van Wæringen*, suivie d'un *codex diplomaticus* ; dans la collection des *Chroniques Belges Inédites*, publiées par la *Commission royale d'histoire*, Bruxelles, Hayez, 1836, in-4^o.
- * WINKELMANN (Ed.). — A. I. I. : *Acta Imperii inedita sec. XIII et XIV* ; Innsbruck, 1880-1885, 2 vol. gr. in-8^o, x-893 et VIII-983 p.

Pour alléger notre étude, nous l'avons fait précéder de trois travaux d'approche qui en constituent la base indispensable. L'un est consacré à l'*Ostrevant du IX^e au XIII^e siècle*. Le second constitue un *Recueil de documents inédits relatifs aux rapports du Hainaut et de la France de 1280 à 1297* ; le troisième enfin n'est autre que l'édition critique d'*Une chronique Valenciennaise inédite*.

Nous avons utilisé pour ces trois ouvrages un certain nombre de sources manuscrites ou imprimées ; nous n'avons plus eu à recourir directement à elles au cours de cette étude ; elles ont pourtant fourni, par la voie indirecte de nos travaux d'approche, une contribution très importante à notre sujet. Il convient donc de les mentionner pour mémoire à la suite de notre bibliographie. En voici la liste :

A) SOURCES MANUSCRITES :

1) DOCUMENTS PROVENANT D'ARCHIVES :

a) Archives Nationales.

J519, n^{os} 1, 2, 5, 6, 7, 8bis. — J580, n^o 2. — JJ16, fol^o 7vo.

b) Archives du Nord.

I) série B (fonds de la Chambre des Comptes).

B164. — B235 ; God. 3362, 3402, 3403, 3475, 3600, 4411bis, 14488, 14493bis. — B1164 ; God. 2835. — B1193 ; God. 3185bis, 3381. — B1195 ; God. 3790, 3791, 3844, 3931. — B1196 ; God. 4186, 4188. — B1218 ; God. 3634, 3637. — B1223 ; God. 15875^a. — B1238 ; God. 7244. — B1397 ; God. 4300^b. — B1588, pièce 7. — B3760. — B4055 ; God. 3754. — B13870 ; années 1608 et 1613.

II) série H (clergé régulier).

fonds d'Anchin : 1H172, pièce 2146. — 1H42.

fonds de Marchiennes : 10H323 (cartulaire de Marchiennes).

fonds de St. Amand : 12H1 (cartulaire de St. Amand).

c) Archives du Pas-de-Calais.

fonds du Trésor des Chartes d'Artois. A870.

Chronica Gerardina, alias episcopi Atrebatensis.

d) Archives de l'État à Gand.

fonds de Rupelmonde, n^{os} 697 et 768.

e) Archives de l'État à Mons.

Trésor des Chartes de Hainaut, année 1295.

f) Archives communales de Tournai.

Chartrier de la ville de Tournai, année 1293.

2) DOCUMENTS PROVENANT DE BIBLIOTHÈQUES :

a) Bibliothèque Nationale. Annales de Jacques de Guise et continuations, Ms. Fr. 22998.

b) Bibliothèque municipale de Cambrai. Pitpan de Montauban, Ms. 1034.

c) Bibliothèque municipale de Valenciennes. Manuscrit de la Bibliothèque de Simon Leboucq, Ms. 525-666. — *Bref recueil de la construction de Valenciennes et de ses circonvoisins*, Ms. 526-667.

d) Bibliothèque municipale de Tournai. Annales de Jacques de Guise et continuations, Ms. 161.

B) SOURCES IMPRIMÉES ET OUVRAGES DE SECONDE MAIN :

* *Annales Bertiniani*, éd. Waitz, dans *M. G. SS. in usum scholarum*, 1883, in-8^o.

* BOMBART. *Histoire de la terre et seigneurie de Solesmes. Documents et cartulaire de 1570* ; Cambrai, 1901, in-8^o.

BALUZE. *Miscellanea* ; Paris, 1683, 5 vol. in-8^o.

* DUVIVIER. *Actes et documents anciens intéressant la Belgique* ; Bruxelles, 1898, in-8^o, II-462 p.

LE GLAY. *Mémoire sur les archives de l'abbaye de Marchiennes* ; Douai, 1854, in-8^o, 72 p. ; dans *Mémoires de la Société d'agriculture de Douai* (1852-sq.), B, II, 127.

GUISE (Jacques de). *Annales Hammoniae* ; éd. Sackur, *M. G. SS.*, XXX, 44-334.

* HAUTCŒUR (mgr.). *Cartulaire de l'abbaye de Flines (1200-1630)* ; Lille-Paris, 1873-1874, 2 vol. in-8^o, XVI-1029 p.

LONGNON (Aug.). *Atlas historique de la France depuis César jusqu'à nos jours* ; Paris, Hachette, 1884-88, gr. in-8^o, 2 in-folio, VII-210 p.

* PROU. *Récueil des actes de Philippe I, roi de France (1059-1108)* ; Paris, 1908, in-4^o

VANDERKINDERE. *Histoire de la formation territoriale des principautés belges au moyen âge* ; dans *Bulletins de la C. R. H.*, 5^e série, t. VIII et IX ; réimprimé, Bruxelles, Lamartin, 1902, 2 vol. in-8^o, IV-350 et 485 p.

BRASSART (Fél.). *Histoire du château et de la châtellenie de Douai, des fiefs, terres et seigneuries tenus du souverain de cette ville depuis le X^e siècle*, Douai-Paris, 1877-1887, 3 vol. in-8^o.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

a.	: année.
anc. st.	: ancien style.
Anal.	: analyse.
Arr.	: arrondissement.
Bibl.	: bibliothèque.
c.	: canton.
cf.	: conférer.
chap.	: chapitre.
chl. c.	: chef-lieu de canton.
col.	: colonne
comm.	: commune.
doc.	: document.
éd.	: édité ou édition.
fol ^o	: folio
fasc.	: fascicule
fragm.	: fragments
God.	: inventaire Godefroy (des archives de la Chambre des Comptes de Lille).
id.	: idem.
l.	: livre
Lat.	: latin.
Ms.	: Manuscrit.
munic.	: municipale.
n. st.	: Nouveau Style.
op. cit.	: opus citatum.
orig.	: original.
p.	: page.
prov.	: province.
roul.	: rouleau.
s.	: série.
sc.	: scellé.
sect.	: section.
t.	: tome.

PRÉFACE

Le comté de Hainaut, l'ancien *pagus Hainoensis*, était au XIII^e siècle limité au nord par le duché de Brabant, à l'est par le comté de Namur et l'évêché de Liège, au sud par la Thiérache et l'évêché de Cambrai. A l'ouest le cours de l'Escaut le séparait du comté de Flandre. Ses frontières étaient plus contestées au sud-ouest du côté de l'Ostrevent ; ce dernier pays, vaste triangle compris entre l'Escaut, la Scarpe et la Sensée, avec Bouchain comme capitale, avait passé plusieurs fois de la domination flamande à la domination hennuyère. A la fin du XIII^e siècle, le comte de Hainaut en possédait la majeure partie, mais il n'en résultait pas que l'Ostrevent appartînt pour cela au Hainaut. On pouvait aussi bien le considérer comme un comté distinct, rattaché accidentellement à l'héritage de la maison d'Avesnes.

La question de la frontière sud-ouest du Hainaut n'était pas indifférente au point de vue féodal. Le *pagus Hainoensis* avait été, par le traité de 843, attribué à Lothaire : le comté de Hainaut, dérivé de ce *pagus*, était donc terre d'Empire et les rois de France ne pouvaient émettre aucune prétention sur lui. Le traité de Verdun, par contre, ne mentionnait pas l'Ostrevent parmi les *pagi* de l'héritage de Lothaire, et ce pays, s'il formait un comté différent de celui du Hainaut, relevait de la couronne de France. Aussi constituera-t-il une voie toute tracée pour la pénétration de l'influence française dans le domaine hennuyer.

Cette pénétration sous le règne de Philippe le Bel sera l'objet principal de cette étude. Ch. Duvivier nous a devancé dans cette voie pour la période antérieure : son excellent ouvrage « *La querelle des d'Avesnes et des Dampierre* » étudie la politique adoptée par

saint Louis vis-à-vis des d'Avesnes, souche de la maison de Hainaut, dans leur conflit avec les Dampierre, leurs frères utérins, héritiers du comté de Flandre. Cet ouvrage demandait, nous semble-t-il, une continuation ; aussi nous sommes-nous proposé d'étudier la politique hennuyère des rois de France sous les deux successeurs de saint Louis et en particulier sous Philippe le Bel.

Le règne de Philippe III annonce moins celui de son successeur qu'il ne continue celui de saint Louis. Il marque toutefois dans l'histoire de la politique franco-hennuyère. Cette politique prend, sous Philippe le Bel, un caractère tout différent. Dès son avènement, le nouveau roi tente d'empiéter en Hainaut au préjudice de l'Empire, à la fois du côté de l'Ostrevent, du Cambrésis et du Tournaisis. Les rapports franco-hennuyers se réduisent même, ou peu s'en faut, de 1286 à 1293, à un débat relatif à la mouvance de l'Ostrevent : pour y faire valoir ses droits de suzeraineté, le roi se rapprochera des Valenciennes révoltés contre leur seigneur, puis des Dampierre, éternels ennemis des d'Avesnes. Il cherchera ensuite, mais en vain, à reprendre dans le différend entre la Flandre et le Hainaut l'action médiatrice exercée par saint Louis. Le conflit franco-flamand l'amènera enfin à prendre position dans la querelle des Dampierre et des d'Avesnes : il appuiera ces derniers contre leurs rivaux.

La question n'a jamais fait l'objet d'une étude spéciale. Toutefois deux travaux récents s'y rapportent de près : celui de M. Alph. Wauters (1) et celui de M. Cl. Franke (2). M. Wauters a étudié notamment l'attitude de Philippe le Bel à l'égard des Valenciennes révoltés : il a traité ainsi une grande partie de notre sujet. Si nous croyons utile de le reprendre, c'est que l'auteur a dépouillé d'une manière incomplète les documents d'archives restés manuscrits

(1) WAUTERS (Alph.). *Le Hainaut pendant la guerre du comte Jean d'Avesnes contre la ville de Valenciennes, 1290-1297* ; Bruxelles, 1875, in-8°.

(2) FRANKE (Cl.). *Beiträge zur Geschichte Johannis II von Hennegau-Holland* ; Trente, 1889, in-8°.

et n'a utilisé d'autres chroniques que celles du XVI^e et du XVII^e siècles, dont il a négligé de critiquer les sources. Quant à M. Franke, il a dressé la biographie entière de Jean d'Avesnes, sans se limiter comme nous aux rapports de ce prince avec la France. Mais des difficultés d'ordre matériel ont obligé l'historien allemand de se contenter des textes imprimés, ce qui limite fâcheusement sa documentation : l'auteur semble en outre avoir obéi parfois à des considérations politiques, au préjudice de l'impartialité.

Nos recherches aux archives de l'État à Mons et aux Archives Nationales à Paris nous ont permis de compléter celles de M. Wauters. Nous avons enfin dépouillé avec soin le fonds des Archives de la Chambre des Comptes de Lille, les manuscrits de la Bibliothèque Nationale, ceux de la Bibliothèque municipale de Valenciennes, sans parler de ceux des Bibliothèques de Douai, de Cambrai et de Tournai. Ces sources nouvelles nous ont permis d'apporter, espérons-le, après MM. Wauters et Franke, une contribution utile à l'histoire de la politique française dans les Pays-Bas à la fin du XIII^e siècle.

Nous n'avons pas cru bon de traiter spécialement la période comprise entre 1257 (mort de Jean I d'Avesnes, où s'arrête l'ouvrage de Ch. Duvivier) et 1280 (mort de la comtesse Marguerite). Le parti des d'Avesnes est représenté alors par un enfant, Jean II, qui reste dans l'ombre. La querelle des d'Avesnes et des Dampierre ne se ranime qu'au moment où la mort de la comtesse Marguerite donne à Jean d'Avesnes l'héritage du comté de Hainaut, c'est-à-dire en 1280. Aussi avons-nous choisi cette date pour point de départ de cette étude.

Les rapports du comte Jean II avec le roi ont subi une évolution complète en l'espace de dix-sept ans, et c'est précisément là qu'est l'intérêt de notre travail : cette évolution s'achevant en 1297, il était inutile, à notre avis, de le pousser plus loin. La date de 1297 marquera donc le terme de cette étude.

En 1191, à la mort de Philippe d'Alsace, Baudouin V, comte de Mons, avait réuni entre ses mains les comtés de Flandre et de Hainaut (1). Cette union ne devait être qu'éphémère. Jeanne de Flandre, petite-fille et héritière de Baudouin, n'avait eu de son mariage avec Ferrand de Portugal aucun descendant mâle ; Marguerite de Flandre, sœur cadette de Jeanne, devint ainsi l'héritière présomptive des deux comtés. Elle avait en 1212 épousé un baron hennuyer, Bouchard d'Avesnes. Jeanne entra en conflit avec lui pour une question de douaire. Dès novembre 1215, elle obtint du pape Innocent III l'annulation du mariage de sa sœur et l'excommunication de Bouchard ; celui-ci, à en croire Jeanne, aurait été chantre en l'église de Laon et même sous-diacre : il ne pouvait, en conséquence, contracter, sans dispense, d'union légitime. En 1221, Marguerite consentit à quitter son mari, et, vers la fin de 1223, elle contracta, à l'instigation de Jeanne, un second mariage avec Guillaume de Dampierre, seigneur champenois. Du premier lit étaient nés deux fils, Jean et Baudouin ; du second naquirent Guillaume, Guy et Jean. Marguerite soutenait ces derniers.

Quelle était donc la condition juridique des enfants du premier lit et à qui devait revenir la succession de Jeanne si elle restait dépourvue d'héritiers mâles ? Cette question était encore pendante à sa mort.

La solution du conflit fut remise en janvier 1246 à l'arbitrage de saint Louis et d'Eudes, évêque de Tusculum. Leur dictum fut rendu en juillet de la même année. Le roi de France éluda la question de droit, c'est-à-dire celle de la légitimité ; il se contenta de résoudre la question de fait, celle de la succession. Il adjugea le comté de Flandre aux Dampierre, le comté de Hainaut aux

(1) L'intelligence des événements qui feront l'objet de cette étude nous oblige à remonter à une soixantaine d'années plus haut : cette période antérieure ayant été traitée par CH. DUVIVIER (*Querelle*), nous nous contenterons de résumer son travail.

d'Avesnes, cette sentence ne devant produire son effet qu'après la mort de la comtesse Marguerite qui garderait la possession viagère des deux comtés. La décision du roi de France, dictée par un désir d'équité, mécontenta pourtant Jean et Baudouin d'Avesnes, qui refusèrent de l'accepter. Or elle portait notamment sur les villes de Grammont et d'Alost, sur le pays de Waes et les Quatre-Métiers, terres considérées, à tort ou à raison (1), comme mouvantes de l'Empire : les d'Avesnes en contestèrent l'attribution aux Dampierre et cherchèrent à s'en faire investir par les rois des Romains ; ces souverains considéraient que saint Louis, par son intervention arbitrale, avait méconnu leurs droits juridictionnels, et ils en étaient froissés. Les d'Avesnes pourront compter sur eux. La politique hennuyère s'orientera ainsi vers l'Empire et prendra un caractère antifrçais ; elle le gardera jusqu'en 1293.

A ces raisons vinrent, en 1247, s'en joindre d'autres, d'ordre tout personnel, pour unir les d'Avesnes à l'Empire. Le 3 octobre 1247, Guillaume, comte de Hollande, frère d'Alix, femme de Jean d'Avesnes, fut élu roi des Romains. Guillaume était tout dévoué à Jean, son beau-frère. Le 27 avril 1248, il confisqua donc, pour défaut d'hommage, le comté de Namur sur Baudouin de Courtenay, empereur de Constantinople, qui en avait confié la garde au roi de France, et il en investit Jean d'Avesnes. Le 11 juillet 1252, il lui conféra des fiefs flamands tenus de l'Empire et sur lesquels il avait exercé la commise.

C'était un double défi porté au roi de France.

L'attitude hostile du roi des Romains amena Marguerite et les Dampierre à déclarer la guerre aux d'Avesnes. La comtesse appela à son aide Charles d'Anjou, frère de saint Louis, à qui elle céda le comté de Hainaut. Charles y pénétra et s'empara de Valenciennes, mais il ne put s'y maintenir. La paix fut rétablie

(1) Le pays de Waes appartenait en 870 au royaume de Charles le Chauve ; il n'est pas signalé comme fief d'Empire avant 1252 ; LOT (Ferdin), *La frontière de la France et de l'Empire sur le cours inférieur de l'Escaut du IX^e au XIII^e siècle*, édité dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, LXXI, 5-32.

à Péronne, le 24 septembre 1256, par l'arbitrage de saint Louis. Le traité de 1246 fut confirmé. Charles d'Anjou renonça au Hainaut. Le comté de Namur, conféré par l'Empire à Jean d'Avesnes, fut restitué à Baudouin de Constantinople. Crève-cœur, Arleux, Bouchain et l'Ostrevent furent attribués à la Flandre.

Ce traité fut modifié, dès le 22 novembre 1257, par la médiation du roi de France. Guy de Dampierre renonça en faveur de Jean d'Avesnes à Bouchain et à l'Ostrevent. Il reconnut que l'hommage du comté de Namur, les fiefs de Poilvache, de Durbuy et de Laroche étaient des appartenances hennuyères. Il s'engagea à ne plus revendiquer le comté de Hainaut ni le comté de Namur.

Quant à Jean d'Avesnes, il abandonna ses prétentions sur la Flandre Impériale, le fief d'Angle, la châteltenie et la gavène de Cambrai.

Telle était la situation quand mourut Jean I d'Avesnes (1257). Jean II, son fils et son héritier, était mineur : Baudouin d'Avesnes, l'oncle du nouveau comte, lui fit défection et, dès la mort de Jean I, se rapprocha de la comtesse Marguerite. Les Dampierre eurent ainsi le champ libre. En dépit du traité de 1257, Guy acheta en 1263 (1) à Philippe, fils de Baudouin de Courtenay, ses droits sur le comté de Namur, qu'Henri de Luxembourg tenait en fief du comte de Hainaut. Après une vaine tentative d'évincer le comte de Luxembourg, Guy de Dampierre négocia avec lui au préjudice de Jean d'Avesnes : il épousa en 1265 Isabelle, fille d'Henri : la princesse lui apporta en dot le comté de Namur (2).

Cette acquisition mécontenta Jean II d'Avesnes. Une nouvelle guerre avec les Dampierre devint inévitable, quand, le 10 février 1280, la mort de la comtesse Marguerite lui donna l'héritage du comté de Hainaut.

(1) Vente (1263, 19 mars) de Philippe, fils de Baudouin, empereur de Constantinople, à Guy, comte de Flandre, dans GALLIOT, *Histoire*, VI, 6.

(2) Accord (1265, mars) entre Henri, comte de Luxembourg, et Guy, comte de Flandre, dans VREDIUS, *Genealogia*, preuves, I, 50.

LE RÈGNE DE PHILIPPE III LE HARDI

La politique franco-hennuyère sous ce Prince

A peine maître du Hainaut, Jean II d'Avesnes reprit vis-à-vis de la France et des Dampierre la politique d'hostilité adoptée par son père : il considéra comme nuls les traités de 1246, de 1256 et de 1257, et réclama en conséquence la possession de la Flandre Impériale. Comme son père, il se rapprocha de l'Empire et trouva un protecteur en Rodolphe de Habsbourg ; le roi des Romains, qu'un intérêt dynastique avait rapproché des Capétiens, devait, par crainte des Électeurs, se montrer ferme, du moins en apparence, vis-à-vis du souverain français. Il feignit de ne voir en Guy, comte de Flandre, qu'un vassal et un allié de la France, et soutint contre lui Jean II de Hainaut, comme Guillaume de Hollande et Richard de Cornouailles avaient soutenu Jean I. Cet appui se borna à de simples interventions diplomatiques en faveur des d'Avesnes, mais Rodolphe les multiplia, et même avec excès. Dès le 29 mai 1275 (1), c'est-à-dire du vivant de la comtesse Marguerite, il avait défendu aux nobles de l'Empire d'appuyer Guy de Dampierre en conflit avec Jean au sujet des fiefs impériaux de Flandre. Le 6 novembre 1279, il avait admis (2) le comte de Hainaut à lui prêter hommage pour ces mêmes terres, au préjudice du comte Guy, leur détenteur. Le 26 juin 1280 (3), après la mort de la comtesse Marguerite, il confirma cette investiture en faveur

(1) Mandement (1275, 29 mai, Boppard) du roi Rodolphe aux nobles de l'Empire, dans *Monuments pour servir*, I, 368.

(2) Diplôme (1279, 6 novembre, Lintz) de Rodolphe, dans WINKELMAN, *A.I. I.*, II, 101.

(3) Diplôme (1280, 26 juin, Vienne) de Rodolphe, dans VAN MIERIS, *Charterboek*, I, 409.

de Jean d'Avesnes. Le 5 août 1281 (1), nouvelle intervention : Rodolphe réitère la sentence de confiscation des fiefs impériaux prononcée en 1252 par Guillaume de Hollande contre les Dampierre : c'était méconnaître la compétence du roi de France qui, par sa décision arbitrale de 1257, leur avait attribué ces terres. Le même jour enfin (2), le roi des Romains enjoint aux habitants de la Flandre Impériale de reconnaître le comte de Hainaut pour leur seigneur : il charge le 5 août l'évêque de Cambrai (3), le 12 octobre, le comte de Luxembourg (4), et le 19 décembre celui de Hollande (5) d'assurer l'exécution de cet ordre. Ces multiples interventions sont tout à fait inefficaces : un rapport de l'évêque de Cambrai en date du 31 mai 1282 en fait foi (6). Le roi des Romains n'en persiste pas moins dans cette voie : il cite le comte de Flandre à Worms pour y répondre devant son tribunal aux accusations de Jean d'Avesnes. Guy fait défaut et le 15 juin 1282 (7), il est condamné comme contumace et mis au ban de l'Empire (8).

Le règne de Rodolphe continue donc, au point de vue hennuyer, celui de ses prédécesseurs et se caractérise par une même hostilité vis-à-vis de la France et des Dampierre. Une semblable continuité se manifeste dans la politique de Philippe III. Comme saint Louis, il éprouve une certaine préférence pour les Dampierre, qui ont accepté la sentence arbitrale de 1246, mais il s'efforce pourtant de tenir la balance égale entre les parties. Son action,

(1) Sentence (1281, 5 août, Nuremberg) de Rodolphe, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 288.

(2) Mandement (1281, 5 août, Nuremberg) de Rodolphe à l'empereur de Constantinople, à Robert, avoué de Béthune, à Jean d'Audenarde et à d'autres vassaux de l'Empire, dans *Monuments pour servir*, III, 508. — Mandement (mêmes lieu et date) du même aux habitants d'Alost, du pays de Waes et des Quatre-Métiers, dans *Monuments pour servir*, III, 514. — Mandement (mêmes lieu et date) du même aux communes d'Alost et de Grammont, dans *Monuments pour servir*, III, 516.

(3) Mandement (mêmes lieu et date) du même à l'évêque de Cambrai, dans *Monuments pour servir*, III, 519.

(4) Mandement (1281, 12 octobre, Colombières) du même à Henri, comte de Luxembourg, dans *Monuments pour servir*, III, 783.

(5) Mandement (1281, 19 décembre, Mayence) du même à Florent V, comte de Hollande, dans Van Mieris, *Charterboek*, I, 429.

(6) Lettre (1282, 31 mai) d'Enguerrand, évêque de Cambrai, à Rodolphe, dans *Monuments pour servir*, I, 382.

(7) Sentence (1282, 15 juin, Worms) de Rodolphe, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 301.

(8) Cette sentence lui fut notifiée par une lettre du 17 juin. cf Mandement (1282, 17 juin, Worms) de Rodolphe, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 303.

comme celle de son père, est pacificatrice (1). Elle en diffère toutefois d'une manière essentielle, car, plus nettement que saint Louis, Philippe le Hardi cherche à s'immiscer dans les affaires de la Flandre Impériale : à ce point de vue, son règne annonce déjà celui de Philippe le Bel.

Philippe III agit comme médiateur peu après la mort de la comtesse Marguerite (10 février 1280) et, sans doute, avant juillet 1283 (2). Dans la période qui avait suivi ce décès, Jean I, duc de Brabant, alors allié du roi de France, s'était interposé pour réconcilier les comtes Guy et Jean, mais sans succès. Le roi de France intervint : il envoya à Douai, où les parties avaient été assignées, deux membres de son conseil : ils devaient collaborer, avec le duc de Brabant et le comte Henri IV de Luxembourg, au rétablissement de la paix. Entre autres solutions proposées par les médiateurs, on envisagea la nomination de quatre arbitres, dont deux par chacune des parties ; un cinquième serait désigné en cas de désaccord entre les quatre premiers. Fidèle à la politique traditionnelle des d'Avesnes, Jean s'appuya sur l'Empire : il proposa le roi Rodolphe, suzerain des fiefs en litige, pour cinquième arbitre. Les envoyés du roi de France, on le conçoit, firent écarter ce projet : ils suggérèrent d'imposer trêve aux parties jusqu'à la prochaine session du parlement et de confier à cette juridiction la solution du litige (3).

Saint Louis était intervenu en 1246 dans des conflits relatifs aux terres d'Empire, mais à titre arbitral. Cette tentative d'immixtion du roi de France, par le moyen du parlement, c'est-à-dire à titre juridictionnel, est une nouveauté : elle marque,

(1) D'après deux analyses de ST. GENOIS (*Droits*, 704 et 711), une trêve aurait été conclue le 13 octobre 1282, par la médiation du duc de Brabant, entre les comtes de Flandre et de Hainaut, et prolongée par le roi Philippe III le 15 juin 1283. Or, ces deux analyses correspondent exactement à la substance des chartes du 14 octobre 1292 et du 16 juin 1293 (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XIII et XXII) : leurs dates respectives sont de part et d'autre le mardi après la St. Denis et le mardi après la St. Barnabé : les années seules varient : il n'y a donc aucun doute sur l'identité des deux groupes de chartes.

(2) C'est ce qui résulte de l'instruction donnée vers juillet 1283 par le comte de Hainaut à des messagers qu'il envoya au roi Philippe III (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. I).

(3) « Après, comment li doi envoiet de par le roi requisent c'uns respis fust pris dusques al parlement et i venissent les parties, et li rois, se Dieu plaisoit, meteroit conseil à iaus apaisier », dans DELCAMBRE, *Recueil*, doc. I, art. 13.

dans les rapports de la France avec l'Empire en Hainaut, une transition entre le règne de saint Louis et celui de Philippe le Bel.

La proposition des messagers du roi ne pouvait satisfaire les d'Avesnes, car ils se méfiaient du parlement de Paris. Le comte de Hainaut écarta cette solution, et émit de nouveau l'avis de porter le débat devant le tribunal d'Empire : Guy refusa. Jean consentit enfin « pour le révérence le roi » à s'en remettre à l'arbitrage du duc de Brabant et du comte de Luxembourg. C'est ce projet qui, quelque peu modifié, triompha et aboutit au compromis de juillet 1283 (1). Le comte de Hainaut évitait par cette concession que le roi de France ne s'immisçât en personne dans le conflit, mais Philippe III n'en réussissait pas moins à enlever au souverain germanique le jugement du procès, et ce résultat partiel était appréciable. Jean d'Avesnes nommait comme arbitres ses deux frères Florent et Guillaume (2) ainsi que le duc de Brabant : Guy de Dampierre désignait au même titre ses fils Robert et Guillaume de Flandre et aussi son frère Jean. La sentence devait être rendue pour le 1^{er} janvier 1284 (octave de Noël). Le duc de Brabant et le comte de Luxembourg en garantirent l'exécution (3) : ce dernier semble ainsi avoir délégué l'examen du procès à des sous-arbitres, et s'être réservé seulement de faire respecter leurs décisions. Les pourparlers de Douai rétablirent entre les comtes de Flandre et de Hainaut des relations amicales. C'est dans cette ville et sans doute durant ces négociations que Guy promit à Jean paix et même aide contre tous, hormis ses suzerains (4).

(1) Compromis (1283, juillet) entre Jean d'Avesnes et Guy de Dampierre ; Archives du Nord, B 462, God. 2495 et 2496 ; orig. sc. — Fragm. dans WILLEMS, *Chronique*, 413. — Si Philippe III intervint en personne dans ce débat, ce fut avant mai 1283 : après cette date, nous le trouvons dans le midi (*Histor. de France*, XXI, 429)

(2) Guillaume de Hainaut était prévôt de l'église Notre-Dame de Cambrai.

(3) Charte (1283, juillet) de Jean, duc de Brabant, et d'Henri, comte de Luxembourg, sous le vidimus (1296) de l'abbé de St-Pierre de Gand ; Archives du Nord, B 462, God. 2499 ; publiée dans VREDIUS, *Genealogia*, preuves, II, 26.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV : « Item, contre le espécial aloyanche... etc... » L'ordre dans lequel est placé l'article en question semble indiquer que le fait auquel il se rapporte est postérieur aux traités de 1246-1257 (arbitrages de saint Louis), mais antérieur au 19 juin 1284 (arbitrage des évêques de Liège et de Metz). Nous pouvons donc le rattacher sans invraisemblance aux négociations de 1283 dont certaines, nous l'avons vu, eurent lieu à Douai : en effet, la dernière partie du document mentionné ci-dessus (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV) expose les faits dans un ordre chronologique rigoureux.

Ce résultat fut sans lendemain. En 1284, la succession de Limbourg mettait aux prises Renaud, comte de Gueldre, et le duc de Brabant : elle absorba ce dernier et en fit bientôt un rival de Guy. Le Brabançon dut sans doute renoncer à son rôle d'arbitre : une nouvelle combinaison fut envisagée et, le 19 juin 1284 (1), les comtes de Flandre et de Hainaut acceptèrent la médiation de Jean, évêque de Liège, fils de Guy de Dampierre, et de Bouchard, évêque de Metz, frère de Jean d'Avesnes. Les documents n'en font pas connaître l'issue. Il semble donc qu'elle n'aboutit pas. Ainsi l'œuvre pacificatrice entreprise par Philippe III se terminait par un échec (2).

Tel était l'état des rapports de la Flandre et du Hainaut quand, le 6 octobre 1285, Philippe le Bel monta sur le trône de France.

(1) Compromis (1284, 19 juin, Saint-Amand) entre les comtes de Flandre et de Hainaut, dans MARTÈNE, *Thes.*, I, col. 1194.

(2) Toutefois les comtes de Flandre et de Hainaut entretenaient encore des relations amicales le 17 juillet 1284, jour où nous voyons le duc de Brabant prendre l'un et l'autre comme arbitres de son différend avec le comte de Gueldre (WILLEMS, *Chronique*, 430).

LE RÈGNE DE PHILIPPE LE BEL

L'avènement de Philippe le Bel marque l'apogée du rôle des légistes. Ceux-ci avaient sur le gouvernement des idées différentes de celles de saint Louis et de Philippe III. Ils furent les partisans plus ou moins avoués d'empiétements sur les terres d'Empire ; dès ses premières années, le règne de Philippe le Bel fut ainsi marqué par une série de conflits tout le long de la frontière orientale du Royaume, Bar, Franche-Comté, Lyon, Royaume d'Arles... etc... (1).

Le Hainaut, pays frontière entre la France et l'Empire, allait en être lui aussi le théâtre : sa mouvance rendait la chose inévitable ; l'héritage des d'Avesnes comprenait entre autres terres l'Ostrevent, considéré, à tort ou à raison par le roi, comme un fief français. Or la méthode des légistes consistait à combattre la féodalité par le droit féodal lui-même. Le roi de France était, à leurs yeux, le suzerain de tous les seigneurs du Royaume ; ils prétendirent contraindre ces vassaux à l'exécution de leurs obligations. Ils pouvaient donc exiger un jour de Jean d'Avesnes l'hommage pour l'Ostrevent.

Est-ce à dire que Philippe le Bel ait, comme l'insinue M. Franke (2), prémédité l'extension de la France jusqu'au Rhin ? Il ne le semble pas. La politique du Capétien du XIII^e siècle manque d'envergure : elle est avant tout opportuniste. Loin

(1) Cf. à ce sujet LEROUX, *Recherches critiques sur les relations politiques de la France avec l'Allemagne de 1292 à 1378* ; Paris, 1882, in-8° ; p. 53 à 57.

(2) FRANKE, *Beitrag*, conclusions. — A en croire M. Franke, Philippe le Bel aurait profité notamment de l'alliance franco-hennuyère pour tenter de soustraire à l'Empire le comté de Hollande, entré en 1299 dans l'héritage de Jean d'Avesnes ; l'historien allemand voit dans cette politique l'ébauche de celle qui aboutit au traité de Munster.

d'avoir projeté l'annexion de l'héritage hennuyer (1), Philippe le Bel n'a jamais provoqué les occasions qui, comme la guerre entre la Flandre et le Hainaut, la révolte de Valenciennes ou la sédition d'Anchin et d'Hasnon, ont pu la faciliter. Mais chaque fois qu'une occasion favorable d'annexion s'est présentée, il l'a saisie et en a tiré tout le parti possible. C'est dans ce sens seul, à notre avis, que l'on peut parler d'une politique d'extension de la France vers l'Empire en Hainaut.

Au point de vue hennuyer, le règne de Philippe le Bel peut se diviser en trois périodes. De 1286 à 1293, le roi de France est en conflit avec Jean d'Avesnes au sujet de l'Ostrevent ; contre son vassal récalcitrant, il prend, à l'encontre de ses prédécesseurs, parti pour le comte de Flandre. De 1293 à 1295, le monarque réconcilié avec le comte de Hainaut, qui a consenti à le reconnaître pour son suzerain, revient à la politique d'arbitrage traditionnelle de ses deux devanciers ; il manifeste toutefois une tendance plus marquée à intervenir à titre juridictionnel dans un conflit relatif surtout aux terres d'Empire.

A partir de la fin de 1295, l'attitude hostile de Guy de Dampierre vis-à-vis de son suzerain rapprochera d'une manière définitive le roi de France du comte de Hainaut, qui deviendra son allié le plus fidèle.

(1) Quand, en 1286, Philippe le Bel voulut prouver la mouvance française de l'Ostrevent, il se recommanda du texte de Sigebert de Gembloux qui fixait à Valenciennes, c'est-à-dire à l'Escaut, la frontière du royaume de France et de l'Empire. Il reconnaissait donc que les territoires situés à l'est de cette rivière ne relevaient pas de son royaume. Aurait-il eu l'imprudence d'agir de la sorte s'il préméditait à cette époque l'annexion du pays situé sur la rive droite de l'Escaut, c'est-à-dire du Hainaut proprement dit ?

PREMIÈRE PÉRIODE

Le Conflit franco-hennuyer

CHAPITRE I.

L'information sur la mouvance de l'Ostrevent.

L'Ostrevent, dans son ensemble, est borné par l'Escaut, la Scarpe et la Sensée, et embrasse ainsi toute la région comprise entre Douai et Valenciennes. En vertu du traité de 1257, ce pays appartenait en majeure partie à la maison d'Avesnes ; il était peu étendu, mais riche et comprenait cinq abbayes importantes : Anchin, Hasnon, Vicoigne, Marchiennes et Denain. Entouré de rivières de toutes parts et enfoncé comme un coin entre les comtés de Flandre et de Hainaut, il constituait une excellente position stratégique, dont Philippe le Bel saisira l'importance : le roi revendiquera bientôt la suzeraineté de ce pays et elle lui sera contestée par Jean d'Avesnes.

Pour mieux comprendre le conflit qui allait mettre aux prises Philippe le Bel et le comte de Hainaut, il fallait étudier d'abord le *pagus* carolingien d'Ostrevent, connaître son étendue exacte ainsi que sa situation administrative et politique à l'époque carolingienne ; on devait suivre ensuite son évolution dans le cadre féodal durant les XI^e et XII^e siècles. Mais nous avons déjà fait ce travail préparatoire (1) : contentons-nous d'en résumer les conclusions.

Les limites du *pagus Austrovaldensis* sont parfois incertaines : on peut affirmer qu'elles se confondent à l'est avec le cours de l'Escaut, au nord et à l'ouest avec celui de la Scarpe ; il convient toutefois de formuler des réserves pour la région douaisienne ; au sud, ce *pagus* est borné par la Sensée depuis son confluent jusqu'à Lécuse, et, en aval de cette ville, par la Tringuige, ruisseau qui

(1) DELCAMBRE, *l'Ostrevent du IX^e au XIII^e siècle* ; édité dans le *Moyen Age*, année 1927, 3^e fasc.

relie cette rivière à la Scarpe. Il perdit à l'époque carolingienne son existence administrative et fut réuni aux *pagi Attrebatensis, Leticus et Scarbeius* pour constituer le *comitatus Attrebatensis* ; il suivit donc le sort de ce dernier et fut rattaché à la couronne de Charles le Chauve ; les textes sur ce point sont formels. Il s'en suit que l'Ostrevent carolingien faisait partie du royaume de France.

Il n'en était pas de même de l'Ostrevent féodal. Ce pays a subi, à partir du XI^e siècle, une évolution qui s'est accomplie en quatre phases. Dans la première, antérieure à 1072, il se trouve tout entier sous la domination flamande ; dans la seconde, qui s'étend de 1072 à 1095, l'ancien *pagus*, y compris une partie au moins de Douai, passe sous la domination directe des comtes de Hainaut, hormis les territoires situés à l'ouest du bras aujourd'hui canalisé de la Sensée. La zone de suzeraineté hennuyère se réduit, durant une troisième période, qui va de 1095 à 1120, aux domaines de la seigneurie de Bouchain (1) ; Douai, Sin, Cantin et une partie de Gœulzin retombent sous la vassalité des comtes de Flandre. Enfin, à partir de 1120, la seigneurie de Bouchain, appelée improprement plus tard comté d'Ostrevent, devient d'arrière fief hennuyer, fief immédiat des comtes de Hainaut.

Placée d'abord sous la domination flamande, cette terre n'en avait été que plus étroitement rattachée à la France, car le comté de Flandre était un fief mouvant de la Couronne. Ces liens se relâchèrent du jour où elle passa sous la suzeraineté hennuyère ; c'est qu'elle fut considérée, bien avant 1120, non comme un comté

(1) Nous avons laissé entendre dans notre article sur l'Ostrevent (DELGAMBRE, *Ostrevent*, 261-262) que la châtellenie hennuyère de Bouchain comprenait, entre autres territoires, en 1286, toute la partie du *pagus Austroavadensis* située à l'est de la ligne Lallaing, Waziers, Dechy, Férin, Gœulzin, Flesquières et Bugnicourt. Cette affirmation a besoin d'être rectifiée. Sans parler des enclaves flamandes de Marquette, d'Abscon et d'Erre ainsi que des possessions de l'abbaye d'Anchin, auxquelles nous avons fait allusion au cours de notre étude (DELGAMBRE, *Ostrevent*, 267), l'extrémité orientale de l'Ostrevent a complètement échappé à l'influence hennuyère. Le château de Mortagne et les villages de Bruille-Saint-Amand, de Notre-Dame au Bois, de Forest, de Locran et d'Hauterive, situés en Ostrevent au confluent de la Scarpe et de l'Escaut, ont fait partie, depuis une époque reculée, de la seigneurie de Mortagne (d'HERBOMEZ, *Annexion*, 49) : ils ont eu ainsi une évolution politique tout à fait distincte de celle de la seigneurie primitive de Bouchain. Tenuës, semble-t-il, en fiefs au XI^e siècle de l'évêque de Tournai (d'HERBOMEZ, *Annexion*, 29), puis érigées en francs-alleux, ces terres passèrent en 1186 sous la suzeraineté flamande : elles devinrent en 1192 fiefs immédiats de la couronne de France ; la directe de ces territoires fut en 1195 rétrocédée par Philippe-Auguste au comte de Flandre (d'HERBOMEZ, *Annexion*, 30) ; les successeurs de ce dernier la gardèrent sans discontinuité jusqu'en 1297 (d'HERBOMEZ, *Annexion*, 39).

LÉGENDE

- Limites du PAGUS AUSTROVADENSIS (OSTREVENT)
- Limites de la Fraction de la Châtellenie de Bouchain sise en dehors du pagus austrovaldensis
- - - - - Limites séparant le Comté de Hainaut du Comté de Flandre en 1286
- oooooo Limites des possessions de l'Abbaye d'Anchin
- — — — — Limites orientales du Comté d'Artois en 1449
- - - - - Limites séparant le Comté de Hainaut de l'Evêché de Cambrai
- ~~~~~ Rivières
- Villes
- † Abbayes

L'OSTREVENT

COMTÉ DE FLANDRE



distinct, mais comme une partie intégrante du comté de Hainaut, ou mieux, du comté de Valenciennes. Celui-ci relevait de l'Empire ; il devait en être de même de la seigneurie de Bouchain. Aussi l'influence française ne cessera-t-elle d'y décroître : quand en 1120 elle deviendra fief direct des comtes de Hainaut, toute trace de son autonomie primitive disparaîtra ; partout, on la considérera alors (1) comme terre d'Empire ; jusqu'au règne de Philippe le Bel, aucun roi de France n'aura même l'idée de réclamer du comte de Hainaut l'hommage pour ce pays.

Depuis la fin du XII^e siècle, il est vrai, cette question de directe ne présentait plus un très grand intérêt : en 1191, Baudouin V, comte de Hainaut, maître de l'ancienne seigneurie de Bouchain, était devenu comte de Flandre, et à ce titre vassal incontesté du roi de France. Il importait donc moins que lui-même et ses successeurs le fussent ou non pour l'Ostrevent. Il n'en fut plus ainsi quand, en 1280, la mort de la comtesse Marguerite sépara d'une manière définitive le comté de Flandre de l'Ostrevent hennuyer. Toutefois, Philippe III ne semble pas avoir songé à réclamer de Jean d'Avesnes l'hommage pour cette dernière terre. L'attitude de la royauté se modifia avec l'avènement de Philippe le Bel.

Une querelle entre deux prétendants au siège abbatial d'Anchin, devenu vacant, semble-t-il, en 1286 par la mort d'Adam de Ghisny (2), paraît avoir servi de prétexte à l'intervention royale

(1) Quand le pape lèvera des décimes sur le clergé de France, celui d'Ostrevent en sera exempt (DELCAMBRE, *Ostrevent*, 274). En 1267, Clément IV décida que l'abbaye d'Hasnon en Ostrevent n'aurait pas à payer cet impôt, vu qu'elle n'était pas en France (KERN, *Ausdehnung*, 113, note 2). — Cf. lettre de Clément IV à Simon, cardinal du titre de Ste. Cécile, relative à la levée de ce decime : « Porro idem monasterium Hannoniense, licet sit in terra ipsius comitis, non tamen in predictis Cameracensi vel Tornacensi diocesibus neque in eodem regno Francie, sed in dicta diocesi Atrebatensi et in Imperio situm existit. », dans *M. G. Epistolae saeculi XIII selectae e regestis pontificum Romanorum per G. H. Pertz*, éd. C. RODENBERG, III, 679-80, n° 664.

(2) La date de la mort d'Adam de Ghisny, abbé d'Anchin, est difficile à préciser. François de Bar, dans son histoire de l'abbaye d'Anchin (XVI^e siècle) (bibl. munic. de Douai, Ms. 821, fol. 202 et suiv.), s'appuie sur une inscription funéraire pour fixer à 13 ans la durée de son abbatat. À en croire la *Gallia Christiana* (III, 414), Adam aurait occupé le siège d'Anchin dès avant 1271 et serait intervenu cette même année dans un échange fait par cette abbaye avec celle de Flines ; on pourrait conclure, en rapprochant les données du chroniqueur du XVI^e siècle et celles de la *Gallia*, qu'Adam de Ghisny serait mort au plus tard en 1284. Mais le renseignement de la *Gallia* paraît inexact ; l'échange auquel elle fait allusion semble bien être celui de Cantin, qui eut lieu non pas en 1271, mais en avril 1277 (HAUTCŒUR, *Cartulaire de l'abbaye de Flines* ; Lille-Paris, 1873-74 ; I, 217). L'élection d'Adam a donc pu être postérieure à 1271. Or l'*Auctorium*

en Ostrevent. Les moines avaient désigné pour son successeur Jean Baillet, et celui-ci fut confirmé par son ordinaire, l'évêque d'Arras (1). Ce choix déplut-il au comte de Hainaut? Toujours est-il qu'il interdit au nouvel élu l'entrée du monastère d'Anchin et fit peu après nommer un nouvel abbé, Évrard, qui occupa le siège abbatial dès le 1^{er} octobre 1286 (2). Évrard avait-il été imposé par Jean d'Avesnes? il jouissait en tous cas de sa confiance : lorsqu'en 1289 les moines d'Anchin se révoltèrent contre lui, c'est au comte de Hainaut qu'il viendra demander aide et secours (3).

Privé de son siège, Jean Baillet pria Philippe le Bel d'intervenir en sa faveur comme suzerain de l'Ostrevent (4). Suivant une politique traditionnelle chez les légistes, le roi voulut procéder selon les formes juridiques ; il fit prendre une information secrète sur la mouvance de l'Ostrevent (5). Il est impossible de préciser quand eut lieu cette enquête ni quel en fut l'auteur : toujours est-il qu'elle était terminée le 17 juin 1286 (6).

Il convient de distinguer, dans cette question de directe, le point de vue historique et le point de vue coutumier.

Au point de vue historique, la position du roi était très forte. Pour savoir de quel royaume faisait partie l'Ostrevent, il fallait remonter à l'époque où la France avait été séparée de la Lotharingie, c'est-à-dire au traité de Verdun, et déterminer à qui avait été attribué le *pagus Austro vadensis* carolingien. Celui-ci ayant été

d'Anchin, dont le ms. est très altéré (*M. G. SS.*, XVI, 506), laisse supposer qu'une succession au siège abbatial eut lieu en 1273 : ce ne peut être que celle d'Adam de Ghisny. Si l'information de François de Bar sur la durée de son abbatiat est exacte, Adam serait donc mort en 1286 ($1273 + 13 = 1286$).

(1) Mandement (1286, 17 juin) de Philippe le Bel au comte de Hainaut, dans KERN, *Acta*, 35 (N° 56).

(2) Bulle (1286, 1^{er} octobre, Tibure) d'Honorius IV à « E. », abbé d'Anchin, dans PROU, *Registres*, col. 444.

(3) Lettre (1289, 6 juillet) d'Évrard, abbé d'Anchin, à Jean d'Avesnes, dans ESCALLIER, *l'abbaye d'Anchin*, 186.

(4) ESCALLIER, *op. cit.*, 19 : enquête faite au nom du comte de Hainaut pour constater les droits du roi de France à Anchin : « ... dont li contraires apert, ke chil d'Anchin ne monstrent autre cartle, de leur fundation dusque à l'an M. CC. IIII^{xx} VI que li abbès de l'eglise d'Anchin s'i traist et adont primes meut (et non : primesment) li discors dou roy et dou conte de Haynaut ». — Cf. aussi note 1.

(5) VIARD. *Ostrevent : enquête*, 323 : « Du temps du roy Philippe le Bel... Et ainçois que le Roy vouldist les causes mettre en procès, il fit faire enqueste... »

(6) Une allusion en effet est faite à cette information dans le mandement du 17 juin 1286 (cf. note 1) par ces mots « sicut didicimus ».

rattaché au royaume de Charles le Chauve, la thèse de Philippe le Bel était inattaquable.

Envisagée du point de vue coutumier, la solution était tout autre : depuis 1095, la seigneurie de Bouchain était devenue en fait, sinon en droit, une partie intégrante du comté de Hainaut et, comme lui, un fief d'Empire. Cette union sera l'argument capital qu'opposeront Jean d'Avesnes et ses successeurs aux revendications des rois de France (1). Or le droit féodal reposait avant tout sur l'état de fait, sur la coutume, et le comte de Hainaut avait pour lui une tradition très ancienne : jamais, même avant 1120, la seigneurie de Bouchain n'avait constitué un comté distinct. La position de Jean d'Avesnes était donc aussi solide que celle du roi, mais d'une manière différente.

On saisit maintenant les méthodes opposées qu'adopteront dans la discussion les deux adversaires. Le roi de France se cantonnera sur le terrain du droit historique et s'occupera seulement du *pagus Austrovaldensis* carolingien : le comte de Hainaut au contraire fera état de la coutume et ne voudra tenir compte que de la situation de fait de l'Ostrevent depuis 1072.

L'enquête royale de 1286 avait deux objectifs, dont le second dérivait du premier : Il s'agissait de prouver qu'à l'Ostrevent féodal rattaché à tort au comté de Hainaut et à l'Empire, avait préexisté un Ostrevent primitif, le *pagus Austrovaldensis*, dont l'étendue différait du premier. Il fallait démontrer enfin que ce *pagus* carolingien avait été, lors du partage de 843, attribué au royaume de France.

Le premier point ne pouvait s'établir qu'à l'aide d'une information sur l'étendue de l'Ostrevent. Philippe le Bel y fit procéder. Les résultats de l'enquête sont connus : ce furent les limites non

(1) Enquête hennuyère de 1448 ; Archives du Nord, B 1223, God. 15.875 : déposition des témoins d'Abscon : « jusques au dit pont à le Laigne alloit le dit Ostrevent qu'il entendent estre d'ottel condition que le Haynnau et ung meismé pays. » — Déposition des témoins de Marque en Ostrevent : « aussi que Haynnau et Ostrevent n'est que ung meisme pays scitué en l'Empire et qu'il doit aller jusques au pont de Laigne en Douay ». — De même, autre enquête hennuyère (XIV^e siècle) ; Archives du Nord, B 1223, p. 15875⁸ : « Premiers, entent à prouver lidis procurers [de la comtesse de Hainaut]... que toute li terre apiellé Ostrevent est en l'Empire et de l'Empire comme des membrez et appartenances de le contet de Haynnau... et coment que on l'appielle Ostrevent, n'i fait chou nient, car ossi appiellon les autres membrez deseure dis par pluseurs divers nonz et tout sont des membrez de le contet... ».

de l'Ostrevent hennuyer, mais de l'ancien *pagus Austrovaldensis*, que les enquêteurs cherchèrent à déterminer : ils les fixèrent au cours de la Scarpe, de l'Escaut, de la Sensée et de la Tringuigne (1). Ils étaient donc bien renseignés, car leurs conclusions sont précisément les nôtres (2). A ce *pagus* primitif, ils opposèrent ensuite le comté hennuyer du même nom (3), et firent remarquer que ce dernier comprenait seulement les localités de Waziers à l'Escaut (4) et était donc plus petit que l'autre. Car, outre le comte de Hainaut, deux seigneurs se partageaient, dirent-ils, le *pagus Austrovaldensis*. Le comte de Flandre y occupait Douai, Marquette, Abscon et Fenain (5) et le comte d'Artois, Sailly, Brebières, Noyelles et Lambres (6).

Ces remarques dans leur ensemble étaient justes ; il était bien vrai que « trois comtes marchisoient en l'Ostrevant » (4) et cette constatation était grosse de conséquences. Si le comté hennuyer et féodal d'Ostrevent n'était qu'un démembrement de l'ancien *pagus Austrovaldensis*, la mouvance primitive de ce dernier importait seule. La situation vassalique appliquée plus tard à l'une ou l'autre de ses fractions constituait un simple état de fait, sans valeur juridique aux yeux du roi.

Quant aux comtes de Hainaut, ils n'avaient pas oublié que, de 1072 à 1095, un de leurs prédécesseurs s'était rendu maître dans ce *pagus* des possessions primitives du châtelain de Douai, et

(1) VIARD, *op. cit.*, 324 : « Item on treuve par l'information susdite que li pais d'Ostrevant a VIII lieues de long... etc... »

(2) Cf. DELCAMBRE, *Ostrevant*, 241-248.

(3) Philippe le Bel considère bien en effet l'Ostrevent hennuyer comme un comté distinct : en 1292, il appelle Jean d'Avesnes « Johannes Haynonie et Ostrevani comes » (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XII.)

(4) VIARD, *op. cit.*, 325 : « Item, on treuve en l'enqueste que trois comtes marchisoient en l'Ostrevant... etc. »

(5) C'est sans doute par une erreur, involontaire du reste, que les enquêteurs ont rattaché Fenain à la Flandre. Ce village ne se trouve mentionné en effet dans aucun compte (nous les avons tous compulsés) de la châtellenie de Douai, du XIV^e et du XV^e siècles. Il figure par contre parmi les villages de la châtellenie de Bouchain qui devaient en 1286 le service d'ost au comte de Hainaut (DEVILLERS, *Cartulaire des rentes*, II, 250).

(6) Les remarques relatives à l'Ostrevent artésien semblent un peu tendancieuses. Si Brebières et Lambres, situés sur les deux rives de la Scarpe, appartenaient sans aucun doute au comté d'Artois, l'annexion à celui-ci de Sailly en Ostrevant n'était alors qu'en préparation. En rattachant d'une manière un peu prématurée ce village aux possessions artésiennes, Philippe le Bel a peut-être voulu favoriser la politique d'extension territoriale des comtes d'Artois en Ostrevant.

même d'une partie de la ville (1). Pour eux comme pour Philippe le Bel, l'Ostrevent hennuyer du XIII^e siècle était donc un démembrement d'un pays plus considérable ; mais celui-ci, dans leur conception, se limitait aux domaines possédés à la fin du XI^e siècle par le comte de Mons sur la rive gauche de l'Escaut : il comprenait donc au nord tous les territoires sis à l'est du pont de la Lengne à Douai (2), c'est-à-dire notamment les fiefs du châtelain dont la directe avait passé en 1095 au comte de Flandre. Mais, au sud-ouest, ils eurent soin d'exclure de l'Ostrevent les villages de Gouy, de Noyelles, de Bellonne, de Lambres et de Sailly qui n'avaient jamais appartenu à leurs prédécesseurs. C'était sur ce point que la thèse française différait de la thèse hennuyère : de Courchelettes à Lécuse, la première fixait les limites de ce pays au cours de la Scarpe et de la Tringuige ; la seconde les restreignait au bras, aujourd'hui canalisé, de la Sensée, qui arrosait alors Férin et

(1) Enquête hennuyère sur l'Ostrevent (époque bourguignonne) ; Archives du Nord, B 1223, God. 15875². « Et trouve par les escriptures que la dicte comtesse [Marguerite de Bavière] fist faire alors... que anciennement, passé avoit II^e ans dès le tamps que icelles escriptures furent faites, que les comtes de Haynnau avec Ostrevant tenoient Douay francement comme dudit Empire jusques ad ce que ung comte de Haynnau le perdi par engagure et par force, car Robert le Frison, adont comte de Flandres, lui hosta et applicqua à luy et à ses successeurs contre droit. » — On s'étonnera peut être que nous utilisions, pour étudier le point de vue hennuyer du XIII^e siècle, une enquête de l'époque bourguignonne. Mais, comme l'a très bien fait remarquer M. VIARD (*op. cit.*, 320) les enquêtes sur la mouvance de l'Ostrevent, qui se renouvellent au XIV^e et au XV^e siècles, sont devenues de pures formalités, et l'on ne s'est pas donné la peine d'y apporter une thèse ni des arguments nouveaux. Les nombreux documents de cette nature que nous avons compulsés aux archives de la Chambre des Comptes de Lille présentent en effet entre eux une analogie frappante. Aussi, la contre-enquête hennuyère du XIII^e siècle ne nous étant pas parvenue, nous y avons suppléé par celles du XIV^e et du XV^e, à peu près convaincu qu'elles ont reproduit la thèse primitive. Sans doute, l'acquisition des châtelainies de Douai et d'Orchies par le roi de France donna à partir de 1305 à la délimitation des domaines flamands et hennuyers en Ostrevant une importance qui était moindre au XIII^e siècle. L'enquête publiée par M. Viard atteste néanmoins que la question a été agitée entre Philippe le Bel et Jean d'Avesnes dès cette époque.

(2) Enquête hennuyère (printemps 1329) sur les limites de l'Ostrevent ; Archives du Nord, B 1215, God. 6129^{bis}. — autre enquête hennuyère (début XIV^e siècle), même sujet ; Bibl. munic. de Valenciennes Ms. 584 (Mangeart), fol. 253 v^o — autre enquête hennuyère (1448), même objet ; Archives du Nord, B 1223, God. 15875 ; déposition des témoins d'Abscon : « dient.... que environ le pont à le Laigne à Douay il devoit avoir une bonne (lisez : borne) de keuvre faisant séparation du Royaume et de l'Empire et que, jusques audit pont à le Laigne, alloit ledit Ostrevant qu'il entendent estre d'ottel condition que le Haynnau et ung meismes pays. »

Flesquières (1), sur la frontière occidentale des domaines soumis au comte de Hainaut dans cette région (2).

Philippe le Bel avait placé le débat sur le terrain du droit historique; il était remonté ainsi au *pagus* carolingien pour l'opposer au comté du XIII^e siècle ; si Jean d'Avesnes et ses successeurs se recommandèrent de la coutume féodale, ils suivirent pourtant en partie la méthode du roi ; toutefois, refusant d'aller plus haut, il s'arrêtèrent à la fin du XI^e siècle, c'est-à-dire à la seconde phase de l'évolution de l'Ostrevent, la plus favorable aux prétentions du Hainaut. Ils avaient tort, car s'ils acceptaient la discussion sur cette base, ils devaient, pour être logiques, la pousser jusqu'au bout et étudier la situation du *pagus Austrovaldensis* carolingien ; or ils ne pouvaient le faire sous peine de voir leurs propres arguments se retourner contre eux.

Non contents d'avoir établi que l'Ostrevent primitif avait appartenu en entier à leurs prédécesseurs, Jean d'Avesnes et ses héritiers voulurent prouver que cette terre était une dépendance du comté même de Hainaut ; ils firent valoir à cet effet qu'elle avait été soumise aux coutumes hennuyères depuis l'époque de leur rédaction (3). Dans le comté de Hainaut, quand un crime avait été commis, les parents du meurtrier devaient, en vue d'échapper à la vengeance de la famille de la victime, se rendre à Mons, si le coupable était fugitif, pour le renier, pour le « four-

(1) Enquête hennuyère (1329) ; Archives du Nord, B 1215, God. 6129bis : déposition des témoins d'Auberchicourt : d'après eux, l'Ostrevent avait pour limites le cours de la Sensée, le Molinel-le-Comte, Ponchiel de Semois, Courcheilles (aujourd'hui Courchelettes) et le pont de la Lengne à Douai. Le Ponchiel de Semois n'a pu être identifié : quant au Molinel le Comte, il semble devoir l'être avec le Moulin le Comte qui, d'après les témoins de Férin (Enquête hennuyère ; Bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 584-784, fol. 253^{vo}), était voisin de Flesquières (village détruit en 1793 par les Autrichiens) : à en croire ceux d'Auberchicourt, la frontière de l'Ostrevent passait donc près de Flesquières. De même, pour les témoins de Villers au Tertre, elle longeait la Sensée dans la région du Moulin le Comte. Pour ceux de Férin, l'Ostrevent avait pour limites les villages de Férin, de Courchelettes, de Corbehem, d'Estrées, de Gouy et de Flesquières ; toutefois ils ne spécifient pas si ces localités en faisaient ou non partie.

(2) Cette limite laissait en 1286 dans la zone hennuyère Dechy, Férin, une partie de Goeulzin, Flesquières et Bugnicourt (DEVILLERS, *Cartulaire des rentes*, II, 250).

(3) Enquête hennuyère (XIV^e siècle) sur la mouvance de l'Ostrevent ; Archives du Nord, B 1223, God. 15875^b. « Quand li cuens Bauduins deseure nommez, liquels estoit adont contez de Flandres et de Haynnau [il s'agit de Baudouin IX, comte de Flandre et de Hainaut, qui fit rédiger en l'an 1200 les coutumes de Hainaut] donna loy à chiaus de Haynnau, ensi que deseure est dit, se fu comprise en le dicte loy li dicte terre d'Ostrevant et tout li habitant en ycelle... ; liquelle lois en pluseurs cas est toute contraire u diverses as lois et as coutumez de France ».

jurer » (1). Or, à en croire les d'Avesnes, cette pratique aurait été appliquée en Ostrevent (2) et aussi la coutume hennuyère autorisant le seigneur à mettre à mort, sans recourir aux modes de preuves habituels, les criminels pris en flagrant délit (3). Ces deux allégations sont difficiles à contrôler, mais semblent exactes, car d'une manière générale la « loi » du Hainaut a été observée dès le début du XIII^e siècle dans l'ancienne seigneurie de Bouchain (4). Jean d'Avesnes et ses successeurs avaient donc pour eux le droit féodal et ils surent en faire état.

D'après leur thèse, l'Ostrevent, et ils ne tenaient compte que de sa situation de fait à la fin du XI^e siècle, était ainsi une appartenance du comté de Hainaut et, comme lui, un fief d'Empire. Philippe le Bel devait donc démontrer que le *pagus Austrovadensis*, qui seul avait pour lui une existence juridique, relevait de la couronne de France : c'était le second objectif de l'enquête française.

Ce *pagus*, on le sait, avait fait partie du *comitatus Attrebatensis* carolingien. Il était donc bien de mouvance française, car l'Artois avait toujours appartenu au royaume de France. La valeur de cet argument n'échappa pas à Philippe le Bel, mais il se méprit sur le « *comitatus Attrebatensis* » ; il y vit non pas une division administrative carolingienne, mais un comté féodal. Il se rappelait qu'avant 1072 les comtes de Flandre, alors maîtres de l'Artois, l'étaient aussi de l'Ostrevent tout entier ; il affirma donc « que li Ostrevant fu jadis de la comté d'Artois au temps que li comtes d'Artois estoient comtes d'Artois et de Flandres » (5). Présentée

(1) CATTIER, *Évolution*, 136.

(2) Enquête hennuyère (1329) sur la mouvance de l'Ostrevent ; Archives du Nord, B 1215, God. 6129bis ; déposition des témoins de Fressain : « Item dient-il que de toutes les fais qui sont avenut d'omechide et de membre perdre en Ostrevent, ils en aloit as fourjur à Mons et fait encore, comme en court souveraine, et chou ont il fait il meismes et pluseurs autres... » — « Et ossi se purgent tout chill de l'Ostrevant de cas de crime u d'omechide u sont encoupet, et délivré par le court de Mons dessuere dite, si com d'un fait que Gille Seghars fist encontre Michel des Plankes... » — cf. de même DELCAMBRE, *Recueil*, doc. IX : « item nobiles omnes, barones, milites... etc... »

(3) Enquête hennuyère précipitée (Archives du Nord, B 1215, God. 6129bis) : déposition des témoins de Bruille : « Il i a. XII. ans, le sire de Manny prist Willot Hairon et Maroie se feme pour meurtre et les fist mettre à mort l'un et l'autre selonc se conscience sans jugement. » — *id* : déposition des témoins de Fressain : « Bien leur recorde ke P. Duriaus fu mis à exécution à Mark à la conscience du seigneur. » — Sur la procédure hennuyère en cas de flagrant délit, cf. CATTIER, *Évolution*, 206-207.

(4) DELCAMBRE, *Ostrevent*, 274.

(5) VIARD, *op. cit.*, 323.

sous cette forme, l'allégation du roi était inexacte. Le *comitatus Attrebatensis* carolingien avait disparu depuis longtemps quand les différentes parties de son territoire se trouvèrent réunies les unes après les autres au X^e siècle au domaine flamand. Leur incorporation au comté de Flandre primitif fut du reste complète et il n'exista jamais avant 1237 de comté ni de comte d'Artois au sens féodal du mot (1). Philippe le Bel avait donc utilisé un excellent argument, mais n'avait pas su le mettre en valeur.

Le roi fut mieux avisé en faisant remarquer que les limites du *pagus Austroavadensis* correspondaient à celles de l'évêché d'Arras (2). Le fait, on le sait, était exact ; or l'évêché n'était autre que la transposition dans le domaine ecclésiastique de la *civitas* gallo-romaine, prototype du *comitatus* carolingien ; le roi établissait ainsi d'une manière indirecte que le *pagus Austroavadensis* faisait partie, à l'époque carolingienne, du *comitatus Attrebatensis* et par voie de conséquence du royaume de France. On objecterait en vain que l'évêché d'Arras ne datait que de 1093 ; car on avait cherché, au XI^e siècle (3), à le rétablir dans ses limites primitives.

Pour prouver la mouvance française du *pagus Austroavadensis*, Philippe le Bel fit en outre usage de documents diplomatiques de l'époque carolingienne. Si le roi avait consulté le chartrier de l'abbaye de Saint-Amand, il aurait sans doute trouvé les diplômes des années 847 et 905 par lesquels Charles le Chauve et Charles le Simple, alors rois de la France seule, faisaient don à ce monastère de villages sis « in pago Austroavadensi ». Mais il eut la malencontreuse idée de circonscrire ses recherches aux abbayes d'Ostrevant (4). Or Marchiennes, Hasnon et Denain, seules assez anciennes parmi celles-ci pour posséder des diplômes carolingiens, n'en avaient aucun, à notre connaissance du moins, de probants sur la question. Aussi l'argumentation du roi fut-elle faible. Il utilisa des diplômes non spécifiés dans l'enquête et qu'il attribua à Charles le Chauve (4). Deux d'entre eux octroyés par ce prince, l'un le 9

(1) En effet les comtes de Flandre du XI^e et du XII^e siècles ne joignent jamais, à leur titre de *Flandrie et Viromandie comes*, celui de comtes d'Artois.

(2) VIARD, *op. cit.*, 324 «.... et de si là va Ostrevans ; et aussy fait l'éveschié d'Arras... »

(3) DELCAMBRE, *Ostrevant*, 251-252.

(4) VIARD, *Ostrevant ; enquête*, 323 : Texte corrigé d'après la variante de la Bibliothèque Nationale, Ms. Français 23.186, f^o 39 v^o : « en trouva on chartres et privilèges en plusieurs églises d'Ostrevant scellées et confirmées de l'anel le roi Charles le Cauve..... »

juin 877 à l'abbaye d'Hasnon (1), l'autre du 11 juillet de la même année à celle de Marchiennes (2) peuvent seuls répondre au signalement ; or, s'ils concernent bien l'Ostrevent, ils sont postérieurs à 875, date de l'accession de Charles le Chauve à la totalité de l'Empire franc. L'argument de Philippe le Bel est ainsi sans valeur. Le roi s'en rendit compte, car la formule de datation des deux diplômes marquait que le souverain dont ils émanaient était alors empereur en même temps que *rex Francorum*, et ce titre était pour les gens du XIII^e siècle synonyme de *roi de France*. Philippe le Bel se demanda donc en quelle qualité le monarque carolingien avait agi en Ostrevent ; il résolut la question à sa manière : de la formule « *annuli nostri impressione* », commune à tous les diplômes de cette époque, il conclut, non sans naïveté, que les deux actes étaient scellés de « l'anneau » de Charles le Chauve, c'est-à-dire du simple sceau royal de France, et non de « son grand seel », c'est-à-dire du sceau impérial (3). Inutile d'insister sur la valeur de cette diplomatique un peu primitive. Le roi soutenait une cause, très défendable, par de bien piètres moyens.

Les arguments qu'il tira des sources narratives ne furent pas toujours non plus très heureux. Il invoqua sans doute un texte d'une réelle valeur, celui de la chronique de Sigebert de Gembloux, qui situait Valenciennes sur les marches de la France et de la Lorraine et prouvait ainsi la mouvance française du *pagus Austro-vadensis*. Mais il se recommanda à cette même fin d'une chronique suspecte en langue romane (4) et que nous n'avons pu identifier. A l'en croire, un empereur Henri d'Allemagne serait venu, aidé d'un roi de France du nom de Robert, délivrer la ville de Valenciennes assiégée par un comte de Flandre du nom de Philippe.

(1) Diplôme (877, 9 juin, Quierzy) de Charles le Chauve en faveur de l'abbaye d'Hasnon, dans *M. G. SS.*, XIX, 152.

(2) Diplôme (877, 11 juillet, Pontion) de Charles le Chauve en faveur de l'abbaye de Marchiennes, dans *Histor. de France*, VIII, 666.

(3) VIARD ; *Ostrevent : enquête*, 323 « Cils Charles fu roys de France et emperieres de Rome ; et tout ce que il donoit... etc... »

(4) VIARD, *Ostrevent ; enquête*, 324 : « ... et une autre chronique en roman dist que li cuens Philippes de Flandres assist li chastel de Valenciennes ; li emperieres Henrys d'Alemagne manda au roy de France... etc... ». Quant à la chronique de Sigebert de Gembloux, elle était désignée sous cette forme (VIARD, *id.*, 324) : « et appert par une chronique qui dist : « *Castrum Valencianas, situm in marcha Franciae et Lothoringiae.* » Nous reconnaissons aisément ici le passage de Sigebert relatif à l'occupation de Valenciennes par Baudouin IV, comte de Flandres, en 1006 (*M. G. SS.*, VI, 354, a. 1006).

L'empereur se serait maintenu sur la rive droite de l'Escaut et le roi sur la rive gauche, cette rivière constituant la frontière de la France et de l'Empire. Présenté sous cette forme, ce récit est inexplicable : le mot « Philippe » a certainement été transcrit par erreur pour celui de « Baudouin » (1) : en effet, Robert le Pieux collabora en 1006 avec l'empereur Henri II pour déloger de Valenciennes Baudouin IV, comte de Flandre, qui, à cette époque, était maître de la ville. Ces faits sont rapportés par les *Gesta pontificum Cameracensium* (2) que l'auteur de la chronique romane a pu utiliser, sinon directement, du moins par l'intermédiaire de Sigebert de Gembloux (3). Or cette chronique a altéré les données des *Gesta* ; elle prétend, à l'encontre de ces derniers, qu'Henri et Robert entrèrent à Valenciennes (4) ; elle est seule aussi à parler de l'occupation des deux rives de l'Escaut, l'une par le roi de France et l'autre par l'Empereur (5). Les *Gesta pontificum Cameracensium*, Sigebert de Gembloux (6), et les *Gesta episcoporum Leodiensium* (7) mentionnent bien la collaboration du roi Robert, mais non ce détail. Cette source de langue romane n'est pas citée non plus dans l'histoire de Robert le Pieux, de Pfister. C'est donc sans doute une compilation très postérieure aux événements, dépourvue de toute valeur historique et où les faits ont peut-être même été altérés à dessein pour les besoins de la cause.

(1) Le texte de l'enquête française, tel que le donne l'édition VIARD (*op. cit.*, 324), ne peut s'appliquer qu'à Philippe d'Alsace, seul comte de Flandre qui ait porté le nom de Philippe (1168 à 1191), et à Henri VI, seul empereur d'Allemagne du nom d'Henri qui ait été contemporain de celui-ci (1190 à 1197) : mais, dès 1190, Philippe d'Alsace partit pour la croisade ; il ne put donc prendre part à une expédition postérieure contre Valenciennes. Notre texte resterait inexplicable si un manuscrit de la Bibliothèque Nationale (Ms. Français 23186, fol. 39 v^o) ne faisait connaître la variante que voici : «.... li emperieres Henris d'Allemagne manda au roy Robert de France... etc...» : le roi de France en question ne peut être que Robert le Pieux : il fut bien contemporain d'un empereur du nom d'Henri, c'est-à-dire d'Henri II d'Allemagne : mais, autre anomalie, on ne trouve pas pendant leur règne de comte de Flandre du nom de Philippe : toutefois, Robert fit avec l'empereur Henri II un siège de Valenciennes soutenu par le comte de Flandre, Baudouin IV : il est donc permis de conclure qu'il y a eu erreur dans l'indication du comte de Flandre.

(2) *M. G. SS.*, VII, 451-452.

(3) *Id.*, VI, 354, a. 1006.

(4) VIARD, *op. cit.*, 324 «... et ils entrèrent enx la ville de Valenciennes....»

(5) *Id.* « chacun à soulas (« en son lieu » dans une variante : Bibliothèque Nationale, Ms. Français 23186, fol. 40), li roy de France deçà l'Escaut, et li Empereres par delà ».

(6) *M. G. SS.*, VI, 354, a. 1006.

(7) De GILLES D'ORVAL ; *M. G. SS.*, XXV, 60.

Somme toute, Philippe le Bel était mal documenté. C'est que les archives des monastères d'Ostrevent étaient pour ses agents d'un accès difficile. Cette situation se modifiera, quand en 1290 l'abbaye d'Hasnon se réclamera de la garde du roi.

La mouvance française de l'Ostrevent justifiait seule l'intervention de Philippe le Bel à Anchin, car le roi était le gardien naturel de toutes les abbayes du Royaume. Philippe le Bel prétendit exercer en outre sur le monastère un droit spécial de patronage. Pour l'établir, une information fut prise, simultanée à celle qui concernait la directe de l'Ostrevent (1) ; elle fut terminée, comme la première, avant le 17 juin 1286 (2). Il s'agissait de démontrer que l'abbaye d'Anchin, pas plus que ses dépendances de Pecquencourt et d'Auberchicourt, ne faisait partie du fief soumis à Jean d'Avesnes : fondée par Anselme de Ribemont, elle constituait, aux yeux du Roi, une appartenante du comté de ce nom, et avait été comme lui annexée au domaine royal (2). Philippe, nous apprend l'enquête, appuya ses prétentions sur des chartes : celles-ci sont faciles à identifier : ce ne pouvaient être que celles octroyées en 1079 par Gérard II, évêque de Cambrai, pour confirmer la fondation d'Anchin (3).

L'argument n'était pas très heureux : des documents invoqués, il résultait bien, nous l'avons établi nous-même, que les possessions d'Anchin, à Pecquencourt et à Auberchicourt, n'étaient pas de mouvance hennuyère. Mais il fallait en conclure aussi que Pecquencourt n'avait jamais appartenu à Anselme de Ribemont, et cela démentait les allégations de Philippe le Bel. Ces documents ne justifiaient pas non plus les prétentions du roi sur les possessions primitives incontestables d'Anselme le Barbu. En même temps que comte de Ribemont, ce personnage était seigneur de

(1) VIARD, *op. cit.*, 325 : « cils [le comte de Hainaut] tient Waisiers et tout le pais de ci au pont Noyroul à Valenciennes, excepté Anchyn, Ambrecicourt et Pescquencourt qui furent jadis des fiéz le comte Ansel de Ribemont, qui l'église d'Anchyn fonda ».

(2) Nous trouvons en effet une allusion à cette enquête dans le mandement du 17 juin 1286 ; KERN, *Acta*, 35 (N° 56) ; «... situm sit monasterium Aquicintense fondatum olim a predecessoribus nostris, quod non est in comitatu vestro secundum quod apparet per cartas inde confectas et alia legitima instrumenta ».

(3) Charte (1079) de Gérard II, évêque de Cambrai, approuvant la fondation de l'abbaye d'Anchin, dans ESCALLIER, *op. cit.*, 17. — autre charte (même date) du même, même sujet, dans MIRAEUS et FOPPENS, *Op. Dipl.*, I, 163.

Bouchain et il tenait Anchin et Auberchicourt en fiefs de l'évêque de Cambrai (1). Comment ces deux localités auraient-elles pu appartenir au comté de Ribemont, qui relevait directement de la couronne de France? L'évêque considérait du reste si peu le Capétien comme suzerain d'Anchin qu'il data du règne de l'Empereur les chartes de fondation du monastère (2). Philippe le Bel n'avait donc d'autre titre pour revendiquer la garde de l'abbaye que son droit général de suzeraineté sur le *pagus Austrovaldensis* carolingien. Il avait eu le tort d'étendre à la période féodale une discussion qu'il aurait dû limiter à l'époque carolingienne.

Philippe le Bel avait du moins pour lui une apparence de droit et pouvait intervenir dans les formes légales. Le 17 juin 1286, il notifia au comte de Hainaut le résultat de sa double enquête et en conséquence lui manda de laisser Jean Baillet entrer librement, sous la sauvegarde royale, dans l'abbaye d'Anchin (3).

(1) DELCAMBRE, *Ostrevent*, 268.

(2) Cf. p. 43, note 3.

(3) Mandement (1286, 17 juin) de Philippe le Bel au comte de Hainaut, dans KERN, *Acta*, 35 (N° 56).

CHAPITRE II.

Période d'attente dans le développement de la politique française en Hainaut.

Jean d'Avesnes ne tint aucun compte du mandement du 17 juin 1286 relatif à l'abbé d'Anchin : malgré l'intervention royale en faveur de Jean Baillet, Évrard, son rival, fut maintenu par le comte de Hainaut sur le siège abbatial (1).

Cette résistance ne déconcerta pas le roi. La compétition des deux moines lui avait fourni l'occasion d'affirmer ses droits de suzeraineté sur Anchin et sur l'Ostrevent et de donner un fondement juridique à une intervention militaire ultérieure. Philippe le Bel avait tiré de l'incident tout le parti qu'il pouvait en escompter. Pour faire reconnaître ses prétentions par Jean d'Avesnes, il allait, suivant sa politique traditionnelle, attendre que les circonstances missent le comte dans une situation militaire difficile.

Jusque là le roi devait marquer, par une rupture partielle avec

(1) Nous avons trouvé une première fois en effet Évrard cité comme abbé d'Anchin le 1^{er} octobre 1286 (Bulle (1286, 1^{er} octobre, Tibure) d'Honorius IV à « E », abbé d'Anchin, dans PROU, *Registres*, col. 444). Or nous le retrouvons en juillet 1288 (SAINT-GENOIS, *Droits*, 760), le 6 juillet 1289 (Charte (1289, 6 juillet) d'Évrard, abbé d'Anchin, adressée à Jean d'Avesnes, dans ESCALLIER, *op. cit.*, 186), le 16 mai 1290 (RICHARD, *Inventaire P. de C.*, I, 54 [A 35]) et enfin le 11 décembre 1295 (*id.* I, 64 [A 40]). Malgré l'information reproduite, d'après François de Bar, par Escallier, Évrard a donc occupé plus de 2 ans le siège abbatial. — L'échec de Philippe le Bel est manifeste, car l'enquête française publiée par M. Viard ne mentionne pas l'intervention royale en faveur de Jean Baillet ; elle fait allusion sans doute à un recours de l'abbé d'Anchin auprès du souverain, mais ce ne peut être à celui de 1286 ; en effet, d'après elle, il est postérieur à celui de l'abbé d'Hasnon (VIARD, *op. cit.*, 325 : « Premiers, li abbez de Hanon plaida grant temps en Parlement... Item, depuis, li abbé d'Anchin plaida longtemps à Paris.... ») ; or l'abbé d'Hasnon ne se réclama de la garde du roi que lors de la révolte de Valenciennes, donc, au plus tôt, en 1290 (LE GLAY, *Ostrevent*, 540 : « et cette raison expressement proposèrent chil de Hasnon quant ylse révélerent avoekchiaus de Valenciennes.... »). L'intervention de l'abbé d'Anchin, mentionnée dans l'enquête et qui n'eut lieu qu'ensuite, est donc postérieure à 1290. Si ce document ne parle pas du mandement royal de 1286 et de ses suites, c'est qu'elles constituaient un précédent défavorable aux prétentions de Philippe le Bel sur Anchin et sur l'Ostrevent.

lui, qu'il ne renonçait pas à ses droits. Aussi le conflit franco-hennuyer commença-t-il dès 1286, c'est-à-dire dès la première désobéissance du comte (1). Le roi prit contre son vassal certaines mesures hostiles : il réclama de lui une amende pour défaut d'hommage (2) : il ordonna au bailli de Vermandois des saisies sur les personnes et sur les biens des Hennuyers (3). Ces sanctions, d'une efficacité douteuse, tendaient moins, semble-t-il, à réduire le comte à merci qu'à affirmer la persistance du roi dans ses prétentions.

Car l'heure de Philippe le Bel n'était pas encore venue ; il eut donc soin d'éviter une rupture complète, qui lui eût ôté tout moyen d'action sur Jean d'Avesnes. Cette prudence lui permit d'intervenir comme arbitre entre ce prince et Jeanne, comtesse d'Alençon (4), vassale du comte de Hainaut pour les fiefs d'Avesnes, de Guiche et de Condé : l'objet du litige est inconnu. Le roi envoya auprès du comte, pour soutenir Jeanne, Mathieu de Montmorency et frère Arnould de Wesemael (5). Nous ignorons les résultats de la médiation royale.

Philippe le Bel cherchait ainsi à tirer d'une situation équivoque le meilleur parti possible ; la politique de Rodolphe de Habsbourg fut toute différente ; outré, en apparence, des prétentions du roi de France sur l'Ostrevent, il reprit contre le comte de Flandre, l'allié de Philippe, son attitude hostile et inopérante d'autrefois (6)

(1) Enquête faite au nom du comte de Hainaut pour contester les droits du roi de France sur Anchin, publiée dans ESCALLIER, *op. cit.*, 19. — Cf. p. 34, note 4.

(2) Cette revendication eut lieu avant le 16 septembre 1290 ; charte de cette date de Jean d'Avesnes par laquelle il déclare avoir prêté l'hommage au roi pour l'Ostrevent, dans DELCAMBRE, *Recueil*, doc. V. « ... emendam vero seu forisfacturam... etc... »

(3) Cette saisie fut ordonnée avant le 17 août 1289 ; exposé du mandement (1289, 17 août, Paris) de Philippe le Bel au bailli de Vermandois, dans d'HERBOMEZ, *Ph. le B.* ; (*Bulletins de la C. R. H.*, 5 s., t. III, 85). Philippe de Beaumanoir, alors bailli de Vermandois, n'était en fonction que depuis les environs de l'Ascension (19 mai) 1289 (WAQUET, *Bailliage*, 176). Mais le bailli se trouvant désigné dans l'adresse du mandement sous une forme impersonnelle, il pouvait s'agir de l'un de ses prédécesseurs.

(4) C'était la veuve de Pierre d'Alençon, cinquième fils de saint Louis.

(5) Fragments de comptes du Trésor de Philippe le Bel, de la Chandeleur 1287 ; 2 février 1288, n. st. ; Bibliothèque Nationale, Ms. Français 20683, fol. 4 : « Dominus de Monte Morenci et frater Arnulfus de Wisemale pro expensis ad comitem Hanonie pro negotio comitis Alençonis, ex mutuo II^c l. ».

(6) La dernière intervention de Rodolphe en faveur de Jean d'Avesnes remontait à 1283 : confirmation (1283, 20 juin « in castris ante Paterniacum ») de Rodolphe, dans WINKELMANN *A. I. I.*, II, 117.

et réitéra ses interventions diplomatiques en faveur de Jean d'Avesnes, l'adversaire de Guy ; vouées d'avance à l'insuccès, elles avaient surtout pour but de donner satisfaction aux Électeurs : les premières nous sont révélées par une série de diplômes impériaux datés de Wurtzbourg, 27 mars 1287. Suivant sa politique traditionnelle, Rodolphe y faisait appel au pouvoir spirituel, la seule force sur laquelle il pût compter : il chargea le légat Jean de Tusculum (1), l'évêque de Liège (2) et celui de Cambrai (3) de contraindre par les peines canoniques le comte Guy lui-même et ses vassaux de la Flandre Impériale à exécuter la sentence du 5 août 1281 qui adjugeait cette terre à Jean d'Avesnes (4). Le légat obéit et somma, sous menace d'excommunication, Guy de se soumettre à ce jugement (5).

Depuis le 3 avril 1287, le Saint-Siège était vacant ; toutefois le Sacré-College, hostile aux Gibelins et à l'Empire, était favorable

(1) Mandement (1287, 27 mars, Wurtzbourg) de Rodolphe à Jean de Tusculum, dans WINKELMANN, *op. cit.*, II, 123.

(2) Mandement (1287, 27 mars, Wurtzbourg) de Rodolphe à Jean, évêque de Liège, dans WINKELMANN, *op. cit.*, II, 125.

(3) Mandement (mêmes lieu et date) du même à W. (Enguerrand), évêque de Cambrai, dans WINKELMANN, *op. cit.*, II, 125.

(4) Jugement (1281, 5 août, Nuremberg) de Rodolphe en faveur de Jean d'Avesnes, dans *Monuments pour servir*, I, 375.

(5) Le 7 avril 1287, le légat manda en effet aux abbés de Liessies et de Saint-Ghislain et au doyen de Saint-Germain de Mons de sommer, sous peine d'excommunication, le comte de Flandre d'évacuer la Flandre Impériale dans le délai d'un mois et aux vassaux de ce pays d'obéir au comte de Hainaut (Mandement (1287, 7 avril, Worms) du légat aux trois personnages susnommés, dans Martène, *Thes.*, I, col. 1208 (date incomplète). Orig. sc. aux Archives de l'État à Mons, *Trésor des Chartes de Hainaut*, a. 1286 (« datum Wormacie, VII idus aprilis, pontificatus domini Honorii pape IV anno secundo »). Cette charte doit être datée de 1287 et non de 1286 comme elle l'a été au repertoire ms. du *Trésor des Chartes de Hainaut* à Mons et dans WAUTERS (*Tables*, VI, 178). Élu le 2 avril 1285, en effet, Honorius IV ne fut consacré que le 20 mai 1285 ; or cette dernière date, comme on peut le constater par les *Regesta Pontificum* de POTTHAST (II, II, 1812), et non celle de l'élection, a été prise par sa chancellerie pour point de départ de la datation : le 7 avril de la seconde année du pontificat d'Honorius IV correspond donc au 7 avril 1287. Le 15 avril suivant (Mandement (1287, 15 avril, Hombourg) de Jean de Tusculum au clergé de l'Empire (« datum Homburgh, decimo septimo kalendas mai, pontificatus domini Honorii pape quarti anno secundo ») ; Archives de l'État à Mons, *Trésor des Chartes de Hainaut*, a. 1286. orig. sc. : même remarque pour la date), le légat manda à tout le clergé de l'Empire de proclamer l'excommunication de Guy dans les deux mois qui suivraient la transmission au comte de Flandre de sa lettre du 7 avril. Le 31 mai 1287, Conrad, évêque de Strasbourg, et Pierre, évêque de Bâle, exécutèrent cet ordre et rappelèrent les personnes proscrites à l'obéissance (Lettre (1287, 31 mai, Slestat ; « apud Slestat, pridie kalendas junii », 1287) des deux évêques ; Archives du Nord, B 1397, God 2825, orig. sc.

à la maison d'Anjou. Guy, vassal et allié du roi de France, pouvait donc escompter l'appui de l'écu futur. Aussi, en appela-t-il le 5 mai 1287 (1) en cour de Rome de la sommation intimée le 7 avril précédent contre lui. Non content de se justifier d'occuper la Flandre Impériale, il revendiqua Arleux et Crèvecœur : enfin, sous prétexte que Jean d'Avesnes avait violé le compromis de 1257 (2) qui avait rattaché au Hainaut l'Ostrevent, il réclama cette terre. Pourquoi remettait-il en cause cette question territoriale résolue déjà depuis longtemps ? Ne cherchait-il pas à exploiter le conflit franco-hennuyer relatif à l'ancien *pagus Austrovaldensis* pour se faire attribuer ce pays ? L'hypothèse est vraisemblable, si l'on tient compte des liens qui unissaient alors la Couronne de France et le Saint-Siège (3).

Toutefois, Philippe le Bel ne semble pas avoir donné dans cette intrigue : le comte de Flandre n'avait pas pris vis-à-vis du comte de Hainaut une attitude assez hostile pour que le roi se départît de sa neutralité. Les événements suivirent donc leur cours ; l'appel du procureur flamand en cour de Rome amena bien le légat à révoquer sa décision (4) contre Guy ; mais on aurait tort, à notre avis, de voir là une mesure de clémence due à l'intercession de Philippe le Bel.

Cette attitude expectante du roi ne doit pas être imputée à l'hésitation ou à la crainte. Sa politique d'extension territoriale est avant tout opportuniste ; elle s'exécutera assez souvent en deux phases : d'abord celle de la préparation par voie judiciaire, puis celle de la réalisation par voie militaire ou diplomatique ; l'une et l'autre se dérouleront au moment favorable. Le roi n'attendra pas toujours l'exécution d'un premier projet déjà à l'étude pour enta-

(1) Appel au pape (1287, 5 mai) de Jean de Pise, procureur du comte de Flandre (a. 1287, indiction 15^e, 3 des nones de mai) ; Archives du Nord, B 1397, God. 2812 ; orig. sc.

(2) Traité (1257, 22 novembre) entre les d'Avesnes et les Dampierre, dans DUVIVIER, *Querelle*, II, 479.

(3) Sur les rapports amicaux entre Philippe le Bel et Guy de Dampierre jusqu'en 1288, cf. FUNCK BRENTANO, *Ph. le B.*, 101. L'appel interjeté en cour de Rome par Jean de Pise fut renouvelé le 10 mai 1287 (appel au pape (1287, 10 mai) de Gui de Dampierre, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 386) et publié par Gérard d'Audenarde le 16 mai suivant ; par une lettre y adjointe, le comte de Flandre déclarait en outre que, n'ayant jamais été cité régulièrement devant le tribunal d'Empire, il n'était pas contumace.

(4) Mandement (1287, 23 juillet, Cambrai) du légat à Guy de Dampierre (« datum Cameraci, X kalendas augusti », 1287) ; Archives du Nord, B 1397, God. 2836 ; orig. sc.

mer une nouvelle procédure en vue d'un second empiètement sur les domaines du même voisin. C'est ce qu'il fit en 1287 : ses prétentions à l'avouerie d'Anchin et à la suzeraineté de l'Ostrevent n'étaient pas encore reconnues : il en émit d'autres et revendiqua la garde de l'abbaye de Fesmy (1).

La localité de Fesmy, située sur la frontière méridionale du domaine hennuyer, faisait partie de l'ancien *pagus Cameracensis* (2) et constituait donc un fief impérial. La frontière de la France et de l'Empire se confondait dans cette région avec le cours de la Sambre (3) ou mieux avec celui du Robisuel : ce ruisseau passait à Barisis, à Bierghes, au château d'Oisy et contournait par le sud l'abbaye de Fesmy avant de se jeter dans la Sambre (4).

La question de la mouvance de Fesmy avait été agitée dès l'époque de saint Louis. Vers 1257, sous l'abbatiat de dom Thomas, trois moines du monastère auraient fait une enquête pour l'élucider. Ils auraient, paraît-il, consulté le roi de France et examiné les chroniques déposées à Saint-Denis sans pouvoir trouver de preuve que leur abbaye fût partie du Royaume (5).

En fait, il semble bien que Fesmy fut considérée comme une appartenante hennuyère : sous le règne de Philippe III, les gens du roi et, entre autres, Jean de Mainlevriel, prévôt de Guise, essayèrent d'y faire acte de juridiction : ils durent y renoncer (6).

(1) Aisne, comm. arr. Vervins, c. du Nouvion.

(2) Donation (804, 12 août, d'après LE GLAY) d'une terre à Fesmy, par un certain Henri à son fils Warmund, dans LE GLAY, *Glossaire*, introduction, p. XVI. — fragm. sans le protocole dans les *Mém. de la S. d'Ém. de Cambrai*, XIX, 16. Nous y trouvons « in pago Kameracense in villa que nominant Fedimiago..... data IIII idus augusti, anno XXXVI regni domini Karoli... Kameraco in causas Sancti Gaugerici feliciter amen (au lieu de « causas », lire « ecclesia »).

(3) C'est du moins ce que nous apprend l'enquête hennuyère du 20 juillet 1287 (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. II) et les faits sont conformes à cette constatation.

(4) Enquête hennuyère (XIV^e siècle) sur les limites de la France et du Hainaut vers Fesmy ; Archives du Nord, B 1223, God. 15875⁴.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. II « Dans Jehans li Abalestrierz, danz Constanx... etc... » Les trois enquêteurs étaient Jean l'Arbalétrier, dom Constant et Nicolas ; ce dernier était prévôt de l'abbaye en 1287.

(6) Cf. enquête du 20 juillet 1287 (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. II) : quand Hugues de Bulle, prévôt de Saint-Quentin, emprisonné par le roi pour dettes, se réfugia à Fesmy, les gens du roi tentèrent, mais sans succès, de se saisir de lui en terre de Fesmy. Des chevaux pris par Jean de Mainlevriel, prévôt de Guise, à Sansfons, appartenante de Fesmy, furent restitués par lui sur la requête de Jean Verdiau, bailli de Hainaut (Ce Jean Verdiau fut bailli de Hainaut de 1270 à 1278 ; GONDRIY (G. H.), *Mémoire historique sur les grands baillis de Hainaut*, édité dans les *Mémoires et publications de la Société des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut* (1888), 4^e s., t. X, 42). D'autres cas analogues sont cités dans l'enquête.

Ces tentatives infructueuses prouvent pourtant que le souverain capétien émettait certaines prétentions sur Fesmy.

Ici comme à Anchin, l'intervention de Philippe le Bel fut provoquée par des incidents auxquels il était demeuré étranger, et dont toute la responsabilité pesait sur les gens du comte de Hainaut : ceux-ci avaient opéré des saisies sur les biens de l'abbaye de Fesmy, au monastère même et dans ses appartenances d'Ostrevent (1). L'abbé chercha un protecteur et se réclama du roi de France. Philippe le Bel cette fois encore saisit l'occasion qu'on lui offrait : il revendiqua du comte de Hainaut la garde de l'abbaye : cet événement, dont la date précise est inconnue, semble du début de 1287 (2).

Comme à Anchin, le roi se contenta pour lors d'entamer une procédure préparatoire à l'empiètement qu'il projetait : il fit prendre une information sur ses droits à l'avouerie du monastère et conclut que Fesmy était de mouvance française. Il n'invoqua pas comme pour Anchin un droit de patronage spécial (3). Ses arguments sont inconnus ; l'enquête hennuyère du 20 juillet laisse néanmoins supposer que d'anciennes revendications à titre juridictionnel du comte de Blois, sire de Guise (4), sur l'abbaye de Fesmy servirent de base aux prétentions royales.

Le comte de Hainaut les contesta : pour les combattre, il fit procéder à une enquête par tourbe (5) : présidée par le bailli de Hainaut (6), elle eut lieu le 20 juillet 1287, sur la place de Fesmy. L'officier hennuyer se plaça avant tout sur le terrain du droit coutumier : il démontra que, depuis l'époque de saint Louis,

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. V. « ... et de bonis ipsius ecclesie [de Fesmy] ablatis... etc.... »

(2) C'est ce que laisse supposer la date de l'enquête hennuyère ; DELCAMBRE, *Recueil*, doc. II.

(3) Les témoins de Fesmy (enquête hennuyère : DELCAMBRE, *Recueil*, doc. II) déposèrent en effet « qu'il coukoient et levoient en l'Empire » mais ne cherchèrent nullement à établir que le comte de Hainaut avait toujours été en saisine de la ville de Fesmy. Il faut donc admettre que ce dernier point n'était pas contesté par Philippe le Bel.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. II « .. Chi n'avees ne signerie ne justiche ne li cuens de Blois ne li rois » ... « là eut conseil li provos à monsieur de Blois et à se gent [il s'agit de Jean de Mainlevriel, prévôt de Guise]. Sour ce conseil, li provos de Guise... etc... ». Le comte de Blois en question était Pierre de Blois mort en 1284.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. II.

(6) Ce bailli était alors Jean de Mainlevriel, signalé comme tel dans une chartre de juin 1287 ; Archives du Nord, H 21191 (*Cartulaire de Vicoigne*), fol. 146.

les rois de France n'avaient pu faire acte de juridiction dans cette ville ; les témoins approuvèrent. Le bailli voulut consacrer par un écrit cette déclaration verbale : il demanda aux hommes de Fesmy la copie de leur charte. Mais les échevins de la ville, d'accord sans doute avec l'abbé ou avec Philippe le Bel, refusèrent, sous un vain prétexte, la communication du document. Force fut donc pour y suppléer de recourir au record des témoins. Ceux-ci déclarèrent que, d'après leur charte, ils étaient « couchant et levant » en l'Empire. Un sergent du roi assistait à l'enquête et voulut protester : les témoins lui imposèrent silence, alléguant que de temps immémorial le roi de France n'avait exercé aucun droit à Fesmy. C'était affirmer ce qu'il s'agissait d'établir : on peut juger par là du peu d'impartialité apportée dans ces genres d'enquêtes. Les prétentions de Philippe le Bel, ici comme à Anchin, se heurtaient à une fin de non recevoir.

Cette nouvelle résistance du comte n'étonna pas le roi ; Philippe, cette fois encore, avait seulement posé les bases juridiques d'une intervention militaire, jugée pour lors inopportune. Une occasion favorable, il le savait bien, se présenterait un jour d'elle-même, qui faciliterait la réalisation de son projet : il l'attendit avec patience et ne fit rien pour la provoquer.

Les rapports avaient été tendus, au début de 1287, entre les comtes de Flandre et de Hainaut, et le roi aurait pu, s'il l'avait voulu, entraîner Guy de Dampierre dans une guerre contre Jean d'Avesnes ; or il n'y songea pas ; bien plus, quand vers novembre 1287, les évêques de Liège et de Metz offrirent de nouveau leur arbitrage pour réconcilier les deux comtes (1), le roi n'entrava pas cette action médiatrice : deux de ses alliés, Hugues de Saint Pol, sire de Leuze, et Jeanne d'Alençon, comtesse de Blois, figurent

(1) Offre de médiation (1287) des deux évêques, analysée dans les *Bulletins de la C. R. H.*, 3^e s., t. XII, 342. — Projets de promesse (1287, novembre) à faire par les vassaux du comte de Hainaut, d'imposer à ce dernier le respect de la sentence arbitrale, analysés dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 262. M. Funck-Brentano (*Ph. le B.*, 101, note 1) aurait, dit-il, trouvé au chartrier non numéroté des archives de Tournai, sous le vidimus du bailli de Vermandois, un mandement royal, en date du 12 juin 1287, par lequel Philippe le Bel aurait sommé Jean d'Avesnes, comte de Hainaut, de rendre à Guy, comte de Flandre, une nef appartenant à des marchands Gantois et saisie sur l'Escaut. Les recherches faites par M. Hocquet, archiviste de Tournai, et par nous-même nous ont obligé de constater qu'il n'existe dans ce chartrier, actuellement classé, aucun mandement en date du 12 juin 1287, correspondant à l'analyse qu'en a faite M. Funck-Brentano.

même parmi les vassaux du comte de Hainaut désignés pour garantir l'exécution par leur suzerain de la sentence arbitrale (1).

Les négociations furent laborieuses (2). Un projet de dictum fut néanmoins élaboré, sans doute en 1289, et certainement avant la Toussaint de cette année (3). Philippe le Bel s'était abstenu de toute immixtion dans le conflit entre la Flandre et le Hainaut ; les deux évêques voulurent de leur côté rester neutres à l'égard du roi. Sans doute leur projet consacrait l'attribution aux Dampierre de la Flandre Impériale, adjugée aux d'Avesnes par les souverains germaniques : il confirmait donc la sentence arbitrale de saint Louis et, à ce point de vue, était favorable à la politique française ; mais les médiateurs avaient voulu seulement assurer le maintien des situations acquises.

Il leur restait une difficulté délicate à résoudre. En dehors des terres dont la mouvance impériale était certaine, le débat portait sur l'Ostrevant que le comte de Hainaut réclamait jusqu'au pont de la Lengne à Douai : les deux évêques avaient dû décider que quatre arbitres se rendraient sur les lieux pour y faire une enquête sur les limites des territoires flamands et hennuyers. Mais sur cette question venait se greffer celle de la directe, car un arbitrage n'était valable en droit féodal qu'avec l'assentiment du suzerain. Or quel était-il ? Si c'était le roi Rodolphe, pas de difficulté. Il ne refuserait pas de ratifier la sentence des deux évêques, prélats d'Empire et

(1) Cf. page précédente note 1 et SAINT-GENOIS, *Droits*, 262. La nomination des deux évêques à titre d'arbitres eut lieu en février 1288 (février 1287, anc. st.) ; (Archives du Nord, B 1397, God. 2881 ; orig. sc.). Guy s'engageait à faire confirmer leur dictum par le roi d'Allemagne : quant aux évêques, ils promirent de rendre leur sentence devant le roi Rodolphe, suzerain des terres en litige, dans les quatre jours qui suivraient leur arrivée à la cour d'Allemagne (charte, 1287, des deux évêques ; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 262).

(2) Des accords entre Guy et Jean du 2 (charte, 1288, 2 décembre, jeudi après la Saint André, de Guy de Dampierre et de Jean d'Avesnes ; Archives du Nord, B 235, God. 2984) et du 3 décembre 1288 (charte, 1288, 3 décembre, vendredi après la Saint André, de Guy de Dampierre ; Archives du Nord, id., God. 2985), du 12 juin 1289 (charte, 1289, 12 juin, lendemain de la Saint-Barnabé, de Jean d'Avesnes ; anal. de SAINT-GENOIS, *Droits*, 771) et du 4 juillet de la même année (charte, 1289, 4 juillet, lundi après la St. Pierre St. Paul, de Guy de Dampierre ; anal. de SAINT-GENOIS, *Droits*, 263) concernant cet arbitrage nous montrent qu'à ces dates la question demeurait pendante, mais que les parties étaient toujours résolues à accomplir le dit des évêques.

(3) Archives du Nord, B 235, God. 14490bis ; orig. non. sc. Cette pièce non datée doit être de 1289 et antérieure à la Toussaint de cette année, car il y est spécifié (art. VIII) qu'un premier paiement d'une somme annuelle de 20.000 l. devra être effectué par Jean d'Avesnes à cette dernière date.

tout dévoués à la cause impériale. Mais que faire si c'était le roi de France, comme lui-même l'affirmait? Les arbitres évitèrent de prendre parti pour ou contre les prétentions de Philippe le Bel. Pour ménager sa suzeraineté éventuelle, ils stipulèrent que les deux comtes auraient à faire confirmer par lui l'enquête relative aux terres contestées de mouvance française : si le roi refusait, l'arbitrage serait nul pour la partie relevant du Royaume (1). Ainsi les droits de Philippe le Bel étaient saufs.

Bientôt toutefois la politique de neutralité du roi faillit se retourner contre lui : sans aboutir à un règlement d'ensemble des questions en litige (2), les arbitres réussirent à établir, jusqu'en 1292, des relations amicales entre les d'Avesnes et les Dampierre (3) et cette réconciliation eut pour conséquence un rapprochement du comte de Flandre et du souverain germanique, au préjudice du roi de France : Guy négocia avec Rodolphe et, par la médiation des arbitres, fut admis, dès le 15 mars 1288, à lui prêter hommage pour la Flandre Impériale (4). Par contre, l'alliance franco-

(1) Voici l'article XII de la pièce en question, qui concerne l'Ostrevent : « It est acordei ke li doi éveske doivent prendre quatre preudommes, deus d'une part et deus d'autre, ki doivent cercemaneir et dessevrer par tout les deus conteis et l'Ostrevent et par tout il marchissent li uns à l'autre, et doivent li conte tenir ce ke li quatre prodomme diront.... Et doivent aussi li doi conte pourcachier et leur hoir à leur loial pooir pour quoi li rois de Franche et li rois d'Alemaigne s'accordent as devises et as cercemanages ke li quatre prudomme ki pris seront u li cinquismes pris avoec eaus, si ke deseure est dit, acorderont et deviseront. Et s'il faire ne le pooient, nous n'entendons mie ke de tant ke de cest cirkemanager monte au roiaume de Franche, k'il chaie en nostre dit et en nostre arbitre. »

(2) En effet la sentence n'était pas encore rendue à la mort de Jean, évêque de Liège, le 14 octobre 1291 (cf. à ce sujet DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XI). Jean de Flandre mourut bien le 14 octobre 1291 (PONCELET, *Guy de Hainaut*, dans *Bulletins de la C. H. R.*, 5^e s., t. VIII, 504), et non le 14 octobre 1292, comme on l'avait cru jusqu'à ces derniers temps.

(3) Nous pouvons le constater par des actes du 2 septembre 1288 (charte, 1288, jeudi après la Décollation de Saint-Jean-Baptiste, par laquelle Jean d'Avesnes désignait Guy, comte de Flandre, comme arbitre de son différend avec Baudouin, sire de Beaumont, frère de Jean; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 761), du 4 février 1289 (charte, 1288, anc. st., vendredi après la Chandeleur, par laquelle Jean d'Avesnes priait le comte Guy de se porter caution pour lui d'une somme que Jean devait payer aux enfants de Roland Bonseigneur et de Bonaventure et de Bernardin de Sienne; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 766), du 15 avril 1289 (charte, 1289, mi-avril, par laquelle Jean d'Avesnes se portait garant d'une somme que devait Guy, comte de Flandre, à Robert Crespin, d'Arras, et à son frère Baude; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 768) et du 6 décembre 1289 (charte, 1289, fête de St. Nicolas, par laquelle Jean d'Avesnes reconnaissait avoir reçu 10.000 l. tourn. du comte de Flandre; anal. dans *id.*, 776).

(4) Sauf-conduit (1288, 15 mars, Hagueneau) accordé par Rodolphe au comte de Flandre, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 388.

flamande se relâcha. Bientôt la question de la juridiction du comte de Flandre à Tournai et l'intervention royale dans les affaires des XXXIX de Gand (1) mettaient aux prises Philippe le Bel et son vassal. Une communauté d'intérêts menaçait ainsi de dresser contre le roi de France une coalition comprenant la Flandre, le Hainaut et l'Empire. La situation ne tarda pas de s'aggraver et au début de 1290 le rapprochement des d'Avesnes et des Dampierre prit un caractère antifrançais : vers janvier 1290 (2), Jean d'Avesnes donna sa fille Alix en mariage à Roger le Bigod, comte de Norfolk et maréchal d'Angleterre : les relations franco-anglaises étaient alors très tendues et cette union constituait pour la France un geste inamical. Or, des actes du 19 janvier (3) et du 2 février (4) permettent de le constater, le comte de Flandre prêta son concours au comte de Hainaut pour faciliter ce mariage.

Cette coalition n'effraya pas Philippe le Bel. Il n'avait rien à craindre du roi des Romains et savait que la réconciliation des d'Avesnes et des Dampierre serait éphémère. Loin de renoncer à ses vues sur Anchin, sur Fesmy et sur l'Ostrevent, il n'hésita pas à émettre des prétentions sur d'autres terres dont Jean d'Avesnes lui contestait la directe.

Jusqu'ici, Philippe le Bel avait préparé par voie judiciaire ses projets d'extension territoriale et remis à plus tard leur réalisation ; sa méthode est parfois plus expéditive : quand il s'agira de territoires sur lesquels le comte de Hainaut n'exerce pas de pouvoir effectif, le roi n'éveillera pas son attention par une enquête préalable sur les droits de la Couronne. Il créera par surprise une situation de fait, sans s'embarrasser de formalités de procédure.

C'est de cette manière qu'il fera passer sous la suzeraineté française les faubourgs orientaux de Tournai. Cette ville, point

(1) Cf. FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 105 à 114.

(2) Cautionnement (1290, 19 janvier, n. st.) de Jean d'Avesnes en faveur de Guy de Dampierre, qui s'était porté garant pour lui vis-à-vis des Pucci, de Florence, à l'occasion d'un emprunt contracté par le comte de Hainaut en vue de payer la dot de sa fille Alix de Hainaut qui devait épouser Roger le Bigod, comte de Norfolk et maréchal d'Angleterre ; anal. dans *Bulletins de la C. R. H.*, 2^e s., t. VI, 431.

(3) Cf. note précédente.

(4) Lettre (1289, anc. st., jour de la Chandeleur) par laquelle Philippine, comtesse de Hainaut, faisait à Guy la même promesse que Jean d'Avesnes, dans VAN MIERIS, *Charterboek*, I, 494.

d'appui essentiel pour lui sur les limites de la Flandre et du Hainaut, se trouvait dans une situation précaire parce qu'elle n'était pas unifiée au point de vue féodal (1) : ses faubourgs de la rive droite, en partie déjà incorporés à la ville au point de vue communal, constituaient pourtant trois seigneuries distinctes sur lesquelles la commune de Tournai n'avait ni le domaine éminent ni même le domaine utile : c'étaient la Ville-des-Chaufours avec ses appartenances d'Allain et de Warchin (2), le bourg St. Brice avec ses appartenances de la Tombe, de Manaing, de Rumillies (3) et du bois de Breuze (4), et enfin le Bruille. Les Chauffours et le bourg St. Brice étaient des immunités ecclésiastiques (5) ; la première appartenait à l'abbaye de St. Amand (6), la seconde à l'évêque de Tournai (7) ; toutefois depuis une époque reculée ces deux seigneuries se trouvaient placées sous l'avouerie judiciaire des châtelains de Leuze (8) qui les tenaient en fiefs, l'une de l'abbé, et l'autre de l'évêque (9). Au point de vue féodal, les Chauffours et le bourg St. Brice étaient donc indépendants du comté de Hainaut. Le fait pourtant que les châtelains de Leuze, vassaux directs des comtes de Mons, y exerçaient à titre d'avoués des droits domaniaux

(1) Pour la question des faubourgs de Tournai, dont M. D'Herbomez n'avait pas saisi la véritable portée, le travail publié tout récemment par M. Rolland « *Une étape de la vie communale de Tournai : la fédération des seigneuries* » nous a rendu de très grands services, l'auteur ayant étudié d'une manière approfondie les origines de la question, sur lesquelles nous n'étions que mal documenté ; ajoutons que M. Rolland a eu l'obligeance de nous communiquer quelques précisions supplémentaires.

(2) ROLLAND, *Étape*, 416.

(3) ROLLAND, *op. cit.*, 432, notes 1 et 3.

(4) Le bois de Breuze était limité par le ruisseau de Marvis, le frêne de Neuregies, la planche d'Angy, le ruisseau de Melle et l'Escaut (*Monuments pour servir*, III, 532). M. Rolland le considère donc (*op. cit.*, 415, note 3) et avec raison comme une appartenante du bourg St. Brice.

(5) ROLLAND, *op. cit.*, 430.

(6) ROLLAND, *op. cit.*, 416, spécialement note 3.

(7) ROLLAND, *op. cit.*, 415, note 3.

(8) ROLLAND, *op. cit.*, 415.

(9) La vassalité du seigneur de Leuze à St. Brice vis-à-vis de l'évêque est incontestable : le comte de Blois, seigneur de Leuze, doit en effet en 1269 et en 1279 un droit de relief à l'évêque pour le bois de Breuze, appartenante de St. Brice (ROLLAND, *op. cit.*, 415, note 3). Il est plus difficile d'établir qu'aux Chauffours c'était bien le seigneur de Leuze qui était vassal de l'abbaye de St. Amand et non l'inverse. Toutefois St. Brice et les Chauffours étant deux seigneuries ecclésiastiques contiguës, il est vraisemblable que les châtelains de Leuze occupèrent l'une et l'autre dans les mêmes conditions, c'est-à-dire à titre de vassaux. Cette solution est du reste la seule admissible si, comme le conclut M. Rolland, les châtelains de Leuze n'ont exercé de droits domaniaux et juridictionnels à St. Brice et aux Chauffours que comme avoués de ces terres.

ou juridictionnels, pouvait faire considérer les deux terres comme des appartenances du fief hennuyer de Leuze et par voie de conséquence du comté de Hainaut et de l'Empire. Si l'on remontait aux origines, ce point de vue se justifiait entièrement : ces deux immunités ecclésiastiques étaient des démembrements d'anciennes seigneuries Lotharingiennes ; si elles ne constituaient peut-être pas des appartenances hennuyères, elles étaient donc certainement des terres d'Empire. Telle était la situation politique et féodale de St. Brice et des Chauffours.

Or la commune de Tournai avait intérêt à devenir elle-même seigneur de son territoire d'Outre-Escaut et le roi ne pouvait que favoriser ce projet. D'accord sans doute avec lui, les procureurs (1) de la ville négocièrent en août 1289 (2) auprès d'Hugues, comte de Blois, seigneur de Leuze, l'achat des Chauffours et de leurs appartenances d'Allain et Warchin : étaient joints à la vente le bois de Breuze et aussi ce que les seigneurs de Leuze possédaient à St. Brice (3), c'est-à-dire la justice haute et basse qu'ils y partageaient avec le châtelain de Tournai. Les bourgeois acquerraient ainsi le domaine utile intégralement aux Chauffours, et pour partie à St. Brice. L'évêque de Tournai, feudataire du roi de France, et l'abbaye de St. Amand, située dans le comté de Flandre, grand fief de la Couronne, gardaient bien la directe des territoires cédés, mais cette dépendance féodale ne pouvait porter préjudice ni aux Tournaisiens ni à Philippe le Bel.

Restait pourtant un point délicat à décider. Par l'achat d'août 1289, les Tournaisiens n'avaient fait que se substituer au comte de Blois. Si celui-ci avait aliéné une appartenances de son fief hennuyer de Leuze, les bourgeois devenaient, pour leur acquisition d'Outre-Escaut, les vassaux du comte de Hainaut : or Jean d'Avesnes était peu désireux, et pour cause, de voir s'accroître la puissance de la commune, et il pouvait, comme suzerain, contester la validité de la vente. Mais l'avouerie judiciaire des territoires cédés, avec

(1) Guillaume Castaigne et Jean le Plat.

(2) Vente (1289, août) par Hugues, comte de Blois, et Béatrix, sa femme, à la ville de Tournai, dans *Monuments pour servir*, III, 532.

(3) L'acte de vente parle simplement de « toute le signourie et justice que nous avons en le justice de Tournay », mais M. Rolland a démontré d'une manière irréfutable que cette périphrase désignait la justice de St. Brice (ROLLAND, *Étape*, 432, note 4).

les droits domaniaux y afférant, constituait-elle bien une dépendance du fief de Leuze? Ne serait-elle pas entrée au contraire à titre purement personnel dans le patrimoine des seigneurs de ce lieu? Les bourgeois le prétendirent et il semble qu'ils aient eu raison. Toutefois ils allèrent plus loin : de ce que l'évêque de Tournai, feudataire français, et le monastère de St. Amand, situé dans le Royaume, étaient suzerains des terres aliénées, ils conclurent que le roi de France avait le domaine éminent sur elles : ils prièrent donc le monarque de confirmer la vente « comme sires ». Cette prétention, il faut le reconnaître, n'était pas fondée. Les Chauffours et St. Brice se trouvaient, sans aucun doute, en pays d'Empire, et seuls les rois des Romains pouvaient en être les suzerains. Philippe le Bel ne s'embarrassa pas de tels scrupules : dès septembre 1289 (1), il accorda aux Tournaisiens la confirmation demandée. Une usurpation avait été commise par le roi sur les droits de l'Empire. Mais le comte de Hainaut était-il fondé à se plaindre? Il serait peut-être un peu téméraire de l'affirmer, car, au point de vue féodal, les terres cédées n'étaient pas sous sa dépendance ; or il semble qu'au XIII^e siècle encore, les idées de souveraineté et de suzeraineté se confondaient.

Jean d'Avesnes se considéra pourtant comme lésé.

A ses yeux, l'avouerie judiciaire des Chauffours et de St. Brice était une appartenances de la seigneurie hennuyère de Leuze : par l'aliénation de 1289, le comte de Saint-Pol avait donc, avec la complicité du roi, abrégé un fief tenu du Hainaut : de là, conflit entre les deux comtes : en septembre 1290 (2), à ce qu'il semble, Jean d'Avesnes reprocha à son vassal d'avoir « fourfait contre le conte de Hainnau, son signeur, de ce que il a aliéné et vendu, sans son congiet, à le ville de Tournay lez Caufours qui, de si lonc tens c'on en scet parler, sont et ont esté maintenu et usé des appartenences du fief de Leuze qu'on tient du conte de Hainaut. Et or l'ont cil de Tournay, par ledit vendage et aliénation qu'il en a faite sans sen

(1) Confirmation (1289, septembre) de Philippe le Bel, dans D'HERBOMEZ, *Comment la commune*, 35.

(2) Nous verrons en effet plus bas qu'à la date du 18 septembre 1290 un compromis sera passé entre les comtes de Hainaut et de Saint-Pol pour mettre fin à leur différend ; nous pouvons donc, sans une témérité excessive, rattacher à celui-ci notre plainte non datée relative aux Chauffours. Nous ne faisons du reste que suivre en cela l'opinion de MM. D'Herbomez, Kern et Rolland.

seigneur, engoient et mis en leur banliue, qu'il tiennent et woelent user du royaume de France. Et ainsi, par cest vendage et par celle aliénation, est diffraudéz et amenris li contéz de Hainau et li Empirez » (1). Jean d'Avesnes contestait ainsi la validité de la vente et plus encore la suzeraineté exercée par le roi sur les territoires cédés : par ricochet, Philippe le Bel se trouvait mis en cause. A quel moment précis éclata entre le comte et le roi le conflit relatif aux Chauffours ? On l'ignore. Il est difficile aussi de savoir si, avant 1291, Jean d'Avesnes manifesta par des actes que la cession de St. Brice et des Chauffours était caduque à ses yeux. Il ne put pas, en tous cas, exercer la commise sur les fiefs vendus, qui demeurèrent aux Tournaisiens.

Philippe le Bel avait fait un premier pas, bien timide, dans la voie de la pénétration française en terre d'Empire. Le moment allait venir pour lui d'exécuter par la force les autres projets, plus importants, d'empiètements qu'il méditait depuis 1286. En 1290, la révolte de Valenciennes contre Jean d'Avesnes mit le comte dans une situation critique : l'occasion guettée par le roi depuis quatre ans se présentait enfin : il allait agir contre son vassal rebelle par la diplomatie et aussi par les armes.

(1) Edité dans D'HERBOMEZ, *Comment la commune*, 415, et dans KERN, *Acta*, 192, n° 260.

CHAPITRE III.

La révolte de Valenciennes en 1290.

Jean d'Avesnes prête à Philippe le Bel l'hommage pour l'Ostrevant.

En février 1280, au moment où la mort de la comtesse Marguerite avait laissé à Jean d'Avesnes l'héritage du comté de Hainaut, le nouveau comte avait promis aux bourgeois de Valenciennes de respecter leurs privilèges (1). Cette ville, d'abord chef-lieu d'un comté indépendant, puis érigée en commune en 1114, était gouvernée par une caste fermée au sein de laquelle se recrutaient le prévôt, les jurés et les échevins qui l'administraient (2). Ce patriciat urbain était jaloux de ses privilèges. Il devait bientôt se heurter au comte de Hainaut : aux prises avec des difficultés financières, Jean en effet allait chercher, en violation des franchises de la ville, à extorquer de l'argent aux bourgeois, comme il avait tenté de rançonner les monastères placés sous sa garde.

L'exercice de la justice constituait pour le comte de Hainaut, comme pour la plupart des feudataires de cette époque, une source importante de revenus. Or, Jean d'Avesnes ne pouvait compter sur des ressources abondantes de cette nature à Valenciennes et dans sa banlieue : sa juridiction s'y trouvait limitée par celle, très étendue, de l'échevinage. La commune jouissait, du moins en fait, de la plénitude du droit de haute justice : tous les homicides commis dans la ville ou dans sa banlieue étaient du ressort de l'échevinage, qui pouvait même décider l'impunité (3) : la cou-

(1) Bibl. munic. de Valenciennes ; *Livre Noir*, Ms. 535-716, fol. 103 (1279, février). VINCHANT publie dans ses *Annales* (VI, 44) une charte dont la teneur rappelle celle de février 1280, mais elle est datée de septembre 1280 ; toutefois ce n'est qu'un fragment tronqué de la charte de septembre 1290 (éditée dans LEBOUcq, *Guerre*, 5).

(2) Cf. *Livre Noir* (*id.*) : dans les listes d'échevins mentionnés comme témoins au bas des différents actes de ce cartulaire, nous retrouvons sans cesse les mêmes noms.

(3) DELCambre, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 1. — CATTIER (*Évolution*, 69-70) constate qu'au XV^e siècle, Valenciennes et Mons, ou tout au moins cette dernière ville, avaient la haute justice. Mais, à son avis, cette compétence étendue de l'échevinage est attribuable à des usurpations successives, et l'auteur estime

tume de Valenciennes présentait à ce point de vue une particularité bizarre, d'origine incertaine, et qui pouvait paraître abusive : l'homme coupable d'un meurtre n'avait qu'à quitter la ville une seule nuit et il pouvait ensuite y rentrer impuni (1). Ressortissaient de l'échevinage non seulement la personne du meurtrier, mais aussi ses biens : les meubles du coupable étaient confisqués au profit des bourgeois (2). Ceux-ci avaient à plus forte raison l'exercice de la moyenne et de la basse justice : signalons à ce propos une coutume injuste, où se révèle le caractère à la fois partial et aristocratique de la loi de Valenciennes : en cas de vol, les fils de bourgeois n'étaient frappés la première et la seconde fois que d'une amende légère (3).

L'échevinage de Valenciennes monopolisait ainsi entre ses mains la totalité de l'exercice de la justice ; on comprend combien Jean d'Avesnes, à court d'argent, était désireux d'abolir de tels privilèges : or certaines coutumes étranges, souvent même inéquitable, que nous avons citées, pouvaient lui servir de prétexte pour une révision des franchises de la ville. Néanmoins, Jean d'Avesnes n'avait pas la faculté d'en contester l'authenticité. C'était l'usage à Valenciennes qu'en cas de doute sur l'interprétation de la coutume, on s'en référât au témoignage des jurés qui seuls la fixaient en dernier ressort (4). Ce privilège dit du « Record des jurés » constituait ainsi la clef de tous les autres : c'était, avec l'exercice de la haute justice, celui que Jean d'Avesnes allait chercher avec le plus d'insistance à abolir.

que les privilèges juridictionnels des deux communes étaient plus réduits au XIII^e et au XIV^e siècles. Nous croyons, comme Cattier, à des empiètements, mais les textes nouveaux par nous découverts prouveraient qu'ils remonteraient, en ce qui concerne Valenciennes, au moins à l'époque de Jean II d'Avesnes, et sans doute même un peu plus haut.

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 2 et *id.*, doc. X. «... et quod si aliquis laicus dicte ville homicidium perpetrarit... etc...».

(2) *Id.*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 3.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. X. : «... quod si filius alicujus burgensis ipsius ville quodcumque furtum commiserit... ». — Cette différence de traitement, au sujet de la peine, entre bourgeois et non bourgeois, n'est pas spéciale à Valenciennes ; nous la retrouvons dans tout le Hainaut (CATTIER, *Évolution*, 104).

(4) Charte communale (1114) en faveur de la ville de Valenciennes ; JACQUES DE GUISE, éd. Fortia d'Urban, XI, 298. « De omnibus supradictis, hec presens charta plane et ipso facto judicabit, et si aliqua in hac presenti charta defuerint aut de declaratione indigerent aut interpretatione, jurati pacis, quicumque fuerint, illi secundum Deum et conscientiam et rectam rationem et secundum meliorem intellectum eorum, justum judicium proferent et cetera interpretabuntur ». Cette charte n'a pas été reproduite dans l'édition de JACQUES DE GUISE, de Sackur (cf. *M. G. SS.*, XXX, 203, note 6).

Il tenta d'abord de restreindre les prérogatives juridictionnelles de la commune en matière criminelle. On sait qu'une prescription des comtes de Hainaut obligeait, en cas de meurtre, les parents du coupable fugitif à renier ce dernier, à venir le « fourjurer » à la cour comtale de Mons. Jean d'Avesnes prétendit soumettre les bourgeois de Valenciennes à cette pratique destinée à restreindre les guerres privées (1) : c'était faire dans la commune acte de seigneur haut justicier. L'échevinage riposta : il déclara cette procédure contraire aux privilèges de la ville et, dès le 4 septembre 1285, interdit aux bourgeois ainsi convoqués, de se rendre à Mons à l'appel du comte ou de son bailli (2). C'était le premier acte de désobéissance connu. Les Valenciennois n'avaient fait jusqu'ici que défendre leurs coutumes.

Mais, outrés de l'attitude de Jean d'Avesnes à leur égard, ils ne tardent pas à dépasser la mesure. Jaloux à l'excès de l'exercice de la haute justice, ils vont jusqu'à encourager la violation du droit d'asile : un meurtrier s'était réfugié chez les Carmes de Valenciennes : des bourgeois, parents de la victime, l'y poursuivent, et les pires sévices sont exercés contre les religieux : leur couvent est mis à sac ; les calices, les corporaux et autres ornements, les livres saints et les autels sont incendiés ; plusieurs frères sont même grièvement blessés. Ces désordres furent certainement commis avec la complicité de la commune, dont les privilèges juridictionnels se trouvaient limités par le droit d'asile ; c'est à elle tout entière que Jean d'Avesnes, plus tard, reprochera ces méfaits (3). Du reste, les bourgeois n'hésitent pas à occasionner au comte des préjudices plus directs : en violation de ses droits domaniaux, ils se dispensent de moudre leur blé et de cuire leur pain à son moulin et à son four banaux ; ils lui refusent le monopole des poids et des mesures (4). Bien plus, ils pénètrent, malgré l'inter-

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 4.

(2) *Id.*, doc. XXXII. — Les parents du meurtrier, qui refusaient de fourjurer, étaient solidaires de lui : ils étaient exposés à la vengeance privée de la part de la famille de la victime ; en outre, au bout d'un an, ils étaient mis hors la loi et pouvaient être tués par n'importe qui (CATTIER, *Évolution*, 142-143).

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLVI, art. 5. — De même, pour la date et les causes de l'événement, KERVYN DE LETTENHOVE, *Récits*, 48 : « En celle mesme année [1290] fut ars le moustier des Barres d'un lignaige en Valenchiennes, pour ce que ung homme y estoit fuis à saulveté après qu'il eut ochis ung homme de la ville leur cousin germain. »

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle : « Encore demanda mesires en le ville de Valenchiennes, comme en le siene... »

diction de ses gens, dans des terres tenues de lui en fiefs et ils les dévastent (1). Ils ne respectent pas davantage les droits exercés par lui sur les personnes. Ils affranchissent ses serfs (2) et lèvent des tailles sur les Lombards placés sous sa garde (3). Ses droits régaliens eux-mêmes sont foulés aux pieds : les bourgeois se permettent de confisquer les meubles des bâtards qui mouraient dans la ville (4) et prétendent être à la fois juges et parties dans leurs conflits avec le comte (5). Ils vont plus loin et donnent dans la ville à la monnaie royale de France un cours supérieur à sa valeur, et refusent par contre la monnaie hennuyère (6). L'échevinage prétend enfin promulguer des bans sans le consentement du comte (7), imposer à son gré des règlements aux drapiers et, en cas d'infraction, percevoir sur eux des amendes (8). Cette dernière mesure était particulièrement préjudiciable à Jean d'Avesnes, car la draperie à Valenciennes était florissante et le produit des amendes à recouvrer sur les corporations et sur les ghildes constituaient pour lui une source importante de revenus.

Le comte s'aperçut qu'il était allé trop loin et surtout trop vite. Il ne pouvait, sans dépenses excessives, réduire les bourgeois par la force ; il préféra négocier (9) : il leur proposa d'abord de trancher le différend par jugement de son conseil : cette solution leur parut suspecte et fut écartée. Jean fit plus : il offrit aux Valenciennois l'arbitrage de ses suzerains, le roi des Romains et l'évêque de Liège. Devant un nouveau refus, il alla jusqu'à leur proposer celui de clercs et d'autres prudhommes.

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 7.

(2) *Id.*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 5.

(3) *Id.*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 8.

(4) *Id.*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 6.

(5) *Id.*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 9. — Cette prétention avait un certain fondement. L'échevinage était compétent pour juger les auteurs des méfaits commis, même hors de la banlieue, contre un bourgeois de la ville, et quelques communes prétendaient pouvoir juger elles-mêmes leurs bourgeois qui s'étaient rendus coupables d'un délit dans le comté. (CATTIER, *Évolution*, 172-173.) Toutefois ces privilèges ne pouvaient s'étendre aux cas où le comte était partie.

(6) *Id.*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 10. — La monnaie royale à cette époque n'avait pas encore été altérée ; elle ne le fut qu'à partir de 1295 (cf. LANGLOIS, dans *Histoire de France de Lavisse*, t. 3, 2^e partie, 232).

(7) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 11.

(8) *Id.*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 12.

(9) *Id.*, doc. XLV, 2^e libelle : « Ches demandes ensi faites et leur responses encontre, li cuens leur offri ke selonc leur raisons... »

Mais les premières entreprises du comte contre leurs privilèges avaient irrité les bourgeois : ils ne se montrèrent pas conciliants. A ces avances, l'échevinage répondit le 8 janvier 1290 par un ban qui confirmait la prohibition du 4 septembre 1285 relative au fourjur à Mons et garantissait les bourgeois contre les préjudices que pourrait leur occasionner le refus de se soumettre à cette procédure (1). Les Valenciennes se révélaient par là irréductibles sur l'intégrité de leurs privilèges de haute justice, c'est-à-dire sur le fond même du débat.

Cet acte de rébellion formelle poussa la crise à son paroxysme. Ce qu'il n'avait pu obtenir par la douceur, Jean d'Avesnes tenta de l'obtenir par la force, et sans doute avant mai 1290 (2), il fit

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. III.

(2) Le comte renouvelait, dès la fin du XIII^e siècle, l'échevinage en mai (charte (1296, 1^{er} avril) de Guy de Dampierre en faveur des bourgeois de Valenciennes, dans LEBOUCC, *Guerre*, 64) ; or il semble bien qu'il ne put le faire en mai 1290. Car nous connaissons en grande partie (Liste des échevins pour 1289, COQUIAU, Bibl. de Valenciennes, Ms. 534-714, fol^o. 112 v^o ; et charte du 7 juillet (« diwes » après la Saint Pierre Saint Paul) 1289, *Livre Noir* de Valenciennes, Bibl. de Valenciennes, Ms. 535-716, fol^o. 109 v^o) la composition du magistrat pour 1289 : il comprenait René Faumin, Jean de Péronne, Jacques du Castiel, Gauthier de Eth, Jacquemon du Castiel (ces 5 premiers, seulement d'après Coquiau), Simon le Long, Jacquemon le Père, Jean Roussiau, Gauthier d'Escaupont et Guillaume le Carpentier (les 5 derniers à la fois d'après Coquiau et la charte du 7 juillet 1289). Or nous possédons également une liste d'échevins, un peu incomplète du reste, pour 1291 (COQUIAU, *id.*, fol. 115 v^o) : nous pouvons voir ainsi que la composition du magistrat était la même durant ces deux années. Un seul nom, celui de Guillaume le Carpentier, figure dans la liste de 1289 et non dans celle de 1291, et, en échange, deux échevins, Jean le Vilain et Jean de Marly, cités comme tels en 1291, ne sont pas mentionnés parmi ceux de 1289. Mais chacune des listes fournies par Coquiau étant incomplète, ces divergences de détail ne doivent pas nous surprendre. L'échevinage de 1291 resta en fonction jusqu'en 1292 inclus (Liste des échevins pour 1292, COQUIAU, *id.*, fol. 124 v^o, et charte du 12 septembre 1292, *Livre Noir*, *id.*, fol. 87 v^o) ; ce sont en effet les mêmes noms que nous retrouvons encore pour cette dernière année, avec en moins celui de Guillaume le Carpentier et en plus celui de Jacques de le Cauchie : l'échevinage de 1289 a donc dû se maintenir sans interruption et sans grand changement jusqu'en 1292 : du reste, bien que mal renseigné sur la composition du magistrat en 1290, nous savons (charte de novembre 1290, *Livre Noir*, *id.* fol. 109 v^o) que René Faumin, Jean Roussiau, Simon le Long, Jacques du Castiel, Jean le Vilain, Jacques de le Cauchie, Jean de Mortagne et Pierre de Famars en ont fait partie. Or, ces deux derniers exceptés, tous figurent dans les listes, très semblables, des échevins de 1289, de 1291 et de 1292. Mais il y a plus. René Faumin était, nous en sommes certain, prévôt de la ville durant la période comprise entre mai 1290 et mai 1291 (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. VI : charte du 8 mars 1291, n. st.) : or non seulement il figure dans les listes des membres de l'échevinage pour 1289, pour 1291 et pour 1292, mais il y occupe toujours le premier rang, c'est-à-dire celui qui, dans l'ordre des magistrats municipaux mentionnés comme témoins au bas des chartes, est attribué au prévôt, désigné sans autre titre que celui d'échevin.

saisir les biens des Valenciennes sis dans leur banlieue (1) : c'était la déclaration de guerre.

Les Valenciennes se préparèrent à la lutte. Ils firent édifier contre le Château-le-Comte, situé sur la rive gauche de l'Escaut (2), deux tours, celles de Saint Gilles et de Vaucelles (3); ils construisirent des lices et des barbacanes, creusèrent autour du château des tranchées et des fossés qu'ils remplirent d'eau : l'accès de la forteresse fut ainsi fermé au comte (4). Il est impossible de préciser la date de ces événements : sans doute, le 16 juillet 1290 (5), la présence de Jean d'Avesnes et de ses vassaux est signalée à la Salle-le-Comte, située à l'est de Valenciennes et en dehors des murs, mais l'entrée du château lui était-elle encore ouverte à cette date ? On l'ignore (6). Il semble qu'inquiet de la tournure des

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle : «... et quant il eurent toutes ces voies refusées, pour chou ke li cuens fist aucuns de leur biens metre en arrest... »

(2) Le plan de Simon Leboucq, du XVII^e siècle (MARIAGE, *Fortifications*, pl. 54) indique le lieu où se trouvait le Château-le-Comte : c'était sur la rive gauche de l'Escaut contre la rivière, non loin du rempart Nord-Ouest, presque à égale distance de la porte de Tournai et de la porte d'Anzin.

(3) Les documents contemporains parlent seulement de la construction de forteresses sans spécifier leurs noms (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle : « tantos sans lui autrement sommer, il fisent fortereces... ». De même, DELCAMBRE, *id.*, doc. X : «... construendo in ea machinas et propugnacula erigendo...»). Les noms des 2 tours nous sont fournis par Louis Wicart (Bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 529-708, fol. 208) : «... fust remonstré... que on vouldist entreprendre... deux tours sur les murailles de la ville joindant les fossetz du chasteau le comte pour soy deffendre... Et furent lesdites deux tours parachevée en peu de temps, et une appeléz la tour Saint-Gilles, laquelle est séante sur le bord de la rivière de l'Escaut jusques aujourd'hui, et l'autre la thour de Vaucelles, laquelle est sur le fossetz de la ville contre le chasteau le comte, laquelle peu de temps enchà on a démoly jusques à la dernière voulte. » Bien que Louis Wicart ait, suivant son habitude, brodé sur ces épisodes, nous aurions tort de faire fi de ce qu'il nous rapporte sur l'origine d'édifices qui de son temps existaient encore : des traditions fidèles sur les circonstances de leur construction ont pu survivre jusqu'à son époque.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle : «... et outre le défense dou conte, barbacanes et lices... etc... »

(5) Charte (1290, 16 juillet, « à Valenchiennes en le Sale ») de Jean d'Avesnes en faveur de l'abbaye de Cambron, dans de Smet, *Cartulaire*, 160.

(6) Mr. FRANKE (*Beiträge*, 16) identifie la Salle de Valenciennes avec le Château-le-Comte : or il s'agit de deux édifices différents. Le Château-le-Comte se trouvait sur la rive gauche de l'Escaut, et la Salle-le-Comte sur la rive droite. Le plan de Valenciennes de Jean Blaev (*Toonneel*, art. Valenciennes) nous montre en effet où était l'église de la Salle-le-Comte, que nous retrouvons ainsi aisément sur la carte muette de Jacques de Deventer (XVI^e siècle) : or cette dernière figure, à côté de l'église en question, un édifice qui ressemble à un château fort. Ce doit être là la Salle-le-Comte, qui se trouvait ainsi à l'est de l'Escaut et dans la partie nord de la ville. MARIAGE (*op. cit.*, 31), bien que n'indiquant pas ses sources, arrive à la même conclusion. Ils nous apprend en outre que la Salle fut construite en dehors des murs de Valenciennes.

événements, le comte n'était venu à Valenciennes que pour surveiller la ville : les portes de cette dernière lui étaient dès cette époque sans doute fermées (1).

Toutefois, plus qu'à la force, le comte préférait recourir à la ruse et son attitude fut parfois déloyale : une trêve de trois jours avait été conclue durant le séjour de Jean d'Avesnes sous les murs de Valenciennes (2) et le comte avait pu pénétrer dans la ville : il en profita pour renforcer la garnison du Château-le-Comte : un chevalier hennuyer tenta d'y entrer avec des approvisionnements (3).

Cet acte de perfidie mit le comble à la colère des bourgeois : ils considérèrent la trêve comme rompue et annoncèrent que tout Hennuyer qui serait trouvé dans Valenciennes le soir du samedi, veille de l'expiration de l'armistice, serait mis à mort : le comte dut quitter la ville à la neuvième heure, lui et les siens (4). On le traita alors en ennemi déclaré, et le 23 juillet, les échevins ordonnèrent aux bourgeois de se prêter jusqu'à la mort un appui mutuel (5), s'ils se trouvaient hors de leur cité aux prises avec lui-même ou avec ses gens.

Ce fut le prélude des hostilités. Les Valenciennois bannirent les personnes au service du comte et en firent périr plusieurs (6). L'attaque du Château était imminente.

Philippe le Bel trouva dans cette révolte l'occasion de contraindre Jean d'Avesnes à lui prêter hommage pour l'Ostrevent : les bourgeois semblent avoir songé dès l'origine du conflit à s'appuyer sur le roi : la préférence qu'ils donnèrent à la monnaie royale au détriment de celle du comte est significative (7). En quête d'une

(1) Il semble résulter de la teneur de la sentence rendue le 20 juin 1291 à Hagueneau par Rodolphe de Habsbourg (*M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 452) que la fermeture des portes de la ville au comte de Hainaut fut antérieure à la construction des tours : « portas dicte ville contra ipsum [comitem] serando, villam muniendo, machinas faciendo... etc... »

(2) Elle devait durer d'un jeudi jusqu'au matin du dimanche suivant : DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle : «... dou joesdi jusques au dimence à matin : cil de Valenchienes fisent crier cui on trouveroit le semedi au soir... »

(3) DELCAMBRE, *id.* « et encor dedens ce respit il arrestèrent I chevalier qui voloît entrer ou Castel-le-Conte... etc ».

(4) DELCAMBRE, *id.*

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. IV.

(6) DELCAMBRE, *Recueil*, doc., XLV, 2^e libelle : «... avant ke li cuens euwist riens pris dou leur, ses warnisons... etc. »

(7) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle, art. 10.

collaboration avec Philippe le Bel, ils envoyèrent à la cour de France quatre des leurs, Pierre le Poivre, Gauthier Brochon, Guillaume Roussiau et Jacquemon le Père, choisis dans le patriciat urbain : cette délégation est antérieure au 8 mars 1291 et sans doute aussi à la fin d'août 1290 (1) : Guillaume Roussiau et Jacquemon le Père prétendirent que la presque totalité au moins de leur ville se trouvait en Ostrevent et qu'en conséquence la commune était de la garde et du ressort du roi (2). Ils n'avaient pas entièrement raison. La partie orientale de Valenciennes au moins était sise dans le *pagus* de Famars (3) : la paroisse Saint Vaast par contre, située sur la rive gauche de l'Escaut, était de l'Ostrevent (4).

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. VI. Antérieure au 8 mars 1291, date du document qui en parle au passé, cette délégation doit l'être aussi à septembre 1290, date où le comte de Hainaut confirma aux Valenciennois leurs privilèges. Nous savons en effet qu'il ne leur fit cette concession qu'à la suite de l'intervention des bourgeois auprès d'un « seigneur plus puissant », qui ne peut être que le roi de France (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. X : « potentioris domini secularis cui prefatus comes resistere non poterat, super hiis auxilium invocantes... »). Nous pouvons même aller plus loin et considérer la délégation des Valenciennois comme antérieure à la fin d'août 1290, date où commença à Valenciennes la courte période d'opérations militaires, au cours de laquelle fut concentrée l'ost royale sur la frontière de l'Ostrevent. C'est en effet durant cette ambassade que dut être concertée l'intervention simultanée de l'armée du roi et de la milice de Valenciennes.

(2) Exposé de la lettre (1292, 7 août, Valenciennes) des magistrats de Valenciennes au roi de France (LEBOUCQ, *Guerre*, 28) : « comme par le deffaute de droiture, pour les grief, les injures, les damage grans et villains ke nostre sires Jean, cuens de Haynau et de l'Ostrevant, nous a fait longhement et encore faict cascun jour en nostre ville de Valenchiennes, qui est de l'Ostrevant toute u li plus grande partie, soyons venus à refuge et à recours et à ressort souverain à très haut prince nostre signeur le roy de France, de qui wardet et ressort nous havons esté, sommes et devons estre, et bien nous en avoons et sommes avoets par Guillaume Roussiell et Jacquemon li Père, bourgeois et procureurs de nous et de nostre ditte ville, envoyés à ce, et lidis nostre sires li roy, loyaulment comme bons sires nous ait wardet et sauvés tant que à ores... » Il est toutefois difficile de savoir si l'allusion faite dans cette lettre à l'ambassade de Guillaume Roussiau et de Jacquemon le Père auprès de Philippe le Bel concerne bien celle de 1290, ou si elle se réfère au contraire à une nouvelle délégation de même nature, qui aurait eu lieu le 7 août 1292. Cette dernière interprétation s'impose en effet si l'on donne un sens présent aux mots « sommes avoets ». Comme ce dernier verbe est peut-être au passé, les deux hypothèses sont également admissibles.

(3) EINHARDI, *Translatio et Miracula Sancti Marcellini et Petri*, M. G. SS., XV, 258 : « Rector monasterii Sancti Salvii martyris quod in pago Fanomartense in vico Valentianas appellato in ripa Scaldis fluvii situm est ». Le *vicus* de Valenciennes faisait donc partie du *pagus* de Famars (cf. DUVIVIER, *Recherches*, 45).

(4) Charte (1098, 1^{er} novembre, Arras) de Lambert, évêque d'Arras, en faveur de l'abbaye de Hasnon : « altare quod dicitur Sancti Vedasti situm in pago Austrovadensi ante castrum Valentianensi.... », dans DUVIVIER, *Recherches*, IV^e partie, N° LXXXVIII.

Cette rivière, comme l'avait constaté l'enquête française de 1286 (1), limitait donc sans doute les deux *pagi* dans cette ville. Pourtant, les bourgeois ont pu insinuer d'assez bonne foi que la commune était peut-être tout entière en Ostrevent. Dès le XII^e siècle, Gislebert, nous l'avons vu dans une première étude, considérait ce pays comme une appartenante de la châtellenie de Valenciennes : aux yeux donc de ses contemporains, ces deux terres n'en formaient qu'une (2).

Mais, au fond, les Valenciennois doutaient qu'il en fut ainsi ; pour eux, c'était plutôt l'Escaut qui constituait la limite orientale de l'Ostrevent. Aussi n'insistèrent-ils pas sur la situation féodale de la partie est de leur ville, et se contentèrent-ils d'apporter de nouvelles preuves de la mouvance française de l'ancien *pagus Austrovalensis* : ils se recommandèrent à cet effet de la chronique de Sigebert de Gembloux, de celle de Vincent de Beauvais et de la *Flandria Generosa* (3), et firent remarquer que, d'après leurs auteurs,

(1) VIARD, *op. cit.*, 324 : «... Li autres bras va es viers de l'Escluse... et chiet en l'Escaut et va à Valenciennes et passe au pont Noiron, et de si là va Ostrevans.» Le Pont Noiron a été identifié à tort par Le Glay avec Escaupont (VIARD, *op. cit.*, 324, note 14). Le village d'Escaupont portait au XIII^e siècle le même nom qu'aujourd'hui : nous trouvons un Gauthier d'Escaupont (diplôme (1292, 2 juillet) d'Adolphe de Nassau, dans MARTÈNE, *Thes.*, I, col. 1245) parmi les bourgeois de Valenciennes cités par Adolphe de Nassau à comparaître devant sa cour. Le pont Noiron n'est autre que le pont Néron qui se trouvait à Valenciennes même sur le vieux bras de l'Escaut (carte de Valenciennes en 1008, de Simon Leboucq (XVII^e siècle), dans MARIAGE, *Fortifications*, pl. 54). Ce pont s'appelle aujourd'hui pont du Grand Dieu et se trouve à Valenciennes au N^o 22 de la rue de Lille (cf. MARIAGE, *op. cit.*, II).

(2) DELCAMBRE, *Ostrevent*, 272, note 1.

(3) Enquête hennuyère éditée dans LE GLAY, *Ostrevent*, 536. « ... Li quelle partitions est es dittes cronikes Sigebert sour le nombre VIII^e XL, au capitle XXVI. Item, celle meismes partitions est escripte ens le IIII^e partie ystorial de Vinchant, au XXV^e livre ou capitle XXXV^e contenant et allégant les propres paroles Sigebert... par ces parolles (*id.*, 537) dessus dittes, proposèrent chil de Valenciennes et chil de Hasnon que li Ostrevant et Valenciennes, au moins dusques al Escaut, estoit dou royaume de France pour chou c'on troeve es cronikes de Flandres que li Escaut, dou lieu où il sourt dusques en le mer, desoivre l'Empire et le comté de Flandres qui est dou Royaume ; et li Ostrevant siet entre l'Escaut et l'Escarp vers Flandre : et pour chou doit iestre ly Ostrevant dou Royaume, si comme il dient. » Le texte de Sigebert en question est celui-ci : « ... Lotharius qui major natu erat et imperator appellabatur... etc... » (*M. G. SS.*, VI, 339, a. 844). Quant au fragment de Vincent de Beauvais invoqué dans l'enquête, nous le trouvons non pas au livre XXV du *Speculum Historiale*, comme le prétend celle-ci, mais au livre XXIV (VINCENT DE BEAUVAIS, éd. des Bénédictins de Saint-Vaast, t. IV, *Speculum Historiale*, 974). Enfin les chroniques de Flandre sur lesquelles s'appuyèrent les Valenciennois ne sont autres que la *Flandria Generosa* où l'on trouve en effet ce passage : « Scaldis namque fluvius a fonte suo usque ad mare discernit regnum Lothariense a comitatu Flandriae qui est

l'Escaut constituait la frontière du royaume de France et de l'Empire. Cet argument n'était pas irréfutable, car il existait des points, notamment dans l'ancien *pagus Cameracensis*, où les terres d'Empire débordaient sur la rive gauche de cette rivière : néanmoins, il était supérieur à certains de ceux que fit valoir Philippe le Bel en 1286 pour établir la mouvance française de l'Ostrevent.

Mais les textes invoqués prouvaient-ils vraiment que Valenciennes était du royaume de France ? Il aurait fallu pour cela que la plus grande partie de la ville se trouvât au XIII^e siècle sur la rive gauche de l'Escaut. Or, la carte de Jacques de Deventer, la plus ancienne que nous possédions et qui est du XVI^e siècle, indiquerait plutôt le contraire (1).

Toutefois, la banlieue Valenciennaise était sans doute, en 1290 comme aujourd'hui, plus étendue à l'ouest de la rivière qu'à l'est et les Valenciennais ont pu le faire valoir. Enfin le château, siège de la puissance militaire du comte, se trouvait sur la rive gauche (2) : les bourgeois ont peut-être prétendu que, comme châtellesie, leur ville était de la mouvance et du ressort du roi. L'argument, il faut le reconnaître, était faible.

En réponse à ces avances, Philippe le Bel louvoya. Affirmer ouvertement ses droits sur Valenciennes, c'eût été provoquer tout ensemble Jean d'Avesnes et l'Empire. Le roi Rodolphe, visé d'une manière plus directe, eût peut-être été contraint de réagir cette fois par les armes. Or l'attitude du comte de Flandre était suspecte et le roi de France ne voulait pas s'engager dans une aventure. Du reste, il n'émettait alors aucune prétention réelle sur Valenciennes ni sur les territoires

de regno Franciaie » (*M. G. SS.*, IX, 320). Lors de l'information de 1286 sur la mouvance de l'Ostrevent, Philippe le Bel avait utilisé déjà un texte de Sigebert (*VIARD, op. cit.*, 324), mais il était différent de celui que firent valoir les bourgeois de Valenciennes en 1290 (cf. chap. I, p. 41, note 4).

(1) Cf. carte de J. de Deventer, dans MARIAGE, *Fortifications*, pl. 55. Quant à l'hypothèse d'une plus grande extension de la ville sur la rive occidentale au XIII^e siècle, elle est très peu vraisemblable. MARIAGE (*op. cit.*, 59) dit en effet qu'avant la deuxième moitié du XV^e siècle, le quartier de Château-le-Comte ne faisait pas partie de la ville : un fragment des comptes de la ville de 1377 cité par cet auteur semble le confirmer : on y parle de « fossérie faite... derrière le castiel mons. le conte pour donner eawe et abruver les fossés de la ville qui sont entre le dit castiel et le fausse postierne ». Si les fossés des fortifications de la ville séparaient la fosse poterne du Château-le-Comte, il faut admettre que ce dernier se trouvait hors des murs.

(2) Cf. note précédente.

d'Outre-Escaut et son attitude ultérieure prouve qu'il n'en émit jamais. Mais il avait trouvé une occasion exceptionnelle de contraindre le comte de Hainaut à lui prêter hommage pour l'Ostrevent. Il ne la laissa pas échapper. Son habileté consista à accepter l'offre des bourgeois, sans contracter à leur égard d'obligation formelle. Il ajourna l'examen de la question de droit, c'est-à-dire de celle de la directe de la ville, et, sans engager l'avenir, prit à titre provisoire la commune sous sa garde (1) : on verrait plus tard si elle faisait ou non partie de l'Ostrevent. Le roi avait ainsi les bourgeois pour alliés, sans s'être compromis lui-même.

Toute la bourgeoisie de Valenciennes ne fut peut-être pas dupe de ce marché inégal. D'après Louis Wicart (2), la nouvelle de l'alliance franco-valenciennoise aurait causé dans la ville un vif émoi et un certain nombre de bourgeois aurait hésité devant les risques d'une rupture définitive avec le comte de Hainaut : l'un d'eux, Jacquemon Sienvars, dont le nom n'est connu par aucun autre document, aurait relevé le courage des timorés (3) : une partie au moins de ces renseignements est inventée de toutes pièces ; nous ne pouvons les accepter qu'avec les plus extrêmes réserves.

Nous avons déjà dit pourquoi les Valenciennois, en vue de prouver la mouvance française de leur ville, s'étaient contentés d'établir celle du *pagus Austrovaldensis*, c'est-à-dire des seuls territoires situés sur la rive gauche de l'Escaut. La chose s'explique mieux encore si l'on songe qu'ils n'intervinrent pas seuls auprès

(1) Exposé de la lettre (1292, 7 août) des bourgeois de Valenciennes à Philippe le Bel (LEBOUCQ, *Guerre*, 26) : « et lidis nostre sires li roy, loyaulment, comme bons sires, nous ait wardet et sauvés tant que à ores par luy et par sa gent ». — Lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy, comte de Flandre, à Philippe le Bel (KERVYN, *Histoire*, II, 565) : « de rechief, vóus aviez jadis mis main à la ville de Valenciennes... Li cueins de Flandres i mist main comme au sien et le tint pesiblement, et ce ne vous desplut mie et en donnastes voz letres (allusion à la lettre adressée par Philippe le Bel aux Valenciennois en date du 20 août 1292, éditée dans LEBOUCQ, *Guerre*, 31) etc... ». — Requête sans date rédigée sous Robert de Béthune, c'est-à-dire après 1304, par le procureur du comte de Flandre (Archives du Nord, B 1196, God. 18.999) : « ... et pleust au roy *ki adoist tenoit la ville en se main* que li coens de Flandres ou aucun de ses enfans les warda et deffendist... ». La teneur de la garantie octroyée plus tard par la commune de Valenciennes aux quatre procureurs envoyés par elle à la cour de France (DEL-CAMBRE, *Recueil*, doc. VI) prouve toutefois que cette avouerie royale n'avait qu'un caractère provisoire.

(2) LOUIS WICART, Bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 529-708, t. II, fol. 110.

(3) Le *Livre Noir* de Valenciennes, qui nous fait connaître à peu près tous les échevins de la fin du XIII^e siècle, ne mentionne jamais ce personnage.

de Philippe le Bel. Pour une raison mal connue, un conflit avait éclaté entre le comte de Hainaut et l'abbaye d'Hasnon, sise dans l'ancien *pagus Austrovaldensis* dont la directe était contestée au roi par Jean d'Avesnes. Mettant ce débat à profit, l'abbé soutint que son monastère, situé en Ostrevent, était de mouvance française (1), et se déclara solidaire des Valenciennois (2) ; mais il lui fallait justifier ses prétentions : il eut recours à des textes narratifs : or ces documents furent justement ceux qu'invoquèrent les Valenciennois (3) : l'enquête fut donc menée en commun et les moines d'Hasnon, dont la bibliothèque était très riche, conseillèrent ainsi

(1) LE GLAY, *Ostrevent*, 537 : « ... par ces parolles dessus dites, proposèrent chil de Valenchiennes et chil de Hasnon...etc... ». La date de la collusion des moines et des bourgeois, bien que non spécifiée dans ce document, est facile à déterminer. Elle n'a pu avoir lieu qu'en 1290 ou en 1292, seules années où des négociations fussent engagées entre les Valenciennois et le roi. Or l'hypothèse d'une intervention de l'abbé d'Hasnon auprès de Philippe le Bel après 1291 est inadmissible. Celle-ci, nous le savons, fut suivie d'un procès à l'issue duquel le monastère fut placé sous la protection de gardiens royaux. Or, après un laps de temps assez long, ce furent précisément les actes de rebellion commis contre ces gardiens qui motivèrent l'expédition de Charles de Valois contre le comte de Hainaut (Enquête française, éd. VIARD, *Ostrevent : enquête*, 325 : « Premiers, li abbez de Hanon plaida grant temps en Parlement... il out jugement pour luy, et ... y out grand temps gardiens de par le Roy ; auquel gardiens et à plusieurs sergens, li cuers de Haynaut firent plusieurs desobeissances, et tant que li roy Philippe. envia monseigneur de Valois, son frere... etc. ») et d'autres sources nous apprennent, nous le verrons plus loin, que cette campagne du frère du roi eut lieu avant le 6 octobre 1292. Il faut donc placer non en 1292, mais en 1290 la démarche des moines d'Hasnon auprès de Philippe le Bel. Du reste il y a plus ; nous savons qu'elle est antérieure à celle de l'abbé d'Anchin : l'enquête française publiée par M. Viard à ce point de vue est formelle (VIARD, *Ostrevent : enquête*, 325), et une enquête hennuyère du XIV^e siècle rédigée sous Guillaume I d'Avesnes, comte de Hainaut (Archives du Nord, B 1223, God. 15875⁵¹), confirme cette version et nous montre dans quel ordre chronologique les Valenciennois, les moines d'Hasnon et d'Anchin recoururent au roi de France : « ... Mesires de Haynnau que Diex absoille, pères à monseigneur ki ores est, estoit en boine possession et passieule de l'Ostrevent... comme de l'Empire, ensi ke si ancieestre conte de Haynnau l'avoient tenu sans faire homage au roy de Franche, mais li roys Philippe li Biaus l'en gieta de volenté et par forche à le complainte de trois manières de gens, s'il est à savoir le ville de Valenchiennes, le église de Hasnon et le église d'Anchin ».

(2) LE GLAY, *Ostrevent*, 540 : « ... et cette raison expressément proposèrent chil de Hasnon quant yl se révélèrent avoek chiaus de Valenchiennes ».

(3) Cf. p. 67, note 3. — De même enquête hennuyère du XIV^e siècle (époque de Guillaume I) ; Archives du Nord, B 1223, God. 15875⁵¹) : « ... Chil de Hasnon proposèrent encontre monsigneur de Haynnau que Diex asoille et monstrent au roy que Ostrevans et leur église de Hasnon estoit dou royaume de Franche, car uns contes de Flandres les avoit fondés et redifiés et estoient confirmé et privilegié dou roy Philippe de Franche qui adont regnoit l'an mil LXV, et que plus est, il disoient qu'on trouvoit es cronikes de Flandres que li Empires ne se poit estendre outre Escaut au lès par devers Flandres et le Royaume ». Cette dernière phrase est encore une allusion au texte de la *Flandria Generosa* que nous avons identifié plus haut.

les bourgeois de Valenciennes, mal préparés à ce genre de travail. Ils firent valoir des arguments mieux adaptés à leur propre cause qu'à celle de cette commune, dont le rattachement à l'Ostrevent était discutable. L'abbé d'Hasnon se recommanda du reste d'un texte diplomatique qui concernait son seul monastère. Il invoqua la confirmation octroyée en 1065 par le roi de France Philippe I (1) à la charte de même date par laquelle Baudouin de Mons, fils du comte de Flandre Baudouin V, restaurait l'abbaye d'Hasnon. Les moines se référaient ainsi, sans du reste s'en rendre bien compte, à l'Ostrevent féodal antérieur à 1072, c'est-à-dire à l'Ostrevent flamand : celui-ci avait toujours été considéré comme une partie du royaume de France, et l'argument n'était pas sans valeur : il était bien supérieur en tous cas à ceux qu'avait fait valoir Philippe le Bel en 1286 pour établir la mouvance française du *pagus Austrovaldensis*.

L'abbé fut donc admis à plaider au Parlement (2) contre le comte de Hainaut : il gagna son procès, et son monastère fut placé sous la garde du roi de France (3). Jean d'Avesnes contesta-t-il la compétence du Parlement et s'opposa-t-il à l'exécution de son arrêt (4) ? Toujours est-il que Philippe le Bel déclara la guerre au comte (5).

Les opérations se déroulèrent à la fois à Valenciennes et sur la frontière de l'Ostrevent. Le 28 août 1290 (6), les Valenciennois,

(1) LE GLAY, *Ostrevent*, 540 : depuis « il sanle par raison » jusqu'à « et cette raison expressément proposèrent chil de Hasnon ». L'utilisation du même argument nous est également attestée par l'enquête hennuyère dont nous donnons un extrait page 70, note 3. Cette confirmation de Philippe I fait suite à une charte (1065) de Baudouin de Mons, éditée dans PROU, *Philippe I*, 59 et dans DUVIVIER, *Recherches*, 402-407.

(2) L'abbé d'Hasnon était en 1290 Arnould (DEWEZ, *Histoire*, 159).

(3) VIARD, *Ostrevent : enquête*, 325 : « Premiers, li abbez de Hanon plaida... etc ».

(4) Les documents ne nous indiquent pas si la déclaration de guerre du roi fut antérieure ou non à l'arrêt du Parlement en faveur de l'abbé d'Hasnon. Mais il est vraisemblable, vu les habitudes du temps, qu'elle lui fut consécutive.

(5) Consultation de droit sans date en vue de prouver la nullité de l'hommage prêté par le comte au roi pour l'Ostrevent (1291 à 1292) (Archives du Nord, *Cartulaire de Valenciennes*, B 1588, pièce 5) : « ... nam rex indixerat bellum contra dictum comitem occasione illius terre », — « ... ubi tantus rex bellum indixerat et exercitum paraverat contra comitem ».

(6) Lundi avant la Décollation de Saint-Jean-Baptiste (1290) (DELCAMBRE, *Chronique*, paragraphe 36). Certains historiens ont cru connaître deux assauts de ce château, d'autres trois. C'est qu'ils ont dédoublé les faits, comme nous l'avons établi dans un autre travail (DELCAMBRE, *id.*, introduction). Un document contemporain prouve que la révolte de Valenciennes n'est entrée dans une phase aiguë qu'aux environs de la fête de la Décollation de Saint-Jean-Baptiste 1290 : nous

alliés de Philippe le Bel, donnèrent l'assaut au Château-le-Comte et le même jour l'emportèrent : ils en démolirent les tours. Ils détruisirent les biens appartenant à leur seigneur et rappelèrent les bannis sans son autorisation (1). Le 9 septembre, ils le vainquirent à Bruille (2). Ce succès fut complet et les bourgeois allumèrent en action de grâce (3), à l'église Notre-Dame, un cordon de cire d'une longueur et d'un poids démesurés ; les dames de la ville l'avaient confectionné, sans doute au début des hostilités, pour obtenir l'appui du Ciel (4). A Valenciennes, les insurgés étaient donc maîtres de la situation. De concert avec eux, Philippe le Bel concentra ses troupes sur la frontière de l'Ostrevent pour occuper ce pays (5) : toutefois l'invasion n'eut pas lieu (6). Jean d'Avesnes jugea en effet la situation désespérée, et chercha à négocier. Il envoya à Philippe le Bel des messagers solennels en vue d'obtenir un passeport : il désirait se rendre auprès du souverain pour l'informer des droits des comtes de Hainaut sur l'Ostrevent. Le roi voulait la soumission pure et simple et commença par refuser (7). Enfin sur les instances des cardinaux alors à la

y relevons ce passage significatif (DELAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, libelle III) : « Ce sunt li grief et li despit que cil de Valenchienes ont fait monseigneur le conte de Haynnau puis le Saint Jehan, Décollasse l'an LXXX et dis... ». Pour le détail des événements, cf. *id.*, libelle II : « ... drechiet engiens, geteit au castiel et assaillit et défroissiet ».

(1) DELAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle : « ... il ont brisiés les saizines le conte... etc. »

(2) Le samedi douzième jour après l'assaut du Château-le-Comte (DELAMBRE, *Chronique*, paragraphe 36). Il peut s'agir de Bruille-lez-Marchiennes (comm. Nord, arr. Douai, c. Marchiennes) ou de Bruille-St. Amand (comm. Nord, arr. Valenciennes, c. St. Amand), à peu près à égale distance de Valenciennes.

(3) DELAMBRE, *Chronique*, paragraphe 36.

(4) Cette chandelle aurait eu une longueur de 6100 aunes et un poids de 650 livres : ces mesures paraissent exagérées.

(5) La simultanéité des deux opérations nous est attestée par les *Notae Sancti Amati Duacensis* (M. G. SS., XXIV, 30 : « ... cum etiam eodem tempore illustris rex Francorum... etc. »

(6) M. FRANKE (*Beiträge*, 15) a cru voir dans le passage des *Notae Sancti Amati* précité la preuve de l'invasion de l'Ostrevent par les troupes royales : or on n'y parle que d'un mouvement de l'ost royale « occasione terre Ostrevan ». Et deux documents peu connus jusqu'ici nous confirment qu'il n'y eut qu'une concentration de troupes à la frontière : « Rex bellum indixerat et exercitum paraverat contra comitem, et jam prope locum venerat certe missus (mémoire non daté (vers 1291) établissant dans quelles circonstances le comte de Hainaut avait prêté hommage au roi pour l'Ostrevent ; Archives du Nord, B 1588, pièce 5). — de même : « ... contra eumdem comitem exercitum suum... in loco satis vicino subito congregavit (DELAMBRE, *Recueil*, doc. IX).

(7) DELAMBRE, *Recueil*, doc. IX. « ... quod cum ad noticiam comitis pervenisset, misit nuncios... »

cour de France (1), il octroya à Jean d'Avesnes un sauf-conduit valable pour huit jours (2). Le comte se rendit aussitôt à la demeure royale de la Feuillie (3) où sa présence est signalée le 16 et le 18 septembre (4). Amené devant le roi, il essaya d'abord de justifier ses prétentions : Philippe le Bel ne consentit pas à l'écouter : une information avait été prise, lui répondit-on de sa part, sur la mouvance de l'Ostrevent et le roi était sûr de ses droits : son vassal devait les reconnaître et lui abandonner cette terre ; sinon les opérations militaires déjà commencées seraient poursuivies. Jean d'Avesnes n'avait plus qu'à s'incliner (5). Le 16 septembre, il prêta à Philippe le Bel l'hommage-lige pour l'Ostrevent (6), et fut astreint pour ce fief à rendre au roi le service d'ost avec cinq chevaliers, comme les autres barons de la Couronne. En même temps que cette question, se résolvait celle de l'avouerie des monastères du même pays. L'une était solidaire de l'autre, car le roi était le gardien de toutes les abbayes du Royaume : il le devint donc de celles d'Ostrevent, d'un commun accord entre les parties. Une disposition analogue fut adoptée pour le monastère de Fesmy, dont les biens saisis par le comte en 1287 durent être restitués.

Pour que cette extension de la directe royale fût effective et durable, les obligations imposées au vassal devaient être supportables. Philippe le Bel le comprit et se montra conciliant : la terre d'Ostrevent garda ses coutumes. Bien plus, le roi fit remise au comte de l'amende encourue jusque-là pour défaut d'hommage et lui pardonna les délits commis dans ce fief au préjudice des droits de la Couronne. Seuls, les actes de violence perpé-

(1) Il s'agit sans doute de Gérard, évêque du titre de Ste. Sabine, et de Benoît Gaëtani, évêque du titre de St. Nicolas, nommés légats auprès du roi de France par une bulle de Nicolas IV en date du 23 mars 1290 (LANGLOIS (Err.), *Registres*, N° 4297).

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. IX.

(3) La Feuillie, comm. Seine-Inférieure, arr. Neufchâtel, c. Argueil.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. V et LÜNIG, *C. G. D.*, II, col. 2419. La chartre d'hommage que nous avons publiée (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. V) a été éditée déjà dans les *Bulletins de la C. R. H.*, 4^e s., t. II, 310.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. IX.

(6) Traité d'hommage (1290, 16 septembre) de Jean d'Avesnes à Philippe le Bel, dans DELCAMBRE, *Recueil*, doc. V, et dans *Bulletins de la C. R. H.*, 4^e s., t. II, 310. — Notification de cet hommage par Philippe le Bel (1290, septembre), dans MARTÈNE, *Thes.*, I, col. 1234.

trés sur la personne des sergents royaux durent être amendés suivant le bon plaisir du roi (1).

Même pondération en ce qui concernait les monastères d'Ostrevent. Si le roi revendiqua sur eux un droit général d'avouerie, il ne l'exerça en fait que là où l'abbé s'en réclama et le pria d'intervenir. Les formes juridiques furent du reste toujours respectées et le roi ne plaça de gardien dans un monastère qu'après procès au Parlement entre l'abbé et le comte de Hainaut (2). Aussi le couvent d'Hasnon fut-il sans doute seul en 1290 à recevoir un officier préposé à sa défense. Anchin n'en eut qu'en 1292 ; Vicoigne et Denain n'en reçurent même jamais (3). Quant à l'abbaye de Fesmy, sise en dehors de l'Ostrevent, son sort, à ce point de vue, est inconnu.

Enfin, pour éviter toute contestation avec l'Empire, la directe de l'Ostrevent, la garde des monastères de ce pays et aussi celle de l'abbaye de Fesmy furent attribuées au roi à titre *seulement* provisoire. Sûr de ses droits, Philippe le Bel, à l'en croire, ne l'était pas de la limite des terres sur lesquelles ils s'exerçaient : une enquête

(1) Cf. page précédente, note 4.

(2) C'est ce qui résulte de l'enquête française éditée par M. VIARD (*op. cit.*, 325) et où nous voyons le roi ne mettre de gardien à Hasnon et à Anchin qu'après plainte de l'abbé au Parlement et arrêt rendu contre le comte de Hainaut.

(3) Ceci résulte de la même enquête (VIARD, *op. cit.*, 325) : « Premiers, li abbez de Hanon plaïda grant temps... et demoura l'eglise en l'especial garde du Roy et y out grand temps gardiens de par le Roy... Item, *depuis* (ce second fait est donc postérieur au premier), li abbé d'Anchin plaïda longtemps... et fu jugé la garde demourer au Roy. Et pour les enfraintures que li comtes de Haynaut avoit fait à l'eglise..., en tint prison au Louvre (allusion aux événements d'octobre 1292)... Item, adonc, mist li Roys en l'eglise (donc en octobre 1292) pour warder, Huon de Lesdaing, escuyer ». Il est certain que le roi n'intervint ni à Vicoigne, ni à Denain, car il n'est question de gardiens de ces abbayes ni dans la même information, ni dans la décision des enquêteurs chargés en 1295 de régler les rapports du comte de Hainaut avec les officiers royaux préposés à la défense des divers monastères d'Ostrevent (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX). L'absence de ces gardiens à Vicoigne ne doit pas nous étonner. A l'encontre des abbés d'Hasnon et d'Anchin, celui de Vicoigne, Nicolas, était tout dévoué à Jean d'Avesnes. La charte du 30 août 1291 (*Monuments pour servir*, I, 422), par laquelle il déclarait que son monastère avait toujours été sous la garde du comte de Hainaut, en fournit déjà la preuve. Mais il y a plus ; Jean d'Avesnes avait une telle confiance en ce personnage qu'il le nomma le 8 mai 1291 (SAINT-GENOIS, *Droits*, 93-94) arbitre de son différend avec le Chapitre de Cambrai. Sans doute, les Annales de Vicoigne (*M. G. SS.*, XXIV, 312) font de Nicolas un adversaire de Jean d'Avesnes, mais on y relève, au point de vue chronologique notamment, de telles erreurs (c'est ainsi qu'elles font mourir l'abbé Nicolas en 1297 alors que l'on trouve l'abbé Jean son successeur sur le siège abbatial de Vicoigne dès le 26 juillet 1294 ; SAINT-GENOIS, *Droits*, 830) que nous ne pouvons y ajouter foi. On comprend ainsi que, l'abbé de Vicoigne n'ayant jamais eu recours à lui, le roi ne soit pas intervenu dans ce monastère.

ultérieure la fixerait donc d'une manière définitive ; et si quelque usurpation avait été commise au préjudice du comte ou de l'Empire, elle serait amendée (1). Nous saisissons sur le vif la méthode qu'adopteront les légistes à chaque occasion d'extension territoriale. Après une information préalable secrète, le roi met, sans l'avoir écouté, son adversaire devant le fait accompli ; toutefois il veut respecter les formes juridiques et se réserver, en cas de complication, une porte de sortie ; d'après lui, son intervention n'est donc que provisoire, et il semble laisser le champ libre aux revendications de l'intéressé ; mais, qu'aucune réaction trop vive ne se manifeste du côté de l'Empire, et il ajournera indéfiniment l'enquête jusqu'au jour où il déclarera que longue possession vaut titre.

Le roi ne pouvait, sans y comprendre Valenciennes, conclure avec le comte de Hainaut un traité relatif à l'ancien *pagus Austro-vadensis*. Et de fait, bien que l'acte d'hommage du 16 septembre 1290 ne fasse pas mention de cette ville, elle se trouvait, à n'en pas douter, dans la zone contestée dont l'appartenance à l'Ostrevent devait être établie par une enquête (2). La suzeraineté provisoire du roi de France était donc reconnue à Valenciennes et elle conférait au souverain sur la commune un droit de garde conditionnel ; sans doute, Philippe le Bel comptait ne pas l'exercer, mais il pourrait au besoin en faire état pour contraindre le comte au respect de ses engagements. Ce rôle d'avoué obligea le roi à intervenir pour remettre les bourgeois en paix avec leur seigneur. Aussi ordonna-t-il à Jean d'Avesnes de cesser de les molester, au moins jusqu'à ce qu'ait eu lieu l'enquête relative à l'Ostrevent (3) : enfin, ce fut sans doute lui aussi qui négocia le traité de paix

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. V : « ... hoc adjecto quod si in predicta terra sit aliquid quod non sit de regno suo... etc... » « et si repertum fuerit easdem [gardas et custodias ecclesiarum et abbatiarum predictae terre] ad ipsum pertinere, easdem retinebit ; alioquin, nobis restituet... »

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. VI. La commune de Valenciennes s'engage en effet en 1291 à dédommager les quatre bourgeois envoyés en 1290 à Paris pour les préjudices que pourrait leur occasionner le comte de Hainaut « devant le déclaration de l'Ostrevent, fut apriés... se cil de Valenchienes ki ne seroient trouvet de l'Ostrevent après le déclaration, s'il avenoit qu'il fussent agrevet par le seigneur de le tiere ». Ce texte prouve bien que Valenciennes faisait partie des territoires sur lesquels devait porter « le déclaration » c'est-à-dire l'enquête sur l'Ostrevent, prévue en 1290.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XII : « ... quanquam de cessando usque ad plenam informationem de jure quod habere ex quacumque causa possumus in villa predicta et ejus districtu requisierimus eundem ».

conclu en septembre 1290 entre le comte et les bourgeois. Sans parler du témoignage ultérieur des Valenciennois, à peu près formel à cet égard (1), il est significatif que les hostilités aient pris fin à Valenciennes au moment précis où Jean d'Avesnes faisait sa soumission au roi (2). La capitulation du comte vis-à-vis de ses sujets révoltés fut complète. S'il recouvra son droit de souveraineté à Valenciennes, il dut s'engager à respecter la charte de la ville et surtout à s'en rapporter, pour les points de la coutume en litige, au record des jurés et des échevins dont le serment ferait foi (3). Cette concession entraînait toutes les autres.

Ces conditions étaient avantageuses pour les bourgeois ; mais Philippe le Bel s'était montré peu exigeant pour lui-même. Gardien suprême de Valenciennes, il ne priva pas Jean d'Avesnes de son droit normal d'avouerie sur la ville et prétendit seulement en contrôler l'exercice : bien plus, il considéra celui-ci comme une charge, et obligea le comte à s'en acquitter (4). Jean n'eut pas davantage à partager avec le roi la souveraineté à Valenciennes et il continua de nommer chaque année le magistrat, comme par le passé : il dut seulement promettre aux Valenciennois de choisir des échevins et des jurés qui soient « preudomez, creauls et souffisans bourgeois de le ville » (5). Tous ses droits domaniaux furent rétablis. Mais il ne semble pas avoir recouvré la totalité

(1) Lettre (1292, 7 août) des Valenciennois au roi de France (LEBOUCQ, *Guerre*, 26) : « et lidis nostre sires li-roy loyaulment, comme bons sires nous ait wardet... et ait mis paine et conseil boinnement par voies admiabls et courtoises comment nous fussiens en pais enviers nostre dit seigneur ».

(2) Nous savons que les hostilités commencèrent à Valenciennes le 28 août, date de l'assaut et de la prise du Château-le-Comte. Or elles durèrent presque trois semaines : « et durante dissentione per tres fere hebdomadass » (*Notae Sancti Amati Duacensis*, dans *M. G. SS.*, XXIV, 30) : elles se terminèrent donc aux environs immédiats du 16 septembre, date de la conclusion de la paix entre Jean d'Avesnes et le roi de France. Le roi ne put du reste à ce moment qu'arrêter les dispositions du traité entre le comte et les Valenciennois. La présence des vassaux de Jean d'Avesnes mentionnés comme garants au bas de la charte de septembre 1290 (LEBOUCQ, *Guerre*, 5) indique que celle-ci n'a été rédigée qu'en Hainaut après le retour du comte.

(3) LEBOUCQ, *Guerre*, 5.

(4) Charte (1290, septembre) octroyée par Jean d'Avesnes aux Valenciennois, dans LEBOUCQ, *Guerre*, 5 : le comte s'oblige en effet à garder les corps et les biens des bourgeois et masuiers (masuier : tenancier censitaire d'une maison). Cette promesse n'est faite sans doute qu'aux Valenciennois, mais le roi paraissant être, nous l'avons vu, le négociateur du traité de paix, cette clause a dû être dictée par lui.

(5) Même charte octroyée par le comte aux Valenciennois, dans LEBOUCQ, *Guerre*, 5.

de ses droits régaliens (1). Son pouvoir militaire paraît avoir été restreint : ce fut sans doute dès cette époque qu'il se vit refuser le droit de fortifier son Château-le-Comte, situé en Ostrevent et mouvant de la Couronne (2). La nécessité de protéger les bourgeois de Valenciennes servit sans doute de prétexte à cette interdiction, mais le roi avait intérêt à affaiblir la puissance militaire du comte à la frontière du Royaume. Toutefois, cette seule question mise à part, Philippe le Bel avait limité au minimum ses prérogatives de gardien de Valenciennes. C'est que ses prétentions sur la ville étaient plus fictives que réelles ; elles constituaient un moyen et non une fin.

La question de l'Ostrevent et celle de Fesmy n'avaient pas été seules à mettre aux prises le comte de Hainaut et le roi. Jean d'Avesnes contestait aux Tournaisiens la validité de l'acquisition qu'ils avaient faite aux Chauffours et à St. Brice ; il était entré en conflit à ce même sujet avec le vendeur, le comte de St. Pol, et par ricochet avec Philippe le Bel, auquel il reprochait d'avoir usurpé la directe des territoires et des droits aliénés. Or les points de vue des deux princes français se confondaient : l'un et l'autre devaient, pour se justifier, établir que les Chauffours et St. Brice ne constituaient pas des appartenances du fief hennuyer de Leuze. Le roi crut plus habile de laisser agir d'abord le comte de St. Pol : plutôt que d'intervenir lui-même, il préféra lui ménager, par l'intermédiaire de Jean de Dampierre et du comte d'Eu, un arbitrage avec Jean d'Avesnes. La convention fut conclue dans

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 2^e libelle : « ... Encor de novel après chou, come eut esté asrasné ke les gens monsieur estoient paisiuelement à Valenchienes pour ses droitures prendre et warder et ke li cuens se soufroi et atendoit de jour en jour ke cil ki tant li avoient meffait se reconeussent et ississent de leur rebellion... ». Les mots « pour ses droitures prendre et warder » impliquent le rétablissement des droits domaniaux du comte, mais si ce dernier attend néanmoins que les Valenciennois « ississent de leur rebellion », il faut bien admettre que son droit de souveraineté sur la ville ne lui avait pas été intégralement restitué.

(2) Enquête française déjà citée. Variante ne figurant pas dans le texte édité par M. Viard : « Item en marche d'Ostrevant en la ville de Valenciennes a un chastel tant fort, se il estoit soustenus et pourvus, que il n'auroit garde de la ville ne d'autrui, mais on le laist tout fendre et descheoir et tous gasté, et *dient plusieurs que c'est pour ce que il est au Royaume* » (Bibliothèque Nationale, Ms. Français 23186, fol^o 44 v^o). Nous avons emprunté cette citation à un long passage omis dans le Ms. Français 20691 (VIARD, *Ostrevent : enquête*, 327) et faisant suite aux mots « et en telle saizine demoura sans faire amende ».

la maison royale de la Feuillie le 18 septembre 1290 (1), c'est-à-dire deux jours à peine après la solution de l'affaire de Fesmy et de l'Ostrevent. En cas de désaccord entre les arbitres, Raoul de Clermont, sire de Nesle et connétable de France, trancherait le débat. Le lieu et la date du compromis ainsi que le choix des médiateurs prouvent jusqu'à l'évidence que Philippe le Bel, sous le manteau, dirigeait les négociations. Nous ne connaissons pas leur issue. Sans doute l'état de fait créé en 1289 au bourg St. Brice et aux Chaufour fut-il reconnu au moins implicitement par Jean d'Avesnes, car jusqu'à la fin de 1291, il ne sera plus question de l'affaire. La politique poursuivie depuis 1286 par Philippe le Bel avait obtenu à Tournai, comme en Ostrevent et à Fesmy, le plus complet succès.

(1) Charte (1290, 18 septembre, la Feuillie) du comte de Hainaut, dans LÖNIG C. G. D., II, 2419.

CHAPITRE IV.

Nouveau conflit entre le roi et le comte de Hainaut.

La question des faubourgs de Tournai.

Jean d'Avesnes n'avait cédé au roi qu'à contre-cœur. Il était à prévoir que, remis de sa défaite, il reviendrait sur ses engagements.

Dès 1291, on put craindre une reprise d'hostilités entre Philippe le Bel et son vassal à propos de Valenciennes : des dissensions éclatèrent en effet entre les bourgeois et leur seigneur, sans qu'on puisse savoir qui les provoqua. Peut-être, enivrés de leur succès, les Valenciennois outrepassèrent-ils leurs droits. Toujours est-il qu'ils enlevèrent de force à Marly (1) aux sergents du comte de faux monnayeurs arrêtés à Aulnoy (2), c'est-à-dire hors de la banlieue de Valenciennes : ils reconnurent du reste leur tort et restituèrent les prisonniers, mais refusèrent de livrer les auteurs de cet acte de violence (3). Le prévôt et les jurés se rendirent en outre aux moulins banaux du comte, défendirent au meunier d'en ouvrir les vannes et se substituèrent à lui dans cette fonction ; ils enlevèrent les boirons où tombait le poisson (4) et menacèrent de noyer le meunier s'il continuait à exercer son office (5). Bien plus, les bourgeois refusèrent de payer les amendes dûes jadis à leur seigneur (6). Ils firent même des bans dans la ville sans consulter le prévôt et sans seulement lui en donner copie (7). Ils allèrent jusqu'à prendre les malfaiteurs hors de leur banlieue et les jugèrent sans appeler le prévôt du comte (8). Des complications s'en suivirent, et, dès le début de 1291, Jean d'Avesnes semble avoir contesté la sauvegarde que le roi avait accordée à la

(1) Marly, comm. Nord, arr. et c. de Valenciennes.

(2) Aulnoy, comm. Nord, arr. et c. de Valenciennes.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. VIII, art. 2.

(4) Boiron : instrument de pêche.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. VIII, art. IV, — *id.*, doc. XLV, 2^e libelle : « ... li provos, li escevin de le vile et plenté dou kemun puis le Saint Jehan... etc... »

(6) DELCAMBRE, *op. cit.*, doc. VIII, art. 5.

(7) DELCAMBRE, *op. cit.*, doc. VIII, art. 6.

(8) DELCAMBRE, *op. cit.*, doc. VIII, art. 7.

commune. En effet les quatre bourgeois envoyés jadis par la ville à la cour de France se sentirent menacés et, le 8 mars 1291, le magistrat, sans doute à leur demande, dut les garantir pour le cas où leur ambassade leur deviendrait préjudiciable (1). En mai 1291, la situation était si tendue à Valenciennes que le comte ne put, cette fois encore, renouveler l'échevinage (2). Fidèle à sa politique traditionnelle, Jean, pour combattre les prétentions du roi de France, s'appuya sur l'Empire : vers la mi-juin sans doute, il pria le roi Rodolphe de le relever du serment prêté aux Valenciennois en septembre 1290 : à l'en croire, cette promesse lui avait été extorquée par contrainte et il ne connaissait même pas les coutumes qu'il avait dû confirmer (3). Cette plainte ne resta pas sans écho, et, le 20 juin 1291 (4), Rodolphe abolit tous les privilèges de la ville de Valenciennes, à l'exception de ceux qui émanaient des empereurs et des rois des Romains. Il accusait les bourgeois de s'être fait justice à eux-mêmes et de n'avoir pas eu recours à lui, leur suzerain ; il leur reprochait enfin, par une allusion impersonnelle mais sans équivoque, leur alliance avec le roi de France (5). Cette sentence était une déclaration de guerre aux Valenciennois et en même temps un défi à Philippe le Bel. Les bourgeois ripostèrent et chassèrent les officiers du comte (6) : ce soulève-

(1) DELCAMBRE, *op. cit.*, doc. VI.

(2) Les échevins de 1289 et de 1290 demeurèrent en effet en fonction ; ils y resteront jusqu'en octobre 1292. Cf. à ce sujet, p. 63, note 2.

(3) Jugement (1291, 20 juin, Hagueneau) de Rodolphe, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 452 : «...omnes suas consuetudines et leges municipales quas dictus comes tunc ignorabat... ». — Le comte de Hainaut ne vint pas en personne auprès du roi des Romains : *id.* : « ad nostram itaque majestatis notitiam clamorosa insinuationem a probis et fide dignis quibus fidem plenariam adhibemus ».

(4) Cf. jugement du 20 juin 1291 précité ; certaines éditions (LEBOUCQ, *Guerre*, 14 ; VINCHANT, *Annales*, VI, 57) donnent comme date « secundo kalendas julii », ce qui équivaldrait au 30 juin. Or nous avons collationné les différentes éditions avec les trois originaux qui se trouvent aux Archives du Nord (B 1193, God. 3253, n^{os} 4 et 4bis) : il faut adopter la version « secundo duodecimo kalendas jullii », ce qui équivalait au 20 juin.

(5) *Id.* « ... et in augmentum sui facinoris, potentioris brachium querentes... ». Ce *potentior* ne pouvait être que Philippe le Bel.

(6) Chronique de GUILLAUME DE NANGIS (*M. G. SS.*, XXVI, 689) : « MCCXCI. Gens castri quod Valentianas dicitur in pago Flandrie et Hannonie siti, contra Johannem comitem Hannoniensem dominum suum... rebellavit, et... gentes ejus de villa sua turpiter ejecerunt, filium Flandrensis comitis Guillelmum in suum defensorem et dominum advocantes... ». C'est à tort, à notre avis, que M. FRANKE (*Beiträge*, 19) a vu là un appel des Valenciennois à Guillaume, fils du comte de Flandre, dès 1291 : les rapports entre la Flandre et le Hainaut étaient alors encore amicaux, et une pareille démarche eût été invraisemblable à cette

ment est antérieur au 29 août 1291 (1). Quant à Philippe le Bel, il ne pouvait mettre la main sur Valenciennes sans provoquer *ipso facto* une guerre avec l'Empire ; mais ses prétentions sur la ville n'avaient été qu'un moyen de pression pour se faire reconnaître suzerain de l'Ostrevent. Il fit bon marché de la violation de son droit d'avouerie sur Valenciennes et n'appuya pas pour lors les bourgeois dans leur révolte (2).

C'est qu'au moment où Jean d'Avesnes rompait avec la ville, il n'avait pas encore renié le traité d'hommage de 1290, dont il violait pourtant une des clauses. Des contestations de détail avaient éclaté en Ostrevent entre le comte et les officiers royaux : il avait été décidé, on le sait, que les habitants du pays garderaient leurs lois et leurs coutumes : or les gens du roi avaient prétendu y substituer la juridiction royale à celle de la cour de Mons, et y exercer les droits comtaux. Jean d'Avesnes s'en était plaint à Philippe le Bel, dont il reconnaissait implicitement ainsi la suzeraineté. Le roi se montra conciliant. Le 18 août 1291 (3), il manda à ses baillis et prévôts de faire justice aux doléances du

date. Guillaume de Nangis, qui ne consacre que cinq lignes à toute l'histoire de la révolte de Valenciennes, résume en quelques mots l'issue de l'insurrection qui éclata en 1291. L'épisode de l'appel à Guillaume de Flandre semble être une allusion à la charte du 5 septembre 1292 par laquelle les Valenciennois déclarèrent avoir appelé comme gardien Guy de Dampierre : le mandement de Philippe le Bel en date du 20 août 1292 avait autorisé le comte de Flandre à confier à l'un de ses enfants la garde de Valenciennes, et Robert de Béthune, fils de Guy, y était intervenu en 1293 à titre d'avoué ; Guillaume de Nangis paraît avoir confondu ces différents faits. Cet auteur commettra d'autres erreurs au sujet des événements du Hainaut.

(1) Dans un procès-verbal de cette date (1291, antépénultième d'août, au Quesnoy en la Chambre le Comte ; analysé dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 796), Gilles de Haspres, procureur du comte de Hainaut, déclare qu'il ne pouvait se rendre en sûreté chez chacun des chanoines et doyen du chapitre N. D. de la Salle de Valenciennes pour leur notifier une citation faite contre eux par le comte de Hainaut. Jean d'Avesnes leur reprochait d'avoir conféré une prébende à Jean Espinoke, au préjudice des droits de collation du comte de Hainaut, et de célébrer l'office divin, non en l'église N. D. de la Salle-le-Comte, comme ils y étaient tenus, mais en l'église paroissiale de Valenciennes. Ce document prouve à la fois que le 29 août, la ville n'était plus accessible au comte, et que le chapitre avait fait cause commune avec les bourgeois révoltés.

(2) Ceci résulte des bons rapports que nous allons constater encore à la mi-août 1291 entre le comte et le roi de France.

(3) Mandement (1291, 18 août, St. Philibert-sur-Risle) de Philippe le Bel au bailli de Vermandois, dans LÜNIG, *C. G. D.*, II, col. 2427. — St. Philibert-sur-Risle : comm. Eure, arr. Pont-Audemer, c. Montfort-sur-Isle. — Le bailli de Vermandois était alors soit Philippe de Beaumanoir, soit Gauthier Bardin (cf. WAQUET, *Bailliage*, 176).

comte : il ne réclamait de lui pour l'Ostrevent, leur dit-il, que la garde des quatre monastères du pays, ainsi que l'hommage et le ressort (1) : par cette dernière expression, il fallait entendre le droit d'appel de la juridiction comtale de Mons à celles du roi, et aussi celui de poursuite (2) pour les délits commis dans le Royaume. Le comte de Hainaut conserva la haute justice, et la pratique du fourjur à Mons fut maintenue en Ostrevent (3).

Les limites de compétence néanmoins furent mal établies et les conflits de juridiction furent continuels : à un moment, le roi contestera à la cour de Mons la connaissance d'une cause relative à l'appartenance d'un fief (4). A un autre, il mandera au bailli de Vermandois de laisser exécuter les jugements rendus par la juridiction comtale, les seuls cas d'appel mis à part (5). Il semble qu'à ce point de vue la situation se modifia en Ostrevent selon que se relâchait ou devenait plus étroit le lien féodal qui unissait le comte de Hainaut au roi de France (6).

Le mandement du 18 août 1291 maintint pour lors des rapports amicaux entre le comte et le roi : le 19 août 1291 (7), Philippe put, grâce à l'intervention de ses messagers, Mathieu de Tournel et le châtelain de Nesle (8), auprès de Jean d'Avesnes, prolonger,

(1) Ces quatre abbayes étaient celles d'Anchin, d'Hasnon, de Vicoigne et de Denain.

(2) VIARD, *op. cit.*, 327 : « ... Fremins de Cocquerel, qui estoit lors bailly... etc... ».

(3) Enquête hennuyère (1329) ; Archives du Nord, B 1215, God. 6129bis : « ... Item dient il que de toutes les fais qui sont avenut d'omechide et de membre perdre en Ostrevent, il ont veut tousdis user quant li cas se offrent, ke on en aloit as fourjurs à Mons, et font il meismes et pluseurs autres. » La même enquête cite un grand nombre de témoignages analogues.

(4) VIARD, *op. cit.*, 326 : « Item, messire Gerars de Sorel en Vermandois... etc... ». Sans doute, nous nous trouvons ici en présence d'un cas d'appel, mais d'appel pour défaut de compétence de la juridiction de première instance : car le sire de Sorel « amenda au Roy ce que plaidié avoit à Mons des fiefs du royaume ». La chose est si vraie que la cour ne trancha pas d'office comme en cas de simple appel, mais renvoya l'affaire à la juridiction compétente, celle de Bouchain.

(5) Ceci ressort explicitement du mandement du 10 mai 1304 relatif à Fenain et par lequel Philippe le Bel ordonna à Philippe du Quesnoy, bailli de Vermandois, de n'apporter aucun empêchement à l'exécution d'un jugement rendu à la cour du comte de Hainaut, à moins qu'il n'y ait appel ; analyse dans *Bulletins de la C. R. H.*, 3^e s., t. XII, 374.

(6) C'est ainsi qu'après la bataille de Courtrai, la compétence de la juridiction comtale en Ostrevent s'accrut au détriment de celle du roi de France ; VIARD, *op. cit.*, 328 : « ... il est vray que quant la bataille de Courtray... etc... ».

(7) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. VII.

(8) Nesle, chl. c. Somme, arr. Péronne.

du 22 suivant jusqu'au 25 décembre 1291, une trêve conclue par ce dernier avec Hugues, comte de St. Pol.

Toutefois l'accord du souverain et du comte de Hainaut ne devait pas être durable : la révolte de Valenciennes greva les finances de Jean d'Avesnes et l'entraîna à un nouveau conflit avec la France : pour subvenir aux dépenses de la guerre, il se vit contraint de faire des prélèvements sur les abbayes situées sur ses domaines ; or celles d'Ostrevent, les plus nombreuses et les plus riches, étaient sous l'avouerie royale : dès la fin d'août 1291, le comte en contesta la garde à Philippe le Bel. Il avait des intelligences dans la place et pouvait compter (1) sur la complicité de Nicolas, abbé de Vicoigne ; celui-ci, à la prière de Jean, confessa le 30 août 1291 que son monastère avait toujours reconnu pour gardien le comte de Hainaut (2) : en provoquant cette déclaration, Jean d'Avesnes foulait aux pieds la charte du 16 septembre 1290. Or ce traité formait un tout et le droit d'avouerie sur les abbayes n'était qu'une conséquence de la directe ; aussi Jean d'Avesnes songea-t-il bientôt à renier l'hommage qu'il avait prêté à Philippe le Bel pour l'Ostrevent ; il voulut le faire suivant les formes légales et intéresser l'Empire à sa cause : il demanda à cet effet une consultation écrite d'homme de loi. Ce factum (3), qui nous est parvenu, présente peu d'intérêt. Les arguments invoqués étaient très pauvres : le comte, y disait-on notamment, avait prêté hommage à Philippe le Bel par contrainte (4) et sans avoir formulé des réserves pour le roi Rodolphe, successeur des empereurs Romains et suzerain de l'Ostrevent (5). Bref, on supposait démontré ce qu'il s'agissait de prouver ; et le reste du mémoire était de même valeur. Les citations du Code et du Digeste y abondaient, mais n'avaient aucun rapport avec l'objet du débat. L'auteur de cette consulte était donc un juriste médiocre. Toutefois il n'était pas dépourvu

(1) Cf. page 74, note 3.

(2) Charte (1291, 30 août) de Nicolas, dans *Monuments pour servir*, I, 422.

(3) Archives du Nord, B 1588, *Cartulaire de Valenciennes*, pièce 5.

(4) *Id.* « Item cum metus causam dederit illi littere, tota littera quantum ad effectum habetur infecta... Sed forte dicetur hoc... quia metus non fuit justus nec fuit presens, licet haberetur forte... suspicio ejus reformanda ; cui respondetur quod justus fuit, nam rex indixerat bellum contra dictum comitem occasione illius terre. »

(5) *Id.* « ... et videtur quod [juramentum] sit [nullum], quia in omni juramento fidelitatis, excipiendus est nominatim imperator. »

de bon sens ; il sut flatter l'ambition impériale (1) et assurer par là à Jean d'Avesnes la sympathie du roi des Romains.

Tandis qu'il songeait à négocier avec l'Empire, le comte de Hainaut voulut aussi se concilier la Papauté et faire intervenir Nicolas IV en sa faveur auprès de Philippe le Bel ; il s'agissait d'obtenir du roi qu'il renonçât à la directe de l'Ostrevant ou tout au moins s'en tint d'une manière plus stricte, pour l'exercice de la juridiction sur cette terre, au traité du 16 septembre 1290. Le comte fit préparer à cet effet une supplique au pape (2) : fut-elle expédiée ? Nous ne le savons pas. Ce projet, antérieur au 28 décembre 1291, semble être de l'été précédent : en effet, le 29 août de cette année, Jean d'Avesnes en appelait en cour de Rome contre le chapitre de la Salle de Valenciennes qui, par solidarité avec les insurgés, avait conféré de sa seule autorité une prébende laissée à la disposition du comte (3) : dans la pensée de Jean, les deux affaires devaient sans doute faire l'objet d'une même ambassade.

Ces négociations diplomatiques n'étaient destinées qu'à justifier une entreprise hennuyère contre les monastères d'Ostrevant : le comte n'attendit pas que la question de droit fût résolue : il confisqua des biens que possédait l'abbaye de Hasnon dans ce village ainsi qu'à Montigny et ailleurs : le gardien royal du monastère tenta vainement d'intervenir (4). Jean causa de même des préjudices à l'abbaye d'Anchin. L'abbé de cette communauté suivit l'exemple donné en 1290 par celui de Hasnon, et engagea une instance au Parlement contre le comte de Hainaut. Philippe le Bel ne laissa pas échapper cette nouvelle occasion d'affirmer son droit d'avouerie sur Anchin. L'abbé fut admis à plaider et

(1) L'auteur affirme à maintes reprises la suprématie universelle de l'Empire, et notamment dans cette phrase : « quarta questio est an, per ea que narrata sunt, in facto probetur quod terra de Ostervant esset de Imperio, et videtur quod sit, ea potissime ratione quia certum Imperium antiquius fuisse regno Francie, et Imperii omnino esse et fuisse quantum ad jurisdictionem... ». Le mémoire était donc destiné à fournir les éléments d'une plainte de Jean d'Avesnes au tribunal d'Empire.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. IX.

(3) SAINT-GENOIS, *Droits*, 796. Ce fut un procureur hennuyer qui interjeta appel au nom du comte.

(4) Exposé de la lettre (1294, 19 mars, n. st., Paris) par laquelle Philippe le Bel notifie l'arrêt rendu par sa cour et relatif au monastère de Hasnon, dans MARTÈNE, *Thes.* I, col. 1254. — De même VIARD, *Ostrevant : enquête*, 325 : « auquel gardiens [de Hasnon] et à plusieurs sergens, li cuens de Haynaut firent plusieurs desobeissances... »

gagna son procès : son monastère fut placé sous la garde spéciale du roi et le comte de Hainaut fut condamné à une amende de 20.000 livres au profit du Trésor et de cet établissement (1). Jean d'Avesnes, il fallait s'y attendre, refusa d'exécuter cet arrêt (2). Exaspéré par la nouvelle intervention du roi à Anchin, il alla bientôt jusqu'à renier par son attitude en Ostrevant l'hommage de 1290 : au château de Bouchain, les hommes du comte se permirent de désobéir aux gens du roi et en vinrent même aux voies de fait : Jean de Mainlevriel, bailli de Hainaut, et un sergent du nom de Bernet furent les principaux coupables (3). Ces événements seront, d'après Guillaume de Nangis, la cause de la guerre franco-hennuyère d'octobre 1292 (4). Pour le moment, toutefois, Philippe le Bel patienta : il attendit pour intervenir une situation diplomatique plus favorable.

Cette politique expectante ne l'empêcha pas de prendre, dès l'origine du conflit, certaines mesures préparatoires : la nouvelle

(1) VIARD, *Ostrevant : enquête*, 325 : « Item, depuis, li abbé d'Anchin plaïda longtemps à Paris contre ledit compte de Haynaut pour la garde de l'eglise. Et fu jugé la garde demourer au Roy. Et pour les'enfrentures que li comtes de Haynaut avoit fait à l'eglise, il fu jugié à XX^m livres tant au Roy comme à la partie et en tint prison au Louvre ». Cette incarcération de Jean d'Avesnes au Louvre ayant eu lieu, nous le verrons plus loin, le 7 décembre 1292 (Charte, 1292, 6 octobre, St. Denis, de Godefroy de Brabant, de Jacques de St. Pol et de Gauthier de Châtillon, dans DU CHESNE, *Histoire*, preuves, 184), il faut donc considérer le procès relatif à Anchin comme assez antérieur à cette date.

(2) Notification (1293, 15 février, n. st., Paris) par Philippe le Bel d'un jugement qui, entre autres dispositions, condamnait Jean d'Avesnes à réparer les dommages occasionnés aux gens placés sous la sauvegarde royale et aussi à exécuter les arrêts antérieurs rendus par le Parlement contre lui (DUMONT, *Corps Dipl.*, I, 1^{re} partie, 421, art. 1). Parmi les arrêts en question, celui relatif à l'abbaye d'Anchin semble spécialement visé, et il faudrait en conclure que jusqu'en 1293 le comte aurait refusé de s'y conformer.

(3) Même charte du 15 février 1293 : art. 2 et 4. Jean de Mainlevriel encore bailli de Hainaut le 20 juillet 1292 (Archives du Nord, B 1194, God. 3371) ne l'était plus en février 1293 où nous trouvons Nicolas d'Escaussine occuper cette fonction (DELCAMBRE, *Receuil*, doc. XVIII).

(4) Chronique de GUILLAUME DE NANGIS, dans *M. G. SS.*, XXVI, 690, a. 1292.

A

1292... Karolus, comes de Valesio... mittitur... contra comitem de Hanonia Johannem qui in pago Flandriarum et Hanonie nimis multum infestabat ecclesias in regis Francie custodia constitutas et, de hoc quod ibidem possidebat, regi Francie homagium facere renuebat. »

B

1292... Cum Johannes, comes Hano-nie, juxta terre sue confinium gentes et subditos regis Francie et ecclesias in ejus constitutas custodia molestaret nec vellet ad preces et mandata regalia emendare, Karolus, comes Valesii... »

révolte de Valenciennes, il le pressentait bien, pourrait lui servir un jour ; pour l'instant, sans doute, il fallait rester sur la réserve ; sinon, c'était la guerre avec l'Empire ; mais rien n'empêchait le roi de se ménager, en vue de l'avenir, des sympathies dans la ville : il lui suffisait pour cela d'apporter aux insurgés un appui moral, si léger soit-il. Philippe le Bel le comprit et dès 1291 se fit leur avocat auprès de l'évêque d'Arras et du Saint-Siège.

Les Valenciennois étaient, au milieu de 1291, en assez mauvaise posture en cour de Rome. Vers la fin d'août, le comte de Hainaut avait négocié avec Nicolas IV au sujet de Valenciennes en même temps que de l'Ostrevent et avait cherché à se faire relever par lui du serment prêté à la commune en 1290 (1). Il semble avoir obtenu un commencement de succès, car les Valenciennois se virent refuser par le pape la confirmation de leur charte (2).

Philippe le Bel intervint et négocia lui-même avec Nicolas IV ainsi qu'avec l'évêque d'Arras. Déjà, le 31 août 1291 (3), l'official de cette ville avait, d'accord sans doute avec le roi, vidimé la charte octroyée par le comte aux bourgeois en 1290. Philippe le Bel dut agir aussi auprès du Saint-Siège, car le 28 décembre 1291, le pape, à la demande des insurgés, chargea (4) l'évêque d'Arras de contraindre Jean d'Avesnes au respect de ces mêmes engagements (5). Le pontife romain avait peu de temps auparavant

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. X.

(2) Nous trouvons en effet dans un inventaire manuscrit du XV^e siècle (Archives du Nord, B 1590, fol. 89 v^o), à la suite d'une analyse de la charte octroyée par Jean d'Avesnes aux Valenciennois en septembre 1290, la mention suivante : « avec lesquelles copies est cousue une copie en papier d'une confirmation au Saint-Père que sur ce il voulurent obtenir, sur ce que sur les choses desusdites avoient eu plusieurs questions entre mondit seigneur Jean d'Avesnes et eux : en laquelle copie en papier est contenu que ladite confirmation leur fut refusée »

(3) Vidimus (1291, 31 août ; sixième férie après la fête de la Décollation de St. Jean-Baptiste) de l'official d'Arras ; Archives du Nord, B 1193.

(4) Bulle (1291, 28 décembre, Rome à S^{te} Marie Majeure) de Nicolas IV, adressée à l'évêque d'Arras, dans MARTÈNE, *Thes.*, I, col. 1253 ; anal. dans ERN. LANGLOIS, *Registres*, n^o 7644. L'évêque d'Arras était alors Guillaume « de Isiaco » (GAMS, *op. cit.*, 495).

(5) C'était la première fois que l'évêque d'Arras faisait acte de juridiction sur la commune de Valenciennes. Lorsqu'en 1277, l'abbaye de St. Amand eut à se plaindre de cette commune, ce fut devant le seul official de Cambrai et non devant celui d'Arras que la question fut portée (sentence, 1277, 21 février, de l'official de Cambrai, dans WAUTERS, *Origine*, preuves, 236). La chose était logique, car le beffroi, siège de la souveraineté de la commune, se trouvait, au moins au XVII^e siècle (Carte de Jean Blaev, dans TOONNEEL, art. Valenciennes), sur la rive droite de l'Escaut, donc dans le diocèse de Cambrai, et MARIAGE (*Fortifications*, 38, note 2) nous apprend que sa place n'avait pas changé de 1227 jusqu'à cette époque. Mais on comprend que le pape n'ait pu contraindre en 1291 l'évêque de Cambrai, Guillaume d'Avesnes, à excommunier le comte de Hainaut, son frère.

sollicité l'appui de Philippe le Bel en faveur des Chrétiens de Terre Sainte (1), et désirait se faire pardonner le refus embarrassé qu'il venait d'opposer (2) à une demande de nouveaux décimes formulée par le roi. Nicolas IV ne pouvait avoir d'autre intérêt à soutenir les Valenciennois, que d'obliger le souverain. Aussi un accord préalable avec Philippe est-il vraisemblable (3) de la part de Rome.

Durant ces négociations, les rapports entre le comte et le roi s'étaient tendus. A la question des abbayes d'Ostrevent était venue, comme en 1289, se joindre, pour brouiller le suzerain et son vassal, celle des faubourgs de Tournai, sur laquelle Jean d'Avesnes avait cédé, mais à contre-cœur, en 1290. En mars 1291, avait été opérée, dans la même région, une nouvelle aliénation de nature juridique analogue à celle de 1289 (4). Jacques de Châtillon avait vendu aux Tournaisiens le bois d'Estrieux qu'il tenait en fief d'Hugues de St. Pol, comte de Blois et seigneur de Leuze, son frère : ce bois, situé près de celui de Breuze, était comme lui une appartenante de la seigneurie de St. Brice et en conséquence un fief mouvant de la directe de l'évêque. Philippe le Bel renouvela en juillet 1291 ce qu'il avait fait en 1289 dans un cas semblable : à la demande des Tournaisiens, il confirma cette seconde vente comme suzerain (5). Cette fois, la mesure était comble. Pourtant, Jean d'Avesnes patientait encore, quand survint l'intervention du roi à Anchin (6) ; alors, des protestations, le comte passa aux actes. Il contesta aux Tournaisiens leurs

(1) Lettre (1291, 23 août, Orvieto) de Nicolas IV à Philippe le Bel, dans LANGLOIS (Ern.), *Registres*, N° 6778.

(2) Lettre (1291, 13 décembre, Rome, Ste. Marie-Majeure) de Nicolas IV à Philippe le Bel, dans LANGLOIS (Ern.), *op. cit.*, N° 6849.

(3) Les rapports des Valenciennois avec Nicolas IV demeurèrent amicaux jusqu'à la mort de ce pontife qui le 2 février 1292 encore (LANGLOIS (Ern.), *op. cit.*, N° 6601) leur accorda le privilège de ne pouvoir être traduits en justice par le pape ou ses légats en dehors des diocèses de Cambrai et d'Arras pour les biens qu'ils y possédaient. Cette prérogative semble avoir été destinée à mettre les bourgeois à l'abri de poursuites de la part du légat près de la cour impériale.

(4) Vente (1291, mars) par Jacques de Châtillon, dans D'HERBOMEZ, *Comment la commune*, 42.

(5) Confirmation (1291, juillet) de Philippe le Bel, dans D'HERBOMEZ, *op. cit.*, 42.

(6) Nous n'en connaissons pas la date, mais elle dut avoir lieu au moment indiqué par nous ; sinon, pourquoi Jean d'Avesnes aurait-il attendu de juillet à novembre 1291 pour réagir contre l'usurpation commise par Philippe le Bel au bois d'Estrieux ? Il faut donc admettre qu'un peu avant la Toussaint survint un incident grave qui provoqua la rupture.

acquisitions de 1291 et aussi celles de 1289, se considéra comme en état de guerre avec eux (1) et prétendit exercer la commise à St. Brice et aux Chauffours. Il signifia sa mainmise sur ces deux seigneuries au moyen de formalités assez curieuses : il chargea Jean de Mainlevriel, son bailli de Hainaut, de s'emparer d'un homme à Warchin, appartenant aux Chauffours, et de l'emmener en Hainaut, une corde autour du cou ; il envoya de même son châtelain d'Ath à Manaing, appartenant à St. Brice, pour y opérer une saisie de divers objets mobiliers (2). Ceci se passait vers la Toussaint 1291 (3). Les marchands hennuyers furent eux aussi traités en ennemis : les gens du comte exercèrent contre eux le droit d'arsin ou de saisie : ils plantèrent des pieux dans l'Escaut et détruisirent les chemins pour entraver le commerce des Tournaisiens (4).

Dès le début de novembre, les bourgeois de Tournai demandèrent réparation au comte de Hainaut ; n'ayant pu obtenir satisfaction, ils se tournèrent vers le roi. Philippe le Bel n'avait alors aucune chance de faire reconnaître ses prétentions ; il tint néanmoins à les affirmer : peu de temps après la Toussaint, il manda (5) à Jean d'Avesnes de laisser aux Tournaisiens la justice

(1) Factum (sans date [1293, 9 mai]) remis par les Tournaisiens à Gilles Camelin et à Anselme de Lille, enquêteurs royaux ; Archives du Nord, B 1223, God. 15875⁴⁹ : « Item à che que li procureur le comte de Haynau dient que se aucuns des gens de la terre... le conte prisent..., que bien leur loisi faire par droit de wère et en tans de wère... ».

(2) Exposé de la charte (1293, 15 janvier, n. st.) de Jean d'Avesnes, dans POUTRAIN, *Histoire*, II, 547.

(3) Cf. factum cité ci-dessus (note 1) ; Archives du Nord B 1223, God. 15875⁴⁹ : « Item... dès le première prise que les gens audit conte fissent leur chiaus de Tournay, qui fu faite entour le Toussains l'an mil CC IIII^{xx} XI... »

(4) Même factum : « car Jehans de Mainlevriel, adont baillius de Haynau, qui le nef arst à Fraisine et le tunnel de craisse et les cherches et l'autre marcandise qui dedens le nef estoit... puis ledit arsin... etc... » — « Item à che que li procureur audit conte dient que si li cuens de Haynau fist ficher pals et estakes en le rivière, fist copier les chemins et rompre, il le fist pour cause raisnable... » — Cf. aussi exposé de la charte (1293, 15 janvier, n. st.) de Jean d'Avesnes, dans POUTRAIN, *Histoire*, II, 547.

(5) *Id.* « ... item... dès le première prise... qui fu faite entour le Toussains l'an mil CC IIII^{xx} XI, cil de Tournay requisent avant toute euvre le conte de Haynau u sen liutenant qu'il leur amandast u fesisst amender, et pour che que il ne le fist... cil de Tournay se traient à nostre seigneur le roy... ; li roy en escrit au comte et li manda et commanda, si com deseure est dit, qu'il l'amandast... » — *Id.* « dès le Toussains qui fu l'an mil CC IIII^{xx} et XI, nostres sires li roys manda au comte de Haynau et commanda par ses lettres qu'il ostant les dis empechements par terre et par iauve et cessast desdout en avant des bourgeois de Tournay molester ».

de Manaing et de Warchin et de les ressaisir des deux villages : le comte devait, au terme du même mandement, restituer sans délai aux bourgeois leurs biens meubles confisqués et lever les obstacles apportés au commerce de leur ville (1). Le 22 décembre 1291, Philippe le Bel confia à Gauthier Bardin, bailli de Vermandois, le soin de faire parvenir à Jean le mandement royal (2). Le 1^{er} janvier 1292, Gauthier délégua pour cette mission Gérard de Béthencourt (3), lieutenant du prévôt de St. Quentin (4). Gérard, escorté de deux sergents du roi (5) pour témoins, parvint le 7 janvier 1292 au Quesnoy, lieu de résidence du comte de Hainaut. Il remit à Jean l'ordre dont il était porteur et lui enjoignit de s'y conformer ; le comte devait consulter son conseil ; toute la journée, il fit attendre sa réponse : très tard enfin dans la soirée, deux chevaliers hennuyers, le sire de Berlaimont (6) et Simon de Lallaing (7), se présentèrent aux gens du roi, accompagnés de Jean de Mainlevriel, bailli de Hainaut. Cet officier prit la parole au nom du comte : il chercha d'abord à gagner du temps : « Biau signeur, dit-il, mesires a bien veuwes les lettres que li rois li a envoiies. Si vos respont en tel manière k'il en fera bien che k'il devera et che k'il apiertendra, et enoiera hastivement au roi pour faire response » (8).

Une réponse aussi vague ne pouvait satisfaire les gens du roi.

« Bieau sire, répliqua le lieutenant, ceste response ne nos soufist mie, car nostre sires li rois a conmandé que nous aiiens certaine response dou conte et nostres mestres li ballius nos a conmandé ausi que certaine response doudit conte nous li renvoions desous nos seaus. Et se li cuens nos voloit faire certaine

(1) Exposé du mandement (1291, 22 décembre, Paris) de Philippe le Bel au bailli de Vermandois, inséré dans le mandement (1292, 1^{er} janvier, Paris) de Gauthier Bardin, bailli de Vermandois, au lieutenant du prévôt de St. Quentin (ce mandement du 1^{er} janvier est inséré lui-même dans un rapport adressé (1292, 9 janvier) par Gérard de Béthencourt, lieutenant du prévôt de St. Quentin, au bailli de Vermandois, édité dans D'HERBOMEZ, *Comment la commune*, 43).

(2) Cf. note précédente.

(3) *Id.*

(4) La lettre du bailli parvint à Gérard le 5 janvier, veille de l'Épiphanie (rapport, 1292, 9 janvier, de Gérard de Béthencourt ; cf. note 1).

(5) Ces sergents s'appelaient Quentin le Cambrelain et Gérard de Keuresies ; ce dernier était garde des régales à Tournai ; WAUTERS, *Tables*, V, 745.

(6) Berlaimont, chl. c. Nord, arr. Avesnes.

(7) Lallaing, comm. Nord, arr. et c. Douai.

(8) Rapport (1292, 9 janvier) de Gérard de Béthencourt au bailli de Vermandois, dans D'HERBOMEZ, *Comment la commune*, 43.

response de lui, nous l'oriemes volentiers et en feriens çou que nous deveriens. Et s'il autre cose ne voloit respondre que vous chi nos avés dit, si le feriemes nous savoir ensi que comandé nos est. »

Poussés dans leurs derniers retranchements, les procureurs du comte se démasquèrent. La réponse du sire de Berlaimont, véritable fin de non recevoir, fut cassante :

« Vous n'en porterez plus. »

Jean de Mainlevriel haussa encore le ton et devint agressif : il reprocha au prévôt d'exercer ses fonctions en terre d'Empire :

« Prouvos, dit-il, je m'esmiervelle mout que vous et li home le roy et li siergant, iestes tel que vous venés monsigneur le conte chi ajourner ; car mesires ne tient dou roi ce liu ne en fief en en ariere fief, ne il n'i a nulle raison par coi vous deuissiés chi venir. Et saciés certainement que mesure li cuens se plaindera devous et des homes et des siergans de quan qu'il pora et sara, là il devera. » Cette menace était à double sens : s'agissait-il d'une plainte éventuelle au Parlement de Paris ou à la cour d'Allemagne ? Cette ambiguïté semble avoir été voulue : le comte espérait sans doute peser sur le roi de France au moyen d'une menace qu'il lui serait facile au besoin de démentir.

Gérard de Béthencourt considéra la réponse comme un défi :

« Sire baillius, répliqua-t-il, voelliés parler courtoisement à le gent le roi : si ferès comme courtois et sages. Car li sires puet ajourner se home partout et mesmement en I moustier. »

Sur ces mots, les gens du comte se retirèrent : ceux du roi rentrèrent dans leur logis ; ils délibérèrent entre eux et jugèrent la réponse insuffisante, Jean d'Avesnes ne l'ayant pas formulée lui-même. Le lendemain matin, ils se représentèrent donc à la résidence comtale : Jean, qu'ils virent en personne, ne fit que ratifier les paroles de ses procureurs :

« Li sires de Barlainmont, dit-il, et li ballius de Haynau vos en ont respondu, et quand qu'il vos en ont respondu, c'est de par mi. Et en avons ja envoiet u envoieons hasteement à le court. Et sour çou, sire, vous en ferés et ordenerés chou que vous vérés que boin en iert à faire. » Gérard de Béthencourt ne put qu'enregistrer le

résultat de cet entretien : Il en avisa le 9 janvier le bailli de Vermandois (1).

La réponse du comte, peut-être un peu moins insolente que celle de ses gens, n'en valait guère mieux : c'était une fin de non recevoir à peine déguisée.

Philippe le Bel ne riposta pas à ce nouvel affront. Le comte de Flandre entretenait encore avec le comte de Hainaut des relations amicales et l'attitude du duc de Brabant surtout était bien suspecte : l'heure du roi n'était pas encore venue. Il s'était contenté d'affirmer ses droits : il allait attendre pour les faire valoir qu'une occasion favorable se présentât.

(1) Rapport (1292, 9 janvier) de Gérard de Béthencourt au bailli de Vermandois, dans D'HERBOMEZ, *Comment la commune*, 43.

CHAPITRE V.

Préparatifs de la guerre franco-hennuyère.

Les négociations avec le comte de Flandre et les bourgeois de Valenciennes.

L'arbitrage des évêques de Liège et de Metz avait pu rétablir depuis 1288 des rapports presque amicaux entre les comtes de Flandre et de Hainaut, quand, le 14 octobre 1291, mourut le premier de ces prélats, frère de Guy, et l'un des seuls médiateurs possibles entre les deux ennemis héréditaires. Jean d'Avesnes, aux prises avec les bourgeois de Valenciennes, et menacé d'une guerre avec la France, demeura pacifique, mais Guy de Dampierre, son rival, voulut profiter de son embarras pour recouvrer l'Ostrevent hennuyer auquel il avait dû renoncer en 1257. Il ne pouvait le faire que d'accord avec Philippe le Bel, en conflit comme lui avec le comte de Hainaut pour cette même terre : il chercha donc à se rapprocher du roi et, à une date difficile à préciser, cita « le conte de Haynau devant le roy de Franche pour le terre d'Ostrevent, en offrant le bouche et les mains au roy, en requérant ke li roys l'en rechiuwist à homme » (1).

Peut-être un peu postérieur au début de 1292, cet ajournement semble avoir été projeté dès cette époque. Nous ne connaissons pas la réponse du roi : toutefois, l'extension du comté de Flandre sur la frontière du Royaume eût été dangereuse pour la France et Philippe le Bel ne dut jamais songer à faire passer l'Ostrevent sous la domination flamande. Mais les avances de Guy de Dampierre permettaient au souverain de faire pression sur le comte de Hainaut. Fidèle à sa politique, Philippe le Bel encouragea sans doute par de vagues espérances les dispositions belliqueuses du comte de Flandre, mais prit soin d'ajourner toute solution relative à l'appartenance de l'Ostrevent : le 16 juin 1293, divers procès se trouvaient pendants devant le Parlement entre les comtes de Flandre et de Hainaut, et le roi, on le sent bien, n'était nullement

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV, art. 7.

pressé, même alors, de les terminer (1) : or ne concernaient-ils pas l'Ostrevent ? On pourrait le croire. S'il en était ainsi, le roi, en quête d'une alliance temporaire avec le comte de Flandre, aurait, sans rien lui promettre, fait traîner en longueur l'examen de l'affaire.

Abusé par Philippe le Bel, Guy de Dampierre avait pris, dès le début de 1292, une attitude agressive vis-à-vis du comte de Hainaut : déjà le 26 février (2), il lui avait signifié qu'à son avis et sauf preuve contraire, la mort de l'évêque de Liège, l'un des arbitres, annulait le compromis passé jadis entre les deux comtes. Pour gagner du temps et en vue d'éviter la rupture, Jean d'Avesnes avait répondu qu'il prendrait conseil.

Mais cette guerre contre le Hainaut devait être préparée, du côté flamand, par une action diplomatique sérieuse. Dès 1290, le comte de Flandre s'était rapproché du duc de Brabant : une alliance avait même été conclue entre eux, le 7 novembre 1291, contre Florent V, comte de Hollande (3). De même, depuis le 1^{er} octobre 1290, Guy était l'allié de Béatrix, comtesse de Luxembourg (4).

La politique flamande avait consisté depuis lors à réunir les deux maisons ennemies de Brabant et de Luxembourg : elle n'avait pas obtenu grand succès : le 6 novembre 1290 (5), Guy avait tenté de marier Henri, comte de Luxembourg, fils de Béatrix, avec Marguerite, fille du duc de Brabant, et il n'avait pu y réussir.

En 1292, Philippe le Bel intervint : il ne pouvait que souhaiter la formation d'une coalition contre le Hainaut et aida le comte de Flandre à la réaliser : il reprit bientôt, avec succès cette fois, le projet de mariage élaboré par Guy en 1290 ; dès le 21 avril, sont engagés à cette fin des pourparlers où l'action de Philippe le Bel est manifeste ; en effet, la reine Marie, veuve de Philippe le Hardi

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXII : « Et metons désorees les pléz meuz entre eus en nostre court en autel estat dusques au Parlement qui sera après cest pruchein Parlement ».

(2) Procès-verbal (1292, 26 février, n. st.) de Jean de Blaregnies, notaire impérial, anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 801.

(3) Traité d'alliance (1291, 7 novembre) entre Guy, comte de Flandre, et Jean, duc de Brabant, anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 798.

(4) Traité d'alliance (1290, 1^{er} octobre) entre Guy, comte de Flandre, et Béatrix, comtesse de Luxembourg, dans *Monuments pour servir*, I, 30.

(5) Charte (1290, 6 novembre) de Béatrix, comtesse de Luxembourg, et de Henri, son fils, dans VREDIUS, *Genealogia*, preuves, II, 27.

et sœur du duc de Brabant, y joue un rôle prépondérant, ainsi qu'un grand nombre de princes français : citons, parmi eux, des personnages de tout premier plan, comme Robert, duc de Bourgogne, Jean, comte de Dreux, Philippe, fils aîné du comte d'Artois, Raoul de Clermont, sire de Nesle et connétable de France (1). Enfin Philippe le Bel intervint lui-même et le 28 mai 1292 vidima et ratifia le contrat de mariage qui venait de se conclure (2).

Toutefois est-ce de sa propre initiative ou sollicité par le comte de Flandre que Philippe le Bel a servi la diplomatie flamande ? Nous inclinerions plutôt pour la seconde hypothèse. Guy de Dampierre n'avait pas attendu l'intervention royale pour négocier de nouveau en 1292 un accord entre les familles de Brabant et de Luxembourg ; dès le 15 avril, il était parvenu à leur faire conclure une trêve devant durer jusqu'au premier août suivant (3). Or Guy voulait davantage : il était sur le point de s'allier avec Henri, comte de Luxembourg (4), contre Jean d'Avesnes et il devait au préalable s'assurer la neutralité bienveillante, voire même la collaboration du duc de Brabant. Elles lui étaient acquises s'il pouvait reprendre avec succès son projet de mariage ; mais un nouvel échec était à craindre ; aussi Guy aura-t-il prié le roi de France de parachever cette œuvre de réconciliation. En effet, postérieurs de six jours à peine à la trêve conclue le 15 avril par la médiation flamande, les pourparlers engagés par Philippe le Bel en vue du mariage doivent, à notre avis, être considérés comme une seconde phase des mêmes négociations. Le roi ne serait donc intervenu que pour les clôturer. S'il n'en eut pas l'initiative, il sut les mener au mieux des intérêts de la Couronne. Le comte de Luxembourg, les mains libres du côté du Brabant,

(1) Charte (1292, 21 avril ; lundi après la quinzaine de Pâques) par laquelle Jean, duc de Brabant, s'oblige à dédommager le comte de Flandre qui, ainsi que d'autres princes français, l'avait cautionné pour les 3000 l. tourn. que le dit duc avait promis de payer pour le mariage de sa fille Marguerite avec Henri de Luxembourg ; Archives du Nord, B 407, God. 3341. — De même, contrat de mariage (1292, avril) entre Marguerite de Brabant et Henri de Luxembourg, dans BERTHOLET, *Histoire*, 5^e vol., preuves, pièce LXXXVI.

(2) Vidimus (1292, 28 mai, Paris) par Philippe le Bel du contrat de mariage précité, anal. dans WILLEMS, *Chronique*, 557.

(3) Charte (1292, 15 avril ; mardi après l'octave de Pâques) de Jean, duc de Brabant ; Archives du Nord, *Quatrième Cartulaire de Flandre*, B 1564, fol. 47.

(4) Ce traité d'alliance fut conclu le 26 mai suivant ; il est édité dans *Monuments pour servir*, I, 39.

put entrer sans crainte dans la coalition préparée par le comte de Flandre et la situation du comte de Hainaut devint tout à fait critique. Comme toujours, Philippe le Bel, sans provoquer les événements, en avait tiré le meilleur parti possible.

Assuré de la neutralité brabançonne, de la collaboration luxembourgeoise et de l'appui moral du roi de France, Guy de Dampierre songea à rompre avec Jean d'Avesnes. Mais le comte de Hainaut voulait la paix et, à l'en croire, le compromis de 1288 était toujours valable ; en cas de décès d'un arbitre, la partie qu'il représentait devait lui désigner un successeur (1). Fidèle à sa politique, le duc de Brabant offrit sa médiation pour trancher le différend (2). Il opposait ainsi aux projets belliqueux de Guy de Dampierre un obstacle inattendu. Sans doute, le comte de Flandre pouvait décliner la proposition, mais il s'aliénait alors le duc de Brabant et perdait le fruit des pénibles négociations entamées pour le gagner. Il préféra dissimuler. Assigné, avec son rival, par le duc pour le 8 juillet 1292 (2), il accepta de comparaître et se déclara prêt à désigner, s'il y était tenu, un autre de ses fils pour arbitre (3). Mais il n'était pas sincère : sa politique va consister à ajourner les négociations pour impatienter le comte de Hainaut et lui faire prendre la responsabilité de la rupture : dès le 18 juin, les procureurs flamands se rendent à Mons et, sous prétexte que leur maître est retenu par des affaires importantes, ils prient Jean d'Avesnes de fixer à une date ultérieure la comparution des deux comtes devant le duc de Brabant (4). Guy escomptait sans doute mécontenter son adversaire, mais Jean se montra conciliant. Avant de rendre sa réponse, il devait consulter son frère, l'évêque de Metz, qui était l'un des arbitres. Pour éviter toute perte de temps, il offrit donc aux procureurs flamands de l'accompagner à Liège où il allait avoir le 21 juin, c'est-à-dire trois jours plus tard, un entretien avec ce prélat (5). Mais le comte

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XI : « postmodum, vos domine, per vestros nuncios dicto domino comiti Flandrie intimari fecistis quod in dicto compromisso... »

(2) « Postmodum, dux Lotoringhie quandam diem ad quindenam post festum Nativitatis Beati Johannis Baptiste... »

(3) *Id.* « Que premissa dictus dominus comes Flandrie paratus est facere, si tenetur. »

(4) *Id.* « Quapropter dictus dominus comes Flandrie per nos vobis notificat... quod ad presens ipse... tot et tantis arduis negociis impeditus... »

(5) *Id.* « ... comes Hanoye... respondit... quod die sabbati ante Nativitatem Beati Johannis Baptiste intendebat esse Leodii cum dicto domino Metensi episcopo... »

de Flandre ne voulait pas une réponse prompte et précise de son adversaire : ses procureurs déclinerent cette proposition, alléguant que leur mandat les obligeait à retourner aussitôt auprès de leur maître (1). Cette question de date du rendez-vous n'était sans doute que le prétexte de leur ambassade : leur mission avait pour but, à notre avis, d'amener, sans prendre eux-mêmes l'initiative de la rupture, Jean d'Avesnes à la proposer. Leur dernière phrase est significative : leur maître, dirent-ils, consentait à tenir pour nul l'arbitrage de 1288, si le comte de Hainaut le désirait ; ils avaient reçu mandat pour en affranchir au besoin celui-ci (2). C'était inviter Jean à rompre les négociations. S'il avait accepté, Guy de Dampierre rejetait sur lui la responsabilité de leur échec et ménageait ainsi la susceptibilité du duc de Brabant. Mais le comte de Hainaut se tint sur la réserve ; pour toute réponse, il déclara qu'il consulterait son frère (3). Nous ne connaissons pas l'issue des pourparlers du 18 juin : mais dès cette époque la reprise des hostilités était inévitable à bref délai. La médiation du duc de Brabant avait échoué et Guy de Dampierre allait devenir l'auxiliaire tout désigné de la politique française. Sans doute, Philippe le Bel avait aidé le comte de Flandre dans la préparation d'une guerre si favorable aux intérêts de la Couronne, mais il avait eu l'habileté de ne pas intervenir de sa propre initiative. Il avait évité ainsi de prendre à l'égard de Guy d'engagement formel.

Le roi fit preuve d'autant de circonspection vis-à-vis des bourgeois de Valenciennes révoltés : placés depuis 1290 sous la garde du roi, ils pouvaient constituer ses meilleurs auxiliaires contre le comte de Hainaut. Mais Philippe le Bel craignait l'Empire et n'osa pas se compromettre à leur égard. Loin de faire les premières avances, il attendit pour répondre à celles des insurgés que la rupture entre la Flandre et le Hainaut fût consommée et que les Valenciennois, aux abois, fussent disposés à collaborer avec lui sans exiger en retour d'engagements positifs.

(1) *Id.* « ... habebant in mandatis sine mora redire ad dictum dominum comitem Flandrie... et... propter hujusmodi responsionem habendam Leodium non venirent... »

(2) *Id.* « Item dixerunt... comiti Hanoye quod si placeret sibi quod arbitrium seu compromissum prelibatum esset nullum..., hoc placebat domino comiti Flandrie... »

(3) *Id.* « ... comes Hanoye... respondit quod similiter super hoc cum dicto domino Metensi episcopo... deliberaret. »

Peut-être convient-il de remettre dans leur cadre les négociations qui vont s'engager en 1292 entre le roi et les bourgeois et de jeter ainsi un coup d'œil rétrospectif sur l'effort militaire accompli par eux depuis la fin de 1291. Nous sommes, du reste, assez mal renseignés sur la question.

La seconde révolte de Valenciennes éclata avant le 29 août 1291 ; mais les hostilités ne reprirent sans doute entre le comte et les bourgeois qu'à la fin de cette année. Un combat eut lieu le 10 décembre 1291 entre Estreux et le Roleur (1). A en croire Louis Wicart, il se serait terminé par la victoire des Valenciennois, et les Hennuyers, commandés par le sire de Montigny, auraient été poursuivis jusqu'à Mons (2). Mais est-ce bien certain ? Les seuls documents sérieux qui mentionnent cette bataille, et le chroniqueur du XVI^e siècle les a certainement consultés, n'en font pas connaître l'issue (3). A notre avis, le succès remporté par les Valenciennois fut moins complet que ne l'apprend Louis Wicart. L'attaque des Hennuyers semble plutôt avoir surpris les bourgeois, dont la milice n'était pas organisée pour une guerre aussi longue : dès le 13 janvier 1292 (4), le conseil renforcé de la commune doit prendre des mesures énergiques pour compléter la défense de la ville ; les traîtres, décide-t-on, seront punis comme meurtriers et tous les habitants qui ont quitté Valenciennes devront y rentrer dans un délai de sept jours, sous peine de confiscation de tous leurs biens. On pourrait croire, par cette dernière disposition, que l'échevinage voulait exiger le guet de tous les habitants en état de porter les armes. Ce recrutement était du reste encore insuffisant, car bientôt les insurgés sont obligés d' enrôler

(1) DELCAMBRE, *Chronique*, paragr. 37. « L'an mil II^e IIII^{xx} XI fu le bataille entre Estroeu et le Roller dalès Valenchiennes XV jours devant Noël. »

(2) L. WICART. Bibl. de Valenciennes. Ms. 529-708, chap. XIV, fol. 116 : « Car quinze jours devant Noël, envoya [Jean d'Avesnes] une puissante gendarmerie à pied et à cheval en la conduite d'ung bon capitaine le sire de Montigny... Sy sortirent [les Valenciennois]... hors de la ville et envahirent par grand prouesse les gens du comte de Haynnaut en ung lieu entre la justice de la ville que l'on dit le Roelleur et ung village noméz Estrueu... et gagnèrent la journée et s'enfuirent les gens du comte à bride avallée jusques à Mont en Hainnaut... » — Estreux, comm. Nord, arr. et c. de Valenciennes ; le Roleur : faubourg Nord-Est de Valenciennes (MARIAGE, *Fortifications*, carte de Valenciennes en 1793, pl. 57).

(3) Il s'agit de la chronique inédite du XIV^e siècle, que nous avons publiée (DELCAMBRE, *Chronique*, paragr. 37).

(4) Ban du « déluns après le XX jour de noel l'an IIII^{xx} XI » (1292, 13 janvier, n. st.) ; *Livre noir de Valenciennes*, Bibl. de Valenciennes, fol. 213 v^o.

jusqu'aux assassins et aux bandits qui avaient dû fuir le comté de Hainaut pour échapper à la justice du comte (1).

On devine ce que pouvait être la discipline de cette milice improvisée. L'échevinage paraît débordé. Les partisans du comte, ou supposés tels, sont pourchassés ; on s'empare ainsi de la personne de Nicolas de Quiévrain : il a beau invoquer sa qualité de clerc, les bourgeois le jettent en prison, ce qui les fait excommunier par leur ordinaire, l'évêque de Cambrai, frère de Jean d'Avesnes (2). Cette incarcération semble due à un mouvement populaire et en réalité le personnage devait être peu suspect, car, dès le 12 septembre 1292, l'échevinage le fait remettre en liberté. Nicolas devra seulement consentir à être masuier de Valenciennes, à payer les tailles comme les autres bourgeois et à reconnaître qu'il n'avait jamais été clerc et qu'ainsi son arrestation était légale (3).

Le capitaine de la milice de Valenciennes est à la hauteur de ses troupes : c'est un étrange personnage du nom de Balieu, sorte de brigand, originaire de Sailly. Il a, paraît-il, plusieurs meurtres sur la conscience et ses méthodes de combat ne sont guère conformes au code de la chevalerie (4). Il jouit dans la ville d'un prestige immense, et, quand, le 1^{er} ou le 2 juin 1292 (5), il se fait tuer à l'arbre de Préseau, au cours d'un engagement, on le vénère comme un saint, on lui fait des obsèques solennelles à l'église St. Nicolas et sa tombe devient un but de pèlerinage (4).

Si peu recommandables que fussent ce chef et ces soldats, leur valeur militaire n'était pas négligeable. Le 22 ou le 23 février 1292, ils eurent à affronter une nouvelle attaque des Hennuyers, menée sans doute avec des forces plus importantes ; elles étaient commandées par Jean de Mainlevriel, bailli de Hainaut. Les bour-

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLV, 3^e libelle, art. 8.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLVI, art. 6. Les annales de VINCHANT (*Annales*, III, 36, a. 1295) précisent que les Valenciennois furent frappés de censure ecclésiastique par Guillaume d'Avesnes, évêque de Cambrai, frère du comte de Hainaut : « ceux de Valenciennes voyant leur désolation demandèrent à parler à Guillaume, évêque de Cambray, qui les avoit interdits et censurés ».

(3) Promesse (1292, 12 septembre : « au dévenres après le fieste de la Nativitet Nostre Dame l'an IIII^{xx} et XII ») de Nicolas de Quiévrain à la commune de Valenciennes ; *Livre Noir de Valenciennes* ; bibl. de Valenciennes, fol. 87 v^o.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLVI, art. 7.

(5) DELCAMBRE, *Chronique*, paragr. 40 : « L'an mil II^c IIII^{xx} XII, morut Galiens à l'arbre de Présiel dalléz Valenciennes le premier jour de gieskereck qui fu en lundy ». Le 1^{er} juin 1292 étant un dimanche, nous ne pouvons préciser si l'incident eut lieu le 1^{er} ou le 2 juin.

geois vinrent à leur rencontre et un combat s'engagea à Saint-Amand : il se termina, et cette fois nous en sommes certain, par la déconfiture des chevaliers hennuyers (1).

Après ces deux tentatives malheureuses, Jean d'Avesnes resta longtemps sans les renouveler. Peut-être escomptait-il que la révolte s'apaiserait d'elle-même et que les bourgeois, à bout de ressources, seraient obligés de demander grâce. Mais en juin 1292, l'attitude de Guy de Dampierre devenait menaçante ; Jean comprit le danger que pouvait constituer un foyer d'insurrection sur la frontière flamande et résolut de l'étouffer avant la rupture avec son oncle. Aussi tenta-t-il, en fin de juin, un effort décisif contre Valenciennes, qu'il vint assiéger en personne. Mais la ville était sur ses gardes ; elle avait mis sur pieds un corps de 100 francs-arbalétriers ; 12 faisaient de jour en permanence le guet aux portes (2) ; l'assaut, donné par le comte à la porte Cardon, fut repoussé (3).

Incapable de résister par ses propres forces à la coalition qui se préparait contre lui, Jean, fidèle à sa politique habituelle, se rapprocha de l'Empire. Il espéra trouver une aide effective auprès d'Adolphe de Nassau, le nouveau roi des Romains. Il se rendit vers lui en toute hâte et on le trouve, dès le 1^{er} juillet 1292, à Aix-

(1) DELCAMBRE, *Chronique*, paragr. 38 : « Et le nuit du grant quaresme, fu la bataille à St. Amand où li chevaliers et escuyers... etc... ». Ce combat aurait donc eu lieu, d'après cette source, le samedi 23 février 1292 (n. st.). Mais GILLE-LE MUISIT (éd. *Chr. de Fl.*, II, 182) le place au mois de février 1291 (anc. st.) le jour de la St. Pierre à la Chaise, donc le 22 février : il y a ainsi entre les données chronologiques des deux sources un décalage d'un jour. Notons enfin que les anciens comptes des Massards de Valenciennes faisaient également mention de ce combat : « paiement fait à ceulx qui conduisirent noz bonnes gens à St. Amand » (extrait des comptes des Massards, cité par COQUIAU, Bibl. de Valenciennes, *id.*, fol. 124).

(2) COQUIAU, Bibl. de Valenciennes, *id.*, fol^o. 124 : « Et cependant estoit la guerre ardante des deux cotéz : le conseil de la ville mit sus cent francqz arbalétriers, comme j'ay veues es comptes des Massars, dont les XII faisoient le jour la garde aux portes et dont ceuls qui levoient les tailles de la ville furent recompenséz. »

(3) DELCAMBRE, *Chronique*, paragr. 40 : « Et à la St. Pierre apriès, fu li assaux à le porte Cardon du comte Jehan et de tout son pooir ». Ce texte placerait l'assaut à la porte Cardon le 29 juin, fête de la Saint-Pierre — Saint-Paul, mais ce renseignement chronologique ne peut être rigoureusement exact. Nous trouvons en effet le comte de Hainaut à Aix-la-Chapelle le 1^{er} juillet suivant, et il semble impossible qu'il ait pu parcourir en deux jours les 250 kilomètres environ qui séparent Valenciennes de cette ville. Nous plaçons donc l'assaut à la porte Cardon à la fin de juin sans plus de précision : peut-être pourrait-on même adopter la date du 1^{er} août, fête de la St-Pierre aux Liens.

la-Chapelle (1), à la fête du couronnement impérial. Sa démarche n'avait pas été vaine, car le lendemain 2 juillet (2), le roi des Romains citait les bourgeois de Valenciennes les plus compromis dans la révolte à comparaître devant le tribunal d'Empire avant le 5 août (3). Cette assignation nous est parvenue ; elle est intéressante, car elle fait connaître les noms des inculpés ; elle permet de constater que les insurgés les plus notables appartenaient à l'aristocratie échevinale, mais que des gens du commun, comme le boucher Jacques de Mons, furent également compromis. Elle apprend enfin que certains Lombards de Valenciennes, comme Galvain et ses associés, accordèrent aux insurgés une aide pécuniaire (4).

Le nouveau procès intenté contre eux et plus encore la présence de leur seigneur à la cour du roi des Romains semblent avoir effrayé les bourgeois : poussé par le comte de Hainaut, Adolphe n'allait-il pas se laisser entraîner à une intervention à main armée contre eux ? Pour parer au danger, ils ne pouvaient trouver d'auxiliaire préférable au roi de France, le gardien de leur ville. Le 7 août 1292 (5), ils résolurent de lui adresser des propositions officielles.

Les bourgeois, décidés à traiter à tout prix avec le souverain, lui firent les plus belles promesses : leur ville, il devait se le rappeler, dirent-ils, était sise en Ostrevent et, depuis 1290, il en avait la garde ; aussi lui jurèrent-ils de ne jamais sortir de sa main et de ne conclure de paix, de trêve ni d'alliance avec Jean d'Avesnes que du consentement royal. Ils allèrent plus loin et se mirent à la disposition de Philippe le Bel s'il voulait faire la guerre .

(1) Confirmation (1292, 1^{er} juillet, Aix-la-Chapelle) par Adolphe de Nassau, où Jean d'Avesnes figure parmi les témoins, dans QUIX, *Codex*, I, 165.

(2) Assignation des bourgeois de Valenciennes (1292, 2 juillet, Burtcheid), par Adolphe de Nassau, dans MARTÈNE, *Thes.*, I, col. 1245.

(3) Dans les quatre semaines qui suivraient l'octave de la St. Pierre — St. Paul.

(4) Par un mandement du 7 juillet (WINKELMANN, *A. I. I.*, II, 147), Adolphe chargea Robert, abbé de St. Ghislain, et Jean de Tournai, chanoine de Maubeuge, de se rendre dans une localité voisine de Valenciennes pour assigner officiellement les bourgeois. Le 20 juillet (Rapport, 1292, 20 juillet, St. Saulve, de l'abbé de St. Ghislain et de Jean de Tournai à Adolphe de Nassau ; Archives du Nord, B 1194, God. 3371, orig. sc.), les deux clercs se rendirent à l'église de St. Saulve, la plus proche de la ville, et y firent publiquement lecture de l'ajournement ; ils l'affichèrent en outre à la porte de l'église.

(5) Lettre (1292, 7 août, Valenciennes) de la commune de Valenciennes à Philippe le Bel, dans LEBOUQCQ, *Guerre*, 26.

au comte de Hainaut, ou même à d'autres ennemis du Royaume. Bien plus, en vue de triompher de l'hésitation du souverain, ils se déclarèrent prêts, pour le cas où Valenciennes viendrait à être reconnue de mouvance impériale, à le dédommager des dépenses encourues jusque là pour la garde de leur ville. On ne pouvait faire à Philippe le Bel de propositions plus avantageuses.

Ces avances officielles ne furent-elles pas préparées par des tractations officieuses ? Déjà, en 1291, Philippe le Bel s'était occupé de Valenciennes. Or, depuis le début de 1292, les insurgés se trouvaient dans une situation plus difficile et ils n'auraient pas songé, avant le 7 août, à négocier avec le roi, leur gardien ? C'est inadmissible : sans doute, on ne trouve jusqu'à cette date aucune trace officielle de pourparlers (1). Il dut pourtant en avoir lieu, mais qui n'aboutirent pas.

Depuis 1290, Valenciennes se trouvait en effet dans une zone contestée dont la directe devait être établie par une enquête. Le roi, par crainte de l'Empire, a pu d'abord feindre des scrupules et écarter pour lors les avances des bourgeois : son refus toutefois ne dut être ni formel ni définitif ; pour faire patienter les insurgés, il leur suggéra même sans doute de s'informer eux-mêmes de la mouvance de leur ville ; c'est du moins ce que ferait croire une supplique qu'ils adressèrent au souverain en vue de le convaincre que Valenciennes était du Royaume (2).

(1) Il ne faut pas tenir compte d'un passage, manifestement erroné, de Coquiau, et qui ferait croire à des négociations entre le comte, les Valenciennois et le roi en date du 24 février 1292. Voici le texte : « Je dist que ceulx de Vallenciennes ont exhibé une lettre de Jehan d'Avesne en datte de l'an XII^e IIII^{xx} XI au jour du grant quaresme, mais depuis, icelle par le roy Philippe à quy ils se rendirent pour contrarier leur conte leur seigneur a esté annullé l'an II^e IIII^{xx} XVII, et rendi adont ledit roy audit cuens et rétablist es mains d'iceluy toutes les lettres touchant les alliances qu'il avoit eu ausdits de Vallenciennes comme auparavant avoit fait l'empereur Rodolphe (COQUIAU, *id.*, fol^o 132-133). Nous possédons la transcription (Archives du Nord, B 1589) des chartes ainsi rendues par Philippe le Bel à Jean d'Avesnes, et le document indiqué par Coquiau n'y figure pas. Il semble que l'allusion faite par cet auteur vise la charte par laquelle Jean d'Avesnes notifiât, le jour du grand carême 1296 (anc. st.), la paix qu'il avait conclue avec les Valenciennois et confirmait leurs privilèges (*Monuments pour servir*, I, 455). Coquiau est souvent peu soigneux, et il a pu transcrire par erreur « XII^e IIII^{xx} XI » pour « XII^e IIII^{xx} XVI » en oubliant le V.

(2) Supplique (sans date) adressée au roi par les bourgeois de Valenciennes en vue de le convaincre de la mouvance française de leur ville, et suivie de la copie de 8 diplômes carolingiens, éditée sans les diplômes dans WAUTERS, *Hainaut*, éd. *Bulletins de la C. R. H.*, 4^e s., t. II, 316, et dans KERN, *Acta*, 54 (n^o 79). — Original, Archives Nationales, JJ 22.

Elle n'est pas datée, mais il n'y est pas question de l'Ostrevent, et ceci est significatif pour déterminer l'époque de la rédaction : depuis les réserves faites lors du traité d'hommage de septembre 1290 (1), il importait moins que Valenciennes fût ou non partie de l'ancien *pagus* ; désormais, c'était par une autre voie qu'il fallait établir la mouvance française de cette ville. Or, que fait, pour y parvenir, l'auteur de notre supplique ? Il tente, par la production de diplômes carolingiens, de prouver que les premiers rois de France ont fait acte de juridiction à Valenciennes et dans des localités voisines, dont aucune du reste, et c'est là le point essentiel, ne se trouve en Ostrevent. Voilà bien une argumentation différente de celle qu'avaient adoptée les bourgeois en 1290 ; elle se rattache ainsi à des négociations ultérieures qui ne purent avoir lieu qu'en 1291 ou en 1292. Notre supplique serait-elle donc du mois d'août de cette dernière année ? C'est peu vraisemblable, car le recueil de diplômes présenté au roi suppose un travail d'assez longue haleine : on procéda d'abord à une rédaction provisoire sous forme de rouleau (2), puis on la recopia sur un registre en la faisant précéder d'une supplique ; cette recension définitive fut très soignée (3). Le travail nécessita en outre des recherches préalables assez longues ; or, après le 20 août, il n'avait plus sa raison d'être, Philippe le Bel ayant donné alors satisfaction aux Valenciennois ; il fut donc préparé bien avant le 7 du même mois. Du reste, dans l'hypothèse contraire, comment le message officiel adressé au

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. V : « ... si in predicta terra [d'Ostrevent] sit aliquid quod non sit de regno suo et sit extra fines regni sui..., de feodo suo non erit nec ad id predictum homagium se extendet. »

(2) Archives du Nord, B 1411, rouleau I : copies des huit diplômes carolingiens et de leur traduction romane, exactement semblables à celles du manuscrit de Paris (Archives Nationales, JJ 22), mais où, au lieu de la supplique qui précède, nous trouvons le titre que voici : « Monstranche que il apert bien par moult de raisons ke la ville de Valenciennes est del Roiaume et del resort de France, et bien est aparant par les privilèges dont chi après parollent ke on trovera le Roiaume outre Valenciennes grant pièche, et enseigneront cil de Valenciennes là où on trouvera lesdis privilèges séeleés des roys de France, et moult trouveroit on de autres boines raisons qui en vorroit faire enquerre ». Au dos « Per dobellos. Lettres dont cil de Valenciennes se wollent aidier. » Dans le manuscrit de Lille, l'indication du lieu où se trouve chacun des originaux n'est pas donnée ; les Valenciennois se proposent seulement de le faire (« et enseigneront cil de Valenciennes... etc. »). Dans le manuscrit de Paris au contraire, cette mention précède chaque transcription de document. Il faut donc considérer le ms. de Lille comme antérieur à celui de Paris.

(3) Archives Nationales, JJ 22.

roi à cette date (1) n'en aurait-il pas fait mention. Les deux documents, conçus dans un esprit différent, correspondaient donc à deux phases distinctes des négociations. La première, dont notre mémoire officieux attesterait l'existence, aurait, après des tractations assez longues, abouti à un échec ; le 7 août, les Valenciennois, aux abois, se seraient vus contraints de reprendre les pourparlers sur d'autres bases. Revenus à leur premier point de vue, ils auraient, comme en 1290, invoqué, pour obtenir l'appui royal, l'appartenance de leur ville à l'Ostrevent (2).

Quelles qu'aient été les circonstances de sa rédaction, notre mémoire se rattache en tous cas aux négociations de 1292 et ne peut être postérieur au 7 août ; il présente un intérêt qui n'a pas échappé ni à M. Wauters, ni à M. Kern.

Il n'est autre qu'une copie de diplômes carolingiens, car la courte supplique qui précède est une simple introduction. Chaque diplôme est suivi de sa traduction romane, mais celle-ci n'a pas été faite par les bourgeois : dans plusieurs cas au moins, ils se sont contentés d'en copier une antérieure ; certains contre-sens ne peuvent s'expliquer que par une faute de lecture d'un texte français primitif (3).

Huit documents diplomatiques furent présentés à Philippe le Bel : par le premier, du 26 janvier 860 (4), daté de Valenciennes, le roi Lothaire II donnait à l'abbaye de St. Denis un manse dépendant du fisc de Valenciennes et exemptait ceux qui l'occupaient du droit de tonlieu ; malgré quelques erreurs de transcription, le texte latin, dont l'original se trouvait à l'abbaye de St. Denis (5), est authentique ; quant au texte en langue romane qui suit, ce n'est pas une traduction du premier, mais d'une version apocryphe peu différente quant au fond et dont l'original

(1) Lettre (1292, 7 août, Valenciennes) de la commune de Valenciennes à Philippe le Bel, dans LEBOUcq, *Guerre*, 26.

(2) *Id.* « ... comme par le deffaute de droiture, pour les grief, les injures, les damage grans et villains ke nostre sires Jean, cuens de Haynau et de l'Ostrevent, nous a fait longement et encore faict cascun jour en nostre ville de Valenchiennes qui est de l'Ostrevent toute u li plus grande partie... etc... »

(3) C'est ainsi que, dans la pièce 7, les mots « actum Aquisgrani palatio regali » sont traduits par « et che fi fait à Ais, en la chapelle dou palais royal » (Archives Nationales, JJ 22, fol. 9.)

(4) Édité dans *Histor. de France* (VIII, 407) sous une forme presque analogue : le texte des *Histor. de France* est authentique.

(5) En tête : « chiste charte est à St. Denis en Franche » (Archives Nationales, JJ 22, fol^o 2).

latin fut incorporé plus tard à l'œuvre de Jacques de Guise (1). L'erreur fut peut-être volontaire ; la suscription authentique portait simplement le mot « rex » : les Valenciennois substituèrent au mot « novimus » qui suivait celui de « Francorum » : pour justifier sans doute cette faute de lecture, qui semble tendancieuse, ils adoptèrent, d'après l'apocryphe, la traduction suivante : « Lothaires, par la clémence divine, roy des Franchois ».

Le deuxième diplôme, du 12 mars 706, daté de Maumaques, est de Childebart III, roi de Neustrie ; ce monarque donnait par lui à l'abbaye de St. Denis le village de Solesmes, dans le *pagus* de Famars : le texte présenté par les Valenciennois et dont l'original se trouvait à l'abbaye de St. Denis, est apocryphe et incomplet (2), mais nous en possédons un autre, peu différent du premier, et qui est authentique (3).

Par le troisième privilège, du 8 septembre 920, daté d'Hérystal, le roi Charles le Simple, à la demande des comtes Haganon et Rodolphe, soumettait à l'autorité de l'évêque de Cambrai les abbayes de Maroilles et de Créspin, l'autorisait à y établir un marché, à y lever le tonlieu et lui accordait, dans ces terres et dépendances, exemption complète de toute juridiction (4) ; cet acte, dont l'original se trouvait dans les archives de N.-D. de Cambrai (5), est authentique.

Le quatrième diplôme, du 20 décembre 911, daté de Cruztiacum (6), est du roi Charles le Simple ; ce souverain, à la demande des comtes Garnier et Thierry et du consentement du comte Létard, autorisait par cet acte l'évêque de Cambrai, Étienne, à bâtir un château, à établir un marché et à battre monnaie dans

(1) JACQUES DE GUISE (édition Sackur), *M. G. SS.*, XXX, 178.

(2) C'est ce texte apocryphe qui a été incorporé dans l'œuvre de Jacques de Guise (édition Fortia d'Urban, VIII, 158). — Le texte présenté par les Valenciennois portait « datum Confincince, martii die XII, anno vero XII regni nostri », sans autre nom de lieu. Or « Confincince » est une mauvaise lecture pour « quod ficit mensis marcius... ». — Maumaques : localité sise dans le *pagus* de Noyon.

(3) Édité dans *M. G. Diplôm.*, I, 66.

(4) *Histor. de France*, IX, 549. Une copie du XVIII^e siècle de ce document se trouve dans le cartulaire de l'abbaye de Maroilles ; Archives du Nord, II H 43. — Maroilles, comm. Nord., arr. Avesnes, c. Landrecies. — Créspin, comm. Nord, arr. Valenciennes, c. Condé.

(5) En tête : « Chiste charte est en le trésorie Nostre Dame de Cambray » (Archives Nationales, JJ 22, fol^o 4).

(6) Cruztiacum, peut-être Crécy-en-Ponthieu, chl. c. Somme, arr. Abbeville.

le lieu dit « Lestorphem » au comté d'Ande (1). Ce document dont l'original, suivant les Valenciennes, se trouvait aux archives de N.-D. de Cambrai (2), est faux, du moins dans la forme sous laquelle il nous est parvenu.

Par le cinquième privilège, du 6 janvier 921, daté de Laon, le roi Charles le Simple, à la demande du comte Ingelram, approuvait la donation faite par celui-ci à l'abbaye de Maroilles de plusieurs biens situés dans les comtés de Laon et de Hainaut. Cet acte, qui se trouvait, au dire des Valenciennes, dans les archives de l'abbaye de Maroilles (3), est faux. L'édition de Miraeus et de Foppens (4) et, après elle, celle des Historiens de France (5) nous le font connaître à l'état original ; nous pouvons ainsi constater que le texte inséré dans notre recueil est interpolé : c'est sous cette forme qu'il a été incorporé à l'ouvrage de Jacques de Guise (6).

Le sixième diplôme, des mêmes lieu et date, est aussi du même roi ; le souverain, à la demande des comtes Isaac et Haganon, donnait par cet acte aux religieux de Maroilles plusieurs biens spécialement affectés à l'usage de l'abbé et de ses vassaux. Ce

(1) LE GLAY, *Glossaire*, pièce I, d'après le texte des Archives du Nord, B 1411, Roul. I, avec la traduction romane. M. WAUTERS (*Hainaut*, éd. *Bulletins de la C. R. H.*, 4 s., t. II, 318) a confondu ce diplôme avec un autre de même date par lequel Charles le Simple confirmait aux chanoines de Cambrai une donation faite par le roi Zwentibold (incorporé aux *Gesta Episcoporum Cameracensium*, édité dans *M. G. SS.*, VII, 424).

(2) *Id.* « Chiste charte est en le trésorie Nostre Dame de Cambray » (Archives Nationales, JJ 22, fol. 5).

(3) En tête : « Chiste charte est en l'église Saint-Humbiert de Maroilles » (Archives Nationales, JJ 22, fol. 6). Cette affirmation semble exacte. Il existe en effet un diplôme authentique dont la substance diffère très peu de celle du faux en question. C'est un diplôme de Charles le Chauve en date du 4 février 870 (GHESQUIÈRE, *Acta*, IV, 124) : nous le possédons encore et il a été incorporé au fonds de la Cathédrale de Cambrai, dont il fait partie aujourd'hui (Archives du Nord ; Cathédrale de Cambrai, Layette I, pièce 1). Aussi les religieux de Maroilles résolurent-ils sans doute d'en fabriquer un autre. L'original était de la veille des nones de février et de la trentième année du règne du roi Charles. Les gens du XIII^e siècle crurent voir en celui-ci le roi Charles le Simple. La trentième année de son règne correspondant à l'an 922, c'est-à-dire pour les gens des Pays-Bas du XIII^e siècle qui usaient le style de Pâques, à l'an 921, le faussaire a pu entendre dire que la charte authentique dont il connaissait la substance avait été rédigée au début de l'an 921. Il aura pris pour base cette notion inexacte et aura daté en conséquence son apocryphe de l'an 921. Le style de Pâques n'ayant prévalu en Belgique que depuis la fin du XI^e siècle, notre faux est donc d'une rédaction postérieure à cette date (cf. WAUTERS, *Tables*, I, p. LXII).

(4) MIRAEUS et FOPPENS, *Op. Dipl.*, I, 36.

(5) *Histor. de France*, IX, 550.

(6) JACQUES DE GUISE, éd. Sackur ; *M. G. SS.*, XXX, 1^{re} partie, 176.

document, dont l'original est attribué aux mêmes archives que le précédent, est faux comme lui (1). L'édition de Miraeus et de Foppens (2) nous le fait connaître à l'état original ; elle nous permet de constater que le texte de notre recueil a subi, comme le précédent, une interpolation qui a passé, elle aussi, dans Jacques de Guise (3).

Par le septième privilège, du 1^{er} mai 818, daté d'Aix-la-Chapelle, Louis le Pieux, à la demande du comte Arnolphe, donnait le village de Sassegnyes-en-Hainaut à l'abbaye de Maroilles : cet acte, dont l'original se trouvait, au dire des Valenciennois, dans les archives de l'abbaye de Maroilles (4), est apocryphe et d'un protocole particulièrement fantaisiste. Le latin, dans le registre définitif, en est très défectueux : le rouleau qui lui servit de prototype (5) est d'une langue plus correcte : cette dernière version a été incorporée à l'ouvrage de Jacques de Guise (6).

Le huitième diplôme enfin, daté d'Aix-la-Chapelle, est du 29 avril 858 : le roi Lothaire II confirmait par lui à son médecin Ausard la possession viagère de divers biens appartenant à l'abbaye de Maroilles, à Comble, à Bersillies-le-Bois et à Vertain (7). Cet acte, dont l'original se trouvait dans les archives de l'abbaye de Maroilles (8), est authentique (9).

A en croire les insurgés, ces huit diplômes auraient prouvé que les premiers rois de France avaient fait acte de juridiction à Valenciennes et dans des localités voisines ; les bourgeois en concluaient que leur ville faisait partie du royaume de France (10).

(1) En tête : « Chiste charte est en l'église St. Humbert de Maroilles » (Archives Nationales, JJ 22, fol^o 7 v^o).

(2) MIRAEUS et FOPPENS, *Op. Dipl.*, I, 36.

(3) JACQUES DE GUISE, éd. Sackur, *M. G. SS.*, XXX, 1^{re} partie, 176.

(4) Cf. note 1.

(5) Archives du Nord, B 1411, roul. I.

(6) JACQUES DE GUISE, éd. Sackur, *M. G. SS.*, XXX, 1^{re} partie, 177.

(7) DUVIVIER, *Recherches*, preuves, IV^e partie, N^o XV. C'est à tort que M. WAUTERS, (*Hainaut*, éd. *Bulletins de la C. R. H.*, 4^e s., t. II, 318) a vu dans ce diplôme une confirmation du diplôme précédent : il s'agit de deux actes de nature tout à fait différente.

(8) Cf. note 1.

(9) Nous n'avons pas cru nécessaire de faire la critique des actes apocryphes que nous avons énumérés : l'irrégularité de leur protocole manifeste en effet d'une manière trop évidente leur fausseté.

(10) Supplique du manuscrit de Paris, dans KERN, *Acta*, 54 (N^o 79) : « Si aparra clèremant commant vostre ancesseur, roy de Franche, dounèrent et ausmonèrent aucunes choses de leur propre héritage qu'il avoient à Valenchiannes et en pluisours villes voisines ki sont outre Valenchiannes et environ de tous lés. »

Or tous ces actes émanaient de rois Lotharingiens ou du moins ayant régné sur la Lotharingie ; l'argument invoqué par les Valenciennes se retournait ainsi contre eux. Ils pressentirent sa faiblesse et cherchèrent à le justifier. Mais ils ignoraient l'existence de la Lotharingie (1) et ne connaissaient que le royaume de France et l'Empire. L'auteur de la supplique avoua donc, à tort parfois du reste, que certains des souverains dont émanaient les diplômes présentés, avaient été empereurs en même temps que *reges Francorum* ; mais la suscription portant toujours ce dernier titre, et non l'autre, ces monarques, en conclut-il, avaient agi comme rois de France. La traduction romane qui rendait « *rex Francorum* » par « roy des Franchois », contre-sens pour « roi des Francs », fut sans doute adjointe au texte latin pour appuyer cette thèse. Inutile de souligner l'inanité d'une assertion aussi contraire aux règles de la diplomatie. Cette science toutefois était inconnue à l'époque, et les Valenciennes ont pu se tromper de bonne foi. Même remarque pour l'usage qu'ils firent de diplômes apocryphes ; s'ils les avaient fabriqués, ils les auraient mieux appropriés à leur thèse : ces faux durent être l'œuvre du chapitre de Cambrai et d'abbés de St. Denis et de Maroilles, qui seuls y étaient intéressés : si les Valenciennes ne les utilisèrent pas de bonne foi, ils n'eurent du moins aucune part à leur rédaction (2). On ne pourra en dire de même des interpolations relevées dans ces documents.

Il est en effet surprenant que, des huit diplômes invoqués par les Valenciennes, un seul, le premier, ait été rédigé dans leur ville et puisse la concerner ; en outre, comment les insurgés, alors en guerre avec Jean d'Avesnes, ont-ils pu se procurer la copie de documents se trouvant à l'abbaye de Maroilles, placée sous sa garde, ainsi qu'à Cambrai, dont le siège épiscopal était occupé par son frère. On saisit mal enfin comment, de la mouvance de localités aussi éloignées de Valenciennes que l'étaient Solesmes, Cambrai

(1) Cette notion de Lotharingie semble avoir été confuse à cette époque, même chez les légistes. Interprétant le passage de SIGEBERT DE GEMBOUX « *castrum Valencianas, situm in marcha Francia et Lothoringiae* » (*M. G. SS.*, VI, 354, a. 1006), l'auteur de l'enquête française de 1286 sur la mouvance de l'Ostrevent conclut qu'autrefois « Haynau estoit nommée Loeraine » (*VIARD, op. cit.*, 324) : s'il avait su ce qu'était la Lotharingie, il aurait dit « Haynau estoit de Loeraine ».

(2) Nous avons vu que les documents apocryphes N° II et V n'étaient que des reconstitutions faites par les religieux de St. Denis et de Maroilles de diplômes authentiques qu'ils n'avaient plus entre leurs mains : on peut attribuer une même origine aux autres documents apocryphes.

et surtout Maroilles, ils pouvaient induire celle de leur ville. Une seule explication paraît possible : au début de 1293 et, sans doute, dès l'année précédente, Philippe le Bel émit des prétentions sur la garde de Solesmes et il les appuya précisément sur l'un au moins des deux premiers diplômes de notre recueil; les bourgeois ne purent du reste en prendre connaissance que d'accord avec les gens du roi, car ces actes se trouvaient l'un et l'autre à l'abbaye de St. Denis en France. On sait d'autre part que Philippe le Bel chercha constamment à étendre son action dans le Cambrésis; il y intervint à maintes reprises en 1294 et en 1295 (1); en 1296, il y envoya même Guillaume, évêque d'Amiens, pour soutenir la candidature de Gérard de Relengues au siège épiscopal de Cambrai (2). Le roi avait des intelligences dans le clergé et le chapitre (3). N'est-ce pas par l'intermédiaire de Philippe le Bel que les Valenciennois purent obtenir du chancelier de N.-D. de Cambrai communication secrète du troisième et du quatrième diplômes dont ils allaient se recommander ? Enfin l'abbaye de Maroilles se trouvait en 1288 dans une situation précaire : trop éloignée de l'évêque de Cambrai, son avoué, pour en être efficacement protégée, elle avait dû réclamer l'appui de Jean d'Avesnes; le comte avait fait payer cher sa protection et, en mars 1289 (4), il s'était fait céder par l'abbé Pierre une partie notable des biens du monastère (5). Godefroy, successeur de Pierre, ne cherchait-il pas, en 1292, à l'exemple des abbés de Fesmy, d'Hasnon et d'Anchin, à placer son couvent sous l'avouerie royale et ne présentait-il pas au roi des documents de nature à la justifier ? Ce serait alors, à notre avis, que d'un commun accord entre Philippe le Bel et l'abbé Godefroy, le cinquième et le sixième diplômes de notre recueil auraient subi des interpolations : la première appuyait les revendications du monastère à Fayt, à Monceau-St.-Waast,

(1) Cf. à ce sujet DUBRULLE, *Cambrai*, 253.

(2) *Journal du Trésor de Philippe le Bel* (Bibl. Nationale, Ms. Latin 9783, fol^o 33) comptes du 30 janvier 1299 (n. st.) « ... pro episcopo Ambianensi domino Guillelmo pro expensis suis in pluribus viis... et apud Cameracum pro electione magistri Girardi de Relengues... ». Cette candidature s'était posée en 1296 à la mort de Guillaume de Hainaut, évêque de Cambrai.

(3) DUBRULLE, *Cambrai*, 259.

(4) *Monuments pour servir*, III, 527, note I.

(5) Charte (1289, mars, n. st.) de Pierre, abbé de Maroilles, dans *Monuments pour servir*, III, 527.

à Landrecies et à Sassegnies (1). Quant à la seconde, et c'est là le point capital, elle était destinée à justifier les prétentions du roi à la garde de Maroilles ainsi qu'à l'élection des évêques de Cambrai ; en effet, à en croire le passage interpolé, Charles le Simple aurait nommé ces prélats et se serait réservé à Maroilles, en cas de violation du présent privilège, l'exercice de l'autorité épiscopale (2). On objecterait en vain que cette addition suspecte peut être l'œuvre d'un quelconque des rois d'Allemagne : ils n'ont jamais, du moins depuis la chute des Hohenstauffen, revendiqué la garde des monastères des Pays-Bas. Philippe le Bel le fit au contraire pour ceux du Royaume, et, le cas échéant, pour ceux des confins de l'Empire : la dernière interpolation semble donc bien être son œuvre. Mais si le roi avait présenté lui-même les documents ainsi altérés, on aurait pu soupçonner la supercherie : il valait mieux que leur existence, et aussi celle des autres dont il comptait se recommander, semblassent lui avoir été révélées par un tiers. Un de ses agents (3) les aura donc transmis aux insurgés, en leur suggérant d'en faire état pour justifier la mouvance française de leur ville. Les bourgeois n'étaient pas entièrement dupes et pesèrent bien la portée de l'interpolation relative à la

(1) Voici le passage interpolé, (JACQUES DE GUISE, éd. Sackur ; *M. G. SS.*, XXX, 1^{re} partie, 176) : « Ego Inghelrandus postulavi domno Karolo regi quod charta ista firma fuisset, et fecit sicut petivi. Ego Karolus, rex Francorum, volo ut omnes vos sciatis quod ego manu propria hoc privilegium Deo et sancto Humberto, et adjudicationes et potestates et per omnia districtum in circuitu Maricolas leucas duas usque ad Sanctum Salvium et usque ad Lancium pontellum et usque ad villam Fayt, demum usque ad Montiniacum et exinde usque ad Landreiacum et in circuitu usque ad Saxinaco, et de omni re quodcumque pertinet ad districtum, media pars sit abbatum et media pars fiat fratrum ». — Fayt-le-Grand, comm. Nord, arr. et c. Avesnes. — Monceau-St.-Waast, comm. Nord, arr. Avesnes, c. Berlaimont. — Sassegnies, comm. Nord, arr. Avesnes, c. Berlaimont.

(2) Pour l'interpolation en question, cf. JACQUES DE GUISE, éd. Sackur, *M. G. SS.*, XXX, 1^{re} partie, 176. En voici la partie intéressante : « ... Si quis vero superbo conatu nostrum regale decretum flocciendum putaverit, nos qui *episcopos statuimus, episcopalem* in hoc tempore malo assumemus auctoritatem. »

(3) C'est aussi l'opinion de M. KERN (*Ausdehnung*, 139). — On trouva du reste plus tard chez Guillaume de Plaisians des documents relatifs à Valenciennes. Inventaire des papiers trouvés, après décès, chez Guillaume de Plaisians : « Transcriptum plurium litterarum tangentium villam de Valenciennes et comitem de Hanonia », dans Ch. V. LANGLOIS, *Les papiers de Guillaume de Nogaret et de Guillaume de Plaisians au Trésor des Chartes* (édité dans *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque Impériale (Nationale) et autres bibliothèques, publiés par l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres*, XXXIX, 1^{re} partie, 239, n° 418. — Cf. à ce sujet KERN, *Ausdehnung*, 139, note 3.

garde de Maroilles, car, dans le registre définitif, ils la firent précéder d'un commentaire en rubriques (1).

Bien qu'inspirés par le roi, les arguments invoqués par les Valenciennois ne le persuadèrent pas ou plutôt il n'en fit pas l'usage escompté par eux. Les bourgeois avaient été joués ; sans s'en rendre compte, ils avaient fourni au souverain des armes juridiques pour d'autres empiètements alors en préparation, mais qui ne concernaient pas leur ville. Autre résultat de l'enquête : le roi avait gagné du temps ; il put attendre pour agir le moment favorable.

Il le trouva en août 1292. Les Flamands songeaient alors à une guerre hennuyère et les bourgeois de Valenciennes se voyaient réduits à traiter avec lui à n'importe quel prix : il allait se servir des uns et des autres au mieux de ses intérêts sans engagement réciproque de sa part. Il évita donc de prendre position définitive sur la directe de Valenciennes et se considéra, même après le 7 août, comme le gardien provisoire de la ville : le seul reproche qu'il adressera quelques jours plus tard (2) à Jean d'Avesnes sera d'avoir, comme comte d'Ostrevant (3), porté préjudice aux habitants de la ville sans avoir attendu l'enquête qui devait en déterminer la mouvance. Le roi se réservait ainsi une porte de sortie en cas de contestation avec l'Empire, et d'un jour à l'autre il pouvait abandonner les Valenciennois. En réponse à leur message du 7 août, il ne consentit même pas, de peur d'irriter le roi des Romains, à devenir leur allié temporaire. Toutefois il n'écarta pas leurs propositions : il imagina une combinaison qui, sans présenter les inconvénients d'une alliance, avec les obligations mutuelles qu'elle comportait, lui en assurerait les avantages ; le 20 août, il retira de Valenciennes sa main et sa garde (4) et autorisa

(1) Archives Nationales, JJ 22 : « Nota quod dicit se episcopus statuere et penas vel censuram ecclesiasticam infligere... et episcopalem auctoritatem assumere ».

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XII : « ... quanquam de cessando usque ad plenam informationem de jure quod habere ex quacumque causa possumus in villa predicta et ejus districtu requisierimus eundem [comitem]... »

(3) Le titre inaccoutumé de « Haynonie et Ostrevani comes » donné à Jean d'Avesnes est à ce point de vue significatif.

(4) Ce retrait de la garde royale n'est pas formulé d'une manière explicite dans la chartre du 20 août, mais il ressort de l'ensemble du texte : les contemporains ne s'y trompèrent pas : « De rechief, vous aviez jadis mis main à la ville de Valenciennes... Li cuiens de Flandres i mist main comme au sien et le tint péssiblement, et ce ne vous desplut mie et en donnastes vos letres et en ostastes vostre main »,

les bourgeois à prendre Guy, comte de Flandre, son allié, pour leur gardien et leur défenseur (1). Mais cette solution ne devait pas, elle non plus, engager l'avenir : Philippe le Bel prit soin de réserver ses droits éventuels sur la ville et manifesta même son intention de s'en enquérir au plus tôt (2). Le procédé était habile. Guy n'allait pas écarter l'offre qui lui était faite : il serait même tenté, Philippe le Bel le prévoyait bien, de transformer ce droit d'avouerie provisoire sur Valenciennes en une prise de possession définitive. C'était ainsi la guerre inévitable entre le Hainaut et la Flandre ; par une manœuvre diplomatique adroite, le roi avait réussi à grouper Guy de Dampierre et les Valenciennois contre son vassal rebelle, sans rien aliéner lui-même de sa liberté d'action.

Ce n'était pas sans raison que Philippe le Bel s'était montré si circonspect dans l'affaire de Valenciennes. Le roi des Romains faisait preuve en faveur de Jean d'Avesnes d'une activité inquiétante, et Philippe le Bel pouvait craindre une guerre avec l'Empire pour peu que lui-même dépassât la mesure. Le 7 août 1292, Adolphe de Nassau confirmait la proscription prononcée le 20 juin 1291 contre les Valenciennois par son prédécesseur (3) ; le 9 septembre, il mettait au ban de l'Empire ceux d'entre eux qui, cités pour le 5 août devant son tribunal, avaient été contumaces (4). Non content de ces manifestations de pure forme, il fit agir sa diplomatie en faveur du comte de Hainaut. Il parvint ainsi à détacher le duc de Brabant de l'alliance flamande et, le 25 août 1292 (5), l'agréa comme procureur de Florent V, comte de Hollande, pour le cas où celui-ci ne pourrait venir lui rendre hommage en personne. Ce rapprochement du Brabant et de la Hollande, alors en guerre avec la Flandre, constituait une menace

dans la lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy de Dampierre à Philippe le Bel, dans KERVYN, *Histoire*, II, 365.

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XII. : « ... vestre dilectioni... intimamus nequam displicere si adversus comitem... »

(2) *Id.* « salvo nobis jure predicto super quo intendimus in brevi nos ad plenum informare ».

(3) Confirmation (1292, 7 août, Bonn) par Adolphe de Nassau de la sentence en question, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 474.

(4) Jugement prononcé (1292, 9 septembre) par Adolphe de Nassau contre les bourgeois de Valenciennes, dans LÜNIG, *C. G. D.*, II, col. 2421.

(5) Mandement (1292, 25 août, Cologne) d'Adolphe de Nassau au duc de Brabant et au sire de Kuyk, dans VAN MIERIS, *Charterboek*, I, 548.

pour les Dampierre et risquait de compromettre tout le plan de Philippe le Bel.

Le roi Adolphe semble enfin ne pas avoir été étranger aux négociations qui préparèrent l'alliance du comte de Hainaut avec plusieurs seigneurs de l'Empire ; ce fut sans doute grâce à lui qu'Évrard, comte de la Mark, Guillaume, sire de Hornes, Jean, sire de Kuyk, H. sire de la Leck, Ernoul, sire de Wesemael, Florent Berthout, sire de Berlaer et Gérard, comte de Juliers, se mirent à la disposition de Jean d'Avesnes (1).

Toutefois les résultats de cette activité diplomatique furent minimes. Le revirement, un moment inquiétant, du duc de Brabant fut sans conséquence. Ce prince ne se départit pas de sa neutralité ; cette attitude est peut-être attribuable à une nouvelle intervention de Philippe le Bel à la cour de Brabant. Pendant ce temps, la cohésion des Flamands et des Valenciennois s'affirmait plus étroite. Le 5 septembre 1292, les bourgeois, s'autorisant (2) du mandement royal du 20 août, appelaient Guy de Dampierre pour leur gardien et lui promettaient obéissance (3) ; le surlendemain, le comte de Flandre acceptait leur offre et s'engageait à les défendre tant qu'ils lui resteraient fidèles (4). Mais déjà, il se disposait à outrepasser son mandat d'avoué et, dès le 7 septembre (4), manifestait l'intention de devenir un jour seigneur de

(1) Lettre (1292, 24 août) d'Évrard de la Mark, de Guillaume de Hornes, de Jean de Kuyk, d'H. de la Leck, d'Ernoul de Wesemael et de Florent Berthout à Jean d'Avesnes, dans MARTÈNE, *Thes.*, I, col. 1246. — Lettre (même date) de Gérard de Juliers au même, dans MARTÈNE, *Thes.*, I, col. 1247.

(2) Lettre (1292, 5 septembre, Valenciennes) des bourgeois de Valenciennes à Guy de Dampierre, dans LEBOUQCQ, *Guerre*, 35.

(3) Les anciens comptes des Massards de Valenciennes mentionnent des dépenses faites par les procureurs de la commune envoyés à cette occasion auprès du comte de Flandre : « ... Touchant lesdits accords [du 5 septembre 1292], j'ay trouvé es comptes des Massars les voiaiges qui en furent faitz ; et se voient les payemens de XXII sours qu'il faillut pour pendre les seelz à iceulx » (COQUIAU, *Bibl. de Valenciennes*, *id.*, fol^o 126 v^o).

(4) Réponse (1292, 7 septembre) de Guy de Dampierre aux bourgeois de Valenciennes, dans LEBOUQCQ, *Guerre*, 37. Cette réponse du comte de Flandre à la proposition Valenciennoise du 5 septembre est datée, dans le texte de Simon Leboucq, du « dimanche prochain après le feste Saint Jehan Decollace », c'est-à-dire du 31 août : elle serait ainsi antérieure de 6 jours à cette proposition. L'anomalie serait inexplicable si nous ne possédions par Coquiau, de la lettre de Guy de Dampierre, un autre texte exactement semblable à celui de Leboucq, mais daté de « l'an de l'Incarnation Nostre Seigneur XII^o IIII^{xx} XII, le dimence devant Nativité Nostre Dame en septembre », c'est-à-dire du 7 septembre 1292. La version de Coquiau, parce que seule logiquement admissible, paraît ainsi la meilleure.

Valenciennes; il promettait aux bourgeois de leur faire, dans cette éventualité, les mêmes serments que les comtes de Hainaut ses prédécesseurs et de leur confirmer la charte reçue de Jean d'Avesnes « ki a esté cuens de Haynau ». En affirmant un tel projet dans un acte officiel, Guy de Dampierre déclarait la guerre à son neveu : la dernière formule employée pour désigner Jean est significative.

Philippe avait trouvé dans la collusion des Flamands et des Valenciennois l'occasion depuis longtemps guettée de réduire à peu de frais le comte de Hainaut à merci. Le roi pouvait maintenant agir contre lui par les armes. L'intervention, sans doute combinée, de l'ost royale et de l'ost flamande n'allait pas tarder de contraindre Jean d'Avesnes à capituler.

CHAPITRE VI.

La capitulation du comte de Hainaut.

La direction de l'ost flamande fut confiée à Robert de Béthune, fils aîné du comte Guy (1). Les Valenciennois participèrent aux opérations (2). La milice de Lille y prit une part importante ; son capitaine, Thomas de Lille, délégué du châtelain, était tout jeune : il n'était pas encore chevalier ; cette troupe passa par Valenciennes et vint mettre le siège devant Le Quesnoy (3). La place fut emportée le 2 octobre et livrée aux flammes (4). A en croire Jean Coquiau et Louis Wicart, celle de Bavay aurait eu le même sort : nous en doutons ; peut-être cette ville a-t-elle subi un assaut (5), mais elle n'a pas été occupée. Le château de Loc-

(1) DELCAMBRE, *Chronique*, paragr. 41.

(2) Exposé de la lettre (1292, octobre) de Guy, comte de Flandre, aux bourgeois de Valenciennes, dans LEBOUcq, *Guerre*, 39. Le comte Guy y rappelle que les bourgeois de Valenciennes sont allés à l'ost pour lui et à sa requête. Cf. aussi DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLVI, art. 4.

(3) Lettre de non-préjudice (1292, 2 octobre) accordée par Jean de le Haye, lieutenant du châtelain de Lille, à la commune de cette ville, dans ROISIN, *Franchises*, 327.

(4) DELCAMBRE, *Chronique*, paragr. 41. — GILLES LE MUISIT, éd. *Chr. de Fl.*, II, 182. — DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV, 1^{re} partie, art. 6.

(5) « Et en celle mesme année (1301), le jeudi après la St.-Remy ensuivant, fu assiegéz la ville du Quesnoit le comte par monseigneur Robert conte de Nevers et fils aîné de Ghuy conte de Flandres et ceux de Vallenchienes : laquelle ville fut prinse et tout arse, et la ville de Bavay pareillement », dans L. WICART (Bibl. munic. de Valenciennes, *id.*, chap. XIV, fol^o 116). — De même COQUIAU (Bibl. munic. de Valenciennes, *id.*, fol^o 141), après avoir parlé d'une première prise du Quesnoy par Robert de Béthune le 2 octobre 1292, dit, au sujet des événements de l'année 1300, ce qui suit : « puis fut faicte une despense en l'an XIIIC en la maison le prévost Gillon de Landas un jour que le conte fut defaïs..., puis, ayant le conte réparé nouvelle armée, donna l'assaut à la porte Cardon (ce qui eut lieu en réalité, nous l'avons vu, à la fin de juin 1292), et Robert de Flandres print le Quesnoy et Bavay ». — Simon Leboucq rapporte les mêmes faits qu'il place non en 1300, mais en 1295. Malgré leurs divergences, ces chroniqueurs ont considéré la prise de Bavay comme consécutive de celle du Quesnoy par Robert de Béthune. Celle-ci ayant eu lieu le 2 octobre 1292, la première, si elle était réelle, se serait produite le même mois et la même année. Mais alors, pourquoi les documents contemporains qui relatent l'occupation de Valenciennes, la prise du Quesnoy et la destruction du château de Locquignol sont-ils tous muets sur la prise de Bavay ? Pourquoi surtout la trêve conclue le 14 octobre 1292 entre les comtes de Flandre et de Hainaut et qui règle le sort, pendant la suspension d'armes, des villes hennuyères occupées par Guy de Dampierre (Valenciennes et le Quesnoy) ne parle-t-elle pas de Bavay ? Quant à une prise de cette ville après l'expiration de la trêve

quignol, lieu de résidence du comte de Hainaut, fut lui aussi incendié (1).

Pendant ce temps, Charles de Valois, frère de Philippe le Bel, avait, sur l'ordre du roi, concentré une grande armée à Saint-Quentin, et se préparait à envahir les terres du comte de Hainaut. Jugeant sa situation désespérée, Jean d'Avesnes se présenta à Charles sans armes et se rendit à discrétion. Il fut conduit à Paris, un fil de soie autour du cou en guise de hart (2) ; de là, on le transféra à la prison de Montlhéry (3), où il fut gardé à vue par Simon de Melun, Jean de Bulles et d'autres encore (4). Le roi fit prendre en outre en Ostrevent plusieurs hommes du comte, et notamment les maires et échevins de Bouchain, d'Aniche et de Fressain ; il les fit mener captifs à St.-Quentin où ils restèrent d'abord un mois et demi ; remis en liberté provisoire, ils firent en prison un nouveau séjour de trois semaines (5) ; une partie de leurs biens fut confisquée. Comme en 1290, Philippe le Bel recuei-

qui fut prolongée au moins jusqu'en août 1294), elle est également peu probable : nous possédons à partir du début de 1295 la comptabilité complète de l'Hôtel du Hainaut (Archives du Nord, B 3268), et elle nous permet de constater la présence ininterrompue d'un prévôt du comte à Bavay dès cette époque jusqu'à la mort de Jean d'Avesnes.

(1) GILLES LE MUISIT, éd. *Chr. de Fl.*, II, 182. — DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV, 1^{re} partie, art. 6. — Locquignol, comm. Nord, arr. Avesnes, c. le Quesnoy.

(2) GUILLAUME DE NANGIS, éd. *M. G. SS.*, XXXI, 690, a. 1292. — de même, enquête française publiée par M. Viard (VIARD, *Ostrevent. : enquête*, 325. : « ... et tant que li roy Philippe envoia... etc... »

(3) Exposé de la chartre (1292, 6 octobre) par laquelle Godefroy de Brabant, Jacques de St. Pol et Gauthier de Châtillon se portent cautions pour Jean d'Avesnes, dans DU CHESNE, *Histoire*, preuves, 184.

(4) Extrait du compte des dettes des bailliages de France et de Normandie renouvelées après l'Ascension 1294, dans *Histor. de France*, XXII, 762 : « pro mutuo facto dominis Simoni de Meleduno, Johanni de Bullas et aliis custodibus comitis Hanoniae, pro expensis suis anni 1292, VIII^{xx} l. par. » — Bulles : comm. Oise, arr. et c. Clermont.

(5) « Item dient Richiers li Maires... etc..., tout d'acord qu'environ a XXXVII ans (donc en 1292) ke li roys de Franche qui fu adont pour le temps fist détenir le conte de Haynnau, qui adont estoit en prison, et avoek chou pluseurs des hommes doudit conte et de leur biens, et espécialment les maieurs, les eskievin des villes de Bouchaing, d'Anich et de Fressain et les fist mener en prison à St. Quentin, et là furent VI semaines en un tenant, et de là récréanté, et i puis par le récréanche semons dou revenir et i revinrent et i demorèrent puissey III semaines, et disoit on ke c'estoit pour contraindre ledit conte de Haynnau de venir de l'Ostrevent en hommage du roi » ; enquête hennuyère, 1329 ; Archives du Nord, B 1215, God. 6129bis ; déposition des témoins de Fressain. — *Id.* déposition des témoins d'Aniche : « et dient que pour contraindre monseigneur de Haynnau (Jean II, d'après le contexte) à faire homage au roy, le roy fis prendre les eskievin et le maieur d'Anich et lever de leurs biens, et demorèrent grant pièche en prison ».

lait sans combattre les fruits d'une expédition dont les Flamands et les Valenciennes avaient fait tous les frais.

Maître de la situation, il abandonna cette fois encore ceux qui avaient servi sa cause et, sans plus s'occuper de Guy ni des Valenciennes dont il n'avait plus besoin, il traita seul avec le comte de Hainaut. Le 6 octobre 1292 (1), Godefroy de Brabant, Jacques de St. Pol et Gauthier de Châtillon offrirent leur médiation entre le comte et le roi.

Philippe le Bel, son but atteint, n'avait aucune raison de brimer le comte de Hainaut : Jean fut remis en liberté provisoire et reçut l'autorisation de revenir dans ses états, à charge de retourner en prison à Paris le 7 décembre suivant (octave de la St. André) ; les médiateurs se portèrent cautions de l'observation de cet accord : si le comte le violait, ils devraient payer pour lui les 40.000 marcs d'argent exigés par le roi à titre d'amende, et aussi d'indemnité pour les frais de l'ost de St. Quentin (2) ; ils s'obligeaient, dans cette même hypothèse, à réparer les dommages que ce manquement éventuel occasionnerait à Philippe le Bel. Ce n'était là qu'une solution provisoire ; le fond du débat franco-hennuyer allait être tranché plus tard par le Parlement.

Le comte Jean mit à profit la liberté temporaire qu'on lui laissait : sa présence est signalée en Hainaut le 9 novembre 1292 (3), et à Binche le 22 suivant (4).

Quant au comte de Flandre, abandonné par Philippe le Bel, il ne put tirer tout le fruit escompté de sa victoire. Le 14 octobre 1292 (5), il fut contraint de négocier, lui aussi, une trêve avec le comte de Hainaut ; conclue par la médiation de Jean, duc de Brabant, gendre de Guy de Dampierre, elle devait durer du 14 octobre 1292 au 24 juin 1293 inclus. Les habitants de Valenciennes

(1) Charte (1292, 6 octobre) de Godefroy de Brabant, de Jacques de St. Pol, et de Gauthier de Châtillon, cautions de Jean d'Avesnes, dans DU CHESNE, *Histoire*, preuves, 184 ; et dans VREDIUS, *Genealogia*, I, 39 et 236.

(2) Le texte de la chartre ne spécifie pas qu'il s'agisse là des frais de l'ost de St. Quentin, mais la chose semble évidente.

(3) Charte (1292, 9 novembre) par laquelle Gilles, seigneur de Haibes, reprend en fief du comte de Hainaut le village de Montigny-sur-Vireux, dans *Monuments pour servir*, III, 542. Cette chartre laisse supposer la présence de Jean d'Avesnes en Hainaut à cette époque.

(4) Charte (1292, 22 novembre, Binche) par laquelle Gérard de Longueville et Agnès, sa femme, déclarent avoir reporté au comte de Hainaut la terre qu'ils tenaient à Binche, dans *Monuments pour servir*, I, 426.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XIII.

et du Quesnoy, qui avaient embrassé le parti flamand, y furent compris ainsi que leurs biens non saisis jusqu'alors. Ces bourgeois pourraient, durant l'armistice, circuler librement, eux et leurs marchandises, dans tout le comté de Hainaut : l'exigibilité des dettes qui y avaient été contractées au profit des Valenciennes par Jean d'Avesnes ou ses sujets serait suspendue pendant la trêve. La ville et la forteresse du Quesnoy (1) demeureraient, durant celle-ci, au comte de Flandre (2) ; de cette localité, le duc de Brabant garderait toutefois le château, alors aux mains de Guy, et, un jour avant la reprise des hostilités, il le lui remettrait ; il n'en conserverait que les approvisionnements. Le 15 octobre (3), Jean d'Avesnes sanctionna cet accord. Les conditions de la trêve du 14 octobre étaient onéreuses pour Guy de Dampierre ; au moment où son neveu capitulait, il était le maître virtuel de tout l'héritage hennuyer ; on ne lui laissait plus maintenant la possession intégrale des positions déjà conquises.

C'est que la défection royale avait affaibli la situation du comte et aussi celle de ses alliés, les bourgeois de Valenciennes ; ceux-ci toutefois ne se découragèrent pas et, bien plus, resserrèrent leur alliance avec lui. Par une charte d'octobre 1292 (4), ils s'engagèrent à ne pas faire, sans son consentement, de paix avec Jean d'Avesnes.

Mais, compromis comme ils l'étaient avec Philippe le Bel, ils ne purent croire à un abandon définitif de la part du souverain ; dans cet acte encore, ils réservèrent donc « les droitures et signouries » de leur « chier signeur le roy de France et ... de tout les obliganches » qu'ils ont « faites enviers lui et ... les obéissances as quelles » ils sont « à lui tenus ».

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XIV.

(2) Le passage de la charte du 14 octobre 1292 (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XIV) « et le forteice de entour la ville du Kainoit, tele comme elle iest... etc. » n'est pas clair : il semble qu'il faille entendre par le mot « forteice » les fortifications mêmes de la ville, ce qui indiquerait que celle-ci demeurerait au comte de Flandre : cette interprétation est confirmée par le texte d'un réquisitoire flamand (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle, art. 3) : « par laquele trieve lidis cuens de Flandres devoit estre saisis de la ville du Caisnoit et de la forteresce de ladite ville saus le chastel, la trieve durant... »

(3) Charte (1292, 15 octobre) de Jean d'Avesnes, dans *Bulletins de la C. R. H.*, 4^e s., t. II, 324.

(4) Lettre (1292, octobre) de la commune de Valenciennes à Guy, comte de Flandre, dans LEBOUCC, *Guerre*, 40. — Copie XIII^e siècle aux Archives du Nord, B 1194, God. 3407.

Guy, lui, ne se faisait pas les mêmes illusions, et sa politique hennuyère se dégagait à partir du 6 octobre de toute influence française. Aux nouvelles promesses des bourgeois, il répondit le même mois en en formulant d'analogues (1), mais la réserve « sauf les droits de nostre chier seigneur le roi de France » que nous trouvons dans toutes les chartes antérieures relatives au même objet disparaît dans celle-ci. Guy marquait par là que désormais, s'il occupait Valenciennes, c'était de son autorité personnelle, et non plus par mandat du roi, gardien suprême de la ville.

Bientôt en effet il outrepassa les droits que lui avait conférés le mandement royal du 20 août, et se comporta en véritable seigneur de Valenciennes : il se permit ainsi, dans la seconde moitié d'octobre (2), d'y nommer de nouveaux échevins (3), les derniers en fonction n'ayant pu, par suite de la guerre, être renouvelés depuis mai 1289. Il perçut en outre dans la ville ou y fit percevoir les rentes dues au comte de Hainaut ; il y fit rentrer les bannis de sa propre autorité, y leva des maletotes et des accises, bref s'y substitua à Jean d'Avesnes dans l'exercice de la souveraineté (4).

Les Valenciennois consentirent, sinon à toutes ces usurpations,

(1) Lettre (1292, octobre) de Guy, comte de Flandre, à la commune de Valenciennes, dans LEBOUcq, *Guerre*, 41 ; copie XIII^e siècle aux Archives du Nord, B 1194, God. 3408.

(2) Exposé de la charte octroyée (1292, octobre) par Guy de Dampierre aux bourgeois de Valenciennes, dans LEBOUcq, *Guerre*, 39. Le comte de Flandre expose manifestement les faits dans leur ordre chronologique : or il fait allusion : 1^o) à la participation des Valenciennois à l'ost flamande (début d'octobre) ; 2^o) à leur adhésion à la trêve du 14 octobre ; 3^o) enfin à la nomination de nouveaux échevins par le comte de Flandre : ce dernier événement est donc postérieur au 14 octobre.

(3) Nous ignorons la composition de l'échevinage d'octobre 1292 à mai 1293. Nous n'avons pour cette dernière année de renseignements qu'à partir du 14 août : voici quelle fut pour l'année 1293-1294 la liste des échevins et des jurés de la paix : Gauthier Brochon, prévôt de la ville, Henri Creste, Engelbert Noghès, Pierre le Poivre, Jean de St. Pierre, Jacques Pole, Jean le Sauvage, Jean d'Angres, Jean l'Orbateur, Jacques de Mortagne, Gilles Houdeman, Alexandre de le Cauchies, Jacques du Castiel, Baudouin de Bachy, René Faumin, Gery de Sourlewez, Gauthier le Leu (*Livre Noir de Valenciennes* ; Bibl. munic. de Valenciennes, *id.*, fol^o 106 et 108). Cet échevinage ne semble pas être celui qui fut établi en octobre 1292. Nous trouvons en effet dans un réquisitoire hennuyer (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, 3^e partie) : « Bouchars ki fus rois des ribaus dou commandement Jakemon le Père, etc... ». Ces quatre derniers mots laissent supposer qu'à un moment donné Jacquemon le Père exerça dans la ville le commandement suprême, que donc il fut prévôt : or il ne remplit cet office ni de mai 1289 à octobre 1292, ni durant l'année mai 1293 à mai 1294 ; il faudrait admettre qu'il le fit d'octobre 1292 à mai 1293.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, 1^{re} partie, art. 2 à 4 inclus.

du moins à celle qui concernait la nomination de l'échevinage et se contentèrent de réserver toujours les droits du roi de France. Jean d'Avesnes se plaignit sans doute à Philippe le Bel de cet acquiescement, car les bourgeois craignirent que l'un et l'autre ne le leur reprochassent ; dès octobre 1292 (1), Guy dut s'engager à les remettre, dans cette occurrence, en paix avec le souverain et avec leur ancien seigneur. On pressent déjà le prélude d'une entente entre ces deux derniers au préjudice des Valenciennois et des Flamands.

En effet, tandis que ses liens avec les insurgés se relâchaient, Philippe le Bel poursuivait avec le comte de Hainaut ses négociations séparées, d'où fut exclue toute rigueur. Le 7 décembre 1292, Jean d'Avesnes avait dû retourner prisonnier à Paris. Le 28 du même mois (2), un nouveau répit lui fut accordé par la médiation de Gauchier de Châtillon, de Godefroy de Brabant, et de plusieurs membres de la famille de Blois. Le comte fut autorisé à retourner en Hainaut jusqu'au 15 janvier 1293. Comme le 6 octobre, il profita de sa mise en liberté provisoire : il se trouve à Maubeuge le 5 janvier 1293 (3).

Durant son absence, les négociations franco-hennuyères ne furent pas interrompues en vue du règlement définitif des questions en litige. L'affaire de Warchin et de Manaing fut la première résolue. Le Parlement de la Toussaint 1292 avait, à une date incertaine (4), condamné Jean d'Avesnes à ressaisir les bourgeois de Tournai des deux localités et à les dédommager des préjudices encourus au cours des hostilités. Malgré la parole donnée à Philippe le Bel, le comte de Hainaut n'exécuta cet arrêt que de bien mauvaise grâce.

(1) Charte (1292, octobre) de Guy, comte de Flandre, dans LEBOUQC, *Guerre*, 39. — Copie XIII^e siècle aux Archives du Nord, B 1194, God. 3409.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XV.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XVI : « et le trouvèrent à Maubuege le vegile des Trois Rois au soir... »

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XVI : « pour resaisir et restaulir les lius de Warchin et de Manaing en le fourme et en le manière... que commandé li avoit esté en le court nostre seigneur le roy... » — De même, factum du 9 mai 1293 (cf. page 88, note 1) : « dit li (au comte de Hainaut) fu par arrest en le fin de che daarain parlement passé et commandé de par le roy... que teus les domages... il les rendist... et toutes les injures... il les amendast... et, che commandement fait, li cuens le grea et à faire le promist... en le présence de nostre seigneur le roy... ». Bien que l'arrêt mentionné dans le factum ne concerne que la restitution des prises, l'autre relatif à la ressaisine de Manaing et de Warchin doit être simultané au premier.

A la requête des Tournaisiens, le prévôt de Saint-Quentin (1) lui fit demander par deux sergents (2) le jour où il comptait s'acquitter de sa première promesse et se dessaisir de Warchin et de Manaing. Ces messagers rencontrèrent le comte à Maubeuge le 5 janvier 1293 au soir ; le lendemain matin, Jean leur fit savoir qu'il enverrait des procureurs à Tournai, le 9 janvier avant midi, pour accomplir la formalité requise (3). Au jour fixé, le magistrat de Tournai se rend à Warchin, prêt à reprendre possession des deux localités ; le prévôt de Saint-Quentin et deux écuyers du roi de France étaient là comme témoins (4). Les procureurs du comte de Hainaut arrivent vers neuf heures ; trois d'entre eux, Nicolas d'Ecaussines, Gilles d'Acren et Jacques de Lorraine, présentent une lettre de procuration faite en leur faveur ; les Tournaisiens se montrent défiants. Outre certains vices de forme dus, semble-t-il, à une simple inadvertance, ils relèvent dans ce texte une disposition de nature à porter à eux-mêmes et plus encore au roi un réel préjudice : le comte de Hainaut y retenait en effet « le propriété de l'héritage ». Par cette réserve, il voulait, à notre avis, marquer qu'il se considérait toujours comme le seigneur éminent des territoires cédés et consentait seulement à reconnaître comme suzerain l'acquisition faite par les Tournaisiens, devenus ses vassaux. On objectera peut-être que le mot « héritage » est rarement synonyme de directe. Toutefois le comte de Hainaut n'eut jamais sous une forme quelconque le domaine utile aux Chauffours et à St. Brice, et nous ne voyons pas d'autre explication possible. Les événements postérieurs confirment du reste cette hypothèse. Jusqu'au XVIII^e siècle, les Hennuyers considéreront les faubourgs Tournaisiens d'Outre-Escaut comme

(1) C'était Jean le Panetier, prévôt de St. Quentin de 1288 à 1294, (WAQUET, *Bailliage*, 291).

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XVI. Les deux sergents étaient Simon de Bourbeleuse et Jean de Holnon, sergents royaux en la prévôté de Saint-Quentin.

(3) Il les nomma par une lettre du 6 janvier (procuration, 1292, anc. st., « le jour de thiefaïne ») de Jean d'Avesnes en faveur de Nicolas d'Ecaussines, bailli de Hainaut, de Gilles d'Acren et de Jean de Lorraine, incorporée au procès-verbal du 9 janvier 1293 (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XVIII) ; et autre procuration (« ... le jour des Trois Rois ») du même, en faveur de Nicolas d'Ecaussines, de Jean de Mainlevriel et de Pierre de Beaumont, incorporée au même procès-verbal.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XVI.

des appartenances de leur comté (1); aucun texte par contre ne permet de supposer que la propriété de St. Brice et des Chauffours (domaine utile) fut contestée à la commune de Tournai.

Les Tournaisiens ne pouvaient admettre cette réserve de la directe hennuyère : aux termes de l'arrêt du Parlement, dirent-ils, la dessaisine devait être complète. Mais Jean d'Avesnes se doutait que sa restriction serait mal accueillie ; en prévision de contestations, il avait rédigé à l'avance une autre lettre de procuration, celle-ci en faveur de Nicolas d'Ecaussines, de Jean de Mainlevriel (2) et de Pierre de Beaumont (3). Le comte y formulait les mêmes réserves, mais spécifiait cette fois que c'était à titre purement éventuel (4). Ce second acte, dont Nicolas d'Ecaussines était porteur, ne donnait donc, sur le point en litige, qu'une demi-satisfaction aux Tournaisiens : il était entaché en outre des mêmes vices de forme que le premier. Les bourgeois, mis en méfiance, contestèrent aussi sa validité : ils demandèrent que l'affaire des procurations fut remise au Parlement, à la décision duquel ils se conformeraient. Cette proposition fut acceptée et les procureurs des deux parties se retirèrent.

L'affaire de Manaing et de Warchin revint au Parlement dès le retour du comte de Hainaut à Paris et sans doute le 15 janvier 1293. Jean d'Avesnes fut condamné à ressaisir oralement et par tradition d'un gant les procureurs de la ville de Tournai (5) de l'homme pris à Manaing et des divers objets confisqués à Warchin : l'obligation d'accomplir cette formalité sur les lieux mêmes

(1) C'est ainsi qu'en 1521 les États de Hainaut entendent que Tournai et le Tournais soient unis à leur comté en arguant de ce que « partie de la cité de Tournay et quelque partie du Tournesis en temps passé avoit esté esclichié et séparé dudit pays de Haynnau » (HOCQUET, *Tournai et le Tournais au XVI^e siècle*, dans *Mémoire de l'Académie Royale de Belgique*, in-4°, I, 1906, p. 303). Nous voyons de même Tournai rive droite considéré comme Hainaut dans les coutumes du Hainaut de 1555 (*Recueil des anciennes coutumes de Belgique*, in-4°, Introduction, pp. CXXI, CXXVIII, CXXIX, ainsi que dans une ordonnance de Marie-Thérèse du 8 juillet 1765 faisant allusion aux quartiers de Tournai (*Recueil des Ordonnances des Pays-Bas Autrichiens*, IX, 20). C'est à l'obligeante érudition de M. Rolland que nous devons ces renseignements.

(2) Ancien bailli du Hainaut.

(3) Chanoine de St. Germain de Mons.

(4) Cf. page 121, note 3. La première procuration portait simplement ces mots : « ... sauf à nous le propriété de l'héritage » : cette réserve était faite par contre dans la seconde procuration sous une forme conditionnelle « ... sauf no hiretage et le question de le propriété se nous l'i avons ».

(5) Guillaume Castaigne, prévôt de Tournai, et Jacques de St. Pol.

du délit fut sanctionnée, mais on admit pour le comte la réserve de ses droits éventuels sur la « propriété de l'héritage », droits qui seraient établis plus tard par une enquête (1).

La question en litige depuis le 9 janvier se résolvait donc en apparence au profit du comte de Hainaut : en réalité, la concession qui lui était faite était illusoire. Si elle pouvait inquiéter les bourgeois de Tournai, moins familiers aux méthodes de la politique française, elle n'embarrassait pas les gens du roi. Comme en Ostrevent et comme à Fesmy, Philippe le Bel laissait en apparence, à Tournai, la porte ouverte aux revendications hennuyères, mais, dans sa pensée, cette prise de possession conditionnelle et provisoire était bien définitive (2).

En exécution de l'arrêt du Parlement, Nicolas d'Ecaussines, procureur du comte de Hainaut, se rendit le 25 janvier (3) à Warchin en vue d'y procéder aux formalités requises ; plusieurs officiers du roi de France se trouvaient là (4). Le comte de Hainaut avait fait saisir un homme, sinon serf des bourgeois de Tournai, au moins justiciable de l'échevinage ; il avait fait confisquer de même des objets mobiliers appartenant à un membre de la commune. Une *injuria ratione persone* avait ainsi été commise au préjudice de la ville. Une *emendatio ratione persone* s'imposait donc : Nicolas d'Ecaussines prit en conséquence un valet du comte de Hainaut en dehors de la justice de Tournai et, arrivé dans celle-ci, il le livra, une corde autour du cou, aux mains des prévôts et jurés de la commune. Mais la saisie hennuyère revêtait un caractère de gravité particulière du fait qu'elle s'était opérée, non en Hainaut,

(1) Exposé du mandement (1293, 3 février, n. st., Paris) adressé par le Parlement au nom du roi au bailli de Vermandois, dans d'HERBOMEZ, *Ph. le B.*, édition des *Bulletins de la C. R. H.*, 5^e s., t. III, 96. Les Tournaisiens avaient affirmé le 9 janvier qu'aux termes d'une première décision du Parlement, la dessaisine devait être complète. Or notre mandement fait allusion à un autre arrêt de la même cour réservant les droits éventuels de propriété du comte de Hainaut. Ce second arrêt est donc postérieur au 9 janvier.

(2) Dès le 15 janvier (procuration (1292, anc. st., 15 janvier) de Jean d'Avesnes, incorporée au procès-verbal du 25 janvier ; cf. note 3), Jean d'Avesnes établit Nicolas d'Ecaussines son procureur pour effectuer en son nom la remise en saisine : la lettre de procuration, de teneur à peu près analogue à celle du 6 janvier, portait bien cette fois la mention de Manaing et non celle de Namain.

(3) Procès-verbal (1292, anc. st., 25 janvier) fait par Nicolas d'Ecaussines, des formalités accomplies ce même jour par lui-même, dans POUTRAIN, *Histoire*, II, 547.

(4) Raoul de Béthencourt, lieutenant du prévôt de St. Quentin, Gérard de Moiry et Gilles de Roucourt, hommes du roi de France, Tassart de Roitre et Simon de Bourbeuse, sergents du prévôt de St. Quentin.

mais en territoire Tournaisien. Sur l'*injuria ratione persone*, venait ainsi se greffer une *injuria ratione loci*, qui devait, elle aussi, être amendée. Reprenant le même valet, le procureur hennuyer le conduisit donc dans la maison de Roger Warison, lieu même du délit, sans doute, et en ressaisit la terre de Warchin. Des formalités analogues furent opérées à Manaing, où la commune de Tournai d'abord, puis la terre furent remises en saisine des divers objets mobiliers qui y avaient été confisqués.

La question de St. Brice et des Chauffours avait ainsi reçu une solution, au moins partielle. Si le comte de Hainaut n'avait pas renoncé d'une manière formelle à la directe de ces deux seigneuries, il avait reconnu aux Tournaisiens la possession de l'une et l'autre, et ce premier résultat était appréciable (1). Jean d'Avesnes n'avait toutefois pas satisfait à toutes ses obligations. Sans parler de la question de la mouvance qui en droit ne sera jamais tranchée, il devait encore, aux termes d'un second arrêt du Parlement, amender les préjudices qu'il avait occasionnés durant le conflit aux marchands de Tournai. Mais cette affaire, connexe de la première, était d'ordre purement personnel et ne modifiait rien à la situation féodale des faubourgs Tournaisiens d'Outre-Escaut. Elle intéressait donc moins le roi et Jean d'Avesnes crut pouvoir sur ce point se montrer moins conciliant; en mai 1293, il n'aura pas encore tenu ses engagements.

Outre la question Tournaisienne, d'autres restaient à résoudre entre le comte et le roi. La première fut celle de la garde de Solesmes (2). La ville de Solesmes, sise en Hainaut sur les confins du Cambrésis, avait été donnée à l'abbaye de Saint-Denis en France

(1) Tandis que nous possédons de Nicolas d'Écaussines et de Wys de Roisin, d'une part (Archives de la ville de Tournai, 1^{er} cartulaire de Tournai, fol^o 114 v^o), de Gérard de Grimberghes, doyen, d'Henri, archidiacre, et de Gauthier du Mes, chantre de la cathédrale de Tournai, ainsi que de Jean d'Ere et de Gauthier de Nivelles, chevaliers (*id.*, fol^o 115 v^o), des procès-verbaux des formalités accomplies le 25 janvier, nous n'en trouvons pas qui émane des hommes du roi de France. Or il semble qu'ils aient négligé de notifier à Philippe le Bel et au Parlement l'exécution de la remise en saisine de Warchin et de Manaing, car par une charte du 3 février 1293 (d'HERBOMEZ, *Ph. le B.*, éd. *Bulletins de la C. R. H.*, 5^e s., t. III, 96), la même cour mandera au bailli de Vermandois de faire procéder par Jean d'Avesnes à cette formalité accomplie déjà depuis neuf jours. Si le comte, ajoutait le roi, ne remplissait pas ses obligations, le bailli devait l'y contraindre par la prise de ses biens. Ce mandement tardif ne peut s'expliquer que par l'ignorance à la cour de France des événements du 25 janvier.

(2) Solesmes, Nord, ch.-l. cant., arr. Cambrai.

par Childebert III, roi des Francs (1). Or Jean d'Avesnes respectait peu l'immunité des biens ecclésiastiques. Comme les moines de Fesmy, d'Hasnon et d'Anchin, l'abbé de St. Denis eut sans doute à se plaindre de lui et dut chercher protection auprès de Philippe le Bel. En effet, gardien de St. Denis, le roi de France ne l'était-il pas aussi de Solesmes, dépendance du monastère ? Pour nous, la question ne se pose même pas, car cette ville faisait partie du *pagus* de Famars (2) ; elle était donc terre d'Empire. Philippe le Bel n'en avait pas moins conclu par l'affirmative et, à une date inconnue, avait envoyé des sergents pour prendre Solesmes sous sa garde. Jean d'Avesnes eut-il recours au roi des Romains (3) ? Toujours est-il qu'en 1291 ou en 1292, le souverain germanique protesta auprès de Philippe le Bel ; la terre contestée était, prétendit-il, du royaume d'Allemagne et seul le roi des Romains avait juridiction sur elle ; les gens du Capétien devaient donc l'évacuer. Philippe, alors aux prises avec Jean d'Avesnes, craignait une coalition du Hainaut et de l'Empire. Plus circonspect encore qu'il ne l'avait été pour Valenciennes, il retira ses sergents de Solesmes (3). La situation changea, quand, en octobre 1292, Jean fut réduit à l'impuissance. L'abbé de St. Denis fut alors admis à plaider au Parlement (4) ; de temps immémorial, affirma-t-il, la ville de Solesmes était de la garde du roi de France ; il était prêt à en fournir les preuves. Le bailli de Vermandois fut chargé de faire une enquête et elle fut favorable, on le conçoit, aux prétentions royales : des témoignages oraux comme des chartes, il résultait que cette localité était du royaume de

(1) Diplôme (706, 12 mars, Maumaques) de Childebert III, dans *M. G. Dipl.*, I, 66 « ... villa nostra noncopante Solemio, quae ponitur in pago Fanmartinse super fluvio Scalt... vise fuimus concessisse... »

(2) Cf. note précédente.

(3) Exposé du mandement du 13 février 1293 (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XIX). Cet exposé ne spécifie pas qu'il soit question du roi Adolphe, mais s'il s'était agi de Rodolphe de Habsbourg, décédé alors, le texte de l'exposé aurait plutôt porté « rex quondam Almannie » ou une formule analogue. L'événement visé a donc eu lieu sans doute en 1292.

(4) Le mandement du 13 février, dont nous ne possédons que des copies, ne spécifie pas que l'affaire ait été portée devant le Parlement. Nous en avons néanmoins la preuve par un vidimus d'un arrêt du Parlement dont la teneur a été incorporée mot pour mot dans le mandement du 13 février 1293 : ce vidimus en date du 14 septembre 1324 porte le titre suivant : « Arrestum per ipsam curiam factum in Parlamento quod fuit anno Domini 1292 » ; BOMBARD, *Histoire de la terre et seigneurie de Solesmes. Documents et cartulaire de 1570* ; Cambrai, 1901, in-8°, p. 56. Il semble, dans ces conditions, que le mandement du 13 février 1293 a été expédié, non par le roi lui-même, mais par le Parlement au nom du roi.

France et de la garde du monarque français. Deux donations royales faites à l'abbaye de St. Denis concernaient Solesmes ; l'une, du 12 mars 706 (1), était de Childebert III ; l'autre, du 26 janvier 860 (2), était de Lothaire II. Les Valenciennois, on s'en souvient, avaient fourni à Philippe le Bel le transcrit des deux diplômes. L'un était antérieur au traité de Verdun et l'autre émanait d'un roi Lotharingien : ils n'étaient donc pas probants. C'est pourtant eux que Philippe le Bel semble avoir invoqués pour établir la mouvance française de Solesmes, et le roi pouvait être de bonne foi. Pour lui, le souverain dont émanait le diplôme de 860 n'était pas Lothaire II, roi de Lotharingie, dont il ignorait sans doute l'existence, mais le roi de France, Lothaire 1^{er}. Convaincu ou non de son droit, Philippe le Bel fit rendre par le Parlement un arrêt favorable à l'abbé de St. Denis : les personnes et les biens qui à Solesmes dépendaient de son monastère furent placés sous l'avouerie royale ; le 13 février 1293 (3), le roi chargea en conséquence le bailli de Vermandois d'assurer l'exécution de cette décision judiciaire : elle n'eut pas du reste un caractère définitif ; la question de la garde de Solesmes reviendra sans cesse en discussion : le roi, suivant son habitude, avait créé, après enquête provisoire, un état de fait.

Une dernière question restait à résoudre : celle de la mouvance de l'Ostrevent et de la garde des abbayes de cette région. Les événements d'octobre 1292 n'avaient pas suspendu sur cette terre la juridiction comtale au profit de celle du roi. Le 26 janvier 1293 (4), Nicolas d'Ecaussines, bailli de Hainaut, rendait en effet un jugement à la cour de Mons en faveur de l'abbaye de Vicoigne, qui toutefois ne se trouvait pas sous la garde spéciale du souverain.

(1) Diplôme (706, 12 mars, Maumaques) de Childebert III, dans *M. G. Dipl.*, I, 66.

(2) Diplôme (860, 26 janvier, Valenciennes) de Lothaire II, dans *Histor. de France*, VIII, 407. C'est ce diplôme qu'invoquèrent en 1297 les religieux de St. Denis pour se réclamer de la garde du roi, quand de nouvelles difficultés éclatèrent entre le comte de Hainaut et le monastère. Philippe le Bel, à la demande de l'abbé de St. Denis, vidima ce diplôme (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLVII) : le roi agissait ainsi en successeur de Lothaire qu'il appelait « Hlotharii regis Francie illustris ».

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. IX.

(4) Sentence (1293, 26 janvier, n. st. ; 1292, lundi après la Conversion St-Paul ; château de Mons) rendue par Nicolas d'Ecaussines, bailli du Hainaut, sur un procès en féodale entre l'abbaye de Vicoigne, défenderesse, et Othon de Trasegnies, demandeur ; Archives du Nord, *Cartulaire de Vicoigne*, H 21. 191, fol^o 55 v^o.

La solution définitive du conflit franco-hennuyer fut pour l'Ostrevant, comme pour Tournai et Solesmes, confiée au Parlement, qui rendit son arrêt le 15 février 1293 (1). Celui-ci fut humiliant pour le comte, mais limita peu pour l'avenir l'exercice de ses droits. Jean d'Avesnes fut condamné à réparer sans délai tous les dommages que lui-même ou ses officiers avaient occasionnés aux gens et aux sujets du roi et à ceux qui étaient sous l'avouerie royale : il dut en outre exécuter tous les arrêts rendus par le Parlement contre lui ; nous en connaissons deux relatifs à l'Ostrevant : l'un, de 1290, concernait l'abbaye de Hasnon et l'autre, plus récent, celle d'Anchin ; c'est d'eux sans doute qu'il s'agissait. Le comte se serait donc vu contraint de payer au roi et à ce dernier monastère les 20.000 lb. auxquelles il avait été condamné (2). Anchin reçut en outre un gardien royal, Huon de Lesdaing (3). Comme sanction pour les événements de Bouchain, les portes du château de cette ville durent être abattues ; elles ne pourraient être reconstruites que du consentement de Philippe le Bel ; les principaux coupables, Jean de Mainlevriel, ancien bailli de Hainaut, et Bernier (4), sergent du comte, seraient envoyés aussitôt en prison au Châtelet pour y purger la peine que le roi leur imposerait. Pour couvrir les frais de l'ost de St. Quentin, le comte dut verser au Trésor 40.000 livres tournois, dont une partie comptant, et le reste quand son suzerain le réclamerait. Les vassaux de Jean d'Avesnes devaient se porter garants de sa fidélité : s'il désobéissait au roi, ils auraient à soutenir le souverain contre lui ; le comte, dans cette hypothèse, les déliait à l'avance

(1) Arrêt (Parlement de la Toussaint 1292) contre le comte de Hainaut, dans BEUGNOT, *Olim*, II, 346. La date de cet arrêt est spécifiée dans la notification (1293, 15 février (n. st.), « Paris à Sales ») qu'en fit Philippe le Bel, dans DUMONT, *Corps Dipl.*, I, 1^{re} partie, 421. La « Sales » en question est la cour du Parlement (cf. DUCANGE ; mot « sala »). La chartre du 15 février a donc été rédigée au Parlement même, à l'issue de la sentence, et très vraisemblablement le même jour.

(2) Cf. page 85, note 1.

(3) Enquête française (VIARD, *op. cit.*, 326) : « item, adonc, mist li Roys en l'eglise pour warder, Huon de Lesdaing, escuyer... ». Cet événement est cité dans l'enquête comme contemporain ou très légèrement postérieur (« adonc ») à l'emprisonnement de Jean d'Avesnes au Louvre. Nous trouvons une allusion à cet Huon de Lesdaing, gardien d'Anchin, dans la décision des auditeurs royaux, du 5 janvier 1295 (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 5).

(4) Jean de Mainlevriel est signalé comme ancien bailli de Hainaut le 25 janvier 1293 (cf. page 123, note 3). — Bernier : ce personnage est peut-être celui qui fut prévôt-le-comte à Valenciennes en 1310 (cf. SAINT-GENOIS, *Droits*, 236).

de leur foi. Lui-même fit serment au roi de se conformer à l'arrêt du 15 février 1293. Cette fois encore, Philippe le Bel avait atteint son objectif.

Avec cette date, prenait fin l'ère des hostilités franco-hennuyères. Les trois affaires de Tournai, de Solesmes et de l'Ostrevent avaient reçu une solution qui consacrait le triomphe de la politique française. Jean d'Avesnes accepta cette fois sans arrière-pensée les conséquences de sa défaite. A partir du printemps 1293, le roi de France va reprendre, dans les rapports du comte avec les seigneurs des Pays-Bas, le rôle de médiateur assumé jadis par saint Louis et Philippe le Hardi. Il étendra ainsi, par son œuvre de paix, l'influence morale de la France sur les confins de l'Empire.

DEUXIÈME PÉRIODE

Le Roi médiateur.

CHAPITRE I

Les rapports de suzeraineté et de voisinage du Roi et du comte de Hainaut de 1293 à 1295.

Avec l'arrêt du 15 février 1293 commence une période de détente entre Philippe le Bel et Jean d'Avesnes. Le roi vécut en bon voisin avec lui et n'exerça pas avec rigueur en Ostrevent ses droits de suzeraineté. Il put, grâce à ces relations amicales, devenir l'arbitre entre son vassal et les seigneurs des pays environnants (1).

Les hostilités franco-hennuyères avaient interrompu tout transit entre le Comté et le Royaume. Cette situation était aussi préjudiciable au premier, tributaire de la France pour le vin, qu'au second, tributaire du Hainaut pour les céréales. Philippe le Bel voulut faciliter la reprise des relations commerciales entre les deux pays. Depuis toujours, Jean d'Avesnes et ses prédécesseurs avaient, sans payer aucun droit, fait venir dans le Comté, pour l'usage de leur hôtel, du vin de Compiègne, de Laon et d'ailleurs ; malgré cet usage, les péagers de Saint-Quentin en avaient arrêté les porteurs, confisqué la marchandise et, avant de les relâcher, exigé d'eux des gages. Jean d'Avesnes s'était plaint au roi. Philippe ordonna le 29 mars 1294 (2) au bailli de Vermandois de faire restituer le tout au comte : désormais, ajoutait-il, aucune infraction à l'ancienne coutume ne devrait être tolérée. Ce n'était qu'un premier pas vers la liberté du commerce franco-hennuyer. Le 18 février 1295 (3), le souverain, d'accord

(1) La clarté du sujet nous oblige à étudier d'abord, dans la période comprise entre le début de 1293 et le début de 1295, les rapports de suzeraineté et de voisinage du roi vis-à-vis du comte de Hainaut. Nous réserverons pour un chapitre suivant l'étude du rôle exercé durant cette même période par le roi comme médiateur.

(2) Mandement (1294, 29 mars, Paris) de Philippe le Bel au bailli de Vermandois, dans *Monuments pour servir*, I, 432.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, document XXXIII

avec Jean d'Avesnes, permit pour un an aux marchands du Royaume, et, entre autres, à ceux de Douai et de Tournai, de faire venir de Hainaut du blé et d'autres denrées alimentaires ; la réciprocité était accordée aux Hennuyers achetant en France, pourvu que leurs marchandises ne dépassassent pas les frontières de leur pays. Cette restriction avait seulement pour but d'en empêcher le passage en Angleterre, en Brabant et dans les terres d'Empire alors en guerre avec le Royaume.

Même cordialité dans les rapports féodaux du roi et du comte de Hainaut. La pénétration française en Ostrevent ne pouvait être durable, si l'on mécontentait les populations en bouleversant les institutions privées. Philippe le Bel respecta la coutume et la fit respecter par ses officiers. Le bailli de Vermandois l'avait violée ; il avait imposé trêve (1) à des hommes d'Ostrevent qui pratiquaient la guerre privée ; sur leur refus, il les avait fait arrêter par le prévôt de Saint-Quentin. Le roi l'apprit et le 11 octobre 1293 (2) protesta : les pratiques en usage dans ce pays avant la prestation de l'hommage, dit-il, devaient être maintenues. Dans l'espèce, le bailli avait à libérer les prisonniers et à l'avenir il ne devait plus les soumettre à de telles exigences. Si la coutume lui paraissait douteuse, il lui fallait laisser les parties en liberté provisoire et les assigner au prochain parlement pour le jour consacré aux affaires du bailliage de Vermandois. Le roi sanctionnait ainsi le respect des usages locaux, mais, d'une manière discrète, il tentait de confier, non plus à des témoins du pays, mais à une juridiction royale, le soin de les fixer.

La question des guerres privées fut agitée encore à la fin de 1294 : malgré les ordres du roi, le prévôt de Saint-Quentin s'était permis de contraindre deux hommes du comte de Hainaut, habitant l'Ostrevent (3), à accorder trêve à leurs ennemis. Le 5 janvier 1295, Philippe de Villepreux et Raoul de Meulan, auditeurs

(1) Il y avait plutôt là usurpation de compétence que violation proprement dite de la coutume. Le comte avait en effet le droit, depuis 1274 au moins, d'imposer des trêves aux parties (CATTIER, *Évolution*, 154-55).

(2) Mandement (1293, 11 octobre, Paris) de Philippe le Bel au bailli de Vermandois, dans ROUSSET, *Supplément*, II, 1^{re} partie, 159.

(3) Jean de Wallers et Gauthier d'Aniche.

royaux (1), annulèrent cette procédure faite en violation de la coutume (2).

Soucieux de maintenir les institutions privées de l'Ostrevent, Philippe le Bel hésita de même à porter atteinte à ses institutions publiques. C'est qu'il voulait se ménager non seulement les populations, mais aussi le seigneur du pays. Il y respecta, dans la mesure du possible, la souveraineté comtale : le comte, spécifia-t-il (3), était le maître de sa baronnie d'Ostrevent, comme l'étaient de la leur les autres barons du Royaume. Ses droits domaniaux sur cette terre furent sauvegardés. Deux sergents de Saint-Quentin (4) avaient confisqué des saules et du blé au prévôt hennuyer (5) de la Neuve-Maison en Ostrevent : ils furent frappés d'une amende et condamnés par les auditeurs royaux à restituer les objets saisis (6).

La souveraineté comtale en Ostrevent fut toutefois limitée. La directe conférait au roi certains privilèges de juridiction sur son fief. Il s'y réserva, à l'exclusion de tout autre, le ressort (7),

(1) Philippe de Villepreux, chanoine de St. Étienne de Troyes, et Guillaume Boutel avaient été chargés par Philippe le Bel le 25 novembre 1294 (charte incorporée à la décision du 26 août 1294, dans DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX) de faire une enquête en Ostrevent sur les exactions des officiers royaux. Par un mandement du 13 décembre 1294 (incorporé à la décision du 26 août 1294 ; DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX), Raoul de Meulan, chanoine de St. Aignan d'Orléans, fut substitué comme auditeur à Guillaume Boutel. Philippe de Villepreux et Raoul de Meulan se rendirent à Bouchain où nous les trouvons dès le 24 décembre 1294 (analyse d'un inventaire du Trésor des Chartres du Hainaut du XV^e siècle ; Archives du Nord, B 1580, fol^o 59 : « commission de Raoul de Meulan et Philippe de Villepreux conseillers du roi et commis à s'informer sur aucuns griefs que le comte de Hainaut disoit lui avoir été faits à lui et à ses gens pour faire ajourner à Bouchain par devant eux le jeudi après la Nativité aucuns dénommés en ladite commission : donnée l'an 1294, la vigile de Noël ». — SAINT-GENOIS : (*Droits*, 240) donne une analyse moins détaillée de cette pièce, mais complète la date comme il suit : « à Bouchain, la veille de Noël 1294 » ; ce jour-là en effet, ils donnèrent commission pour assigner devant eux les témoins dont la présence serait nécessaire à leur enquête. Pour le texte même de l'enquête, cf. DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 3.

(3) Mandement (1293, 11 octobre, Paris) de Philippe le Bel au bailli de Vermandois, dans ROUSSET, *Supplément*, II, 1^{re} partie, 159.

(4) Jean de Holnon et Tassard.

(5) Henri de Villers.

(6) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 10. — De même, Comptes de l'Hôtel du Hainaut ; Archives du Nord, B 3268, fol^o 6 ; comptes d'Henri de Villers pour la Neuve-Maison en Ostrevent (« mardi devant l'Ascension l'an 94 » = 27 mai 1294) : « item 6 muids de blé ke Tassars serjant le roi leva, 27 l. 12 s. par. ». — La Neuve-Maison, comm. Somain, Nord, arr. Douai, c. Marchiennes (COUSSEMAKER, *Cartulaire de l'abbaye de Cysoing*, 50).

(7) Mandement (1293, 11 octobre, Paris) de Philippe le Bel au bailli de Vermandois, dans ROUSSET, *Supplément*, II, 1^{re} partie, 159.

c'est-à-dire la compétence exclusive en cas d'appel ou de défaute de droit. Quant à la juridiction de première instance, Jean d'Avesnes, sans la perdre totalement, eut à la partager avec le roi. Dès 1293, des sergents royaux interviennent à diverses reprises en Ostrevent et l'un d'eux emmène même en prison à Saint-Quentin un homme du comte(1). Mais quelle fut la limite de compétence assignée aux deux juridictions dans ce pays ? C'est la question des cas royaux, et elle est, là comme ailleurs, difficile à trancher. Les indications du mandement du 11 octobre 1293 à ce sujet sont bien vagues : les sergents du bailliage de Vermandois devaient, dit-il, exercer la justice en Ostrevent dans les seuls cas qui ressortissaient du roi en raison de sa directe. Toutefois, les juristes royaux ont peut-être établi une distinction entre les personnes et les choses : le châtelain de Bouchain, pour un motif inconnu, avait fait arrêter un homme d'Ostrevent (2) et confisquer ses biens ; les gens du roi avaient protesté contre cette procédure, alléguant de l'incompétence de l'officier hennuyer. Les auditeurs royaux, chargés de trancher le débat, attribuèrent au comte, suivant la coutume du lieu, les biens du prévenu ; ils placèrent son « corps », « couchant et levant au Royaume », sous la sauvegarde du roi (3). Pour eux donc, la juridiction sur la personne était un droit régalien ; elle appartenait au seigneur éminent, dans l'espèce au souverain ; celle relative aux choses constituait un droit domanial ; elle revenait au propriétaire de la terre, dans l'espèce au comte de Hainaut. Cette distinction, il est vrai, fut loin d'être toujours observée.

L'attitude du suzerain de l'Ostrevent vis-à-vis de son vassal se caractérise ainsi par deux traits : respect absolu de la coutume en matière de droit privé ; sauvegarde relative de la souveraineté comtale, mais restriction, au profit du monarque, de la juridiction hennuyère.

En vertu de sa directe, le roi de France avait la garde des monastères du pays. Il s'en acquitta sans faiblesse. Cette fonction

(1) Comptes de la Neuve-Maison en Ostrevent, par Henri de Villers : 27 mai 1294 (cf. page précédente, note 6) : « Item, pour les serjans le roi, par Jehan Cordele, 30 l. par ... » — « Item au frait... et ses kevaus menés à Saint-Quentin en prison, 10 l. par. »

(2) Guillaume Flamand, de Wasnes.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, n° 4.

l'amena le 14 mars 1294 (1) à intervenir à titre arbitral pour réconcilier l'abbaye d'Hasnon avec le comte de Hainaut. Il s'agissait de statuer sur le montant de l'indemnité due par Jean pour les dommages occasionnés aux religieux durant la guerre. Sur la proposition du roi, les parties convinrent d'une somme de 1.000 livres tournois payable au monastère ; la décision fut notifiée le 19 mars par Philippe le Bel lui-même (2).

La situation du roi était parfois délicate, car les abbés d'Ostrevent intriguaient auprès des gardiens royaux en vue de s'affranchir de la souveraineté comtale. Philippe se montra ferme et ne souffrit pas que l'on violât la coutume au profit de leur monastère. La sentence des auditeurs royaux en date du 5 janvier 1295 est, à ce point de vue, significative ; les gardiens des abbayes d'Ostrevent, stipulait-elle, avaient seulement à les défendre contre les actes de violence manifeste ; les débats qui pourraient s'élever entre elles et les sujets du comte devaient rester de son ressort (3). Elles étaient donc soumises au droit commun : le comte y garda en première instance, comme dans tout le reste de l'Ostrevent, l'intégrité de sa juridiction sur les choses. Le roi voulut que ses agents la respectassent : Jean d'Avesnes avait confisqué à son profit une terre tenue du monastère d'Hasnon (4) ; elle appartenait à un débiteur insolvable (5) et la procédure était conforme aux coutumes ; pourtant, sur une plainte de l'abbé, le prévôt de St. Quentin avait cru devoir l'annuler (6). Le même officier (7) s'était permis, pour mettre fin à une contestation de propriété entre cette abbaye et Aleaume de Willers, chevalier de Hainaut, de procéder lui-même au bornage des fonds en litige (8) ; les auditeurs royaux n'hésitèrent pas à invalider ces deux

(1) Notification (1294, 14 mars, Paris) par Philippe le Bel d'un arrêt du parlement relatif au conflit entre le comte de Hainaut et l'abbaye d'Hasnon ; anal. dans DEWEZ, *Histoire*, 165.

(2) Notification (1294, 19 mars, Paris) par Philippe le Bel de ce même arrêt, anal. dans *id.*

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 1.

(4) Cette terre était sise à Anzin, en Ostrevent.

(5) L'intéressé s'était reconnu débiteur de la dame d'Houffalize et non du comte, mais il l'avait fait par devant la juridiction d'une « franche ville le comte », c'est-à-dire d'une commune tenue en propre de celui-ci ; en violant ses engagements, le débiteur s'était donc rendu coupable vis-à-vis du comte.

(6) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 2.

(7) Jean le Panetier, prévôt de St-Quentin.

(8) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 8.

actes de juridiction réelle, comme faits en usurpation des droits du comte.

Quant à la juridiction personnelle, le roi ne se la réserva pas toujours dans les domaines des abbayes placées sous sa garde, et moins encore par conséquent dans le reste de l'Ostrevent : son attitude n'a donc rien d'absolu et paraît même contradictoire. Chaque fois qu'un conflit de compétence éclata en matière personnelle entre les monastères du pays et le comte de Hainaut, il fut résolu en faveur de celui-ci. Les gardiens d'Hasnon et de St. Amand avaient procédé à une arrestation à Escaudaing dans la maison d'un vassal (1) de Jean d'Avesnes. Les auditeurs royaux firent élargir le prisonnier, arrêté, dirent-ils, au préjudice de la juridiction comtale (2). Nous ignorons, il est vrai, la nature du délit : le roi, en matière personnelle, n'aurait-il pas laissé à son vassal la basse et la moyenne justice, pour se réserver la *justitia sanguinis* ? Peut-être, mais ce ne fut pas constant : l'abbaye d'Hasnon avait, en violation de la coutume, relâché un meutrier (3) arrêté par elle. Les auditeurs royaux la condamnèrent à remettre le coupable aux mains du comte de Hainaut qui aurait à le juger (4). Le monastère, dans le ressort duquel l'arrestation avait été opérée, fut chargé d'exécuter la peine prononcée par la cour de Mons, mais c'était l'application de la procédure courante (5). Jean d'Avesnes gardait donc, dans certains cas au moins, l'exercice de la haute justice en Ostrevent, mais il est difficile de préciser les limites de la compétence qui lui fut laissée en matière personnelle ; elles ont dû varier suivant des circonstances qui, faute de documents, nous échappent.

Les gardiens des abbayes de cette terre se virent contraints de respecter non seulement les droits juridictionnels du comte, mais aussi ses droits domaniaux. Huon de Lesdaing, préposé à la garde d'Anchin, avait opéré une saisie de gerbes au préjudice d'un homme du comte, Ernoul d'Auberchicourt, qui avait sur eux un droit de terrage ; les auditeurs royaux les firent restituer (6).

(1) Il s'appelait Gérard.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 7.

(3) Adam Huret.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 9.

(5) CATTIER, *Évolution*, 172, et spécialement note 2.

(6) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 5.

L'abbaye d'Hasnon avait fait enlever un saule abattu, sur une terre dont Jean d'Avesnes revendiquait la justice ; elle se vit condamner à le lui rendre (1).

Tels furent jusqu'au début de 1295 en Ostrevent les rapports de Philippe le Bel avec son vassal. Mais ce pays n'était pas le seul où pût s'élever entre eux un conflit de nature féodale. Philippe le Bel avait, depuis 1293, la garde de Solesmes, dépendance de l'abbaye de Saint-Denis. A une date difficile à préciser, le comte de Hainaut lui contesta cette avouerie et la directe du lieu. L'affaire vint au Parlement de la Toussaint 1294. Les conseillers du roi, suivant leur habitude, ne heurtèrent pas de front les prétentions comtales ; on fit traîner les choses et le Parlement décida une enquête ; elle serait faite auprès du comte de Hainaut et aussi de l'abbé et du couvent de Saint-Denis. Aubert de Marle, chanoine de Cambrai, et Aubert de Hangest, alors gardien de Valenciennes, en furent chargés. Le 9 avril 1295, on leur adjoignit Pierre de Monchy, clerc du roi (2); le bailli de Vermandois devait les assister. S'ils ne pouvaient se prononcer, l'affaire reviendrait au Parlement. Nous ignorons l'issue de l'information. Peut-être n'eut-elle pas lieu. C'était dans la tradition des légistes d'ajourner sine die les informations de ce genre. Toujours est-il que Solesmes resta sous la garde du roi.

Cette politique de détente était habile. Philippe le Bel réussit par elle à détacher le Hainaut de l'alliance impériale. Quand le 31 août 1294, Adolphe de Nassau déclara la guerre au roi de France, il n'obtint aucun secours de Jean d'Avesnes. Le rapprochement franco-hennuyer permit enfin au Capétien d'accroître, par son action médiatrice, l'influence française dans le Hainaut.

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXX, art. 6.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXIV.

CHAPITRE II.

L'action médiatrice directe de Philippe le Bel auprès du comte de Hainaut (1293-1294).

Philippe le Bel avait comme alliés dans les Pays-Bas le comte de Blois et la commune de Tournai ; il devait au besoin les défendre contre le comte de Hainaut.

Jean d'Avesnes, en exécution d'un arrêt du Parlement, avait consenti à ressaisir les Tournaisiens des localités de Warchin et de Manaing ; il s'était montré moins pressé d'amender les préjudices occasionnés durant le conflit à des gens du commun de la ville ; ceux-ci, disait-il, n'étaient pas serfs de la commune de Tournai, et elle n'était pas fondée à réclamer : l'excuse était sans valeur. Jean alla plus loin : la plainte des bourgeois, à l'en croire, était injurieuse pour lui, et il osa réclamer d'eux en réparation une amende de 40.000 l. (1). Les Tournaisiens en appelèrent au roi ; ils se réclamèrent de l'arrêt rendu en leur faveur par le parlement de la Toussaint 1292 (2). Cette plainte ne pouvait rester sans écho : Philippe le Bel envoya à Tournai une commission d'enquête, composée de Gilles Camelin, chanoine de Laon, et d'Anselme de Lille, sire de Bellancourt (3). Après une première session le 16 avril 1293 (4), une autre eut lieu à la halle de Tournai le 9 mai

(1) Factum Tournaisien (sans date ; [1293, 9 mai]) ; Archives du Nord, B 1223, God. 15875⁴⁹. « Item, à la demande que li dit procureur au conte font... contre chiaus de Tournay par devant vous, seigneurs auditeurs, de XL^m lib. de injure qu'il leur demande pour le diffame et le despit qu'il ont fait au dit conte... »

(2) *Id.* « di li fu par arrest en le fin de che daarain parlement passé et commandé de par le roy... que tous les damages... il les rendist... »

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XX.

(4) Factum Tournaisien (cf. note 1) : « item, dist le dis procureur que vous, seigneur auditeur, eustes fait ajourner ledit conte par devant vous en ceste présente audition... au joeudi après le quinsaine de pasques, et lidis cuens comparut par devant vous par procureurs... »

suivant (1) : les jurés de Tournai et le procureur du comte de Hainaut y assistaient. Le représentant de la commune fit valoir que, depuis un temps immémorial, elle jouissait du droit de percevoir des amendes pour toute injustice ou violence commise au préjudice de ses membres. Si l'on doutait du reste que la coutume fût telle, ajoutait-il, qu'on le fît attester par le record des jurés, mode d'enquête sanctionné par le roi. La proposition fut acceptée et raison fut donnée au procureur Tournaisien. L'issue de cette affaire est inconnue, mais le silence des documents postérieurs fait supposer que le comte de Hainaut acquiesça au jugement des jurés et fit amende à la commune.

Philippe le Bel avait un autre allié aux Pays-Bas en la personne du comte de Blois, vassal de celui de Hainaut pour les fiefs de Leuze et d'Avesnes. Un conflit de juridiction éclata entre les deux feudataires : Jean d'Avesnes réclamait la haute justice sur ces terres ainsi que le privilège d'y créer des bourgeois ; ces droits lui étaient contestés par le comte de Blois, qui les revendiquait pour lui-même. Celui-ci, comme les Tournaisiens, réussit à imposer la médiation royale à Jean d'Avesnes, qui cette fois encore n'eût pas à s'en féliciter : la sentence arbitrale de Philippe le Bel rendue à Pontoise, en mai 1293 (2), consacra les prétentions du comte de Blois.

Jean n'avait subi qu'à contre-cœur cette double intervention royale. Le roi des Romains crut le moment opportun pour tenter de le soustraire à l'influence française. En mai 1293, il intervint de nouveau en sa faveur contre le comte de Flandre : le 29 de ce mois (3), il confirmait le jugement du 15 juin 1282 par lequel Rodolphe de Habsbourg avait dépouillé Guy de Dampierre de la Flandre Impériale pour en investir le comte de Hainaut ; il mandait le même jour (4) aux vassaux de l'Empire d'aider au besoin Jean d'Avesnes, ou au moins de ne pas soutenir le comte de Flandre contre lui. Il se montra par contre hostile à toute tentative

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XX.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXI.

(3) Confirmation (1293, 29 mai, Boppard) par Adolphe de Nassau de la sentence du roi Rodolphe, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 480-81.

(4) Mandement (1293, 29 mai, Boppard) d'Adolphe aux nobles de l'Empire, dans KLUIT, *Historia*, II, 975.

de rapprochement avec Guy de Dampierre. Le 15 juin (1), le comte de Flandre s'était fait excuser auprès d'Adolphe de Nassau de ne pouvoir lui prêter hommage en personne pour ses fiefs impériaux : il était sur le point d'entrer en guerre avec le comte de Hainaut et les chemins étaient peu sûrs. S'il ne pouvait, comme il le proposait, accomplir cette formalité par procureur, il sollicitait un répit jusqu'à la cérémonie du couronnement impérial, alors prochaine, et à laquelle il devait assister. Le roi des Romains se montra intransigeant ; il rejeta les prières comme les excuses de l'adversaire de Jean d'Avesnes.

Les avances d'Adolphe de Nassau demeurèrent sans écho du côté hennuyer. Le comte de Flandre, sur le point d'achever la conquête du Hainaut, n'avait accepté qu'à regret la trêve du 14 octobre 1292 ; il se disposait à reprendre contre son neveu l'expédition interrompue ; car la suspension d'armes, conclue par l'entremise du duc de Brabant, devait expirer le 24 juin 1293. Pour parer à la menace flamande, Jean d'Avesnes ne pouvait pas compter sur le roi des Romains dont il connaissait trop l'impuissance. Seul le roi de France jouissait d'un crédit suffisant pour contraindre le comte de Flandre à la paix : il avait donc beau jeu pour exercer en Hainaut son action médiatrice ; ce fut sans doute à la prière de Jean d'Avesnes lui-même qu'il demanda aux parties de lui donner pouvoir pour proroger l'armistice. Les négociations toutefois furent laborieuses du côté flamand. Appelé auprès du roi, le comte Guy ne céda que sur ses instances (2). Philippe le Bel put enfin, le 16 juin 1293 (3), prolonger jusqu'au 25 avril 1294 inclus la trêve conclue entre les deux comtes ; on se référerait, décida-t-on, pour toutes les clauses non spécifiées dans le second traité, à celles du premier. Le château du Quesnøy, alors aux mains du duc de Brabant, serait, au jour fixé pour sa restitution au comte de Flandre, remis au roi : Philippe le rendrait à qui il jugerait

(1) Notification (1293, 15 juin, Hackenberg) de plusieurs seigneurs de l'Empire, anal. dans WILLEMS, *Chronique*, 567.

(2) Lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy de Dampierre à Philippe le Bel, dans KERVYN, *Histoire*, II, 568 : « et à la treve mesmes à consentir vous l' (le comte de Flandre) amenastes, et mandastes à vous sur le point que sa gent en si ardeur estoient ja envoieé de traire en Hénau à la défanse d'une autre treeve qui i avoit esté (allusion à la trêve du 14 octobre 1292), dont il et si ardent s'estoient ja constengié de très grant avoir, et tout ce fist li cuens pour avoir le gré et la grace de vous, à la quele il ne peut onques venir ».

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXII.

bon et quand bon lui semblerait (1). Les procès engagés entre les deux comtes et en instance devant le Parlement devraient rester en suspens jusqu'à la session de la Toussaint 1294 : nous n'en connaissons pas la nature, mais ils étaient sans doute relatifs à l'appartenance de l'Ostrevent et de Valenciennes (2). Le comte de Hainaut promettait au roi de France de ne pas solliciter du roi des Romains, durant la trêve, d'intervention qui fût préjudiciable au comte de Flandre (3). Cette clause marquait l'échec de la politique impériale. Quant aux Valenciennois, la suspension d'exigibilité de leurs créances en Hainaut, prévue par le premier traité de trêve, fut sanctionnée par celui du 16 juin 1293 : le roi consacrait ainsi, d'une manière provisoire au moins, la souveraineté usurpée qu'exerçait dans leur ville le comte de Flandre : Guy crut l'occasion favorable pour la rendre héréditaire. Ce fut sans doute à son instigation que, le 24 juillet 1293 (4), son fils Robert contracta en faveur des Valenciennois les mêmes engagements que son père pour le cas où ce dernier mourrait avant lui : les bourgeois ne repoussèrent pas ces avances ; le même mois, ils firent à l'héritier du comté de Flandre des promesses analogues ; ils lui jurèrent, en cas de ce décès, de ne pas faire, sans son consentement, de paix avec le comte de Hainaut (5).

Dans la lettre qu'à cette occasion ils adressaient à Robert, les bourgeois réservaient toujours les droits du roi de France et leurs obligations envers lui : le fils de Guy par contre n'en soufflait mot ; il affirmait de nouveau par là l'indépendance de la politique flamande vis-à-vis de Philippe le Bel.

L'influence française perdait ainsi du côté de la Flandre le terrain qu'elle gagnait du côté du Hainaut. Adolphe de Nassau se rendit compte de cette évolution et le 21 août 1293 (6) chargea le duc de Brabant de négocier un rapprochement du comte de Flandre avec l'Empire. Les pouvoirs du duc devaient durer

(1) C'est à notre avis ce qu'il faut comprendre par « la manière du randre ».

(2) Nous avons traité cette question plus haut ; nous n'y revenons plus.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXII.

(4) Lettre (1293, 24 juillet, Lille) de Robert de Béthune aux Valenciennois, dans LEBOUcq, *Guerre*, 47.

(5) Lettre (1293, juillet) des Valenciennois à Robert de Béthune, dans LEBOUcq, *Guerre*, 43.

(6) Procuration (1293, 21 août, Vilike [?]) donnée par Adolphe de Nassau à Jean, duc de Brabant, dans WINKELMANN, *A. I. I.*, II, 159.

jusqu'au 25 décembre 1293 : il avait pour mission d'offrir à Guy de Dampierre de prêter hommage au roi des Romains pour la Flandre Impériale. Le comte de Flandre y consentit, mais, pour ne pas s'aliéner le roi de France d'une manière formelle, il sollicita et du reste obtint de lui l'autorisation de s'acquitter de cette formalité durant la trêve. Le comte de Hainaut protesta-t-il auprès de Philippe le Bel ? Toujours est-il que celui-ci revint sur sa décision ; à en croire la version flamande, il pria le roi Adolphe de ne pas recevoir l'hommage du comte de Flandre et chargea le duc de Brabant d'appuyer cette requête (1). De fait, les négociations entre Adolphe et Guy semblent avoir échoué.

Si Philippe le Bel avait pu se concilier le comte de Hainaut, c'était donc en indisposant le comte de Flandre. Déjà difficile alors, la médiation royale le deviendra davantage au fur et à mesure que Jean d'Avesnes se relèvera de sa défaite, car ses dispositions seront moins pacifiques. Un moment viendra où aucun des adversaires ne désirera plus le maintien de la trêve et n'osera prendre l'initiative de la rompre ; des incidents mesquins se multiplieront dans les deux camps et obligeront le roi de France à des interventions continuelles.

Des trois adversaires à réconcilier, le comte de Hainaut semble avoir été le plus dénué de scrupules. Il ne reculera pas, pour provoquer le comte de Flandre, devant les mesures les plus injustifiées et les plus vexatoires. Un jour, par exemple, ses hommes tenteront d'appréhender un sergent flamand, de passage à Mons : celui-ci n'échappera que par la fuite : son cheval et ses harnais seront confisqués et la comtesse de Hainaut refusera de les lui rendre (2). Un autre jour, un écuyer de Hainaut, Gérard d'Escaudaing, arrêtera, en violation de tout droit, un homme en Flandre dans une terre dont l'abbaye de Marchiennes, placée sous l'avouerie flamande, avait le domaine utile (3). Le comte Guy et l'abbé se verront contraints de porter plainte aux gens du roi : ceux-ci auront beau exiger la restitution du prisonnier : Le bailli de Hainaut, le châtelain de Bouchain et d'autres soudoyers de Jean

(1) Lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy (cf. p. 139, note 2) « ... et li cuens ausint, quant il vous eut cele treive otroié, vous dist qu'il voloît faire hommage au roi d'Alemaigne, et requist à vous si, la trêve durant, il pourroit faire... etc... »

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle, art. 1.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle, art. 2.

d'Avesnes auront l'impudence de tenter de l'enlever de force en présence des officiers royaux : ceux-ci seront obligés, pour mettre fin aux débats, de le prendre en leurs mains. Non contents de ces vexations, le comte de Hainaut ira jusqu'à émettre en pleine trêve des prétentions sur le domaine flamand. Des contestations éclateront sur tous les points de la frontière et, entre autres, à l'abbaye de Saint-Amand dont Jean d'Avesnes revendiquera la garde (1) : des auditeurs royaux devront intervenir et se rendre sur les lieux mêmes du débat pour y faire une enquête (2).

Une des méthodes de Jean d'Avesnes, en cas de discussion sur une des clauses du traité de trêve, consistera à mettre le roi devant le fait accompli. Ce procédé peu équitable n'était pas maladroit : la politique de Philippe le Bel l'imposait à qui voulait avoir gain de cause.

Dès juillet 1293, Jean d'Avesnes le mit en application : il prétendait alors contester à Guy de Dampierre la directe d'un territoire relevant de la seigneurie de Mortagne ; celle-ci était située sur la frontière de la Flandre, du Hainaut et de l'Ostrevant ; placée depuis 1186 sous la dépendance féodale de la Flandre (3), elle n'en était pas moins un objet de contestations incessantes entre les deux comtes.

Baudouin de Mortagne avait pris, vers la fin de juillet 1293 (4), sous son avouerie, des appartenances de cette seigneurie et les avait fait occuper par son bailli et par ses gens ; il alléguait, et c'était exact, qu'un de ses écuyers les tenait de lui en fief ; mais à un degré supérieur de la hiérarchie féodale, elles relevaient de la dame de Mortagne, nièce de Baudouin. Jean d'Avesnes en fit

(1) Nous savons en effet qu'en 1295 le comte de Hainaut revendiquait la garde de l'abbaye de St. Amand. Cf. arbitrage (1295, 28 mai) de Godefroy de Brabant et de Jean de Dampierre ; Archives du Nord, B 1263, God. 3673, art. 14. « ...encor disons nous que li vile et li terre de St. Amand demeurent souverainement au comte de Flandres... et demeurent li vile de St. Amant en la garde et en le deffense de Flandres ». Les incidents qui se produisirent à St. Amand durant la trêve se rattachent donc à cette revendication hennuyère.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle, art. 5.

(3) Cf. d'HERBOMEZ, *Annexion*, 45.

(4) Rapport (1293, 25 septembre) des auditeurs royaux chargés d'instrumenter l'affaire, dans DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXIII. La date de l'incident peut s'établir par la teneur de ce rapport où l'arrestation du bailli et des hommes du comte de Hainaut est signalée comme ayant eu lieu depuis deux mois, donc en fin de juillet ; pour plus de détails sur l'incident, cf. aussi DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle, art. 4.

état pour en revendiquer lui aussi la garde, sous prétexte que la seigneurie tout entière, ses appartenances comprises, était de mouvance hennuyère. Agir ainsi, c'était contester au comte de Flandre un droit de directe dont lui seul jouissait lors de la conclusion de la trêve. Jean d'Avesnes aurait dû au moins, avant de rien entreprendre, demander l'assentiment du roi médiateur. Il lui parut plus sur, pour l'obtenir, d'agir par voie de fait : sur son ordre, son bailli et ses gens pénétrèrent sur le lieu du débat et emmènent le bailli et les hommes de Baudouin de Mortagne au château de Mons où ils restent plus de deux mois prisonniers (1). Cette fois, ce genre de procédé n'aboutira pas. Cela n'empêchera pas le comte de Hainaut d'y recourir de nouveau, et avec succès, à Saint-Amand et au Quesnoy.

Les auditeurs royaux avaient dû se rendre à Saint-Amand pour s'enquérir des droits du comte de Hainaut à la garde de l'abbaye de cette ville. Jean d'Avesnes n'attend pas leur décision. Il s'abouche avec un peu recommandable personnage du nom de Gérard de Valenciennes (2) : Gérard avait eu maille à partir, pour meurtre, avec la justice de l'abbaye ; remis comme clerc à la juridiction de l'évêque de Tournai, il avait réussi à s'échapper. Jean d'Avesnes lui confie la charge de mettre l'abbaye de Saint-Amand aux mains des Hennuyers ; le jour même où les auditeurs royaux se trouvaient dans la ville, Gérard, escorté des gens de l'hôtel du comte de Hainaut, attaque les Flamands préposés à la garde du monastère : « Viègnent avant les wardes et li sodoier le conte de Flandres, s'écrient les assaillants : nous en vengerons le conte de Haynau ». Au Quesnoy, le comte use d'une méthode analogue. En vertu d'un traité annexe à la trêve du 14 octobre 1292 et de même date, la ville et la forteresse du Quesnoy devaient demeurer au comte de Flandre. Quand le 16 juin 1293 Philippe le Bel avait prorogé cette suspension d'armes, il avait bien spécifié le maintien des premières clauses, mais avait négligé de parler de la convention annexe : celle-ci demeurerait-elle aussi en vigueur ? C'était au roi de France à le décider. Jean d'Avesnes ne lui en laisse pas davantage le temps. Il réoccupe de sa propre autorité la ville et la forteresse du Quesnoy et en expulse les gens du comte

(1) Cf. page précédente, note 4.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle, art. 5.

de Flandre (1). Comme à Saint-Amand, le comte de Hainaut avait voulu mettre au Quesnoy le roi en présence du fait accompli.

Ce procédé ne pouvait pas toujours être employé, et Jean d'Avesnes se trouvait parfois dans l'obligation de justifier ses prétentions autrement que par des actes. Il s'en tire alors, sinon avec loyauté, du moins avec adresse ; il sait, s'il sent le terrain glissant, faire dévier la discussion, substituer un mot à un autre presque synonyme, et amener ainsi les arbitres à interpréter un texte dans un sens favorable aux prétentions hennuyères. Ses arguties rappellent par leur subtilité celles des juristes de Philippe le Bel. Examinons comment il traite la question de la seigneurie de Mortagne et aussi celle du recouvrement des créances Valenciennes en Ostrevent ; nous saisisons par là sur le vif sa méthode dans les discussions juridiques.

Jean d'Avesnes, en trêve avec Guy de Dampierre, avait occupé, comme suzerain, des terres tenues en fiefs de Baudouin de Mortagne. Aux prises avec le comte de Hainaut, Baudouin s'était tourné vers le comte de Flandre et avait déclaré qu'elles relevaient de lui (2). Guy avait saisi cette occasion d'affirmer ses droits et s'était plaint au roi : les territoires en litige, prétendait-il, étaient des fiefs flamands et Jean d'Avesnes, en y pénétrant, avait enfreint la trêve. Philippe le Bel avait dû, pour apaiser le conflit, envoyer des enquêteurs en la personne d'Enguerrand de Treux, écolatre d'Amiens, de Jean de Choiseul et de Guy de Nanteuil (3). Ils avaient partie liée avec le comte de Flandre : le simple témoignage de Baudouin de Mortagne avait suffi pour les convaincre de la mouvance flamande des terres contestées. Ce point admis, la discussion se réduisait à ceci : Jean d'Avesnes reconnaissait-il ou non détenir en captivité des gens de Baudouin de Mortagne ? Si oui, il avait à les remettre en liberté.

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle, art. 3.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle, art. 4.

(3) Ces trois personnages vont rendre leur sentence le 25 septembre 1293, c'est-à-dire peu de temps après la prolongation de la trêve par le roi (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXIII). Les autres questions en litige seront examinées à une date ultérieure par des enquêteurs dont nous ignorons les noms : la question de Flobecq et de Lessines, qui se posera au début de 1294, arrivera la dernière en discussion (cf. DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV et XXVI : notes relatives à la discussion de la date). Le groupement méthodique des faits, que nous avons adopté, ne nous a malheureusement pas permis de respecter dans le texte leur ordre chronologique.

Le comte de Hainaut devait manœuvrer pour éluder cette question de fait et amorcer un débat sur la situation féodale des fonds en litige. Il s'en tire avec habileté. Il se contente d'abord d'émettre un doute sur leur mouvance : « il ne savoit, fait-il dire à son procureur, de cui li escuiers devant dis tenoit. » Le comte ne devait pas être trop affirmatif sur un point où il sentait le roi contre lui. Mieux valait louvoyer et, par une réponse ambiguë à la question de fait, se ménager un retour à celle de droit : « il ne croit mie, fit-il déclarer par son procureur, que li cuens de Haynau ou ses gens eussent pris nului en la conté de Flandre ne ou Roiaume ne en liu où il ne le puist faire de son droit, ne ne set qu'il tiegne nului de le conté de Flandres ne dou Royaume en enfreinant ladite trive ». Cette réponse s'appliquait-elle au fait même de l'incarcération ? On pouvait le comprendre ainsi ; mais en réalité, le comte voulait insinuer que, si l'acte incriminé était exact, il s'était produit dans une terre ne relevant ni du comté de Flandre ni du Royaume, et c'était la question de la directe remise en cause. Si les auditeurs royaux n'avaient pas eu leur siège fait à l'avance, la manœuvre eût pu aboutir.

Jean d'Avesnes se montra aussi astucieux quand il voulut contester aux Valenciennois le droit de recouvrer, durant la suspension d'armes, leurs créances en Ostrevent. Une des clauses de la trêve du 14 octobre 1292 prévoyait, durant celle-ci, un moratoire pour le paiement des sommes dûes aux Valenciennois « en la terre de Haynau » (1). Fallait-il entendre par « terre de Haynau » le seul comté de ce nom ou au contraire l'ensemble de l'héritage hennuyer, c'est-à-dire le Hainaut proprement dit et l'Ostrevent ? Jean d'Avesnes avait adopté le sens le plus extensif. Suivant sa politique habituelle, il avait d'abord tenté de mettre le roi devant le fait accompli (2) et, de sa seule autorité, avait étendu à l'Ostrevent la suspension d'exigibilité des dettes. Mais, sur une plainte des Flamands et des Valenciennois, Philippe le Bel avait chargé le comte de Hainaut lui-même, puis le bailli de Vermandois, de contraindre les habitants du pays à payer aux bourgeois le montant de leurs créances ; les gens du roi avaient dû, pour assurer l'exécution de cet ordre, placer des gardiens en Ostrevent. Jean d'Aves-

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XIII.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 3^e libelle.

nes devait donc discuter un point sur lequel Philippe le Bel avait déjà pris position contre lui. Aborder franchement la question, il ne le pouvait pas : il aurait dû soutenir que l'Ostrevent était une partie du Hainaut, et cette thèse avait été rejetée par le roi en 1290 : le comte se référa donc sans commentaire, de la manière, en apparence, la moins subjective, à la convention du 14 octobre 1292, mais il le fit à sa manière. Le traité stipulait simplement la suspension d'exigibilité des créances Valenciennes « en la terre de Haynau » : ces trois derniers mots deviennent dans la bouche du procureur hennuyer « en toute le terre et les tenances le conte de Haynau » (1). Par cette expression presque synonyme de la première, Jean d'Avesnes faisait dire au traité ce que lui-même voulait qu'il dît : présentée sous cette forme impersonnelle et objective, cette interprétation tendancieuse était d'une habileté réelle.

La position du défendeur est toujours ingrate. L'un des procédés favoris de Jean d'Avesnes pour parer aux accusations flamandes consiste à se faire lui-même accusateur. Cité par Guy devant les auditeurs royaux, il n'hésite pas à intervertir les rôles : il réduit la partie défensive de son libelle au strict minimum et la rejette à la fin (2), et c'est d'abord comme demandeur que son procureur prend la parole : cette tâche n'est pas facile, car Jean d'Avesnes n'a pas grand'chose à reprocher au comte de Flandre. Il réussit pourtant à donner corps à son libelle, quitte pour cela à ressusciter de vieux griefs déjà formulés en octobre 1292 et à se plaindre de nouveau des usurpations de souveraineté commises par Guy à Valenciennes (3). Par ce procédé artificiel, le comte de Hainaut a contraint son adversaire à se défendre.

Des négociations de 1293 et de 1294, deux traits se dégagent donc de la physionomie de Jean d'Avesnes : absence complète de scrupules ; aptitude aux discussions juridiques.

Elle contraste avec celle du comte de Flandre. Guy se montre, durant la plus grande partie des négociations, plus honnête que son adversaire ; s'il souhaite peut-être lui aussi la rupture, il ne cherche pas, du moins jusqu'au début de 1294, à la provoquer.

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 4^e libelle, 2^e partie.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 4^e libelle.

(3) C'étaient ces mêmes plaintes qui, nous l'avons vu, avaient amené Guy à octroyer aux Valenciennes la charte d'octobre 1292. (Cf. p. 120, note 1.)

Jean d'Avesnes lui fait, sans doute, en 1293, un grief d'incursions flamandes pendant la trêve dans les localités hennuyères de Florennes, d'Acren, de Heignes et de Jumel (1) ; mais nous ne sommes pas sûrs que le comte de Flandre ou ses officiers y aient participé. Dans certains cas au moins, comme à Florennes (2), Guy de Dampierre semble même avoir contraint ses gens à réparer le tort occasionné au vassal du comte de Hainaut. Aussi n'éprouve-t-il pas le besoin, pour se disculper, de recourir à des artifices. Victime des vexations hennuyères, il se contente d'exposer les faits, assez éloquentes par eux-mêmes (3) : la discussion revêt ainsi, du côté flamand, au point de vue juridique, un caractère assez terne.

Quant aux bourgeois de Valenciennes, les troisièmes adversaires en présence, certains de leurs procédés rappellent ceux du comte de Hainaut : autant que lui, ils se montrent, surtout à partir de 1294, peu scrupuleux sur l'observation des clauses de la trêve. Ils n'hésitent pas, sans le moindre prétexte, à bannir les vassaux du comte de Hainaut, à emprisonner ses partisans, comme Pierre de Saussoit ; ils vont jusqu'à exercer des voies de fait contre ses sergents, tels que le prévôt d'Elouges et le maire de Wargnies (4). Les stipulations les plus expresses de la convention d'armistice sont violées : elle avait consacré les confiscations opérées par le comte durant les hostilités et suspendu en Hainaut l'exigibilité des créances des Valenciennois ; les bourgeois se permettent pourtant de reprendre de force leurs biens confisqués (5) et de revendiquer en justice le recouvrement des sommes dont le paiement était soumis au moratoire (6).

Aussi peu consciencieux que Jean d'Avesnes, les Valenciennois en diffèrent par l'ignorance de la jurisprudence. Ils possèdent sans doute ce bon sens pratique particulier aux gens de négoce ; ils savent choisir les arguments les plus propres à influencer le roi, en présentant leur politique comme solidaire de la sienne.

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 4^e libelle, art. 7 et *id.*, doc. XXVI, 1^{re} partie, art. V et VI.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, 1^{re} partie, art. 5.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, 2^e partie, art. 1 à 3.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, 3^e partie.

(6) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, 4^e partie. — L'authenticité de ces faits ne peut être contestée, car nous possédons la liste complète des coupables.

Leur interprétation de la trêve en vue de limiter au comté de Hainaut, à l'exclusion de l'Ostrevent, la suspension d'exigibilité de leurs créances en fournit la preuve : ils rappellent d'abord, pour se concilier le roi, que l'Ostrevent est de mouvance française ; par un surcroît d'habileté, ils reprennent l'argument qu'avait invoqué Philippe le Bel lui-même quand s'était posée la question de la mouvance de ce pays : l'Ostrevent, disent-ils, ne peut être confondu avec le Hainaut « car Haynaus et Ostrevans sont deus terres et ont deus nons et muevent de divers seignourages » (1). Mais leur allié, le comte de Flandre, pouvait les compromettre ; le roi, ont-ils donc soin d'ajouter, n'a pas à prendre ombrage de Guy, car, depuis 1922, ce prince a toujours respecté en Ostrevent la directe royale « pour ce que ladite terre d'Ostrevant est tenue du roy et ensi lidis cuens voloit que, se aucune chose estoit faite, que ele fust faite (2) par le roy ». Le plaidoyer était adroit. Les Valenciennois en diplomatie étaient bons psychologues.

Ils se révélèrent par contre de lamentables juristes. Certaines de leurs interprétations de la trêve sont enfantines ; ils vont jusqu'à soutenir que la suspension d'exigibilité de leurs créances n'excluait pas pour eux le droit d'en demander le recouvrement « courtoisement », mais seulement de le réclamer « par bataille » (3).

Ils ne savent pas justifier d'une manière juridique leur point de vue, même quand il peut se défendre : la convention d'armistice avait implicitement reconnu au comte de Hainaut la jouissance des biens confisqués sur eux durant la lutte. Fallait-il y comprendre les biens incorporels, c'est-à-dire les rentes ? Jean d'Avesnes le prétendit et continua pendant la trêve à en percevoir les échéances, s'il l'avait fait au temps des hostilités. Les Valenciennois lui en contestèrent le droit. D'après eux, le moratoire prévu par la convention d'armistice s'étendait à celles même de leurs créances dont ils avaient été frustrés pendant la guerre ; leur seigneur ne pouvait donc pas les recouvrer pour son propre compte. Qui avait raison de Jean ou des bourgeois ? Les arrérages

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 3^e libelle, art. 5.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 3^e libelle, art. 6.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 3^e libelle, art. 1, « ne trieve ne tolt ou deffent mie que on ne puist demander sa dette de celui contre cui on est en trieve se il doit à celui qui le demande, mais que chius ne le demande par bataille, ains le demange courtoisement ou par devant juge souffissant. »

non encore échus constituait-ils pour un créancier un droit acquis ou une simple expectative ? voilà ce qu'il aurait fallu établir, car les clauses de la trêve tendaient seulement à sauvegarder les situations acquises. Les Valenciennes ne surent pas placer la discussion sur son véritable terrain. Ils firent bien valoir que la convention d'armistice faisait une distinction entre leurs biens et leurs créances (1) et suspendait sans restriction l'exigibilité de celles-ci (2) ; ils ne songèrent pas à établir que les échéances futures d'une rente, même saisie, constituait pour le nouveau créancier une simple expectative ; c'était pourtant là le nœud de la question.

Bien plus, ils embrouillèrent le débat en traitant dans un même paragraphe (3) deux questions litigieuses qui auraient dû rester séparées, celle de leurs créances non confisquées, exigibles sur les habitants de l'Ostrevent, et celles de leurs créances confisquées pendant la guerre et dues par l'ensemble des sujets du comte. L'enchevêtrement est tel que, sans le réquisitoire hennuyer, il serait difficile de suivre la discussion. Les bourgeois de Valenciennes n'étaient pas des juristes.

Des adversaires à réconcilier, les Valenciennes et les Hennuyers se signalaient par un même goût pour la chicane et des dispositions également hostiles. Le comte de Flandre, un peu moins turbulent, n'était pas non plus bien pacifique. Le rôle du roi était ainsi très ardu. Il comprit qu'il ne pouvait prendre position pour l'une des parties sans mécontenter l'autre et amener par là la rupture de la trêve. Sa politique, toujours opportuniste, consistera à louvoyer et à éviter les décisions définitives : imposer le respect des situations acquises, telle sera donc sa seule prétention ; c'est ainsi qu'il résolut la question du Quesnoy : le comte de Hainaut fut laissé en possession de la ville où il fit, en mars 1294 (4), acte de juridiction, et où nous trouvons, le 12 août suivant, un prévôt hennuyer en la personne de Drouart Vilain (5) : ces sortes de

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 3^e libelle, art. VIII.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XIII. « Et est à savoir ke les dettes de chiaus de Valenchienes k'on leur doit en la terre de Haynau et li cuens de Haynau et autres doivent estre suspendues durans lesdites triewes ».

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 3^e libelle, art. VIII.

(4) Amortissement (1294, n. st., mars) par Jean d'Avesnes, de biens échangés entre la maison de Sainte-Élisabeth du Quesnoy et Gilles dou Castel, dans *Annales du Cercle Archéologique de Mons*, XXI, 357.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVIII.

solutions provisoires étaient favorables au roi de France qui pouvait étendre son influence sur les territoires contestés : certains textes laissent entendre que la ville du Quesnoy fut placée sous la garde du roi (1) : cette mesure pouvait se justifier : il fallait bien protéger contre les vengeances hennuyères les bourgeois du Quesnoy qui s'étaient alliés au comte de Flandre : nous ne savons pas si l'avouerie royale impliqua ou non l'occupation militaire. Cette même politique du statu quo prévalut quand le roi eut à se prononcer sur les usurpations de souveraineté commises à Valenciennes par le comte de Flandre : les échevins nommés par celui-ci conservèrent leur charge : mais, fidèle à sa méthode, Philippe le Bel empêcha de nouveaux empiètements : il interdit, semble-t-il, à Guy de procéder, du moins jusqu'à nouvel ordre, à un renouvellement ultérieur de l'échevinage : les échevins en fonction en 1293 le restèrent en 1294 et Gauthier Brochon demeura prévôt de la ville (2). Nous ne connaissons pas la solution apportée par le roi à toutes les questions litigieuses, mais elle dut être basée en général sur le respect des situations acquises.

Il était des cas où le roi prenait partie pour l'un des adversaires : c'était quand l'intérêt de la Couronne se trouvait en cause. C'est ainsi qu'il se prononcera pour les Valenciennois quand sera agitée la question de leurs créances sur les habitants de l'Ostrevent. Le roi avait eu à soutenir en 1290 la thèse de la dualité du Hainaut et de cette terre ; s'il venait à se démentir, il donnait au comte, son vassal, des armes contre lui. Dès l'origine du conflit, il avait pris partie pour les bourgeois et refusé d'appliquer à l'Ostrevent une disposition qui, au terme de la trêve, concernait le Hainaut seul. Les auditeurs royaux ne purent que sanctionner cette fois

(1) Notamment l'arbitrage (1295, 28 mai) de Godefroy de Brabant et de Jean de Dampierre (cf. page 142, note 1), art. 20 : « encore disons nous que li cuens de Flandres se paine en bonne manière et face son loial pooir envers le roy de France que li roys oste sa main de Valenchiennes et du Caisnoit... »

(2) Nous avons donné (cf. page 119, note 3) la liste des échevins en 1293. Or nous possédons de Jean Coquiau (Bibl. munic. de Valenciennes, *id.*, fol^o 129) une liste d'échevins pour l'année 1294, liste que nous avons contrôlée et complétée d'après les données d'une charte du 5 septembre 1294 (*Livre Noir de Valenciennes*, *id.*, ms. 535-716, fol^o 106 v^o). Les quinze échevins cités comme tels en 1294 ont, à l'exception d'un seul, Aubry de Courcelles, exercé ces mêmes fonctions en 1293. Gauthier Brochon demeura prévôt.

encore les décisions antérieures ; c'est, sans doute, ce qu'ils firent (1).

De même, en cas de contestation de suzeraineté, le roi appuyera toujours les revendications de Guy de Dampierre contre celles de son rival hennuyer. C'est que le comté de Flandre constituait un des grands fiefs de la Couronne ; en étendant les territoires de mouvance flamande, Philippe le Bel travaillait à l'extension de la directe royale : les auditeurs royaux y songèrent quand ils eurent à résoudre le conflit relatif aux appartenances de la seigneurie de Mortagne. Baudouin de Mortagne, le seigneur des lieux en litige, avait reconnu les tenir en arrière-fiefs du roi de France, suzerain du comté de Flandre (2). C'en fut assez pour que les enquêteurs prissent le parti de Guy de Dampierre. Le témoignage de Baudouin relatif à la directe des territoires contestés fut donc admis sans contrôle : le comte de Hainaut, s'il reconnaissait les faits matériels imputés, n'avait plus qu'à faire droit aux revendications flamandes et à délivrer ses prisonniers. Son procureur eut beau louvoyer pour mettre en cause la question de droit : la réponse des auditeurs royaux fut comminatoire : ils commandèrent (3) « de par nostre seigneur le roy que se li cuens de Haynau tenoit les dis bailliu et les dis hommes monseigneur Bauduin devant dit, que il les rendist ou fesist recroire seur quanque il pooit mesfaire pour ce fait, ou il desist cause pour quoi il n'i fust mie tenus » (4). Les gens du roi, toujours réservés quand les droits de la Couronne n'étaient pas en cause, avaient pris cette fois position contre Jean d'Avesnes.

Cela se passait le 25 septembre 1293. Au début de 1294, un conflit nouveau, mais de nature analogue, mit aux prises les comtes de Hainaut et de Flandre ; le roi prit encore parti pour ce dernier.

(1) En effet, dans la dernière des deux sessions où les parties comparaitront devant les auditeurs royaux, le procureur hennuyer portera plainte contre les bourgeois de Valenciennes qui avaient exigé le recouvrement de leurs créances en Hainaut durant la trêve, et il aura soin d'indiquer parfois le lieu du délit ; or, aucune des localités citées ne se trouve en Ostrevent. Il faut en conclure que ce pays avait été, lors de la première session, mis hors de cause (cf. DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, 4^e partie).

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXIII.

(3) *Id.*

(4) Si Jean d'Avesnes obtint à l'ordre royal, il ne le fit que bien tard : l'affaire fut en effet remise en cause lors de négociations ultérieures (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXV, 1^{er} libelle, art. IV).

L'objet du litige était cette fois la suzeraineté de la terre dite des Débats, c'est-à-dire des villes de Flobecq et de Lessines, appartenances du sire d'Audenarde ; les comtes de Flandre et de Hainaut, depuis 1280, s'en disputaient la directe (1). Jean, baron d'Audenarde, avait assigné jadis les deux villes en douaire à sa femme Mahaut de Picquigny et Arnould, leur fils, avait promis d'en laisser la jouissance à sa mère (2). Devenu baron d'Audenarde à la fin de 1293 (3) ou au début de l'année suivante, Arnould ne tarda pas, en violation de ses engagements, à entrer de force au château de Flobecq (4). Mahaut implora le secours du comte de Flandre et cita Arnould à comparaître devant lui. Le sire d'Audenarde regimba ; il désavoua son suzerain (5), et se reconnut le vassal du comte de Hainaut pour son fief de Lessines (6) et sans doute aussi pour celui de Flobecq. En réponse à cette provocation, Guy prit Lessines sous sa sauvegarde (7). Mais, fort de l'aveu d'Arnould, Jean d'Avesnes se considérait comme le suzerain de la ville ; il reprocha au comte de Flandre d'avoir, en y pénétrant, commis une usurpation de directe et par là enfreint la trêve. Peu après, la situation s'aggrava, car Guy occupa Flobecq (8). Le roi dut intervenir et cette fois encore confia l'affaire à des enquêteurs (9).

(1) Flobecq et Lessines : comm. Belgique, prov. Hainaut. Pour la question de Flobecq et de Lessines, cf. GUIGNI, *Lessines*.

(2) Exposé du jugement (1294, avril, Grammont) prononcé par Guy de Dampierre contre Arnould ; anal. dans *Bulletins de la C. R. H.*, 4^e s., t. III, 480.

(3) Jean, baron d'Audenarde, son père, vivait encore le 12 décembre 1293 ; SAINT-GENOIS, *Droits*, 824.

(4) Cf. le jugement ci-dessus analysé aussi dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 829.

(5) Cf. à ce sujet notre discussion sur la date d'un réquisitoire hennuyer que nous avons publié (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, note 1). On nous objectera peut être qu'Arnould d'Audenarde, l'allié habituel du comte de Flandre, pouvait difficilement se réclamer du comte de Hainaut pour faire valoir ses prétentions sur Flobecq et Lessines, vu que, depuis 1281, Jean de Rosoit, frère et rival d'Arnould, s'appuyait lui aussi sur Jean d'Avesnes pour revendiquer ces deux mêmes villes. Mais il convient de remarquer qu'à une date ultérieure, Jean de Rosoit « par aucun hatiu mouvement » transféra au comte de Hainaut ses droits sur Flobecq et sur Lessines (cf. restitution (1296, 22 janvier, n. st.) des deux localités par Jean d'Avesnes à Jean de Rosoit ; Archives du Nord, B 1162, roul. 944bis, pièce 25, copie ; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 847). Le sire de Rosoit, allié de Jean d'Avesnes, se trouvant dès lors hors de cause, rien ne s'opposait plus à un rapprochement d'Arnould d'Audenarde avec le comte de Hainaut qui avait les mains libres pour lui céder les deux villes en fiefs.

(6) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, 1^{re} partie, art. 10.

(7) DELCAMBRE, *Recueil*, id. — et, *op. cit.*, doc. XXXV, art. 5.

(8) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV, art. 5.

(9) Cf. à ce sujet DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVI, note relative à la discussion de la date.

Dans ce cas comme dans le précédent, la cause de Philippe le Bel se confondait avec celle du comte de Flandre. Si Flobecq et Lessines étaient vraiment de mouvance flamande, ils relevaient du roi en arrière-fiefs : les auditeurs royaux devaient donc se prononcer pour Guy de Dampierre. Le firent-ils ? Arnould d'Audenarde finit en tous cas par se reconnaître vassal de Guy pour ses fiefs de Flobecq et de Lessines et accepta, en vue d'une réconciliation avec Mahaut, sa mère, le jugement de la cour de Flandre. En vertu d'une sentence rendue par Guy de Dampierre en avril 1294, Arnould s'engagea en effet à amender les torts qu'il avait occasionnés dans les deux villes à la veuve de Jean d'Audenarde (1). Il est permis d'établir une corrélation entre cette soumission et une décision vraisemblable des auditeurs royaux en faveur du comte de Flandre.

(1) Jugement (1294, avril, Grammont) prononcé par Guy de Dampierre contre Arnould d'Audenarde, dans *Bulletins de la C. R. H.*, 4^e s., t. III, 480.

CHAPITRE III.

L'échec de la médiation royale.

Les procédés d'arbitrage adoptés par le roi de France sont faciles à dégager : il cherche en général à tenir la balance égale entre les parties. Dans les contestations incessantes qui s'élèvent au sujet de l'observation de la trêve, il évite toute solution définitive : il cherche seulement dans le maintien des situations acquises un *modus vivendi* provisoire. Il ne prend parti que quand l'intérêt même de la Couronne se trouve en cause, et, dans ce cas, ses décisions sont dictées par le soin d'étendre la directe royale.

La méthode du roi, d'une conception habile, était d'une réalisation parfois difficile : les questions à résoudre étaient complexes. L'action médiatrice de Philippe le Bel ne devait pas se limiter au différend survenu entre les comtes de Flandre et de Hainaut ; en même temps que ce conflit, un autre avait éclaté, pour une cause inconnue, entre Jean d'Avesnes et le comte de Blois, son vassal ; celui-ci était l'allié du roi, et Philippe le Bel ne pouvait se dispenser d'intervenir : il le fit avec succès, et en mars 1294, réussit à se faire agréer pour arbitre par les parties. Nous ignorons sa sentence : nous savons seulement que le comte de Blois, alors à Paris, s'engagea le même mois à respecter le dictum royal (1).

Quant aux comtes de Flandre et de Hainaut, ennemis héréditaires, ils étaient plus difficiles à réconcilier. Les points en litige entre eux étaient trop nombreux : à peine un incident était-il clos qu'un autre surgissait qui remettait tout en cause. Sans parler de la bonne foi très relative des adversaires, la méthode adoptée par Philippe le Bel et qui consistait à consacrer les usur-

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXIV.

pations acquises présentait un inconvénient : elle encourageait les parties, sûres de l'impunité, à enfreindre de nouveau la trêve. Jean d'Avesnes le premier avait abusé du procédé ; à partir de 1294, Guy de Dampierre suivra son exemple. Ces incartades incessantes créèrent entre les parties une atmosphère d'hostilité qui rendit la trêve précaire, la paix de plus en plus improbable.

La tâche du roi devint particulièrement ingrate au début de 1294, car l'armistice allait expirer le 25 avril, et tout était encore en suspens. Philippe le Bel multiplia ses efforts pour aboutir avant cette date au rétablissement de la paix. Il envoya à cet effet auprès des deux comtes l'évêque d'Amiens, Guillaume de Mâcon (1). Ce prélat dut se heurter à de grosses difficultés, car le roi se vit contraint, semble-t-il, de négocier en personne avec le comte de Hainaut : Jean, en effet, se trouvait à Paris en mars 1294 (2), et la comtesse sa femme à peu près à la même époque (3).

Au dernier moment, un nouvel incident vint tout compromettre : le comte de Flandre, durant le carême 1294, fit confisquer 22 l. sterl. à des marchands de Maubeuge qui se rendaient à la foire d'Ypres (4) : plus moyen cette fois de réconcilier les parties pour le 25 avril, date d'expiration de la trêve. Tout au plus Philippe le Bel put-il en obtenir une nouvelle prorogation

(1) *Journal du Trésor de Philippe le Bel* ; comptes du 30 janvier 1299 (n. st.) ; Bibliothèque Nationale, Ms. Latin 9783, fol^o 33 : « Cepimus super regem per cedam curie pro episcopo Ambianensi domino Guillelmo pro expensis suis in pluribus viis pro pace reformanda, diu est, inter comitem quondam Flandrie Guydonem et comitem Hanonie, et apud Cameracum pro electione magistri Girardi de Relengues, et iterum ad predictum Guydonem et filios suos ad sciendum voluntatem eorum super guerra movenda ». La seconde ambassade, celle de Cambrai, dut avoir lieu après la mort de l'évêque Guillaume de Hainaut, c'est-à-dire en fin de 1296, et la troisième n'est autre que celle du 18 février 1297 (cf. FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 206 et 207). Or la première, celle qui nous intéresse, doit être d'une période assez antérieure aux deux autres, car elle est signalée comme s'étant produite « diu est ». Il ne semble donc pas illogique de la placer en 1294.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXIV.

(3) *Comptes de l'Hôtel du Hainaut* : Comptes de la Neuve-Maison de 1292 au 27 mai 1294 ; Archives du Nord, B 3268, fol^o 6 : « Item, portés à Compigne contre Madame qui revenoit de Paris, par lettres, 42 l. par. ».

(4) Restitution (1294, mai) par le procureur du comte de Flandre au procureur de la ville de Maubeuge des 22 l. sterl. ; Archives du Nord, B 4054, God. 3587... « liquelle denier avoient estet arriestet as devant dit bourgeois dou commandement monseigneur le conte de Flandres en le feste qui fu à Ypre ou quaresme l'an M CC IIII^{xx} et XIII, liquel denier sont rendut al devandit Colart pour les bourgeois devandis ».

jusqu'au 8 juillet suivant (1). C'était pour le roi un succès partiel : il réussit même sans doute à imposer au comte de Flandre la réparation des torts occasionnés aux marchands hennuyers, car en mai 1294 le receveur de Flandre rendra à la ville de Maubeuge l'argent confisqué (2).

Cet incident, et les atermoiements qui en avaient été la conséquence, avaient pourtant compromis la politique de paix poursuivie depuis dix mois par Philippe le Bel. La solution du conflit faillit même lui échapper : en mai 1294, Jean d'Avesnes songea à renoncer à la médiation royale pour recourir à celle de son frère, l'évêque de Metz (3). Heureusement pour le roi, ce projet n'aboutit pas.

Cet échec impatienta le comte de Hainaut : il ne songea plus qu'à recommencer la lutte. L'armistice expirait en juillet et les chances de paix étaient moins probables que jamais : il fallut toute l'autorité du roi de France pour imposer aux parties, convoquées à Senlis, une dernière prorogation de la trêve : sur un ordre formel de Philippe le Bel, le comte de Hainaut y consentit enfin le 20 juin 1294 (4). Le nouveau traité ne fit que reproduire les stipulations antérieures. Notons toutefois une disposition intéressante ; depuis 1292, des procès étaient pendants au Parlement entre les comtes de Flandre et de Hainaut, mais ils ne concernaient, semble-t-il, que Valenciennes et l'Ostrevent, c'est-à-dire des territoires dont la directe était contestée. La solution des conflits relatifs aux terres d'Empire ou du moins reconnues telles (Grammont, Alost, Pays de Waes, Quatre-Métiers, comté de Namur) avaient été confiée à l'arbitrage personnel de Philippe le Bel (5). Par la convention du 20 juin 1294, au contraire, le Parlement fut déclaré compétent sur toutes les questions en litige entre les deux comtes : par cette procédure nouvelle, le roi de France intervenait pour la première fois à titre juridictionnel en Hainaut dans un conflit relatif à des fiefs dont la mouvance

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVII, exposé de la charte.

(2) Cf. page précédente, note 4.

(3) Projet (1294, mai) ; Archives de l'État à Mons ; Trésor des chartes de Hainaut ; parchemin non scellé. — analyse dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 264.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVII.

(5) Cette distinction antérieure est nettement marquée dans l'acte du 20 juin 1294 par ces mots « pendant le jour des querelles meues entre nous... par-devant nostre dit seigneur le Roy (intervention du roi à titre arbitral) ou de quoi ajournemens pent en sa court (intervention à titre juridictionnel) ».

impériale était incontestable. Le Parlement devait rendre son arrêt à la prochaine audience réservée au bailliage de Vermandois : le procès pourrait durer jusqu'en décembre et la trêve se prolongerait jusqu'à cette époque.

Jean d'Avesnes n'avait cédé qu'à contre-cœur aux injonctions de Philippe le Bel et leurs rapports n'avaient pu y gagner en cordialité. La politique pacificatrice du roi était d'autant plus compromise que les Valenciennes se montraient alors moins scrupuleux que jamais sur l'observation de la trêve. Ce furent eux, semble-t-il, qui prirent l'initiative de la rupture. Trois de leurs bourgeois se permirent de faire moissonner des champs que leur ancien seigneur leur avait confisqués au temps des hostilités (1). C'était une atteinte manifeste à la convention d'armistice qui sanctionnait les confiscations antérieures opérées par lui. Le 12 (2) et le 13 août 1294 (3), Drouard Vilain (4) et le maire de Bavay (5) protestèrent au nom du comte de Hainaut et sommèrent les Valenciennes de s'amender. A cette objurgation, ils répondirent par un véritable défi, et, circonstance aggravante, cette provocation eut un caractère officiel et collectif : le 26 août 1294, c'est-à-dire moins de quinze jours plus tard (6), l'échevinage décida que les habitants de Valenciennes pourraient réclamer des forains, et il s'agissait, en l'espèce, des Hennuyers, le recouvrement de leurs créances ; la trêve, qui en suspendait l'exigibilité, se trouvait ainsi violée ; il s'agissait bien là d'une mesure hostile dirigée contre les sujets du comte de Hainaut, car des sanctions étaient prévues contre les créanciers qui renonceraient à en bénéficier : ils ne pourraient exercer de charge à Valenciennes ni y porter témoignage. Cette étrange infraction à la convention d'armistice ne peut être assimilée, à notre avis, aux autres si souvent enregistrées à

(1) Ces champs se trouvaient à Sebourg, à Angreau et à Angres. — Sebourg : comm. Nord, arr. et c. de Valenciennes. — Angreau et Angres : comm. Belgique, prov. Hainaut.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXVIII.

(3) Déclaration (1294, 13 août) du maire de Bavay, analogue à la précédente, mais visant, outre le cas cité plus haut, un fait de même nature qui eut lieu à Angreau sur la terre de Jean d'Honnechy, et un troisième qui se produisit à Angres sur la terre de Jean Piaudevel ; Archives du Nord, B 235, God. 3601, orig. sc.

(4) Procureur hennuyer.

(5) Il s'appelait Adam.

(6) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXIX.

l'actif des Valenciennois. Deux hypothèses sont possibles : ou bien nous nous trouvons en présence d'un acte officiel de rupture, ou bien celle-ci a eu lieu depuis plusieurs jours à la suite des messages hennuyers des 12 et 13 août ; il s'agit alors d'un premier acte d'hostilité. Que les bourgeois de Valenciennes aient pris ou non l'initiative de rompre la trêve, ils semblent être les principaux responsables de l'échec de la médiation royale. Peut-être avaient-ils même déjà envisagé une reprise de la lutte en collaboration avec le comte de Flandre : des concentrations de troupes flamandes sont signalées sur divers points de la frontière hennuyère et en particulier à Saint-Amand, c'est-à-dire tout près de Valenciennes (1). Le silence des documents ne permet toutefois pas d'être affirmatif : au fond, les événements qui précédèrent la rupture sont mal connus.

Ni l'autorité, ni la souplesse de Philippe le Bel n'avaient pu surmonter les obstacles qui s'étaient opposés à la réconciliation des parties : cette période de 1292 à 1294 est ainsi marquée par un temps d'arrêt dans le développement de la politique française en Hainaut. On ne peut parler toutefois d'un véritable échec du roi. Philippe le Bel avait réussi à empêcher pendant plus d'un an la reprise des hostilités entre les trois adversaires ; des auditeurs royaux étaient intervenus sans cesse dans les affaires de la Flandre et du Hainaut ; ils avaient facilité la pénétration de l'influence française dans les Pays-Bas. Or, l'action médiatrice du roi n'avait pas d'autre fin.

À partir de septembre 1294, une modification complète dans les relations franco-flamandes va donner aux rapports franco-hennuyers un caractère tout différent.

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV, art. 6. — Nous avons vu que l'occupation de Flobecq et de Lessines par le comte de Flandre dut avoir lieu au début de 1294. Or l'incident de St. Amand nous est signalé comme s'étant produit « puis chou ».

CHAPITRE IV.

La répercussion du conflit franco-flamand sur les rapports franco-hennuyers.

La fin de l'année 1294 fut marquée dans les rapports franco-flamands par une tension extrême. Le 28 septembre 1294, le comte de Flandre avait été cité à comparaître au Parlement pour répondre à l'appel interjeté contre lui par les XXXIX de Gand (1). Philippe le Bel avait appris sur ces entrefaites le projet, jusque-là secret, du mariage de Philippine de Flandre, fille du comte, avec Édouard, fils aîné du souverain anglais, alors en guerre avec la France. Guy, arrivé à Paris en octobre de la même année, fut jeté en prison et traité en ennemi du Royaume (2). La trêve entre les comtes de Flandre et de Hainaut avait été rompue en fin d'août 1294 ; le Parlement n'avait donc plus à intervenir à titre arbitral pour les reconcilier. Il aurait pu, sur une citation de Jean d'Avesnes, procéder à titre judiciaire et rendre contre le comte de Flandre un arrêt favorable aux prétentions hennuyères. Mais une telle manœuvre eût été prématurée, le comte de Hainaut n'étant pas encore acquis d'une manière définitive à la cause française ; aucune sentence ne fut donc rendue en fin de 1294, ni par le Parlement, ni par le roi, pour rétablir l'accord entre les deux comtes (3).

(1) Cf. FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 145, note I.

(2) Cf. FUNCK-BRENTANO. *Ph. le B.*, 145 et 146.

(3) Nous n'avons de ce fait que des preuves négatives. La principale peut être tirée de la sentence arbitrale prononcée le 28 mai 1295 par Godefroy de Brabant et Jean de Dampierre pour mettre fin au conflit entre les comtes de Flandre et de Hainaut (Archives du Nord, B 1263, God. 3673 : Orig. sc.). Ce document énumère, pour les ratifier ou les abroger, toutes les décisions arbitrales rendues depuis l'origine de la querelle des d'Avesnes et des Dampierre (dits de St. Louis (art. 4), sentences rendues par les rois des Romains (art. 5), arbitrages des évêques de Liège et de Metz (art. 9). S'il en existait une récente du roi ou du Parlement, les 2 arbitres auraient spécifié, sans doute, comme ils l'avaient fait pour les autres, s'ils la ratifiaient ou l'abrogeaient.

Faut-il conclure, de cette rupture de pourparlers, à une reprise immédiate d'hostilités entre eux ? Aucun texte ne l'affirme. Du reste, Philippe le Bel pouvait-il permettre au comte de Hainaut, dont la fidélité était encore suspecte, de s'emparer de l'héritage du comte de Flandre, alors captif et hors d'état de se défendre ? En octobre, Jean d'Avesnes, en procès avec Guy, avait dû se mettre, comme lui, à la disposition du Parlement : or il se trouve encore à la cour de France le 18 février 1295 (1). Philippe le Bel, en vue de le contraindre à l'inaction, ne l'avait-il pas retenu près de lui jusqu'à la libération de Guy ?

La trêve avait pourtant été rompue en août 1294, et avec elle avaient pris fin certaines dispositions transitoires relatives à Valenciennes et au Quesnoy, dont le sort fut remis en cause. La question du Quesnoy est obscure. En 1297, le comte de Flandre accusera Philippe le Bel d'avoir, en dépit de ses engagements, conservé cette localité après l'expiration de l'armistice (2). Mais s'agissait-il là de la ville et de la forteresse, ou au contraire du château du Quesnoy ? Aux termes des trêves du 16 juin 1293 et du 20 juin 1294, le château seul devait rester aux mains du roi, mais celui-ci s'était arrogé le droit de le garder tant que bon lui semblerait. Quand se termina la suspension d'armes, Philippe le Bel ne le restitua évidemment pas au comte de Flandre : le conserva-t-il quelque temps ou le rendit-il aussitôt à Jean d'Avesnes ? Il est impossible de le préciser. Quant à la ville même du Quesnoy dont le comte de Hainaut semble avoir gardé la jouissance, des textes postérieurs laissent entendre qu'elle demeura après la trêve sous la garde du roi (3).

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXIII.

(2) Lettre (1297, 9 janvier) de Guy⁺ de Dampierre à Philippe le Bel, dans KERVYN, *Histoire*, II, 568 : « et le Quenoist ausint, que vous li aviez promis à rendre et metre en sa main avant le terme de la trêve faillent que vous pristés entre li et son neveu de Haynau, dont vous ne li tenistes onques convent, et sovent vous en requist... »

(3) Cf. à ce sujet p. 150, note 3. — Nous avons trouvé dès le 12 août 1294 Drouard Vilain avec le titre de prévôt du Quesnoy et de Bavay : On pouvait se demander si, à cette période, ce titre, en ce qui concernait le Quesnoy, correspondait à une fonction réelle : la chose ne fait plus de doute à partir du 15 juin 1295, date à partir de laquelle nous voyons Drouard Vilain rendre des comptes pour sa prévôté du Quesnoy (*Comptes de l'Hôtel du Hainaut*, Archives du Nord, B 3268, fol. 2 v^o) : « Du Caisnoit par Druart Vilain puis le jour devantdit de le Division an 95 jusques au joeudi devant le Nativité Saint Jean Baptiste l'an 97^e qu'il issi... »

La question de Valenciennes est plus claire. Aux yeux de Philippe le Bel, le comte de Flandre ne gardait la ville que du consentement royal. Ce consentement, le souverain se réservait le droit de le retirer du jour où l'attitude du comte de Flandre lui deviendrait hostile : c'est ce qui se produisit en fin de 1294. Les Flamands furent expulsés de Valenciennes par les gens du roi (1). Philippe le Bel ne jugea pas toutefois le moment opportun pour restituer la ville au comte de Hainaut. Il l'occupa, la prit sous sa garde et le 7 janvier 1295 (2) confirma les privilèges de la commune. Mais il songeait déjà à la restituer à Jean d'Avesnes en cas d'une alliance entre eux contre la Flandre ; dès le 7 janvier, il spécifia, en prévision de cette éventualité, que, s'il devait retirer sa main de la ville, il en préviendrait les bourgeois deux mois à l'avance, et les laisserait libres du choix de leur gardien. En attendant, il confia l'avouerie de Valenciennes à Aubert de Hangest (3). La commune semble avoir conservé, sous l'occupation royale, une très grande liberté : elle put prendre contre le comte de Hainaut des mesures hostiles. Le 27 janvier 1295 (4), le magistrat de la ville alla jusqu'à confirmer le jugement du 2 septembre 1285 qui interdisait aux bourgeois d'aller fourjurer à Mons : une amende de 100 l. et, en cas d'insolvabilité, le bannissement perpétuel étaient prévus contre les contrevenants : les masuiers furent soumis à la même interdiction que les bourgeois.

Quant au comte de Hainaut, il reconnut, du moins en fait, la main-mise du roi sur la ville : le 18 février 1295, il consentit à assimiler ses habitants à ceux du Royaume, et les comprit, avec ces derniers, dans le traité de commerce qu'il négocia avec

(1) Lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy de Dampierre à Philippe le Bel, dans KERVYN, *Histoire*, II, 566 : « et ce pendant vous li tousistes Valenciennes et en getastes sa gent à force et à tort ». Ce passage est intercalé dans le texte entre le récit de l'incarcération du comte de Flandre (octobre 1294) et de l'arrivée de Philippine de Flandre à la cour de France, d'une part, et le récit de la délivrance du comte Guy (5 février 1295), de l'autre.

(2) Charte (1295, 7 janvier, n. st., Paris) de Philippe le Bel aux bourgeois de Valenciennes, dans LEBOUcq, *Guerre*, 51. — Philippe, en guerre avec Adolphe de Nassau depuis août 1294, n'avait plus à ménager l'Empire.

(3) Extrait des dettes des bailliages de France et de Normandie renouvelées après l'Ascension 1294 (*Histor. de France*, XXII, 762) : « Viromandia, pro denariis traditis Alberto, domino de Hangesto, pro custodia Valencenarum, XII s l. », — De même (*id.*)... « E computo ballivorum Francie anno 1295... dominus Aubertus de Hangesto, custos Valencenarum. »

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXII.

Philippe le Bel (1). Le roi n'avait donc pas d'opposition à redouter de sa part : en mai 1295, il en profita : à l'instar du comte de Flandre, il usurpa les prérogatives des seigneurs de Valenciennes et renouvela l'échevinage de la ville (2). Baudouin de Bachy remplaça Gauthier Brochon comme prévôt.

Le roi avait ses raisons pour agir de la sorte ; les nouveaux magistrats choisis par lui étaient moins turbulents que leurs prédécesseurs, et surtout moins compromis dans la révolte ; ils ne réagiraient pas, espérait-il, si lui-même voulait restituer la ville à Jean d'Avesnes.

Le comte de Hainaut avait déjà sollicité en vain de Philippe le Bel qu'il se désolidarisât des bourgeois révoltés (3). Déçu quand le roi prit en mains la garde de la ville, il le fut plus encore lorsque le 5 février 1295 (4) le comte de Flandre, libéré, se réconcilia avec son suzerain ; Jean d'Avesnes perdait ainsi tout espoir d'une restitution prochaine de Valenciennes. Il se trouvait alors à la cour de France (5) et dissimula son dépit. Mais à peine rentré dans son

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXIII. — Au sujet du prétendu défi porté par Jean d'Avesnes aux bourgeois de Valenciennes le 8 janvier 1295 (n. st.) et des hostilités qui en auraient été la suite (LEBOUCQ, *Guerre*, 53), cf. DELCAMBRE, *Chronique*, appendice.

(2) En effet l'échevinage de 1295 est tout à fait différent de celui de 1293 et de 1294 (pour ce dernier, cf. p. 63, note 2). Voici d'après COQUIAU (Bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 534-714, fol^o 129) la liste, incomplète du reste, des échevins pour 1295 : Baudouin de Bachy, prévôt ; Jean d'Alban, Jean Roussiau, Jacques de le Cauchies, Baudouin de Landas, Pierre Grebier, Jacquemon Gouche et Jean Brochon. Si tous ces magistrats sont recrutés dans l'aristocratie échevinale, ils semblent plus modérés que ceux des années antérieures. Deux seulement d'entre eux, Baudouin de Bachy et Jacques de le Cauchies, ont été compromis dans les événements de 1290-1292 (cf. assignation (1292, 2 juillet) d'Adolphe de Nassau contre les bourgeois de Valenciennes compromis dans la révolte de cette ville, dans MARTÈNE, *Thes.*, I, 1245).

(3) Requête (entre le 11 octobre 1293 et janvier 1295) de Jean d'Avesnes à Philippe le Bel ; Archives du Nord, B 1221, God. 7756 c. : « De rechef li devant dis cuens supplie et requiert, ci com devant dit, que se vous, sire, avès pris chiaus de Valenchienes en vo protection u en vostre garde, si com il dient... ; item se vous le conte de Flandres leur avès donéi u livré à gardain u s'il i est entrés de vostre consentement u de vostre volentée, si com cil de Valenchienes l'on dit et confessé ; item se cil de Valenchienes se sont aliet u obligiet à vous, sire, qu'il au devant dit conte de Haynnau ne se puissent apaizier u obéir sans vostre gré u vostre assentement..., que vous, sire... à toutes ces trois chozes et à chascune voellies metre souffisant remède et les remetés en deut estat... »

(4) Cf. FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 150, note 2.

(5) Nous l'y trouvons encore le 18 février 1295 ; DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXIII.

comté (1), il se rapprocha du roi des Romains, allié des Anglais et comme eux en guerre avec la France. Le 29 décembre 1294, Édouard I, roi d'Angleterre, avait donné à une de ses parentes, Agnès de Valence, un passeport pour se rendre en Hainaut (2). Cette princesse était-elle chargée d'une mission auprès du comte ? Son arrivée, à notre avis, ne fut pas étrangère au revirement momentané de la politique hennuyère en faveur de l'Empire. C'est vers cette époque que Jean d'Avesnes sollicita et obtint contre le comte de Flandre l'appui d'Adolphe de Nassau : le 29 mars 1295 (3), celui-ci déclarait, à sa requête, que tout vassal serait jugé et puni par ses pairs s'il pénétrait dans les terres de son suzerain sans lui avoir rapporté son fief : cette sentence était dirigée contre Guy de Dampierre qui tenait du comte de Hainaut le marquisat de Namur. Le lendemain 30 mars (4), nouvelle intervention du roi des Romains : il priait le pape Boniface VIII de contraindre, par les peines ecclésiastiques, le comte Guy à restituer la Flandre Impériale à Jean d'Avesnes. Ce n'était pas la dernière fois qu'il s'interposait en faveur du comte de Hainaut.

(1) Nous le trouvons à Mons dès le 16 mars 1295 ; charte (1295, 16 mars, n. st., Mons) de Jean d'Avesnes en faveur de l'église de Bonne-Espérance, dans *Monuments pour servir*, I, 437.

(2) *Calendars of Patent Rolls*, 128 (année 1294). — Agnès devait être accompagnée, dans ce voyage, de son chapelain, Jhon Segyn, et de Pierre de Huntynfeld.

(3) Sentence (1295, 29 mars, Oppenheim) d'Adolphe de Nassau, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 512. Cette charte, parce que sise dans la Trésorerie des Chartes du Hainaut, devait être destinée à Jean d'Avesnes. Comme le roi des Romains n'a pas agi de son propre mouvement (« per sentenciam est obtentum »), il y a tout lieu de croire qu'il a rendu sa sentence à la demande du comte.

(4) Lettre (1295, 30 mars, Oppenheim) d'Adolphe de Nassau à Boniface VIII, dans *M. G. Leges*, sect. IV, t. III, 513.

CHAPITRE V.

L'arbitrage de Godefroy de Brabant et de Jean de Dampierre. Philippe le Bel eut-il une part indirecte aux négociations ?

La trêve du 20 juin 1294 n'avait pu rétablir la paix entre les comtes de Flandre et de Hainaut. Les hostilités, suspendues, semble-t-il, jusqu'en février 1295, reprirent après cette date et durèrent jusqu'en mai suivant (1). Jean d'Avesnes s'empara de la ville de Renaix (2) sur laquelle il émettait des prétentions (3) et la brûla : cet événement est postérieur au 3 avril. Le comte de Flandre, de son côté, concentra son ost à Grammont : il envoya ses milices communales à Trimpont, sur l'Escaut, en vue d'envahir les domaines de son neveu. Jean d'Avesnes l'attendait avec ses

(1) Ce fut en effet Jean d'Avesnes qui ouvrit les hostilités, en s'emparant de Renaix : comme il était encore à Paris le 28 février, elles commencèrent après cette date. D'autre part, le compromis passé entre les deux comtes pour remettre le conflit à l'arbitrage de Jean de Dampierre et de Godefroy de Brabant ayant eu lieu le 21 mai 1295, elles durent cesser ce jour-là au plus tard.

(2) LE MUISIT (éd. *Chr. de Fl.*), II, 182. Le Muisit place cet événement en 1295. Comme le chroniqueur Tournaisien compte l'année suivant le style de Pâques, il faut admettre que la prise de Renaix est postérieure à cette fête, c'est-à-dire au 3 avril.

(3) Le 12 novembre 1280 (*Monuments pour servir*, I, 166), Guy de Dampierre avait acheté à Pierre, doyen d'Inde, le droit de suzeraineté dont l'abbaye du même lieu jouissait dans plusieurs localités et entre autres à Renaix : le 1^{er} février 1294, le comte de Flandre avait acquis en outre une partie au moins de cette ville, de Gérard de Cordes, mandataire de l'héritier de Renaix (achat (1294, 1^{er} février, n. st. ; 1293, nuit de la Chandeleur, anc. st.) analysé dans un inventaire du XV^e siècle (Archives du Nord, B 121, fol^o 36 v^o). Guy avait ainsi, pour une portion au moins de la ville, le domaine utile en même temps que le domaine éminent. Jean d'Avesnes lui contesta cette double acquisition de Renaix ; DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV, art. 5.

troupes de l'autre côté de la rivière (1). Le 18 mai (2), il lui offrit bataille en Hainaut, et lui proposa le libre passage de l'Escaut pour le lendemain ou le surlendemain.

Guy de Dampierre était sans doute peu disposé à tenter l'aventure : aucune opération militaire n'eut lieu, et le 21 mai 1295 (3), les deux comtes s'en remirent, pour trancher leur différend, à l'arbitrage de Godefroy de Brabant et de Jean de Dampierre. A quel titre ces deux personnages intervinrent-ils ? ils étaient l'un et l'autre en relations étroites avec le roi de France. Peu de temps auparavant, Godefroy avait agi, au nom de Philippe le Bel, auprès du duc de Brabant, son frère, pour le détacher de l'alliance anglaise (4). Il devint à partir de 1296 l'hôte habituel de la cour de France (5) et mourut au service du roi à la bataille de Courtrai. Quant à Jean de Dampierre, il fut si dévoué à Philippe le Bel qu'au moment de la guerre franco-flamande, il le servit contre les Dampierre, ses propres parents (6). Les deux arbitres auraient-ils pris, sans consulter Philippe le Bel, certaines décisions qui intéressaient autant le roi que les parties ? c'est peu vraisemblable. Du reste, un réquisitoire hennuyer (7) insinua plus tard que, faute d'avoir été approuvé par Adolphe de Nassau, le compromis ne pouvait s'appliquer aux fiefs impériaux du comte de Hainaut ; la même réserve n'ayant pas été formulée pour ses fiefs français, Philippe le Bel, il faut l'admettre, aurait donné son assentiment.

(1) LE MUISIT (éd. *Chr. de Fl.*), II, 182. — DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV, art. 9. — Trimpont, comm. Papignies, Belgique, prov. Hainaut.

(2) Lettre (1295, 18 mai, Trimpont ; « Tierpont », le mercredi avant la Pentecôte, 1295) de Jean d'Avesnes à Guy de Dampierre ; Archives du Nord, B 1263, God. 3667, orig. sc.

(3) Analyse dans SAINT-GENOIS (Jules de), *Inventaire*, 222.

(4) FUNCK-BRENTANO, *Document*, dans *Revue Historique*, XXXIX, II, 332 « ... et fist tant à l'aide de monseigneur Goudefroi, son frère...etc... ». Cette ambassade dut avoir lieu en 1294 au plus tard, c'est-à-dire avant la mort de Jean 1^{er}, seul duc de Brabant qui ait été frère de Godefroy de Brabant.

(5) WAUTERS, *Jean 1^{er}*, 224 et 225.

(6) En mars 1301, en effet, tandis que tous les seigneurs flamands qui avaient embrassé la cause du comte Guy se voyaient confisquer leurs terres, Philippe le Bel confirma à Jean de Dampierre le don de 200 l. de rente qui lui avait été fait jadis par la comtesse Marguerite et par le comte Guy sur le tonlieu de Damme (charte, 1301, mars, n. st., Anglure) de Philippe le Bel en faveur de Jean de Dampierre ; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 894.

(7) Requisitoire hennuyer sans date destiné à contester l'arbitrage de mai 1295 ; Archives du Nord, B 1263, God. 3673^{ter}, art. 6 : « ... [arbitrium] non est referendum ad feoda comitis Haynnonie quod tenet ab Imperio, cum super his non potest compromittere sine consensu Regis [Almannie], cujus consensus non fuit habitus in dicto compromisso ».

De fait, les gens du roi interviendront pour contrôler l'observation de la sentence arbitrale : le souverain capétien aurait donc joué dans les négociations un rôle au moins officieux ; on se demande même si Godefroy de Brabant et Jean de Dampierre n'agissaient pas à son instigation (1).

Leur dictum fut rendu le 28 mai 1295 entre Lessines et l'arbre de Wannebecq (2). Il établit en général le statu quo entre les parties : il fut favorable à la politique du roi de France, car il confirmait les décisions prises par saint Louis, sur le même objet, en 1246, en 1256 et en 1257 (3).

Il obligeait en outre le comte de Hainaut à renoncer au bénéfice des actions judiciaires par lui engagées en cour d'Empire contre son adversaire (4) et à remettre dans les quinze jours à celui-ci toutes les pièces relatives à cette procédure (5). La sentence des arbitres consacrait donc le triomphe de la diplomatie française sur la diplomatie impériale. Quant aux villes de Valenciennes et du Quesnoy, le comte de Flandre devait, aux termes du même dictum, renoncer à toute prétention sur elles et en laisser la libre jouissance à Jean d'Avesnes : tous les titres relatifs à son alliance avec les Valenciennois devaient être rendus, dans un délai de quinze jours, au comte de Hainaut (6). Mais Guy ne pouvait, de sa seule autorité, remettre Jean en possession des deux localités ; il avait été dépossédé de Valenciennes par le roi, et le souverain exerçait au Quesnoy un droit de garde dont la nature est difficile à déterminer. Aussi le comte de Flandre dût-il s'engager à négocier avec Philippe le Bel en vue d'obtenir de lui qu'il retirât sa main des deux villes (7). Si un contrat relatif à celles-ci avait été passé entre eux, Guy renon-

(1) Cette opinion est aussi celle de M. KERN (*Ausdehnung*, 175, spécialement note 4).

(2) Sentence arbitrale (1295, 28 mai, entre Lessines et l'arbre de Wannebecq) de Godefroy de Brabant et de Jean de Dampierre ; analyse dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 838, et dans *Bulletins de la C. R. H.*, IV s., t. III, 480, — original aux Archives du Nord, B 1263, God. 3673. Nous n'étudierons pas cette sentence dans son ensemble, le point de vue français seul nous intéressant.

(3) Même sentence arbitrale, art. 4.

(4) Même sentence arbitrale, art. 5.

(5) Même sentence arbitrale, art. 6.

(6) Même sentence arbitrale, art. 7.

(7) Même sentence arbitrale, art. 23 : « Encore disons nous que li cuens de Flandres se paine en bonne manière et face son loial pooir envers le roy de France que li roys oste sa main de Valenchienes et du Caisnoit, pour quoi li cuens de Haynau en puist paisiurement joir : et que li cuens de Flandres, se il a aucunes convenances envers le roi d'endroit Valenchienes et le Caisnoit, qu'il les rapelle

cerait à en bénéficier et agirait en sorte que le roi en fît autant. Cette disposition, défavorable en apparence aux prétentions de Philippe le Bel sur Valenciennes et sur le Quesnoy, peut étonner à première vue. Mais elle obligeait le comte de Flandre seul et laissait au roi toute sa liberté d'action. Loin de causer préjudice au souverain, les arbitres n'ont-ils pas obéi à sa suggestion ? Philippe ne voulait-il pas enlever, par cette clause, au comte de Flandre tout prétexte de s'immiscer dans les affaires de Valenciennes et du Quesnoy, le jour où lui-même serait amené à retirer sa main des deux villes ? C'est vraisemblable.

Le comte de Flandre se déclara satisfait de la sentence arbitrale : le comte de Hainaut refusa de s'y soumettre, et rejeta sur son adversaire la responsabilité de cette carence (1). Les procureurs flamands furent donc mal accueillis quand, pour se conformer au traité d'arbitrage, ils vinrent le 10 juin 1295 (2) restituer à la comtesse de Hainaut les titres relatifs à Valenciennes : on consentit bien à les prendre, mais on spécifia que Jean d'Avesnes n'en réservait pas moins sa liberté d'action, le compromis, à son avis, étant caduc. Le comte de Flandre se heurta à la même mauvaise volonté de sa part pour l'exécution des autres clauses du dictum (3).

Les arbitres, embarrassés sans doute par l'attitude de Jean d'Avesnes, se montrèrent peu disposés à le contraindre au respect de leurs décisions (4). Quant à Philippe le Bel, il n'avait pas, à titre officiel au moins, participé au compromis et n'avait pas à intervenir. Guy de Dampierre, en vue d'en assurer l'exécution, se tourna pourtant vers les gens du roi. Comment expliquer cette manière de procéder, si les médiateurs n'avaient pas agi par mandat de Philippe le Bel ? Aux termes de leur sentence, Jean d'Avesnes

tant que à lui monte, et se travail en bonne manière et face son loial pooir à ce que eles soient repellées du roy et mises jus. »

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXV, 2^e partie.

(2) Acte notarial (1295, 10 juin, Mons), anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 839.

(3) SAINT-GENOIS, *Droits*, 839 et 840.

(4) Au terme de cette sentence, le comte de Flandre avait à remettre le 11 juin à Godefroy de Brabant et à Jean de Dampierre toutes les chartes relatives à l'ancien projet d'arbitrage des évêques de Liège et de Metz. Le 10, les procureurs du comte de Flandre allèrent trouver à cet effet Godefroy de Brabant à Malines. Godefroy refusa de recevoir ces documents : le lendemain, même tentative à Bruxelles sans plus de résultat. Le 11 au soir, les procureurs se rendirent à Tournai où les deux arbitres devaient être présents pour prendre livraison de ces pièces : l'un et l'autre firent défaut. Cf. procès-verbal (1295, 11 juin, Tournai) anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 840.

avait à remettre à son adversaire toutes les pièces du procès engagé, devant le tribunal d'Empire, contre les Dampierre. Cette cession devait avoir lieu quinze jours plus tard à Courtrai. En prévision d'un nouveau manquement hennuyer, Guy s'adressa, pour le faire constater, à Guillaume de Hangest, bailli royal d'Amiens ; cet officier envoya à Courtrai deux sergents royaux (1) comme témoins. Les procureurs du comte de Hainaut ne se présentèrent que vers 3 heures (2) et firent preuve de mauvaise volonté ; ils allèrent jusqu'à refuser aux Flamands la livraison des titres réclamés, sous prétexte qu'aucun jour n'avait été spécialement désigné pour en faire la remise. Les sergents du roi n'avaient plus qu'à constater la carence du comte de Hainaut. Leur déposition, du 15 juin 1295 (1), est en tous points conforme à la version flamande que nous fait connaître le procès-verbal des échevins de Courtrai en date du 11 juin (3).

Le comte de Hainaut avait ses raisons pour garder ces documents. Tandis que Guy s'appuyait sur les gens du roi de France pour faire respecter la sentence arbitrale, Jean, pour s'en affranchir, comptait sur l'Empire. Ce fut sans doute à la demande du comte de Hainaut qu'Adolphe de Nassau vidima le 13 juillet 1295 (4) le mandement du 27 avril 1248 par lequel le roi Guillaume de Hollande ordonnait aux vassaux du comté de Namur de reconnaître Jean I^{er} d'Avesnes pour seigneur. Adolphe était d'autant mieux disposé en faveur de Jean II que, depuis mars 1295 (5), Philippe le Bel s'était, par une série de mesures bienveillantes, réconcilié avec le comte de Flandre.

Le rapprochement de Jean d'Avesnes avec l'Empire fut de courte durée. L'amitié franco-flamande n'était qu'éphémère et,

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXVI. — Les deux sergents étaient Pierre de Soyhc et Jean de Bours. — Bours, comm. Pas-de-Calais, arr. St. Pol, c. Heuchin.

(2) Ils se présentèrent dans la maison de Simon Bourchelin ; les procureurs flamands avaient déjà comparu une première fois en l'église St. Martin de Courtrai, puis plus tard sur le marché de la ville, sans avoir rencontré ceux du comte de Hainaut.

(3) Déposition (1295, 11 juin ; 1295, jour de St. Barnabé apôtre) des échevins de Courtrai ; Archives de Nord, B 1263, God. 3702 ; orig. sc.

(4) Vidimus (1295, 13 juillet) d'Adolphe de Nassau, anal. dans *Bulletins de la C. R. H.*, III^e s., t. 5, 76.

(5) Cf. FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 152.

dès juillet 1295, la situation redevint tendue à l'extrême entre le roi et son vassal (1). Une guerre avec la Flandre parut-elle dès lors inévitable à Philippe le Bel ? Toujours est-il qu'il abandonna désormais son rôle de médiateur, pour s'acheminer vers une alliance avec le comte de Hainaut.

(1) Cf. FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 155.

TROISIÈME PÉRIODE

L'alliance franco-hennuyère

CHAPITRE I

Les préparatifs de l'alliance franco-hennuyère.

C'est par son or que Philippe le Bel chercha à se concilier Jean d'Avesnes. La reprise de la guerre avait en 1295 obéré les finances du comte de Hainaut. Jean devait depuis 1294 une somme de 851 l. à des changeurs des foires de Lagny, et ne pouvait la payer (1). A trois reprises, les gardes des foires de Champagne lui avaient enjoint de le faire. Le comte avait cherché à négocier : Philippine, sa femme, avait prié, sans succès du reste, Philippe de Florence, de la compagnie des Pucci, de plaider sa cause auprès des changeurs. Après deux sommations suivies d'une nouvelle demande de répit, les gardiens des foires se virent contraints, en septembre 1295, d'intimer une nouvelle fois au comte l'ordre de s'acquitter de son dû.

Jean d'Avesnes n'avait pas attendu cette extrémité pour négocier avec Philippe le Bel.

Le roi seul pouvait lui avancer les fonds nécessaires. Au moment où parvenait en Hainaut cette troisième mise en demeure, la comtesse se trouvait déjà à Paris ; son voyage avait pour but de se procurer de l'argent ; Baudouin de Henripont, le receveur hennuyer, délégué du comte, alors absent, était certain, déclara-t-il, qu'elle en trouverait avant son retour.

Cet espoir était prématuré. Le roi n'entendait engager ses deniers que contre des garanties certaines. Les négociations traînèrent. Le comte et la comtesse, ou l'un d'eux tout au moins,

(1) Lettre (1295, novembre) des gardiens des foires de Champagne à Jean d'Avesnes, dans DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXI.

se trouvaient encore à Paris le 16 octobre (1). Ils ne purent obtenir incontinent l'argent escompté ; en novembre, les gardiens des foires réitéraient, et cette fois sous menaces, leur requête de paiement (2).

Les pourparlers franco-hennuyers étaient pourtant en bonne voie, car Jean d'Avesnes allait donner au roi des gages de sa fidélité. Philippe le Bel lui avait confié la mission délicate de détacher Florent V, comte de Hollande, neveu du comte de Hainaut, de l'alliance anglaise (3). Dès l'été 1295, Jean avait ménagé à cet effet une entrevue à Mons entre Florent et Robert, comte d'Artois (4). Bientôt, il intervint directement : ce fut par son entremise (5) que Philippe le Bel acheta le comte de Hollande et l'amena le 9 janvier 1296 (6) à s'allier avec la France.

Jean d'Avesnes cette fois avait fait ses preuves : il allait être payé de son service : le comte et son frère, l'évêque de Cambrai, reçurent, vers cette époque (7), de l'argent du roi par l'intermédiaire

(1) Le 15 octobre 1295, en effet, Philippe le Bel, par une charte datée de Paris, donnait procuration à Biche et à Mouche Guidi pour effectuer une vente au comte de Hainaut (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXVII). Or dès le 16 octobre, Biche Guidi déclarait devant le prévôt de Paris avoir effectué cette vente (*Monuments pour servir*, I, 443). Comme Biche n'a pu faire en un jour le voyage de Hainaut, il faut admettre que Jean d'Avesnes et sa femme, ou l'un d'eux au moins, se trouvaient en ce moment à Paris

(2) Cf. page précédente, note 1.

(3) L'Angleterre avait, en mai 1295, rapproché la Hollande de la Flandre, par la médiation de Jean de Kuyck ; KERN, *Ausdehnung*, 175.

(4) OBREEN, *Floris V*, 150. L'historien hollandais se réfère à MELIS STOKE (IV, vers 892) qui place cette entrevue « in einen zoemer heet » (en été).

(5) KERN, *Ausdehnung*, 177, note 3. D'après les *Annales Gandenses* (édition Funck-Brentano, 46) citées par l'historien allemand, le comte Florent fut amené à l'alliance française « pecunia conductus a comite Hanonie ».

(6) KERN, *Ausdehnung*, 176.

(7) FUNCK-BRENTANO, *Document*, dans *Revue Historique*, XXXIX, II, 331. — Nouvelle édition dans *M. G. Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, t. III (1906), p. 633, n° 645. — D'après BOUTARIC (*la France sous Philippe le Bel*, 391), le texte publié par M. Funck-Brentano serait un état dressé par Mouche des négociations que lui-même aurait menées comme trésorier de Philippe le Bel. Or, parmi les alliés ainsi gagnés à la cause française, se trouvent mentionnés « li évesque de Cambray » et « li conte de Heinaut ». Enfin, remarquons-le, notre document respecte l'ordre chronologique : les négociations franco-hennuyères auxquelles il fait allusion sont donc de 1295 (anc. st.) au plus tard, car le passage qui les mentionne est suivi (p. 332) de celui-ci : « quant li roys d'Engleterre vit que ses aliéz li faillioient..., si n'osa passer et attendi... et lors, c'est à savoir l'an IIII^{xx} XVI se pourvit il... de nouvelles alliances ». — Cf. opinion différente de la nôtre dans KERN (Fr.), *Die Bestechung K. Adolfs von Nassau* (édité dans *Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung*, XXX, 423-443), 424, note 3.

de « Monseigneur Mouche ». En janvier 1296 enfin (1), c'est-à-dire dès la conclusion de l'accord franco-hollandais, Isabelle, fille du comte de Hainaut, fut admise à épouser Raoul de Clermont, connétable de France, l'un des plus riches seigneurs du Royaume. C'était la première étape de l'alliance franco-hennuyère. Il existait un lien d'affinité entre Isabelle et feu Yolande « femme tayennarière » du comte de Clermont : les futurs conjoints durent s'engager à solliciter, à frais communs, en cour de Rome, la dispense nécessaire à la conclusion de leur union.

Pour que l'alliance franco-hennuyère, déjà amorcée, devînt définitive, le roi devait restituer à Jean d'Avesnes la ville de Valenciennes. Sur les instances du comte, il finit par y consentir. Mais Philippe le Bel, engagé vis-à-vis des bourgeois, n'avait pas les mains libres. Instruits de son projet, les Valenciennois tentèrent de l'en dissuader (2). Ils envoyèrent à cet effet à Paris de nombreux procureurs ; leurs noms sont connus (3) : tous faisaient partie de l'aristocratie échevinale. Plusieurs ambassades eurent lieu, certaines avant le 13 février, d'autres après (4). L'effort des bourgeois fut vain. Philippe le Bel voulait les sacrifier coûte que coûte à un rapprochement plus intime avec le Hainaut : il se contenta de leur notifier son intention de retirer sa main de Valenciennes. Il leur laissa pour se pourvoir d'un autre gardien un délai qui devait expirer un mois après Pâques, donc le 25 avril 1296 (5). Pour donner à la signification du retrait de sa garde un caractère

(1) Contrat de mariage (1296, janvier, n. st.) de Raoul de Clermont avec Isabelle de Hainaut, sous le vidimus (1304, sixième fête après la Purification) de Pierre, doyen de Ste. Marie de Condé, dans *Monuments pour servir*, III, 548.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXIX : « il est apriés chou avenut ke li roys devant nommés a dit a no gent, etc. ».

(3) COQUIAU, (Bibl. munic. de Valenciennes, *id.*, fol^o 129 v^o), après avoir donné la liste des échevins pour 1295, dit, parlant de la résolution prise par Philippe le Bel de retirer sa main de la ville : « Pour quoi lesdits de Valenciennes firent extrême devoir de procurer la maintenue des alliances susdites, ayant à diverses fois en cet an et l'autre suivant envoyé vers lui les suivants : Jacquemon li Père, Jean d'Angreau, Jean li Sauvage, Guillaume Roussiau, Gauthier li Leu, René Faumin, Jacques de la Cauchie, Alexandre de le Cauchies, Jacques Pole, Gauthier Brochon, Engelbert Noghés, Jean Roussiau, Simon dou Gardin, Jean de St. Pierre, Jean d'Alban, Nicolas la Cangeur ».

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXIX ; cf. d'une part dans ce texte le passage mentionné ci-dessus, note 2, et se rapportant aux négociations antérieures au mandement royal du 13 février 1296, et d'autre part cette phrase du même document : « après ches choses, nous envoïames au roy nos certains et especials... » relative à des pourparlers postérieurs à ce mandement.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXIX.

plus solennel, le roi délégua le 13 février 1296 (1) dans la ville Aubert de Hangest et Jean de Marle : les bourgeois devaient faire foi à leur déclaration et leur obéir. Malgré l'attitude peu loyale de Philippe le Bel, les Valenciennois se montrèrent déferents dans l'espoir d'éviter la rupture : ils reçurent les deux messagers avec honneur et allèrent jusqu'à leur présenter les vins (2). Aubert de Hangest et Jean de Marle ne firent sans doute que confirmer aux bourgeois la décision du roi.

Les insurgés se sentaient perdus si Philippe le Bel les abandonnait : ils lui envoyèrent de nouveaux procureurs pour le supplier de les reprendre en sa main et en sa garde. Ils étaient prêts en cette occurrence à le traiter en seigneur légitime. Peine perdue : sa décision, répondit-il, était irrévocable. Les Valenciennois voulurent au moins avoir les mains libres : ils prièrent le roi de leur notifier sa résolution par un acte authentique. Mais si Philippe le Bel prétendait recouvrer son indépendance, il n'entendait pas que les bourgeois en fissent de même : il rejeta leur demande. Les Valenciennois ne pouvaient toutefois rester isolés et ne dissimulèrent pas leur intention : délaissés par le roi, ils comptaient, dirent-ils, se procurer incontinent un autre protecteur ; celui-ci, Philippe le Bel le pressentait bien, ne pouvait être que le comte de Flandre : le roi prit les devants : qu'ils se gardassent bien, leur recommanda-t-il, de prendre pour défenseur un ennemi du Royaume ; sinon, ils seraient eux-mêmes traités comme tels. Les bourgeois protestèrent ; ils n'avaient jamais, dirent-ils, formé de si noirs projets (3).

Le roi, en ne nommant pas le comte de Flandre, était resté, à dessein, dans l'équivoque. Le 6 janvier 1296 (4), il s'était rapproché de lui ; il ne voulait pas le froisser par un acte officiel de suspicion. Les Valenciennois pouvaient donc, de bonne foi, ne pas considérer Guy comme un ennemi du Royaume ; Philippe le Bel pourtant se méfiait de lui ; il était décidé à rompre avec les

(1) Mandement (1296, 13 février, n. st., Paris) de Philippe le Bel, incorporé dans le document du 29 mars 1296 publié par nous (DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXIX).

(2) COQUIAU (*id.*, fol^o 130 v^o), parlant de l'ambassade de Aubert de Hangest et de Jean de Marle, met en marge devant leurs noms « Aux comptes des Massards se voient qu'on leur présenta les vins ».

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XXXIX.

(4) FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 163.

bourgeois, s'ils venaient à appeler ce prince pour leur gardien. Mais, pouvaient-ils adopter une autre politique ? La guerre avait repris entre le comte de Hainaut et le comte de Flandre, et ce dernier était pour eux le seul défenseur possible. L'échevinage de 1295, nommé par Philippe le Bel, hésita devant cette rupture, inévitable, avec le roi ; il fut supplanté ; la chose paraît certaine, car d'habitude le magistrat à Valenciennes se renouvelait en mai : en 1296, Jacquemon le Père succéda avant le 29 mars à Baudouin de Bachy comme prévôt de la ville (1). Il faut admettre sans doute un coup d'état exécuté par la fraction de l'aristocratie échevinale la plus compromise dans la lutte contre Jean d'Avesnes. Mais Valenciennes se trouvait sans seigneur reconnu ; on ne pouvait donc procéder à la nomination de nouveaux échevins. Aux anciens, fut substitué une sorte de comité insurrectionnel de douze membres, dont les noms sont connus (2) ; sous la direction de Jacquemon le Père, ils formèrent dans la ville un gouvernement provisoire en attendant la formation d'un collège échevinal régulier.

Le premier acte des douze préposés fut de négocier avec le comte de Flandre. Ils alléguèrent, pour justifier cette initiative, que Philippe le Bel avait le premier violé ses engagements : le roi, à les en croire, après avoir, le 7 janvier 1295, promis aux Valenciennois un délai minimum de deux mois pour se pourvoir d'un autre gardien, le réduisit à un seul mois après Pâques (3). Cette accusation reposait sur un pur jeu de mots : Philippe le Bel n'avait pas attendu le jour de Pâques pour signifier aux bourgeois le retrait de sa main : il l'avait fait au plus tard le 3 février, c'est-à-

(1) DELCAMBRE, *Recueil*, Doc. XL... « li faisons et avons fait par Jakemon le Père no bourgeois et prouvoost adont de Valenchienes foiauté et hommage ».

(2) Nous verrons (sentence portée (1297, 3 mars, 1. st.) par la commune de Valenciennes contre 12 des bourgeois de la ville, dans *Monuments pour servir*, I, 455) que 12 bourgeois de Valenciennes furent assignés à la porte Cambraisienne par Aubert de Hangest et le prévôt de Paris pour répondre de l'alliance conclue entre la commune de Valenciennes et le comte de Flandre : en tête de la liste vient précisément Jacquemon le Père, que nous trouvons comme prévôt le 29 mars 1296 : arrivent ensuite Gauthier Brochon, René Faumin, Guillaume Roussiau, Jacques du Castiel, Jean Brochon, Jean de St. Pierre, Jean le Sauvage, Roger Caperon, Nicolas Gouche, Hugues de Trith et Jean d'Angre. Ces douze bourgeois devaient être ceux qui gouvernaient la ville lorsque fut conclue l'alliance flamande. Comme le document auquel nous empruntons cette liste ne les désigne pas comme anciens échevins, il faut en conclure qu'ils ne constituaient pas un véritable échevinage, mais un comité insurrectionnel. Nous verrons qu'ils restèrent du reste très peu de temps en fonction.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, document XXXIX, exposé de l'acte.

dire deux mois et demi avant la mise à exécution de son projet. C'était plus qu'il n'en fallait pour que la lettre du traité du 7 janvier 1295 fût respectée. Comme toujours, les bourgeois de Valenciennes défendaient mal leur cause : la déloyauté de la politique française était flagrante, mais ce n'étaient pas les promesses, pleines de réticences, du 7 janvier 1295 qui avaient été violées ; c'étaient celles de 1290 et de 1292 ; et encore elles l'étaient moins dans la lettre que dans l'esprit (1).

Les négociations entre les bourgeois et le comte de Flandre aboutirent avant l'expiration du délai fixé par Philippe le Bel pour le retrait de sa main. Dès le 29 mars, Guy de Dampierre entra à Valenciennes comme seigneur de la ville (2) : Jacquemon le Père, le nouveau prévôt, lui prêtait foi et hommage au nom de la commune, qui ne pourrait désormais, par un traité avec le comte de Hainaut, se soustraire à la souveraineté flamande (3). Le gouvernement provisoire chercha néanmoins à éviter, dans la mesure du possible, la rupture avec le roi : dans la charte du 29 mars, il réserva encore les droits de Philippe le Bel sur Valenciennes.

Les bourgeois toutefois ne se faisaient pas d'illusion sur les dispositions du roi à leur égard quand il apprendrait leur accord avec Guy de Dampierre ; malgré leur désir d'éviter un conflit avec Philippe, ils en acceptèrent à l'avance toutes les conséquences : dès le jour de la conclusion du traité, ils s'engagèrent à demeurer, en dépit même d'un ordre éventuel de Philippe le Bel, sous la garde du comte de Flandre. Ils allèrent jusqu'à rendre héréditaire la souveraineté, d'abord viagère, de Guy sur leur ville, et promirent de reconnaître pour leur seigneur Robert de Béthune, son fils aîné, si le comte voulait lui abandonner ses droits sur Valenciennes (4).

Le 1^{er} avril, l'accord était scellé du côté flamand par des engagements réciproques. Les bourgeois pouvaient craindre que Philippe le Bel ou le comte de Hainaut ne les accusassent de

(1) L'enquête relative à l'Ostrevent n'ayant pas encore eu lieu, le retrait de la garde royale était prématuré. Mais il faut noter que, même en 1290, Philippe le Bel s'était contenté de donner, par son attitude à l'égard de Jean d'Avesnes, des espérances aux Valenciennes, sans jamais rien leur promettre de formel.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLI.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XL.

(4) DELCAMERE, *Recueil*, doc. XL.

forfaiture (1) pour l'hommage prêté au comte de Flandre : Guy s'engagea à les remettre dans cette occurrence en paix avec le roi. Les parties contractantes envisageaient sans doute là une simple intervention amiable. Le comte prit contre Jean d'Avesnes des engagements plus formels : il s'obligea à défendre les bourgeois contre lui en bon seigneur, donc au besoin à main armée. Il promit en outre de respecter les franchises de la ville ainsi que la charte octroyée à ses habitants par Jean d'Avesnes ; il leur en délivrerait, fut-il décidé, un autre exemplaire, scellé du sceau du comte de Flandre. Guy prit enfin l'engagement de nommer chaque année, au jour de mai, des échevins « prudhomes et créaules », dont la charge ne pourrait être immédiatement renouvelable.

L'attitude du nouveau seigneur de Valenciennes vis-à-vis de Philippe le Bel fut identique à celle des bourgeois : comme eux, il réserva la souveraineté du roi de France sur la commune ; comme eux aussi, il refusa par avance de lui obéir, s'il prescrivait l'évacuation de Valenciennes par les Flamands.

Cet échange de promesses mutuelles fut suivi d'effet. Guy de Dampierre se comporta désormais en véritable seigneur de la ville : il alla jusqu'à y entretenir un prévôt comme le faisait jadis Jean d'Avesnes (2). Il procéda enfin à la nomination d'un nouvel échevinage (3) : sur treize de ses membres, six furent recrutés parmi ceux du gouvernement provisoire, qui dès lors fut dissout. Il semble que Gautier Brochon (4) remplaça Jacquemon le Père comme prévôt.

(1) Charte octroyée (1296, 1^{er} avril, Valenciennes) par Guy, comte de Flandre, aux bourgeois de Valenciennes, dans LEBOUcq, *Guerre*, 64.

(2) Lettre de non-préjudice (1296, 1^{er} juillet) de Guy, comte de Flandre, aux bourgeois de Valenciennes, dans LEBOUcq, *Guerre*, 71. Il y est question de ce prévôt-le-comte.

(3) Nous avons vu (cf. page 177, note 2) la composition du comité insurrectionnel qui s'empara du pouvoir en mars 1296. Or, celle de l'échevinage en fonction lors du coup d'état d'octobre 1296 nous est également connue (cf. sentence (1297, janvier, n. st.) de la commune de Valenciennes contre les douze bourgeois assignés à la porte Cambraisienne et contre les échevins de 1296, dans *Bulletins de la C. R. H.*, 2^e s., t. IV, 38). Nous voyons en comparant les deux listes, qu'Engelbert Noghés, Gilles Roussiau, Jean Carbon, Jacques Crestial, Jean li Prouvos et Gauthier le Leu, membres de l'échevinage de 1296, n'avaient pas fait partie du comité insurrectionnel.

(4) Ce personnage figure en effet en tête de la liste des échevins condamnés en janvier 1297. Nous le trouvons cité, à ce même titre et au même rang, comme témoin au bas de chartes du 9 juin (Bibl. munic. de Valenciennes, *Livre Noir*, id.,

La guerre avait repris entre les comtes de Hainaut et de Flandre; la commune de Valenciennes, soumise à Guy, se trouvait engagée dans la lutte. Nous sommes mal renseignés sur la participation des bourgeois aux hostilités. Si l'on en croit Vinchant, dont le témoignage est suspect, l'ost de Flandre fut commandée dans la ville par Roger de Halluin et Jean Bellan (1). Les flamands firent une sortie dans la direction de Marchiennes (2) et les Valenciennois se contentèrent d'y mener les charriots chargés des approvisionnementnements ; les prévôts et jurés de la ville prirent, durant ce temps, la garde des portes. Dès que les Flamands eurent dépassé Marchiennes, les Hennuyers se précipitèrent sur eux : ils les vainquirent à Hérin et à Escaudain (3). 400 Flamands restèrent sur le terrain. Les Hennuyers ne purent toutefois poursuivre leur succès, car le gros de l'armée flamande approchait : chacun se retira sur ses positions. Tous ces événements sont très problématiques, car le récit de Vinchant ne peut être contrôlé, faute de documents. Toutefois il paraît certain que l'action commune du comte de Flandre et des bourgeois inquiéta le comte de Hainaut : Jean se vit contraint d'appeler à son aide ses trois frères, l'élu de Liège, les évêques de Metz et de Cambrai qui lui envoyèrent des

fol° 99), du 18 juin (*id.*, fol° 98 v°), du 15 août (*id.* fol° 101) et du 25 septembre 1296 (charte (1296, 25 septembre) de la commune de Valenciennes ; Archives du Nord, fonds St. Jean de Valenciennes, carton II, pièce 93).

(1) VINCHANT, *Annales*, III, 36, année 1295. Si Vinchant est en général très suspect, les renseignements qu'il nous apporte ici sont assez précis pour mériter une certaine créance. Quant à la date des événements, le comte Guy de Dampierre n'a été maître de Valenciennes qu'à deux reprises : une première fois de septembre 1292 à janvier 1295, puis d'avril 1296 à la fin de cette même année. Or les hostilités entre la Flandre et le Hainaut ne durèrent, pendant cette première période, que de septembre à octobre 1292 et les troupes flamandes furent commandées alors, nous le savons, par Robert de Béthune ; les faits mentionnés par Vinchant ne peuvent donc trouver place qu'en 1296. Nous n'avons pu identifier les noms des personnages indiqués par lui ; ils ne figurent dans aucune des listes de vassaux du comte de Flandre pour la fin du XIII^e siècle. Aussi, malgré les fautes de lecture toujours possibles chez les chroniqueurs des XVI^e et XVII^e siècles, sommes-nous en droit d'émettre quelque doute sur la véracité du récit de Vinchant.

(2) VINCHANT, *id.* Ce renseignement est confirmé par COQUIAU (bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 534-714, fol° 131) : « Le comte Guy avoit lors armée et camp contre ledit Jehan d'Avesnes, car encore n'estoit le roi de France entrée en Flandres..., car oultre infinité de voyages illecques faits, se trouve article de paiement pour avoir mu cariaux en l'ost, et aux prévôts et jurés qui vactèrent es portes quant on fut en l'hoste, et semble avoir été quelque temps statant envers Marchiennes, car plusieurs de la ville illec envoyés... »

(3) Hérin, comm. Nord, arr. et c. Valenciennes. — Escaudain, comm. Nord, arr. Valenciennes, c. Bouchain.

soudoyers (1). Enfin, en 1296, il dut fortifier la ville du Quesnoy (2).

Le roi de France ne pouvait se désintéresser de l'occupation de Valenciennes par le comte de Flandre. Peu après avril 1296, il lui manda d'ôter sa main de la ville, sous prétexte qu'il n'en avait pas lui-même retiré la sienne (3). Le 30 mai 1296 (4), Oudart de Cramailles, sénéchal de Pontieu et bailli d'Amiens, et aussi Guillaume de Hangest, prévôt de Paris, furent délégués par Philippe le Bel auprès du comte de Flandre : les termes de leur mandat sont assez vagues ; il semble toutefois (5) qu'ils eurent, entre autres missions, celle de signifier à Guy l'ordre d'évacuer Valenciennes : c'est l'hypothèse de M. Funck-Brentano et elle paraît très vraisemblable. Des menaces étaient proférées pour le cas de désobéissance aux deux messagers. Elles furent bientôt suivies d'effets : Guy eut beau chercher à justifier, auprès des conseillers du roi (6), son refus de retirer sa main de la commune ; pour toute réponse, Philippe le Bel prit, en juin 1296, la garde des cinq grandes villes de Flandre (7), c'est-à-dire de Gand, de Bruges, d'Ypres, de Lille et de Douai, et le même mois (8), leur

(1) VINCHANT, *id.*, 35. Ce renseignement est confirmé par HOCSEM, *Gesta episcoporum Leodiensium*, éd. Chapeville, II, 324. L'événement en question paraît, d'après le texte de Hocsem, se rapporter à la dernière année de la guerre du comte avec les bourgeois, c'est-à-dire à l'année 1296, et non à l'année 1292, comme le prétend FRANKE (*Beiträge*, 20). Hocsem ajoute en effet ces mots : « sed pace facta, traditis comiti de Valencens. hujus choreae ductoribus (allusion aux événements du début de 1297)... ad partes suas armorum agmina sunt reversa ».

(2) Comptes du Trésor du Hainaut (Archives du Nord, B 3268, fol^o. 4) « item, en l'an ce 96, paia Gérars à Monsigneur J. de Maubuege pour les ouvraiges dou Caisnoit 157 l. 3 s. tourn. ».

(3) Lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy de Dampierre à Philippe le Bel, dans KERVYN, *Histoire*, II, 566 : « Après avint que vous ostastes vostre main tout sus de la ville de Valenciennes... etc. »

(4) Mandement (1296, 30 mai, Paris) de Philippe le Bel à Guy de Dampierre, dans FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 170, note 3.

(5) FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, 169.

(6) Cf. note 3.

(7) Le comte de Flandre, dans sa lettre du 9 janvier 1297 (KERVYN, *Histoire*, II, 567), accusa Philippe le Bel d'avoir, à la suite du refus de Guy d'évacuer Valenciennes, confisqué tout le comté de Flandre : « et sur ce, vous feistes saisir pour ceste achoison (l'occupation de Valenciennes par le comte de Flandre) tout le contée de Flandres et teinstes saisi tant comme il vous plut ». Or nous ne constatons pas avant 1297 de confiscation de tout le comté de Flandre par le roi. Le comte exagérait donc et faisait allusion à ce fait qu'en juin 1296 (cf. FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 172 à 179) Philippe le Bel prit les 5 villes de Flandre sous sa garde et les conserva jusqu'au 28 août de la même année (cf. FUNCK-BRENTANO, *id.*, 188).

(8) Mandement (1296, juin, Paris au Temple) de Philippe le Bel aux 5 villes de Flandre, dans *Ordonnances*, XI, 386 ; cf. à ce sujet FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 179 à 181.

interdit de participer, sans son ordre exprès, à aucune guerre hors du Royaume. C'était entraver toute opération flamande contre le Hainaut et aussi contre la Hollande, alliée de la France et alors en guerre avec la Flandre. Deux chevaliers, Simon de Triengnel et Pierre de Montegay, partirent pour ce dernier pays et y portèrent de ville en ville l'ordre du roi (1).

La situation du comte devint si critique qu'il dut renoncer à exercer lui-même à Valenciennes ses droits de souveraineté. Le 3 juillet 1296 (2), il les céda à son fils Robert ou, à son défaut, à un autre de ses enfants qui deviendrait comte de Flandre. Cet allègement s'imposait, car quelques jours plus tard, les rapports franco-flamands devenaient plus tendus encore : le 7 juillet 1296 (3), Philippe le Bel notifiait à son vassal la décision relative au service d'ost hors du Royaume et, par une ironie sanglante, le chargeait du soin de son exécution. Le comte avait été cité plusieurs fois au Parlement (4) pour y répondre, entre autres plaintes, de celle formulée par Jean d'Avesnes au sujet de Valenciennes (5) : jusque là, il s'était refusé à comparaître : assigné à nouveau pour le 29 juillet 1296, il comprit que toute résistance était impossible. Il se rendit à Paris, avec les représentants des bonnes villes de Flandre, dans la seconde quinzaine du mois d'août (6). A l'en croire, lui-même et son neveu de Hainaut auraient reçu ordre du roi de suspendre entre eux toute hostilité (7) pendant l'ajournement et durant le procès. Cette trêve, si elle fut

(1) FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 181.

(2) Charte (1296, 3 juillet, Gand) de Guy de Dampierre, dans LEBOUcq, *Guerre*, 69.

(3) Mandement (1296, 7 juillet, Crépy-en-Valois) de Philippe le Bel à Guy de Dampierre, dans WARNKÖNIG-GHELDOLF, *Histoire*, I, 395.

(4) FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, 181.

(5) Lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy de Dampierre à Philippe le Bel, dans KERVYN, *Histoire*, II, 567 : « ... et ce fist (il s'agit de l'entrée des Hennuyers à St. Amand) ses niez (Jean d'Avesnes) pendant le adjournement que à sa requeste, encontre lui, pardevant vous li avez fait ». Cette citation ne peut se placer qu'entre juin 1296 et le 28 août de la même année, car, d'après la même lettre, l'incident de St. Amand eut lieu « cette saisine (des 5 villes de Flandre) en vostre main estant et le contée (de Flandre) du tout dessaisi ».

(6) FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 181.

(7) Lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy de Dampierre à Philippe le Bel, dans KERVYN, *Histoire*, II, 567 : « ... durant le defense que vous li aviezfete que, l'adjournement et la cause pendant, il ne devoit rien entreprendre sur le conte, en la manière que vous aviez fet defense au conte ». Dans toute cette lettre, « le Conte » est le comte de Flandre : le comte de Hainaut est toujours appelé « ses niez de Hénaut ».

réellement imposée, fut enfreinte aussitôt : la veille même du jour où Guy se mettait en route pour Paris, Jean d'Avesnes (1) entra dans Saint-Amand, et blessa ou emmena prisonniers en terre d'Empire plusieurs des gens du comte de Flandre. Il violait ainsi les droits juridictionnels du roi de France. Mais Philippe devait avoir partie liée avec Jean, car il ne fit pas justice des plaintes formulées à cette occasion par Guy (2).

C'est que les rapports franco-hennuyers étaient devenus à cette époque plus amicaux que jamais. En juillet 1296, Jean d'Avesnes s'était référé, pour les règlements à appliquer aux monnayeurs de Hainaut, aux coutumes adoptées en France (3). Le roi s'était attaché par des largesses jusqu'aux frères du comte. Guillaume, évêque de Cambrai, avait été l'objet des libéralités royales : sans parler des sommes touchées sans doute en 1295 par l'intermédiaire de Mouche, Philippe le Bel lui offrit avant le 7 août 1296 un rubis balais (4). Le 21 août de la même année (5), il donna en fief à Bouchard, évêque de Metz, autre frère de Jean, 2.000 l. de petits tournois de rente viagère, à percevoir chaque année au Louvre, le jour de l'Ascension. Bouchard dut seulement se reconnaître, pour ce fief, l'homme lige du roi de France et lui promettre le service d'ost contre tous, le roi des Romains excepté. Bouchard mourut le 9 novembre 1296 (6), et aucune rente ne lui fut versée.

L'état des relations franco-hennuyères en fin d'août 1296 faisait prévoir une décision du Parlement favorable à Jean d'Avesnes. Après avoir entendu la plainte du comte Guy contre la confiscation des cinq villes de Flandre, la cour passa à la question de la garde de Valenciennes (7). Le procureur du roi reprocha au prince flamand d'être entré dans cette commune au préjudice de la

(1) Même lettre, (*id.*, 567) : « ses niéz de Hénaut à force et à armes et à grant plenté... etc... ». — « et ce fist ses niéz pendant le ajournement... et si près du jour de l'adjournement que l'endemain il convint... etc... »

(2) Même lettre.

(3) Le 25 juillet 1296 en effet, une copie des règlements établis à ce sujet par Philippe le Bel avait été communiquée au comte de Hainaut sous le vidimus de Jean de St. Liénard, prévôt de Paris (CHALON, *Recherches*, 165).

(4) Testament (1296, 7 août, Villefort) de Guillaume, évêque de Cambrai, dans DEHAISNE, *Histoire de l'Art*, II, 89.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLIII.

(6) GAMS, *Series*, 293.

(7) Lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy de Dampierre à Philippe le Bel, dans KERVYN, *Histoire*, II, 572 : « ceste protestacion et ceste retenue sauve, on ala avant en la besoigne de Valenciennes, etc... »

Couronne. Le comte essaya de se disculper : Philippe le Bel fit-il remarquer, avait ôté sa main de Valenciennes quand lui-même en prit possession ; il n'avait donc pas violé les droits du roi : il était prêt à appuyer son dire par le témoignage de prélats, de barons, de chevaliers, de clercs et de laïcs « sans soupçon » choisis en dehors des parties. Vains efforts : pour toute réponse, le Parlement condamna, un peu avant le 23 août 1296 (1), le comte à retirer ses gens de Valenciennes et à remettre la ville au souverain. Le 12 septembre 1296 (2), Philippe députa Renaud de Trie pour obtenir de Guy la restitution de cette commune que le roi conserverait tant qu'il lui plairait. On ne sait quel accueil fut réservé à Renaud.

Le comte de Flandre n'avait pas seul commis à Valenciennes un acte de forfaiture vis-à-vis du souverain. Les douze membres du gouvernement provisoire, qui, en mars 1296, avaient confié la garde de leur ville à Guy de Dampierre partageaient sa responsabilité. Ils furent ajournés eux aussi devant le Parlement : Aubert de Hangest et le prévôt de Paris, chargés de leur transmettre cette assignation, se présentèrent à Valenciennes, à la porte Cambraisienne, pour s'acquitter de leur mission (3). Les défenseurs, si l'on en juge par l'attitude ultérieure du roi à leur égard, commirent un acte de rébellion formelle : sans doute refusèrent-ils de comparaître devant la juridiction royale. Les échevins de Valenciennes alors en fonction durent se solidariser avec eux, car ils partagèrent plus tard leur châtimement.

C'était la rupture de la commune avec Philippe le Bel. Elle eut pour résultat la cessation des relations commerciales avec la France (4). Déjà la guerre de Valenciennes avait eu pour les bourgeois des conséquences économiques désastreuses : les Flamands qui occupaient la ville manquaient d'argent : vers le

(1) BEUGNOT, *Olim*, II, 394, art. XIX. L'article XX qui suit se référant à un arrêt rendu le 23 août 1296 (jeudi après l'Assomption), celui que vise l'article XIX est antérieur de quelques jours à cette date.

(2) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLIV.

(3) Sentence portée (1297, 3 mars, n. st.) par la commune de Valenciennes contre certains bourgeois, dans *Monuments pour servir*, I, 455. Nous avons rectifié les noms donnés dans cette édition d'après les listes des échevins de Valenciennes de la fin du XIII^e siècle, trouvées dans le *Livre Noir*.

(4) Charte (1296, 19 octobre, Valenciennes) de Robert de Béthune aux Valenciennais, dans LEBOUcq, *Guerre*, 77.

12 août 1296 (1), Robert de Béthune s'était vu forcé d'emprunter à Jacquemon Gouche, receveur de la commune, la somme de 1000 l. Pour se procurer les ressources nécessaires à la lutte, Valenciennes n'avait à compter que sur elle-même. Elle dut recourir à des expédients. Le 19 août 1296 (2), elle émit un emprunt au taux usuraire de 10 % : il fut même stipulé que ceux qui réclameraient leur capital avant la fin de l'année n'auraient pas droit à l'intérêt. Cette participation volontaire ne pouvait être que d'un faible appoint à la ville. Pour subvenir à ses dépenses, elle dût compter surtout sur l'impôt. Dès le début d'avril 1296, une fiscalité très lourde pesa sur les bourgeois ; des maletotes furent levées sur les objets, même de (3) première nécessité. De telles mesures suscitèrent peu d'enthousiasme ; bon nombre de bourgeois, plutôt que de s'y soumettre, préférèrent quitter la ville. Dès le 2 avril, le conseil de la commune dut prendre des garanties sévères contre ceux qui, par ce moyen, avaient tenté ou tenteraient à l'avenir d'échapper aux charges fiscales imposées à leurs concitoyens (4). Mais, dans bien des cas, la mauvaise volonté des habitants rendait ces mesures illusoires : en juin 1296, deux bourgeois de Valenciennes, les frères Hellin et Jean Pipar, sont suspectés de vouloir quitter la ville sans payer leurs tailles : le 9 juin (5), des précautions spéciales doivent être prises contre eux : celles, plus générales, du 2 avril n'avaient donc pas suffi. L'opposition à l'aristocratie échevinale se manifesta même parfois d'une manière plus directe. Une agitation pacifiste se fit jour chez les gens du commun ; c'était sur eux que pesait sans doute la plus grande partie des charges fiscales ; moins compromis que le patriciat, ils avaient moins d'intérêt à la continuation de la guerre. Le magistrat dut prendre des garanties contre certains d'entre eux : le 18 juin, il obligea Camus Boucars, tailleur de drap, à se recon-

(1) Quittance (1296, 12 août) de Robert de Béthune ; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 853.

(2) « le diemenche prochain après le mi-oust, l'an IIII^{xx} et XVI » ; Bibl. de Valenciennes, *Livre Noir*, id., fol^o 101^{vo}.

(3) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLVI, art. 8.

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLII.

(5) Promesse faite (1296, 9 juin ; samedi avant la St. Barnabé) par Hellin Pipar et Jean, son frère, bourgeois de Valenciennes, de ne quitter la ville que de la volonté des prévôts et des jurés, et de payer leurs tailles comme les autres bourgeois, sous peine d'une amende de 1.000 l. au profit de la commune (*Livre Noir*, id., fol^o 99).

naître passible de la peine des meurtriers s'il occasionnait du tort à la ville, ou si, prévenu de quelque complot ourdi contre elle, il ne l'en avertissait pas (1). Un soulèvement couvait donc dès cette époque.

La colère du commun fut à son comble quand, en septembre 1296, l'attitude agressive de l'aristocratie échevinale provoqua l'arrêt du commerce franco-valenciennois et condamna les artisans à la misère et au chômage. Ils se révoltèrent et renversèrent le collège aristocratique des jurés et des échevins. Cet événement, de date inconnue, eut lieu après le 25 septembre 1296 (2), et sans doute avant le 19 octobre suivant (3). La liste des nouveaux magistrats a été conservée : plusieurs noms étaient déjà connus (4) : Jean de Marly, qui remplaça Jacquemon le Père, comme prévôt, avait été échevin en 1291 (5) : il le fut même en 1296, mais se tint cette année-là à l'écart des affaires (6). Jean de Mortagne, sans avoir jamais exercé cette fonction, avait été compromis dans l'insurrection de 1292 (7). Pierre Grebier le Jeune avait peut-être été

(1) Promesse (1296, 18 juin ; lundi avant la St. Jean-Baptiste) de Camus Boucars (*Livre Noir*, *id.*, fol^o 98 v^o).

(2) Charte (1296, 25 septembre ; « le demars prochain apriés le jour Saint Mahiu el mois de septembre ») de la commune de Valenciennes ; Archives du Nord, fonds St. Jean de Valenciennes, carton II, pièce 93. La liste des échevins signalés comme témoins à cette date est la suivante : Gauthier Brochon, Jacques du Castiel, Jean le Sauvage, Gauthier le Leu, Jean Carbon, Jean d'Angre, Hugues de Trith, Jean le Prévost, Jacques Cristial. Ce sont ces mêmes noms qui figurent dans les listes d'échevins que nous possédons pour le 9 juin (*Livre Noir*, *id.*, fol^o 99), le 18 juin (*Livre Noir*, fol^o 98 v^o) et le 15 août (*Livre Noir*, fol^o 99) 1296.

(3) Cf. page 184, note 4. La promesse faite par Robert aux bourgeois semble bien lui avoir été imposée. Or l'échevinage en fonction depuis mai 1296 était trop compromis vis-à-vis du comte de Hainaut pour pouvoir souhaiter que Robert retirât sa main de Valenciennes.

(4) Pour les noms des nouveaux échevins, cf. la liste des témoins figurant au bas du jugement rendu (1297, janvier, n. st.) par la commune de Valenciennes contre les douze bourgeois (LEBOUCQ, *Guerre*, 97). C'est le seul document qui puisse nous renseigner, incomplètement du reste, sur la composition du nouvel échevinage.

(5) COQUIAU : liste des échevins de 1291 (Bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 534-714, fol^o 115 v^o).

(6) Cité comme échevin en 1296 par COQUIAU (*id. liste des échevins de 1296*, fol^o 130) parmi ceux qui furent en fonction jusqu'au 25 septembre, ce personnage ne se trouve cité en effet comme tel ni le 9 juin, ni le 18 juin, ni le 15 août, ni le 25 septembre 1296 (cf. ci-dessus, note 2). Bien qu'aucune de ces listes ne soit absolument complète, cette quadruple abstention laisse supposer que Jean de Marly, trop modéré, a été exclu ou s'est tenu lui-même à l'écart de l'échevinage.

(7) Citation (1292, 2 juillet, Burtcheid) adressée par Adolphe de Nassau aux bourgeois de Valenciennes, dans MARTÈNE, *Thes.*, I, col. 1245.

échevin en 1295 (1). Mais Pierre de Hautrage, Helluin le Brasseur et Jean d'Anzin, promus à cette charge après le 25 septembre, n'avaient jamais appartenu à l'aristocratie échevinale et étaient sans doute des gens du commun. Membres ou non du patriciat, les nouveaux magistrats étaient pacifistes : le 19 octobre 1296 (2), le fils du comte de Flandre, Robert, qui se trouvait encore à Valenciennes, dut leur promettre que les relations commerciales avec la France seraient rétablies avant le 11 novembre : il s'engageait à les remettre, pour cette date, en paix avec le roi. S'il ne pouvait y parvenir au terme fixé, il s'obligeait, ainsi que Guy, son père, à retirer sa main de la ville et à restituer à ses habitants les titres reçus d'eux.

A en croire la charte du 19 octobre, c'était de son plein gré que Robert consentait à cette renonciation ; il faut, à notre avis, prendre le contrepied de cette affirmation.

Philippe le Bel n'attendit pas le 11 novembre pour exécuter l'arrêt de sa cour. Les gens du roi prirent possession de Valenciennes et en expulsèrent ceux du comte de Flandre (3). Robert de Béthune dut quitter la ville : Raoul de Clermont, connétable de France, gendre de Jean d'Avesnes, et Renaud de Trie en prirent possession au nom du roi : Ils y exercèrent les fonctions de gardiens (4).

Maître de Valenciennes, Philippe le Bel put contribuer à la réconciliation du comte de Hainaut et des bourgeois. Le 26 novembre 1296 (5), il accorda un sauf-conduit, valable jusqu'au 14 avril suivant, à quatre d'entre eux, délégués à la cour de France, pour y débattre les intérêts de la commune : nous ignorons leurs noms. Ils venaient sans doute traiter avec Philippe le Bel des conditions

(1) COQUIAU (*id.*, fol^o 129, liste des échevins de 1295) cite pour cette année un Pierre Grebier, sans lui donner le qualificatif de « Le Jeune ».

(2) Cf. page 184, note 4.

(3) Lettre (1297, 9 janvier, n. st.) de Guy de Dampierre à Philippe le Bel, dans KERVYN, *Histoire*, II, 572 : « ... et estes entréz en Valenceines qui est heritages le conte et i avez mis vo gent et osté les siens genz ». Ces quatre derniers mots laissent entendre que Robert à cette époque n'avait pas encore quitté Valenciennes. L'événement serait donc antérieur au 11 novembre.

(4) *Journal du Trésor de Philippe le Bel* (Bibl. Nationale, Ms. Latin 9783, fol^o 80). Comptes du 22 juillet 1298 : « pro denariis per e. d. redditus Jacobo Gosset de Valencienis quos idem Jacobus tradiderat dominis Radolpho de Nigella et Renaudo de Tria pro custodia ville Valencensis, 298 l. 8 s. 9 d. par. ».

(5) Sauf-conduit (1296, 26 novembre, Paris) de Philippe le Bel, dans LEBOUCC, *Guerre*, 82.

de la paix à conclure avec lui et aussi avec le comte de Hainaut. Le 20 janvier 1297 (1), le magistrat de Valenciennes vidima la charte du 19 octobre 1296 par laquelle Robert de Béthune s'engageait à retirer sa main de la ville aux conditions citées plus haut : les bourgeois renonçaient par là à l'avouerie du prince flamand et acceptaient, par voie de conséquence, celle du roi de France. Le 21 janvier 1297 (2), Philippe le Bel put donc charger Raoul de Clermont, leur gardien, de s'interposer entre eux et le comte de Hainaut : lui-même promit de ratifier la décision de son délégué. A en croire Louis Wicart, Jean d'Avesnes fut représenté à ces négociations par deux procureurs, le sire de Havré et le sire de Fontaines (3). Toujours est-il que le comte et sa femme se trouvaient sans doute alors à la cour de France (4). La paix entre les bourgeois et leur seigneur fut faite en fin de janvier (5). Ceux d'entre eux qui avaient été ajournés par Aubert de Hangest et le prévôt de Paris en furent exclus : ils furent abandonnés, eux, leurs biens et aussi leurs enfants, à la vengeance du comte ; un jugement, rendu par les jurés de Valenciennes, les frappa d'incapacité à exercer un office dans la ville ou à porter témoignage ; bien plus, leurs défenseurs, décida-t-on, seraient considérés comme leurs complices. Une nouvelle sentence (6) du même mois confirma la

(1) Vidimus (1297, 20 janvier, n. st. ; 1296, dimanche après l'Octave de l'Epiphanie) de la charte de Robert de Béthune ; Archives du Nord, B 1195, God. 3859 ; orig. sc.

(2) Commission (1297, 21 janvier, n. st., Paris) donnée par Philippe le Bel à Raoul de Clermont ; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 369.

(3) Cf. LOUIS WICART (Bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 529-708, fol^o 217 et suiv. « ... sy envoya comme moyenneurs pour ceste affaire le s. de Havreth et le s. de Fontaines ». Cette information a été reproduite par SIMON LEBOUcq (*op cit.*, 86). Nous la donnons sous toutes réserves, en nous demandant s'il ne s'agit pas là d'une déformation de la mission de Aubert de Hangest et du prévôt de Paris : une faute de lecture pouvait en effet facilement faire lire « Havreth » pour « Hangest ».

(4) Parlant de la paix de 1297, COQUIAU (Bibl. de Valenciennes, Ms. 534-714, fol^o 132 v^o) dit en effet « que la dicte paix ait alors esté faite, appert par comptes des Massars, car à cest effect furent envoyées lettres à Paris vers le conte et la contesse y estans et se voit le paiement pour le leuvier des chevaux des députéz... »

(5) Sentence (1297, janvier, n. st.) de la commune de Valenciennes contre les douze bourgeois, dans LEBOUcq, *Guerre*, 97.

(6) Autre sentence (même date) de la même juridiction, contre les douze bourgeois et les échevins de 1296, dans *Bulletins de la C. R. H.*, 2^e s., t. IV, 38. Cette dernière sentence prévoit que les gens du commun de Valenciennes devraient prendre la défense des magistrats ou bourgeois de la ville qui seraient en but à la vengeance de leurs concitoyens ainsi mis hors la loi. On pourrait dans ce cas tuer impunément l'agresseur : si les parents de ce dernier par contre

première et infligea les mêmes peines aux échevins qui se trouvaient en fonctions lors de l'assignation des douze premiers inculpés.

Raoul de Clermont fut sans doute l'inspirateur des deux décisions judiciaires prises contre leurs concitoyens par des Valenciennes : il avait exploité, pour affaiblir la commune, la haine de caste qui mettait aux prises la faction aristocratique et la faction populaire. Les gens du commun semblent avoir accepté sans difficultés le rôle qu'on voulait leur faire jouer : un bourgeois de Valenciennes, Jehannet d'Escarnain, consentit même à dénoncer au magistrat, Jacquemon le Père et ses complices. Et « pour le bonté qu'il fit à le ville de chou qu'il noncea au provost et as juréz le mal et le trahison » tramés contre la commune, il reçut d'elle en récompense la somme de 11 l. 5 s. (1).

Satisfaction était donnée à Jean d'Avesnes. Le 2 février, il fit sa rentrée dans la ville (2). A dater de ce jour, un prévôt-le-comte, Guillaume de Parfontaine (3), y fut établi. Le lendemain 3 février (4), Raoul de Clermont sanctionna la paix conclue en janvier et aussi l'exclusion prononcée contre les douze bourgeois : il pardonna enfin aux Valenciennes leurs désobéissances au roi. Quant à leurs concitoyens abandonnés à la vengeance du comte, trois d'entre eux au moins, René Faumin, Gauthier Brochon et

voulaient le venger, ils seraient frappés de la peine des meurtriers. — Il faut noter que Jean de Marly et Jean du Castiel qui en 1296 avaient été collègues des magistrats condamnés ne furent pas frappés des mêmes peines que ces derniers. Ceci confirmerait que Jean de Marly ne s'associa pas à la politique des échevins de 1296.

(1) COQUIAU (*id.*, fol^o 135 v^o) : « et aux comptes des Massars, on trouve ceste article : « Jehennet d'Escarnaing, fils Colart, pour le bonté qu'il fit à le ville de chou qu'il noncea au prévost et as juréz le mal et le trahison que Jehan le Pères (manifestement faute de lecture pour Jakemes) et ses compagnons voloient faire à le ville, donné II l. 5 s. ». Nous trouvons une note analogue dans d'OULTEMAN (*Histoire*, 152). D'Oultréman ne fait pas mention des 5 s.

(2) Comptes de l'Hôtel du Hainaut (Archives du Nord, B 3268, fol^o 17 v^o) : « item rechiut Giles des rentes de ces bourgeois (les douze bourgeois mis hors la loi) qui estoient demorées à paier, devant (la virgule se trouve dans le texte) che ke mesires revenist à Valenchiennes à la Candeler l'an 96 ».

(3) *Id.* fol^o 3 : « Willaumes de Parfontaine provos de Valenchiennes dou jour de le Candeler qui fut 1296 jusques à le Saint-Nicholai l'an 97... »

(4) Charte (1297, 3 février, n. st.) de Raoul de Clermont ; analyse insuffisante dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 369 ; analyse plus complète dans un inventaire du Trésor des Chartes du Hainaut du XV^e siècle (Archives du Nord, B 1580, fol^o 90) et dont voici la substance : « Lettre du connétable donnée le lendemain de la Chandeleur 1296, par laquelle il absout et quitte lesdits de Valenciennes des désobéissances par eux faites au roi, et ordonne qu'ils soient apaisés au comte de Hainaut, excepté les douze bourgeois qui ont été fourclos du traité ».

Jean de St. Pierre, furent emprisonnés par lui au château du Quesnoy (1). Les autres n'eurent peut-être pas le même sort. Toutefois Jean d'Avesnes confisqua leur patrimoine (2). Cette sanction fut définitive et frappa les coupables jusque dans leurs héritiers : la femme et les enfants des proscrits furent bannis du comté (3). Le 28 février 1297 (4), René Faumin, Gauthier Brochon et Jean de St. Pierre furent remis en liberté, à charge de renoncer eux-mêmes à leurs biens. Cette mesure de clémence n'eût sans doute qu'un effet temporaire. La chose est certaine pour René Faumin, car en 1307 on réclamera encore son élargissement (5). Le comte, semble-t-il, ne libéra un instant les trois prisonniers que pour leur arracher un semblant de consentement à la confiscation de leur patrimoine. Quant aux onze autres proscrits, tous moururent avant 1307. Ne faudrait-il pas en conclure qu'ils furent eux aussi incarcérés et très mal traités (6).

La paix conclue depuis janvier entre les bourgeois et le comte n'avait pas encore été ratifiée par lui. Elle le fut le 3 mars 1297,

(1) Procès-verbal (1297, 28 février, le Quesnoy) de la libération des trois bourgeois, dans *Monuments pour servir*, I, 452.

(2) Nous possédons en effet les comptes de ceux qui furent chargés, par Jean d'Avesnes, d'exploiter leurs biens (*Comptes de l'Hôtel du Hainaut* ; Archives du Nord, B 3268, fol^o 13 et 17) et nous pouvons constater que les 12 bourgeois condamnés étaient riches : les créances recouvrées en leur nom de mars 1297 à juin 1299 oscillèrent entre 168 l. pour Jean de St. Pierre, le plus fortuné, et 9 l. pour Jacquemon le Père, le moins riche. Le rôle prépondérant qu'exerça Jacquemon le Père lors de l'insurrection Valenciennaise doit donc être attribué à sa personnalité plutôt qu'à sa fortune.

(3) Plaintes formulées près du comte de Flandre par les enfants des proscrits, contre le comte de Hainaut ; Archives du Nord, B 1195, God. 3932 ; bien que non daté, ce document est des environs de 1307, car les mesures dont ont été frappés les proscrits y sont considérés comme prises depuis 10 ans. Colin Faumin, fils de René, y prie le comte de Flandre d'intercéder pour « que lidis Colin, son père, sa mère, et son frère soient remis en paisieule possession de tous les héritages que Renier Faumin... tenoit avant le tens de la werre... ». Il y demande « por son père, por sa mère, por li et por son frère et por sa suer, que il puissent aler, venir et demorer pesilement par tout le païs de Haynau ». — Mêmes demandes de Jean Roussiau, fils de Guillaume Roussiau.

(4) Cf. note 1.

(5) Cf. ci-dessus, note 3. — Colin Faumin demande en effet « que son père soit délivrés et mis hors de prison ki mout de meskiés i a souffert et longuement i a esté ».

(6) Intercession (postérieure à 1304, vraisemblablement de 1307) du procureur de Robert de Béthune, comte de Flandre, en faveur des bourgeois proscrits (Archives du Nord, B 1196, God. 18999) : « et bien appert que par hayne et pour le cause de le werre, quoi que messire Guillaume die, en a fait à chiaus ki mort sunt et à Renier Famin ki encore vie, ceste felenie et damage et grief plus que as autres de le ville... »

sans doute à Frasnes (1). Jean d'Avesnes pardonnait (2) les torts des Valenciennes et renonçait à les poursuivre pour ce fait en justice. Il promettait de respecter, ainsi que leurs privilèges, la charte qu'il leur avait octroyée. Il s'engageait à se référer, en cas de doute sur la coutume de Valenciennes, au record des jurés et des échevins et à protéger partout les bourgeois et leurs biens. Enfin l'exclusion de la paix (3) prononcée contre les douze membres du comité insurrectionnel fut sanctionnée, et étendue aux échevins de 1296 : la mesure qui frappait ces derniers avait sans doute été arrêtée, dès la fin de janvier 1297, avant le jugement rendu contre eux. En fait, le comte ne semble pas leur avoir infligé les mêmes peines qu'aux douze premiers (4).

D'autres habitants furent punis d'une manière plus légère : un ban du 27 janvier 1295 avait confirmé et étendu aux masuiers, celui du 2 septembre 1285 qui interdisait aux bourgeois d'aller fourjurer à Mons ; une amende de 100 l., plus tard portée à 1.000, avait été prévue contre les délinquants. Les magistrats qui avaient pris cette initiative furent déférés devant toute la communauté de Valenciennes et condamnés par elle à payer chacun une amende de 1.000 livres tournois, dont une moitié au comte de Hainaut et l'autre à la ville (5). Fidèle à sa tactique, Jean d'Avesnes rendait la commune solidaire des mesures dont il frappait les rebelles.

A en croire Louis Wicart (6), le traité de 1297 aurait limité le

(1) COQUIAU (Bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 534-714, fol^o 132) intitule en effet la charte octroyée le 3 mars « charte dit de Frasne ». — Frasnes-Buissenal, comm. Belgique, prov. Hainaut.

(2) Traité de paix (1297, 3 mars, n. st.) entre Jean d'Avesnes et les Valenciennes, dans *Monuments pour servir*, I, 455. — De même, charte de Jean d'Avesnes ; Archives du Nord, B 1196, God. 3889 ; Orig. sc.

(3) Traité (1297, 3 mars, n. st.) entre Jean d'Avesnes et les Valenciennes, relatif à l'exclusion des 12 bourgeois et des échevins de 1296, dans *Monuments pour servir*, I, 455. — Charte de Jean d'Avesnes ; Archives du Nord, B 1196, God. 3890 ; Orig. sc.

(4) Aucuns documents, voire même les comptes de l'Hôtel du Hainaut que nous possédons assez complets pour la période qui suit 1295, ne nous permettent de supposer que les biens de ces échevins furent confisqués par le comte et exploités par lui.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLIX.

(6) L. WICART (Bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 529-708, chap. XV, fol^o 119) : « entre aultres articles de la paix, ceulx de Vallenchiennes consentirent que ledit comte jouiroit de son chasteau pour y tenir ses plaids et prochez et la pre-vosté le conte, à telle condition que à jamais n'y polroit faire quelque fortification ne tour ou muraille défensable à l'encontre de la ville, et pour la réparation et réfection du chasteau, n'y polroit employer sinon pour quarant solz par an ». — SIMON LEOUCQ (*Guerre*, 90) reproduit cette information.

droit du comte à fortifier son château de Valenciennes ; cette restriction est peut-être exacte, mais elle fut imposée, à notre avis, non par les bourgeois, mais par le roi de France, en vue de la seule sécurité du Royaume (1). Sinon, comment le traité de paix aurait-il passé sous silence un point aussi important ? Jean d'Avesnes semble du reste avoir, dès son retour à Valenciennes, exercé dans cette ville des droits aussi étendus que ses devanciers. Il alla jusqu'à y lever, du 14 avril 1297 au 24 septembre 1299, des maletotes pour une valeur de plus de 1800 l. (2). Il n'aurait pu le faire si les bourgeois lui avaient dicté leurs conditions.

La paix conclue, le roi rappela sans doute de Valenciennes Raoul de Clermont et Renaud de Trie, dont la présence n'était plus nécessaire. Toutefois il ne renonça pas incontinent à ses droits éventuels sur la commune. Cet abandon définitif devait être le prix d'une alliance formelle entre le comte et le roi.

Philippe conserva de même, en mars, l'avouerie des monastères d'Ostrevant et prit de nouveau (3) sous sa garde spéciale celui d'Anchin, menacé par les Flamands ; il alléguait que cette abbaye, fondée et dotée par les comtes de Ribemont, ses prédécesseurs, faisait partie du domaine de la Couronne. Son point de vue n'avait pas varié depuis 1286 ; pour Anchin, du reste, il ne se modifiera pas. Le 5 mars (4), il chargea Robert de Lieramont de défendre ce monastère contre tous les ennemis du Royaume ; plus tard, lors même que l'alliance franco-hennuyère sera conclue, il remplacera ce gardien royal par un sergent d'armes du nom de Guillaume de Noyers (5).

(1) Enquête française sur l'Ostrevant éditée par M. VIARD (*Ostrevant : enquête*) : variante du Ms. Français 23.186 de la Bibliothèque Nationale, fol. 44 v° : « Item, en marche d'Ostrevant en la ville de Valenciennes, a un chastel tant fort, se il estoit soutenus et pourvus, que il n'auroit garde de la ville ne d'autrui, mais on le laist tout fendre et descheoir et tout gasté, et dient plusieurs que c'est pour ce que il est au Royaume ».

(2) *Comptes de l'Hôtel du Hainaut* (Archives du Nord, B 3268, fol° 13) : comptes de Lotard, receveur du Hainaut de Pâques 1297 jusqu'à la semaine précédant la Saint Remy 1299 : « maletote de Valenciennes : 1821 l. 14. s. 8 d. ».

(3) Charte (1297, mars, n. st., Paris) de Philippe le Bel ; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 860.

(4) Commission (1297, 5 mars, n. st., Vincennes) donnée par Philippe le Bel à Robert de Lieramont ; anal. dans SAINT-GENOIS, *Droits*, 868. — Lieramont, comm. Somme, arr. Péronne, c. Roisel.

(5) VIARD, *Ostrevant : enquête*, 326 : « et depuis que les guerres commencerent, un chevalier nommé le seigneur de Lierammon, et, depuis, un sergent d'armes, Guillaume de Noyers... »

Ces réserves n'avaient pas empêché, au début de 1297, les rapports du comte et du roi de se resserrer. Jean d'Avesnes paraît devenu l'hôte habituel de la cour de France. Sa présence est bien signalée à Valenciennes le 2 février et le 31 mars (1), mais il fit deux séjours à Paris : il s'y trouvait sans doute en janvier (2) ; on l'y rencontre de nouveau le 14 avril avec ses gens (3). Ces visites successives près du roi à une pareille époque sont significatives : le 9 janvier 1297, le comte de Flandre avait envoyé un défi à Philippe le Bel (4), et l'ouverture des hostilités entre eux était imminente. Il semble donc qu'une alliance franco-hennuyère contre la Flandre était en préparation. Ratifiée seulement plus tard, elle fut décidée en principe entre le 6 février 1297 (5) et le 5 avril suivant (6). Les vassaux du comte de Flandre ne s'y trompèrent pas. Quand le 11 (7) et le 12 avril, Henri de Kuyk et Jean de Heusden (8) s'allièrent avec lui, en prévision de la guerre franco-flamande, ils le firent aussi bien contre le comte de Hainaut que contre le roi de France. Dès le 5 avril, Gérard d'Houffalize avait traité avec le comte de Flandre dans les mêmes conditions, mais il était allé plus loin : il avait stipulé qu'en cas de paix séparée entre Philippe le Bel et Guy de Dampierre, il n'aurait pas à poursuivre la lutte contre Jean d'Avesnes (9) ; il ne promettait donc de combattre dans le comte de Hainaut qu'un allié du roi de France.

(1) Charte (1297, 31 mars, n. st. ; 1296, dimanche avant Pâques Fleuries ; Valenciennes) par laquelle Gauthier du Casteler reprend plusieurs terres en fiefs de Jean d'Avesnes ; Archives de l'État à Mons, *Trésor des chartes du Hainaut*, année 1297.

(2) Cf. p. 188, note 4.

(3) *Comptes de l'Hôtel du Hainaut* (Archives du Nord, B 3268, fol° 9) « li contes Francekin k'il fist avoir à Paris pour monsigneur et ses gens à le Pasque l'an 97... ».

(4) FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 201 et suiv.

(5) L'alliance franco-hennuyère ne semble pas avoir été connue avant le 6 février, car nous voyons le roi d'Angleterre, par une charte de cette date (RYMER, *Foedera*, I (2^e p.), 857), donner pouvoir à ses procureurs pour conclure une alliance avec plusieurs princes belges, parmi lesquels Jean d'Avesnes, comte de Hainaut.

(6) Charte (1297, 5 avril) de Gérard d'Houffalize et par laquelle il s'engage à servir le comte de Flandre contre le comte de Hainaut et le roi de France ; Archives du Nord, B 498, God. 3914 ; Orig. sc.

(7) Charte (1297, 11 avril) de Henri de Kuyk à ce sujet ; Archives du Nord, B 498, God. 3920.

(8) Charte (1297, 12 avril) de Jean de Heusden, dans *Monuments pour servir*, I, 50.

(9) Cf. note 6.

Les seigneurs flamands avaient vu juste. Dès avant le 24 mai 1297 (8), un mariage était projeté entre Robert d'Artois, cousin de Philippe le Bel, et Marguerite, fille de Jean d'Avesnes. C'était un nouveau pas, décisif cette fois, vers l'alliance franco-hennuyère. Le comte d'Artois allait devenir avec Raoul de Clermont, autre gendre du comte de Hainaut, le principal trait d'union entre Jean et Philippe le Bel (9).

(8) Bulle (1297, 24 mai) de Boniface VIII accordant au comte d'Artois des dispenses pour son mariage avec Marguerite, fille du comte de Hainaut ; anal. dans RICHARD, *Inventaire P. de C.*, I, 67 (A 42).

(9) D'après le père Anselme (*op. cit.*, II, 783), le fils aîné du comte de Hainaut, Jean d'Ostrevant, aurait été, dès 1296, le fiancé de Blanche de France, dernière fille de Philippe III.

CHAPITRE II.

L'alliance franco-hennuyère.

L'alliance franco-hennuyère fut conclue officiellement dans les derniers jours de mai 1297 (1), à Pont-Sainte-Maxence. Philippe le Bel était alors en route pour la Flandre et Jean d'Avesnes l'accompagnait. Le roi de France devait être le principal solliciteur, car le traité, dirigé avant tout contre la Flandre, offrait plus d'avantages au comte qu'au souverain. Sans doute il comportait, surtout au point de vue militaire, certaines obligations mutuelles : les deux alliés s'engageaient à s'apporter un appui réciproque, le roi de France réservant toutefois ses obligations féodales vis-à-vis de ses autres vassaux et le comte de Hainaut celles dûes à ses suzerains, le roi des Romains et l'évêque de Liège. Une tâche militaire également lourde était assignée aux deux parties : Philippe le Bel devait aider son allié « à ce ke il recuevre envers le dit Gui et ses hoirs son héritaige » ; il s'obligeait sans doute par là à lui attribuer une part des conquêtes à réaliser sur le comté de Flandre (2) : il s'engageait en outre à assurer à

(1) Traité d'alliance (1297, mai, Pont-Sté. Maxence) entre Philippe le Belet le comte de Hainaut, dans MARTÈNE, *Thes.* I, col. 1284 ; LÜNIG, *C. G. D.*, II, col. 2427 ; DUMONT, *Corps Dipl.*, I, 1^{re} partie, 425 ; ROUSSET, *Supplément*, II, 1^{re} partie, 166 ; *Monuments pour servir*, III, 552. Parce que datée de Pont-Sté. Maxence, cette charte est vraisemblablement des derniers jours de mai : nous trouvons en effet le 2 juin Philippe le Bel, alors en route pour la Flandre, à Compiègne (FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 237). Pont-Sté. Maxence se trouvant sur la route de Paris à Compiègne et à une étape des deux villes, il semble que le traité d'alliance fut conclu peu de temps avant le passage du roi dans cette dernière (Pont-Sté. Maxence, ch. 1. c. Oise, arr. Senlis).

(2) Tel serait, à notre avis, le sens de cette clause. Le mot « héritaige » peut difficilement s'appliquer ici à la Flandre Impériale ou au comté de Namur, car ils semblent régis par une clause spéciale (« et ait ses jugies fez et à faire, nommément la terre de Namur »). Jean aurait donc remis en cause la question de succession posée en 1246 et réclâmé tout l'héritage de la comtesse Marguerite, exception faite de ce que le roi revendiquait pour lui-même : à partir de juin 1297, le comte de Hainaut porta les armes de Flandre (GILLES LE MUISIT, édition Lemaître, 51) : cette attitude, et aussi l'expression « jadis conte de Flandres » employée dans le traité d'alliance pour désigner Guy de Dampierre, confirmerait notre hypothèse. Nous n'oserions toutefois être affirmatif, car le second membre de phrase (« et ait ses jugies... ») peut constituer, non une clause spéciale, mais une explication des mots « à ce ke il recuevre envers le dit Gui et ses hoirs son héritaige ».

Jean la prise de possession des terres adjudgées aux d'Avesnes par le Tribunal d'Empire ou qui le seraient à l'avenir : par elles, il fallait entendre notamment le comté de Namur, mentionné dans le traité, et aussi la Flandre Impériale (1). Ces dispositions constituaient pour Jean un réel avantage. Quant au comte, il promettait sa collaboration à Philippe le Bel, en Hainaut et en Flandre, avec 1.000 armures de fer, et jusqu'à la Seine avec 500 armures. Les deux alliés ne pourraient conclure de paix ou de trêves séparées avec Guy de Dampierre ; chacun d'eux n'aurait non plus le droit de déposer les armes avant que l'autre n'ait obtenu la délivrance de ses prisonniers et la restitution de ses territoires. Dès l'ouverture des hostilités, chacune des parties devrait, si les terres de l'autre étaient envahies ou ses forteresses assiégées, lui porter assistance comme s'il s'agissait de son bien propre. Les clauses d'ordre militaire sont donc à peu près aussi avantageuses pour le comte et pour son allié. Mais, au point de vue pécuniaire, les conditions du contrat sont tout à fait inégales ; toutes les charges pèsent, sans compensation, sur le roi : les recrues hennuyères devront être payées à ses frais et suivant les gages accoutumés en France (2). Le banneret recevra 20 sous tourn., le bachelier

(1) L'expression obscure « ait ses jugies fez et à faire » ne peut s'appliquer qu'aux territoires adjudgés au comte de Hainaut par sentences des rois des Romains ; cf. l'instruction sans date donnée par Guillaume d'Avesnes, comte de Hainaut, à ses procureurs envoyés vers le roi de France, dans *Bulletins de la C. R. H.*, 3^e s., t. XII, 460 : « encore poront li messenger dire outre que... pour l'alliance devanditte, il (le roi) doit le conte aidier à conquerre ses jugiés fais et adont et à faire... Et d'autre part, jasoit che que on n'en doie mie faire question, li jugement le dit conte furent et sont si justement... qu'il eurent desdout et ont encore auctorité... Et se aucuns, fust de par le roy, fust de le adverse partie, disoit u metoit avant que li jugiet le conte de Haynnau devant dit fussent rapielleit par autre jugement puis fait en le court d'Alemaigne. etc... ». — Mr. KERN (*Ausdehnung*, p. 181, note 4, et p. 250) a donné un autre sens à l'expression « et ait ses jugies fez et à faire » : il a cru voir dans cette disposition une adjudication faite par Philippe le Bel : il en a conclu que, par le traité franco-hennuyer de mai 1297, le roi attribuait à Jean d'Avesnes le seul comté de Namur, à l'exclusion de la Flandre Impériale non mentionnée dans l'acte. — Notre interprétation est aussi celle de Mr. FRANKE (*Beiträge*, II 6).

(2) Pour ce point également obscur, cf. *Comptes de l'Hôtel du Hainaut* ; comptes de Henri de Hucleback, châtelain d'Ath, de la Noël 1297 à la Pentecôte 1299 (Archives du Nord, B 3268, fol^o 15 v^o) : « Et le waige de monsieur Henri et ses serjans devant dites c'on a rechiu au roi, et mesires les a eus dou tant devant dit, montent 1371 l. 15 s. tourn. » — De même, lettre close postérieure à 1299 (car Jean d'Avesnes y est appelé comte de Hainaut et de Hollande) adressée par

10 sous et l'écuyer 5 sous : en cas de perte de chevaux, Philippe le Bel devra dédommager le comte au prorata de leur valeur : leur estimation sera fixée à l'avance par écrit. Outre l'indemnité accoutumée en France, le roi pourra accorder le supplément qu'il jugera convenable (1). Même disposition pour les gages des effectifs supplémentaires que le comte pourrait fournir à son allié, d'accord avec lui. Que Philippe le Bel payât ainsi les frais d'une expédition offensive commune dont il serait le principal bénéficiaire, c'était naturel. Mais il va plus loin et prend à sa charge les dépenses exceptionnelles que pourrait occasionner la défense du territoire hennuyer. Un chevalier, fut-il décidé, serait désigné par lui pour visiter les forteresses du comté, et y mettre, toujours aux frais du souverain, les renforts exigés par les nécessités stratégiques. Enfin, si des chevauchées étaient imposées au comte, les dépenses en incombaient au roi, et on stipula que les gages seraient ceux accoutumés en France. Le seul avantage que se réserva Philippe le Bel fut la direction des opérations : ce fut à un chevalier français que furent confiées l'inspection des places hennuyères et l'initiative des chevauchées à exiger du comte. Telles furent les clauses du traité d'alliance : il eut un caractère perpétuel et dut être renouvelé tous les dix ans par les contractants ou leurs héritiers et chaque fois aussi qu'un nouveau roi de France ou un nouveau comte de Hainaut prendraient le pouvoir. Tout à l'avantage de Jean d'Avesnes

Jean d'Avesnes à sa femme Philippine de Luxembourg, alors à la cour de France ; Archives de l'État à Mons, Trésor des chartes de Hainaut : « *Encore est no intencions, se li ghere de Flandres dure plus d'un mois et li roys n'a mestier de nous en Flandres, k'il nous aiuvete et doinst les gages pour II m. hommes ou pour M. se plus ne pooit en avoir* ». Par le simple libellé de cette lettre, nous nous rendons compte que Jean d'Avesnes, en réclamant du roi la solde du contingent hennuyer de 2.000 hommes prévu par le traité, ne sollicite pas une faveur mais revendique un droit.

(1) Pour le sens exact à donner ici au mot « restor », cf. DUCANGE, *Glossarium...*, (Paris, Henschel, 1845), volume V, 735 : fragm. du pacte conclu le 28 octobre 1314 entre Philippe le Bel et Guillaume, comte de Hainaut, fils et successeur de Jean d'Avesnes : ce pacte s'inspire manifestement de celui de mai 1297 et nous y trouvons cette phrase : « li dui maréchal ou li un d'aus ou aucuns autres prud'homs à ce commis priseront et estimeront loialment par leurs sermens les chevaux mors et les chevaux de nos gens, et nous en fera nos dis sires plain restour selonc leur prisie. Et se ledit mareschal ou cil qui le prisie devroit fere entendre tant que aucun cheval fousse mort ou perdu, si rendroit nos sires devant dit la valeur des chevaux par prisie de bonne gent ».

au point de vue pécuniaire, il fut, semble-t-il, le résultat d'un marché : le roi avait acheté le comte (1).

Le traité franco-hennuyer eut pour effet de rapprocher davantage du roi des Romains, allié de l'Angleterre, Guy de Dampierre, l'ennemi de Philippe le Bel. Le 1^{er} juin 1297 (2), Adolphe de Nassau annula les sentences rendues par lui-même et ses prédécesseurs au préjudice du comte de Flandre.

Malgré le resserrement de l'alliance franco-hennuyère, le roi se montra inflexible, en juin 1297 encore, sur le respect de ses droits de suzeraineté en Ostrevant et à Solesmes ; Jean d'Avesnes avait cru le moment venu de lui contester la garde de cette ville ; se croyant sûr de l'impunité, il y avait fait opérer plusieurs saisies (3). Sur une plainte des religieux de St. Denis, Philippe le Bel agit sans faiblesse. C'était entre le 2 et le 12 juin : en route pour la Flandre, il se trouvait à Longueil en compagnie du comte de Hainaut, son allié (4) : il n'en vidima pas moins une donation

(1) Pour M. Kern, nous l'avons vu, Philippe le Bel attribuait au comte de Hainaut, par le traité de mai 1297, le seul comté de Namur, et ainsi cette convention aurait été défavorable à Jean, qui n'y aurait consenti que par contrainte. Adolphe de Nassau, ajoute l'auteur, s'était rapproché de la France, et Jean, isolé, ne pouvait rester neutre sans s'exposer à se voir confisquer par Philippe le Bel ses deux fiefs français, l'Ostrevant et Valenciennes (KERN, *Ausdehnung*, 181). Nous avons donné notre opinion sur l'interprétation restrictive de M. Kern : à notre avis, le traité franco-hennuyer laissait à Jean, outre l'expectative du comté de Namur, celle de la Flandre Impériale et sans doute aussi d'une partie du comté de Flandre : les avantages attribués à Jean d'Avesnes étaient donc considérables. Enfin, une menace de commise des fiefs français du comte de Hainaut, en cas de neutralité de sa part, paraît peu admissible. Vassal du roi pour l'Ostrevant, Jean lui devait sans doute, aux termes du traité d'hommage de 1290, le service d'ost avec 5 chevaliers, comme les autres barons du Royaume : mais là se bornaient ses obligations militaires. Si le comte de Hainaut avait refusé de faire plus, Philippe le Bel, déjà aux prises avec l'Angleterre et la Flandre, n'aurait pas risqué de provoquer une guerre franco-hennuyère en mettant la main sur l'Ostrevant et sur Valenciennes. C'est donc librement que Jean d'Avesnes s'est allié à Philippe le Bel.

(2) Sentences rendues (1297, 1^{er} juin, Cologne) par Adolphe de Nassau en faveur de Guy de Dampierre, dans WINKELMANN, *A. I. I.*, II, 173 et 174.

(3) Fragment de Comptes du Trésor de Philippe le Bel ; Comptes de la Toussaint 1299 : Bailliage de Vermandois ; Bibliothèque Nationale, Ms. Français 21856, fol^o 151 : « pro expensis plurium gentium et equorum de Hanonia arrestatorum et detentorum per longum tempus, compoto facto cum Hospitibus, propter plures inobedientias regi factas per comitem Hanonie occasione ecclesie Sancti Dionysii in Francia, propter plures prisias factas per ipsum comitem apud Solesmes, capiantur super comitem de mandato regis Vc XIII l. XIX s. ».

(4) DELCAMBRE, *Recueil*, doc. XLVII. C'est parce que le *vidimus* en question a été donné à Longueil (Longueil-Ste. Marie, Oise, arr. Compiègne, c. Estrées-St. Denis, ou Longueil-Annel, Oise, arr. Compiègne, c. Ribecourt) en juin 1297 que nous pouvons le dater du 1^{er} au 12 de ce mois. Nous savons effet que Philippe

faite le 26 janvier 860 (1) par Lothaire II en faveur du monastère ; à en croire le diplôme, la terre cédée se serait trouvée sur l'Escaut, mais les moines de St. Denis y reconnaissaient, et avec raison, une dépendance de leurs possessions de Solesmes (2). Le roi, malgré son désir de ménager le comte, affirmait ainsi de nouveau la mouvance française de cette ville et Jean d'Avesnes put être déferé au Parlement par l'abbé de St. Denis (3).

Sans être rompu, le lien féodal qui unissait le roi à son vassal ne devait pas être trop à charge à ce dernier. Aussi, pour dissiper toute ombre d'usurpation de la part du suzerain, fut-il stipulé le 12 juin que l'hommage prêté jadis par Jean d'Avesnes pour l'Ostrevent ne devait pas s'étendre aux territoires mouvant de l'Empire (4). Pour établir leur délimitation, une commission mixte de quatre membres, fut-il décidé, serait chargée de procéder à une enquête. Celle-ci terminée, le roi retiendrait la directe des seules terres relevant du Royaume (5).

Tandis que s'adoucissaient les rapports du suzerain et du vassal, le roi, par une série de mesures bienveillantes, rendait plus cordiales ses relations de voisinage avec Jean d'Avesnes. Dès le 12 juin (6), il fit remise au comte des amendes encourues lors de leurs anciens débats et promit de lui restituer les titres portant

le Bel, signalé à Compiègne le 2 juin (cf. page 195, note 1) était dès le 12 à Arras. Longueil-Annel se trouvant seul sur la route de Paris à Arras, et après Compiègne, notre *vidimus* doit être plutôt postérieur au 2 juin.

(1) Diplôme (860, 26 janvier, Valenciennes) de Lothaire II, dans *Histor. de France*, VIII, 407.

(2) Solesmes se trouve sur la Selles, affluent de l'Escaut et à plus de 20 kil. de cette rivière. Mais un diplôme de 706 (diplôme (706, 12 mars, Maumaques) de Childebart III, dans *M. G. Dipl.*, I, 66) situe cette ville « super fluvio Scalt ». La Selles était donc considérée, à l'époque mérovingienne et carolingienne, comme un bras de l'Escaut.

(3) Le Parlement rendit son arrêt le 22 décembre 1297 (Charte (1297, 22 décembre, Paris) de Philippe le Bel, et qui semble être une notification d'un arrêt du Parlement ; fragm. dans DOUBLET, *Histoire*, 937 ; Archives Nationales, 2^e cartulaire de Solesmes, LL 1172, fol^o 265.

(4) Charte (1297, 12 juin, Arras) de Philippe le Bel, dans *Monuments pour servir*, III, 555.

(5) Raoul de Clermont, connétable de France et gendre de Jean d'Avesnes, Jacques de Châtillon et Simon de Melun, maréchal de France, s'engagèrent, du consentement du roi, à ce que tout débat qui pourrait, pendant l'enquête, s'élever entre lui et Jean au sujet de l'Ostrevent se terminât à l'avantage du comte (charte (1297, 12 juin, Arras) dans *Monuments pour servir*, III, 556).

(6) Charte (1297, 12 juin, Arras) de Philippe le Bel, dans *Monuments pour servir*, III, 557.

reconnaissance de ses obligations, réserve faite toutefois de ceux relatifs à l'hommage de l'Ostrevent. Il annula enfin tous les accords conclus entre lui et la ville de Valenciennes au préjudice de Jean d'Avesnes, avec promesse de remettre à celui-ci les chartes qui les sanctionnaient (1).

Ces dispositions amicales étaient complétées ce même jour par la conclusion d'un traité de commerce entre la France et le Hainaut. Philippe le Bel accordait, pour la durée de l'alliance franco-hennuyère, la liberté réciproque du transit entre les deux pays ; toutefois les denrées exportées de France ne devaient être destinées qu'aux habitants du comté ou des pays alliés. Les sujets du Royaume ne pourraient exiger pour leur passage que le paiement des droits habituels : quant aux gens du roi, ils ne pourraient rien réclamer (2).

Le roi avait ses raisons pour combler Jean d'Avesnes. Philippe le Bel se trouvait alors à Arras avec lui ; le comte était sur le point de quitter l'ost royale pour rejoindre ses troupes en Hainaut. Le roi tenait, avant le départ du comte, à s'assurer de sa fidélité.

L'absence de Jean n'empêcha pas de plus larges concessions en sa faveur : il avait à la cour de France de puissants auxiliaires en la personne de Raoul de Clermont, son gendre, et de Robert d'Artois dont il allait bientôt devenir le beau-père. Philippe le Bel campait alors à Seclin, non loin de Lille : sur leur proposition (3), il restitua le 19 juin (4) au comte de Hainaut l'avouerie des monastères d'Ostrevent (5). Cette faveur était particulièrement appréciable, car la garde des abbayes était une des prérogatives du suzerain ; Philippe le Bel se départissait donc pour la première fois au profit du comte d'un droit dérivé de la directe. Les nécessités de la guerre de Flandre avaient contraint Philippe le Bel à abandonner une partie des résultats obtenus, de 1286 à 1293, par sept années de politique énérgique et patiente.

(1) Charte (1297, 12 juin, Arras) de Philippe le Bel, dans MARTÈNE, *Thes.*, I, col. 1292.

(2) Charte (mêmes lieu et date) du même, dans *Monuments pour servir*, III, 556.

(3) VIARD, *op. cit.*, 327 : « et quand le roy assiegea Lille M CC. XC. VII, lidits cuens Jeans et Jeans, ses fils, furent à belle compagnie ... »

(4) Charte (1297, 19 juin, aux tentes du roi à Seclin) de Philippe le Bel, dans *Monuments pour servir*, III, 558. — Seclin : ch. l. c., Nord, arr. Lille.

(5) Il conserva pourtant en fait la garde de l'abbaye d'Anchin (cf. page 192, note 5), bien que cette réserve ne fût pas spécifiée dans l'acte du 19 juin.

Par ces concessions, le roi s'était assuré une collaboration active de Jean d'Avesnes contre la Flandre. Vers le 20 juin, le comte de Hainaut vint avec ses troupes rejoindre l'ost de France occupée au siège de Lille : pour s'y rendre, il passa par Tournai où il entra le 23 juin (1) avec Jean, son fils aîné, Jean, comte de Soissons, et plus de 120 chevaliers ; une armée nombreuse l'escortait. Il resta plusieurs jours au monastère St. Martin de cette ville. Peut-être fit-il appel, pour seconder son effort militaire, aux bourgeois de Valenciennes : trois d'entre eux, Jean Roussiel, prévôt de Valenciennes, Gauthier d'Escaupont et Jacques de le Cauchies vinrent, délégués par leurs concitoyens, le trouver durant son séjour à Tournai (2). Toutefois l'objet de leur mission est inconnu. Ace moment, des gens du comte de Flandre se trouvaient au château de Dossemer : le comte de Hainaut vint avec son armée assiéger la forteresse. Il ne put s'en emparer (3). Il se dirigea alors vers Lille pour y rejoindre le roi. Philippe reçut avec honneur Jean d'Avesnes et ses troupes. Cet événement est antérieur à la fin de juin 1297. A partir de cette époque, le comte de Hainaut se mit à porter les armes de Flandre : il se présenta même avec ce blason devant Lille pour narguer Robert de Béthune, alors assiégé dans la ville (4).

Sûr de la collaboration hennuyère, Philippe le Bel commença à se montrer moins bienveillant et revint sur certains de ses engagements de mai : une des clauses du traité d'alliance stipulait l'obligation pour le roi d'aider Jean d'Avesnes à recouvrer le comté de Namur. En juin 1297 (5), le comte, alors au siège de Lille, dut renoncer au bénéfice de cette disposition et consentir

(1) GILLES LE MUISIT (éd. Lemaître), 51.

(2) COQUIAU (Bibl. munic. de Valenciennes, Ms. 534-714, fol^o 132 v^o) : après avoir parlé de la paix du 3 mars 1297, l'auteur ajoute : « et depuis furent envoyez en Tournay vers ledit conte, le prévost et Jehan Roussiel et Watie d'Escaupons avec Jacques de le Cauchie ». Le mot « et » entre le mot « prevost » et les mots « Jehan Roussiel » a du être ajouté par erreur. Nous savons en effet par COQUIAU (*id.*, fol^o 135 v^o) qu'à partir de mai 1297, Jean Roussiel fut précisément prévôt de la ville.

(3) GILLES LE MUISIT (éd. Lemaître), 51. — Dossemer, comm. Templeuve, Belgique, prov. Hainaut.

(4) GILLES LE MUISIT (éd. Lemaître), 51.

(5) DELCAMBRE, *Recueil*, document XLVIII. — KERN, *Acta*, 201, n^o 273. — Même restriction en ce qui concernait les terres qui seraient adjudgées ultérieurement au comte de Hainaut. L'analyse du doc. XLVIII de notre *Recueil* est défectueuse.

à se soumettre sur ce point au bon plaisir du souverain. Philippe obtenait ainsi un double résultat : il enlevait au roi des Romains toute nouvelle occasion d'intrigue auprès du comte de Hainaut ; il gardait à sa disposition toutes les forces franco-hennuyères pour la seule conquête de la Flandre.

Reste à préciser la part que prit le comte de Hainaut au siège de Lille : Jean prêta au roi, pour cette opération, des machines, des tours roulantes appelées beffrois et aussi des mantelets (1). A en croire l'*Istore et Croniques de Flandres* (2), Robert de Béthune se trouvait un jour à dîner, quand une pierre lancée par ordre du comte brisa les combles de la salle, tomba devant la table et tua deux chevaliers. Cet incident, ajoute le chroniqueur, aurait déterminé Robert à capituler. Ce récit, malgré une part de légende, prouve le rôle important de l'artillerie hennuyère au siège de Lille.

Durant l'investissement de cette place, le comte de Hainaut aurait enfin, d'après la même source, facilité de ses conseils un accord secret entre Philippe le Bel et Adolphe de Nassau, alors allié de l'Angleterre : « chis contes dist au roy (3) que li rois de Allemaingne estoit moult convoiteus et que s'il lui envoioit aucun présent de deniers, que tost li feroit le guerre cesser. Dont li envoya li rois IIIII sommiers de deniers par Jaque de Saint-Pol qui trouva le roy Ardouffle à Coulongne ». Le messenger serait revenu sous les murs de Lille apprendre au roi le succès de sa mission. Ce récit est sujet à caution. M. Funck-Brentano a identifié cette ambassade avec celle dont Mouche fut chargé auprès du roi Adolphe (4).

L'alliance franco-hennuyère se resserra encore durant le siège.

(1) Mandement (1306, 10 mars, Vernon) de Philippe le Bel à Gauthier d'Autriche, dans *Bulletins de la C. R. H.*, 2^e s., t. IV, 50.

(2) KERVYN, *Istore*, I, 246 — et JEAN DESNOUELLES, dans *Histor. de France*, XXI, 188.

(3) KERVYN, *Istore*, I, 244 — et JEAN DESNOUELLES, dans *Histor. de France*, XXI, 186.

(4) Cf. FUNCK-BRENTANO, *Ph. le B.*, 254. Au sujet de l'ambassade de Mouche, cf. FUNCK-BRENTANO, *Document*, 332. Il est difficile de savoir si cette identification est justifiée : dans le texte édité par M. Funck-Brentano, l'ambassade de Mouche semble mentionnée parmi les événements de 1295 : Mouche et le frère d'Adolphe y sont seuls désignés comme ambassadeurs. L'ambassade citée dans l'*Istore* eut lieu au contraire, d'après cette source, en 1297 : ce ne sont ni Mouche ni le frère du roi qui sont mis en cause, mais Jacques de St. Pol. Sans doute, la précision historique dans l'*Istore* n'est pas toujours absolue, et l'interprétation de M.

Le 20 juillet 1297, Philippe le Bel accorda au comte de Hainaut le droit de transporter, du Royaume, dans son comté, du blé, du vin et autres denrées alimentaires (1). Des sanctions étaient prévues contre les officiers royaux qui ne respecteraient pas ce privilège.

Ces compensations étaient méritées, car l'alliance franco-hennuyère coûta cher à Jean d'Avesnes : au cours de la campagne de 1297, des Gallois se détachèrent de l'armée anglaise et firent une incursion dans les terres du comte de Hainaut ; ils y brûlèrent de nombreuses villes, y pillèrent des marchés et s'en retournèrent chargés de butin (2).

Jean d'Avesnes ne fut pas le seul à bénéficier de la faveur royale. Philippe le Bel se concilia par des présents jusqu'aux frères du comte : le 20 août 1297 (3), il accorda à Guy d'Avesnes, l'élu de Liège, une rente de 600 l. à percevoir sur le Trésor royal. Aux termes du traité d'alliance franco-hennuyer, de plus grandes libéralités étaient réservées à Jean lui-même : le 9 octobre 1297, les rois de France et d'Angleterre concluaient à Vives St. Bavon une trêve (4), dans laquelle étaient compris les comtes de Flandre

Funck-Brentano n'est pas inadmissible ; mais, depuis la Noël 1296, Adolphe avait repris vis-à-vis de la France une attitude agressive, et, le 30 juillet 1297, il négociait de nouveau avec Philippe ; une ambassade française auprès du souverain germanique au début de l'été de 1297 est donc très vraisemblable (LEROUX, *Recherches*, 89-90). — Cf. KERN (Fr.), *Die Bestechung K. Adolfs von Nassau* (édition indiquée *supra*, p. 174, note 7), 434 à 440. Pour l'historien allemand, le 1^{er} voyage de Mouche en Allemagne serait, non de 1295, mais de mai 1297 ; le trésorier de Philippe le Bel, peut-être accompagné de Guy (et non de Jacques) de St. Pol, aurait conclu le 1^{er} juin un accord avec Adolphe ; Didier, frère du roi des Romains, serait venu sous les murs de Lille en fin de juin 1297 ; Mouche aurait fait en fin de juillet, avec Guy de St. Pol et Godefroy de Brabant, un nouveau voyage en Allemagne pour parachever l'alliance de la France et de l'Empire. La thèse de l'auteur ne nous paraît pas absolument probante.

(1) Charte (1297, 20 juillet, au camp devant Lille) de Philippe le Bel, dans *Monuments pour servir*, III, 559.

(2) BARTHÉLÉMY DE COTTON, dans *M. G. SS.*, XXVIII, 619.

(3) LANGLOIS (Ch. V.), *Registres perdus*, 352, n° II : « Devant Lille mardi après l'Assomption (20 août) 1297. Don à Gui, frère du comte de Hainaut, de 600 l. à vie sur le Trésor. » Cette rente fut versée au moins partiellement : nous constatons en effet par un fragm. du *Journal du Trésor de Philippe le Bel* (Bibl. Nationale, Ms. Latin 9783) : a) un premier versement de 250 l. tourn. fait au terme de l'Ascension 1298 à Jean de Waudripont, écuyer de Jean d'Avesnes, au profit de Guy d'Avesnes (fol° 72 v°) ; b) un versement de 200 l. tourn. fait au terme de l'Ascension 1299 à maître Campine, chanoine de St. Martin (fol° 49) ; c) un versement de 50 l. tourn. fait au terme de la Toussaint 1299 à Jean de la Vache, bourgeois de Paris, procureur de Guy d'Avesnes (fol° 4).

(4) Trêve (1297, 9 octobre, Vives St. Bavon) entre les rois de France et d'Angleterre et le comte de Flandre, ainsi que leurs alliés, dans DUMONT, *Corps dipl.*, I, 1^{re} partie, 302.

et de Hainaut ainsi que leurs alliés. Le moment était venu du règlement des comptes : le 17 octobre (1), Philippe le Bel promit de constituer à Jean d'Avesnes 6.000 l. de petits tournois de rente annuelle et perpétuelle, dont 4.000 assignées sur les terres conquises en Flandre et 2.000 à prendre sur le Trésor royal. Le même jour (2), le roi lui donna à titre irrévocable en déduction de ces 4.000 l., quatre hommages dépendant de la châtelainie de Lille (3) et confisqués sur le comte Guy de Dampierre. C'étaient ceux de Huon de Maulde, de Gérard de Pottes, de Mathieu de Laval et de Robert de Maulde. Ces chevaliers devraient désormais prêter hommage au comte de Hainaut comme ils le faisaient auparavant au comte de Flandre.

Ces avantages étaient appréciables. Jean d'Avesnes pourtant aurait pu escompter mieux. Le traité d'alliance franco-hennuyer de mai 1297 lui avait donné l'expectative du comté de Namur et de la Flandre Impériale, et sans doute aussi celle d'une partie du

(1) Constitution de rente (1297, 17 octobre, Mont-St. Éloi) faite par Philippe le Bel en faveur du comte de Hainaut, dans *Monuments pour servir*, III, 561. Cette promesse fut tenue au moins en partie (cf. *Journal du Trésor de Philippe le Bel*, Bibl. Nationale, même Ms.). Le comte de Hainaut reçut : a) avant le 13 avril 1298, pour le terme de Pâques 1298 (fol^o 64 v^o), 2.000 l. payées à Jean de Maubeuge, chanoine de Soignie et à Nicolas Ambroise, chanoine de Maubeuge, sur le Trésor royal ; 4.000 autres l. devaient lui être assignées sur les conquêtes de Flandre ; b) avant le 22 décembre 1298, pour le terme de la St-Remy 1298 (fol^o 28), 2.000 l. tourn. sur les conquêtes de Flandre ; c) avant le 15 mai 1299, pour le terme de Pâques 1299 (fol^o 45), 1.000 l. payées à Baudouin du Quesnoy sur le Trésor royal ; d) avant le 29 octobre 1299, pour le terme de la St. Luc 1299 (fol^o 99), 1.000 l., sur le Trésor royal, payées à Eustache de Mellyers, connétable de France ; e) avant le 23 juillet 1301, pour les termes de la St-Luc 1300 et de Pâques 1301 (fol^o 121 v^o), après déduction des 750 l. tourn. de rentes que le comte avait cédées à sa fille, la dame de Nesle, 1250 l. tourn., payées à Pierre Rompot, valet du comte de Hainaut, sur le Trésor royal ; f) avant le 12 novembre 1301, pour le terme de la St. Luc 1301 (fol^o 61 v^o), 1.200 l. tourn., payées à Gauthier de Bruxelles, sur le Trésor royal.

(2) Donation (1297, 17 octobre, Mont-St. Eloi) de Philippe le Bel en faveur du comte de Hainaut, dans *Monuments pour servir*, III, 560. — Maulde, comm. Belgique, prov. Hainaut. — Pottes, comm. Belgique, prov. Hainaut. — Laval, comm. Tillet, Belgique, prov. Luxembourg.

(3) Mandement (1315, 24 octobre) de Louis X à l'évêque de Soissons ; Archives du Nord, B 259, roul. 3190bis, pièce 32 : « Exposuit nobis dilectus et fidelis noster G. Comes Hanonye quod, cum dominus genitor noster dum viveret et *castellaniam Insule* a comite quondam Flandrie in gagenā teneret, eidem comiti Hanonye... feoda Matei de Valle, Hugonis de Maude, Roberti de Maude et Geraudi de Pothes militum tradidisset..., idem tamen genitor noster advertens post ea quod, ex pacto quod cum R. tunc comite Flandrie inhierat, *dictam castellaniam requibat minuire*, hac de causa... dicto comiti Hanonye subtraxit omnimodo feoda upradicta... »

comté de Flandre. Or la part attribuée à Jean sur les conquêtes de Flandre fut minime ; enfin, de la Flandre Impériale et du comté de Namur, il ne fut même plus question. Maître de la situation, Philippe le Bel, il faut le reconnaître, n'exécuta pas tous ses engagements vis-à-vis de son allié. Trop compromis vis-à-vis du comte de Flandre, Jean d'Avesnes ne pouvait plus, le roi le savait bien, renier le parti français : il accepta, sans exiger plus, les conditions qui lui étaient faites. L'alliance franco-hennuyère survécut, inébranlable, à cette épreuve.

Les comtes de Hainaut resteront, d'octobre 1297 jusqu'au début de la guerre de Cent Ans, les meilleurs alliés du roi de France. Un court revirement aura lieu en 1338, quand Guillaume II d'Avesnes se joindra à Édouard III, roi d'Angleterre, pour une expédition commune contre l'évêque de Cambrai, alors soutenu par Philippe de Valois : mais ce sera presque malgré lui que, vassal du roi des Romains, allié de l'Angleterre, le comte se laissera entraîner à une guerre contre la France. Dès 1340, la trêve d'Espiechin marquera le retour, définitif cette fois, de la maison d'Avesnes à l'alliance française. Cette politique ne se démentira plus jusqu'au jour où le duc de Bourgogne, Philippe le Bon, recueillera l'héritage de Jacqueline, dernière comtesse de Hainaut.

La trêve de Vives St. Bavon marque ainsi le terme de l'évolution qui, en dix-sept ans, avait rapproché le Hainaut de la France, et nous n'avons pas cru bon de pousser plus loin notre étude.

CONCLUSIONS.

Les rapports franco-hennuyers avaient subi en dix-sept ans et surtout depuis 1285 une évolution complète. Le roi de France en 1280 appuyait les Dampierre contre les d'Avesnes et l'Empire ; en 1297, au contraire, Philippe le Bel était devenu l'allié de Jean II de Hainaut contre le comte de Flandre que soutenaient le roi des Romains et aussi l'Angleterre. Ce renversement complet des alliances ne s'était pas accompli brusquement. L'évolution avait été lente et avait passé par une phase intermédiaire durant laquelle le roi avait cherché à tenir la balance égale entre les parties.

La politique de Jean d'Avesnes semble avoir été dominée surtout par des préoccupations fiscales : c'était pour mieux rançonner les abbayes d'Ostrevant que le comte en contesta la garde à Philippe le Bel et lui disputa la suzeraineté du pays. C'est pour des raisons analogues qu'il refusa de reconnaître les droits domaniaux et juridictionnels des bourgeois de Valenciennes. Enfin c'est gagné par l'or de Philippe le Bel que Jean d'Avesnes se rapprocha de lui et finit par conclure avec le roi une alliance contre le comte de Flandre.

La diplomatie de Jean d'Avesnes fut de vue assez courte. Elle l'entraîna à des revirements subits qui rendirent sa déloyauté flagrante. Philippe le Bel au contraire, plus habile et plus souple, sauva davantage les apparences de l'honnêteté. Sans avoir conçu un vaste plan d'ensemble, il paraît avoir entrevu, dès le début de son règne, la possibilité d'un conflit franco-flamand et l'éventualité d'une alliance franco-hennuyère. Aussi prit-il soin, lors même qu'il négociait avec les Valenciennes et le comte de Flandre, de ne jamais s'engager à fond vis-à-vis d'eux. Le rapprochement de la France et du Hainaut put ainsi s'accomplir, non certes sans déloyauté, mais au moins sans que le roi eût à renier des engagements exprimés en termes formels.

Quant à la politique de Philippe le Bel vis-à-vis de l'Allemagne, elle fut marquée sur la frontière hennuyère par des tentatives.

d'extension territoriale de la France au détriment de l'Empire. Mais il nous semble exagéré de conclure avec M. Franke que Philippe le Bel ait jamais songé à en détacher les Pays-Bas et de voir dans ce roi un précurseur de Richelieu (1). L'attitude de Philippe le Bel, nous le répétons, a été opportuniste. Seuls des théoriciens ont pu songer alors à étendre le Royaume jusqu'au Rhin. Une occasion exceptionnelle d'annexer le Hainaut se fût-elle présentée, les légistes ne l'auraient sans doute pas laissé échapper. Mais en fait, celle-ci ne s'étant pas offerte, ils ne durent jamais songer à cette annexion. La manière dont fut prise l'information française relative à l'Ostrevent prouve du reste, rappelons-le, que le roi n'émettait aucune prétention sur l'héritage des d'Avesnes situé au-delà de l'Escaut. Nous ne saurions admettre davantage avec M. Franke, que la politique de Philippe le Bel ait soustrait, au profit de la France, le Hainaut à l'influence allemande. Ce pays, bien que terre d'Empire, n'a pas attendu la fin du XIII^e siècle pour être de langue romane, donc de civilisation française. M. Franke semble avoir confondu les notions, distinctes au moyen âge, d'Allemagne et d'Empire.

Ramenée à ses véritables proportions, l'alliance franco-hennuyère était pourtant d'une importance considérable. En 1299, la mort de Jean 1^{er}, comte de Hollande, donna aux d'Avesnes, outre le Hainaut, l'héritage du comté de Hollande et fit ainsi d'eux, parmi les princes des Pays-Bas, des personnages de tout premier plan ; or, pendant un quart de siècle, ils mettront leur force, devenue imposante, au service de la France dont ils deviendront les principaux auxiliaires dans la lutte contre la maison de Dampierre.

Vu le 22 février 1929,

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

(1) M. Franke insinue notamment, dans sa conclusion, que, devenu comte de Hollande, Jean d'Avesnes chercha à détacher ce comté de l'Empire

ADDENDA ET CORRECTA

- p. 8, entre les lignes 18 et 19, ajouter « BÖHMER (J.-F.), *Regesta Imperii. VI. Die Regesten des Kaiserreiches unter Rudolf, Adolf, Albrecht, Heinrich VII* (1273-1313) ; ergänzt von Osw. REDLICH I ; Innsbruck (1898), in-4^o, XXII-652 p. »
- p. 10, entre les lignes 32 et 33, ajouter « KERN (Fr.), *Die Bestechung k. Adolfs von Nassau*, dans *Mitteilungen des Instituts für Österreichsforschung*, XXX, p. 423-444 ».
- p. 12, entre les lignes 11 et 12, ajouter « PERROT (Ern.), *Les cas royaux ; origine et développement de la théorie aux XIII^e et XIV^e siècles* ; Paris, Rousseau, 1910, in-8^o, 374 p. ».
- p. 49, note 4, ajouter « Ce ruisseau, qu'Aug. Matton a identifié à tort avec la Sambre, était considéré dès 1306 par les seigneurs de Guise comme la limite de la France et de l'Empire ; *Cartulaire de la seigneurie de Guise*, fol^o 298, d'après MATTON (Aug.), *Dictionnaire topographique du département de l'Aisne*, Paris, 1871, in-4^o, p. 254, art. *Sambre* ».
- p. 82, note 4, ajouter « Si le comte garda en Ostrevent la connaissance des causes féodales, le roi semble s'être opposé à ce qu'elles soient jugées à Mons, c'est-à-dire en terre d'Empire ; le 2 mars 1319 encore, le Parlement renvoya un procès relatif à l'appartenance du fief de Fenain (en Ostrevent), de la juridiction de la cour de Mons, à celle du châtelain hennuyer de Bouchain ; BOUTARIC, *Actes du Parlement de Paris*, Paris, 1867, in-4^o ; t. II, p. 272, n^o 5695 ».
- p. 95, note 1, lignes 5 et 6, pour « De même, contrat de mariage (1292, avril) entre Marguerite de Brabant et Henri de Luxembourg », lire « De même, cautionnement (1292, avril) consenti par la reine Marie et les autres princes français en faveur du duc de Brabant ».

- p. 106, note 1, ajouter « Il s'agit du *pagus* d'Ande ou d'Andenne. La *villa* en question peut être assimilée au hameau de Lestorf, entre les villages de Scaltin et de Sorce, dans le pays de Namur (d'après DEHAISNES et FINOT, *Inventaire sommaire des Archives Départementales antérieures à 1790. Nord. Archives civiles, série B, t. I, 2^e partie, p. 358, note 3* ; cet ouvrage se réfère à LE GLAY, *Glossaire*, 142) ».
- p. 163, note 2, ligne 2, après « LEBOUcq, *Guerre*, 51, » ajouter « copie XIII^e siècle à la Bibl. munic. de Valenciennes, *Livre Noir*, Ms. 535-716, fol^o 100^{vo} ».
- p. 165, note 2, ajouter « Isabelle de Valence, fille de Guillaume de Valence, comte de Pembroke, et cousine germaine d'Edouard I, était la veuve de Jean d'Avesnes, fils de Baudouin d'Avesnes et seigneur de Beaumont ; elle était donc la nièce, par alliance, du comte de Hainaut (ANSELME, *op. cit.*, II, 729) ».
- p. 181, note 7, lignes 5 à 10, pour le passage depuis « Or nous ne constatons pas... » jusqu'à la fin de la note, lire « Cette accusation semble fondée, car le 23 août 1296 (jeudi après l'octave de l'Assomption) ou peu après cette date, Philippe le Bel consentit à retirer sa main de tout le comté de Flandre : « dicto comiti volens facere graciā, amovit manum suam de toto comitatu Flandrensi » dans BEUGNOT, *Olim*, II, 395, art. XXII ».
- p. 197, note 1, ligne 5, pour « Li dui marechal », lire « Li dui marechal de France ».
- p. 199, ligne 6 et 7, pour « et Jean d'Avesnes put être déféré au Parlement par l'abbé de St-Denis (3) », lire « le 22 décembre il pourra intervenir pour interdire au comte de molester les habitants de Solesmes, placés sous l'avouerie royale (3) ».
- p. 199, note 3, pour tout le passage « Le Parlement rendit son arrêt... jusque « fol^o 265 », lire « Mandement (1297, 22 décembre, Paris) de Philippe le Bel au comte de Hainaut ; fragment dans DOUBLET, *Histoire*, 937 ; Archives Nationales, 2^e cartulaire de Solesmes, LL 1172, fol^o 265. — Ce mandement ne peut, contrairement à ce que nous avons supposé, être une notification d'un arrêt du Parlement, car il n'y eut pas de Parlement en 1297 ».

IMPRIMÉ EN BELGIQUE
A L'UNION DES IMPRIMERIES S. A.
MONS ET FRAMERIES
DIR. : J. RUELLE.